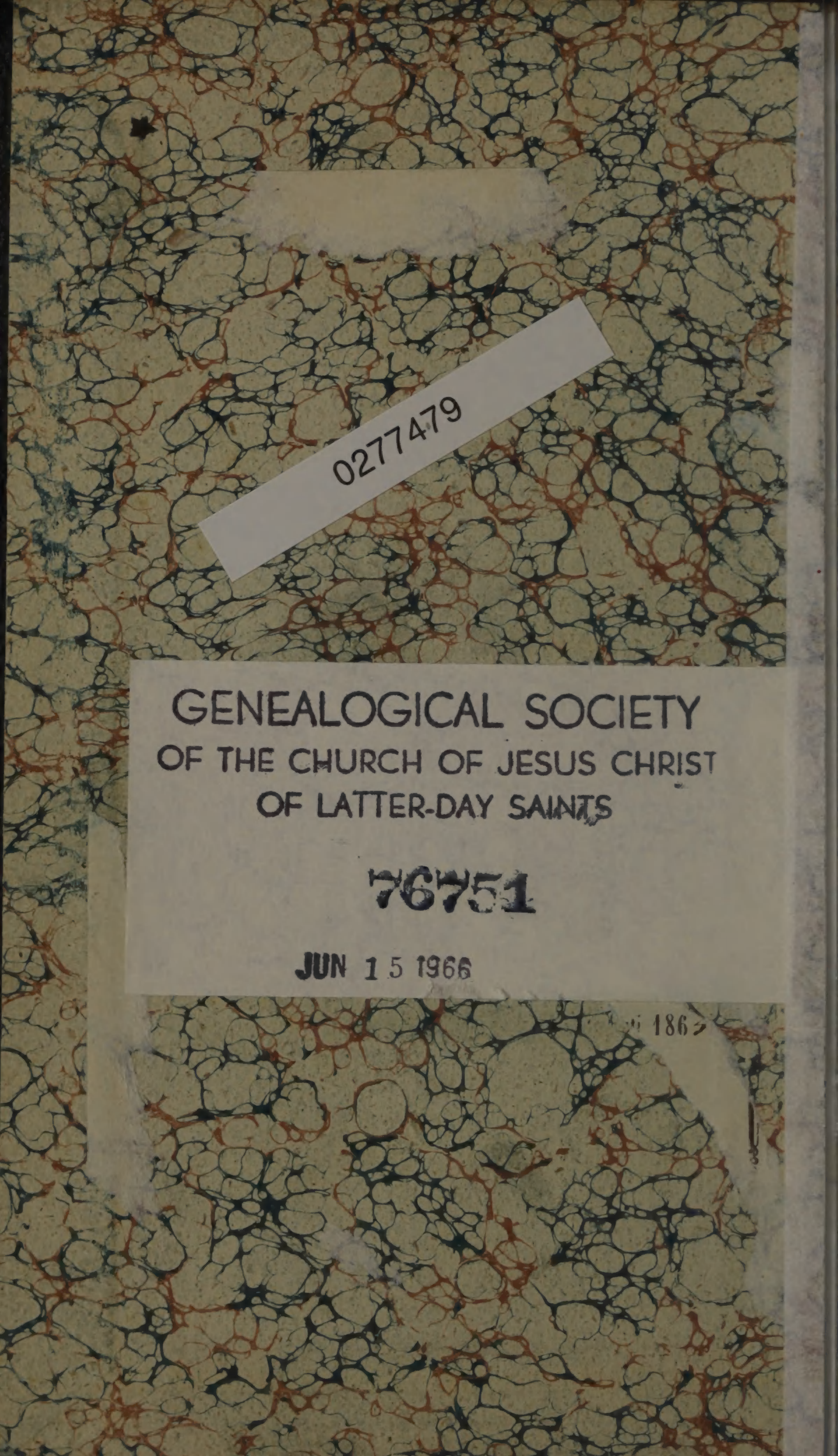
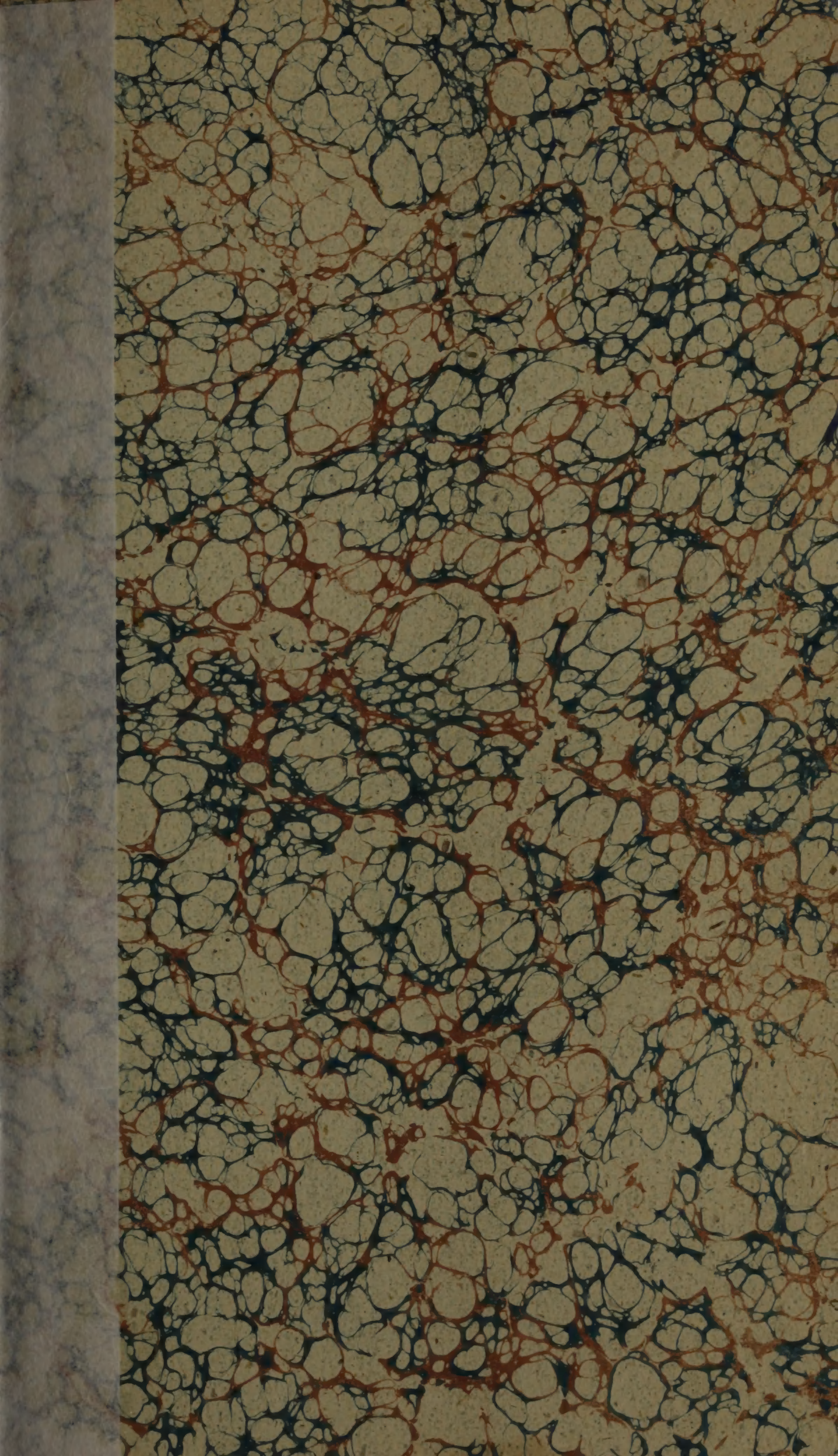

GYMNAS. IMM. CONC. SOC. IES. PARIS. AD. VALL. GIR.
IHS





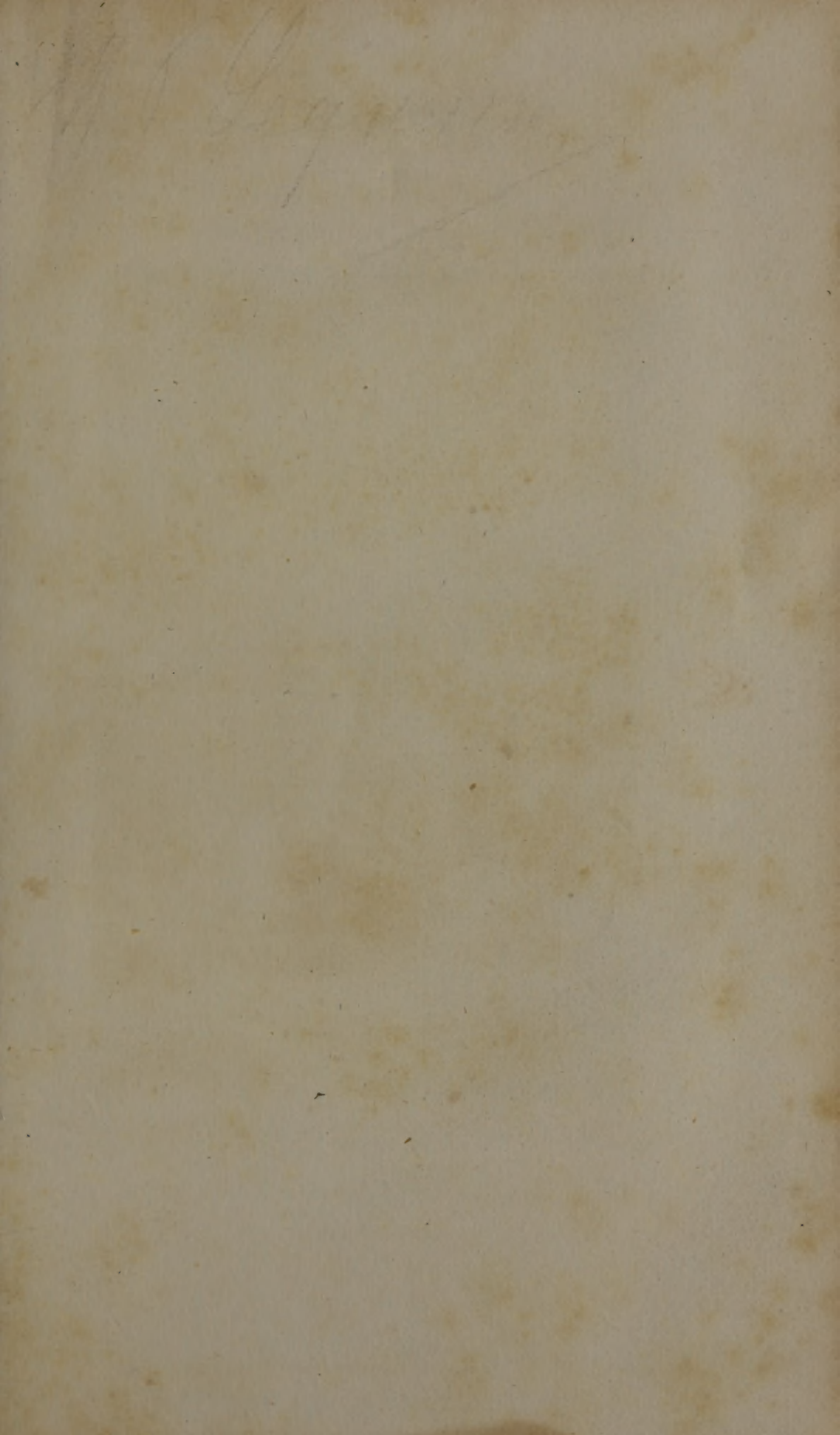
# BIBLIOTHÈQUE

DE LA

# JEUNESSE CHRÉTIENNE

APPROUVÉE

PAR S. EM. LE CARDINAL ARCHEVÊQUE DE TOURS.





K. Girardet del. Tours _ Berthiault imp. F. Delannoy sc.

L'armée de Manfred fut entièrement défaite, et il perdit lui-même la vie.

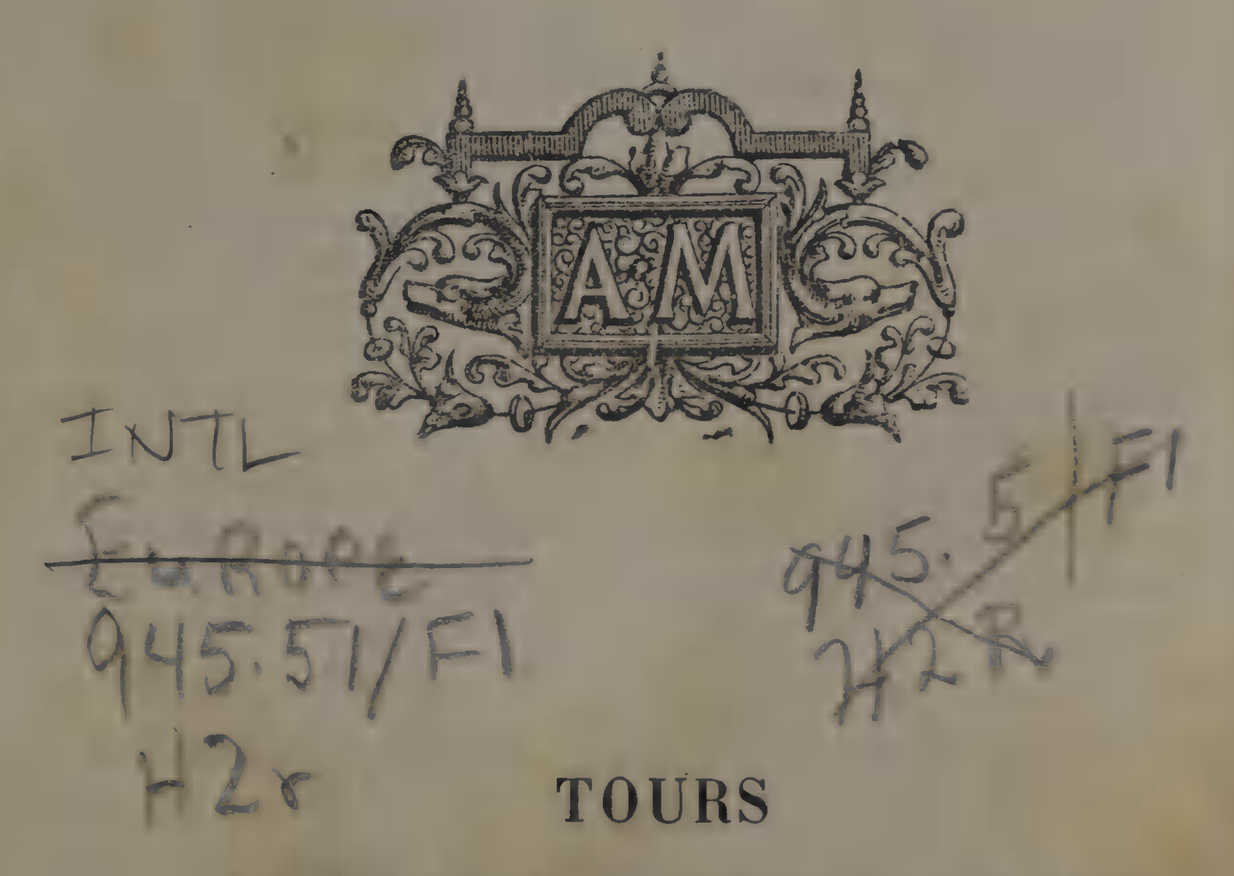
# HISTOIRE

DE

# FLORENCE

PAR

J.-J.-E. ROY






TOURS

A[d] MAME ET C[ie], IMPRIMEURS-LIBRAIRES

—

1855

# HISTOIRE
# DE FLORENCE

## PREMIÈRE PARTIE

## FLORENCE EN RÉPUBLIQUE

## CHAPITRE I

Situation de la Toscane, anciennement l'Étrurie. — Elle est conquise par les Romains. — Fondation de Florence. — A la chute de l'empire romain, l'Étrurie appelée Tuscia, d'où est venu le nom de Toscane. — Invasion des barbares. — Charlemagne réunit la Toscane à son empire. — Elle est gouvernée sous les premiers empereurs d'Allemagne par des ducs ou comtes héréditaires. — Florence et les principales villes de Toscane se constituent en républiques. — Division de la population de Florence en *arts (arti)*, ou corporations. — Les nobles florentins se font inscrire dans ces corporations, et se trouvent bientôt seuls à la tête du gouvernement. — Choix d'un podestat. — Guelfes et Gibelins ; leur origine. — Expédition de Frédéric Barberousse en Italie. — Paix de 1183. — Ligue toscane ou guelfe, formée sur la demande d'Innocent III. — Une querelle entre des familles nobles de Florence occasionne une guerre intestine qui dure trente-trois ans. — Frédéric II s'allie aux Gibelins de Florence, qui parviennent par son secours à expulser les Guelfes de leur ville.

Dans l'Italie centrale, entre les Apennins et la Méditerranée, entre les États de l'Église et ceux du roi de Sardaigne, s'étend une de ces contrées privilégiées de la nature, où la beauté des sites, la fertilité du sol et la salubrité du climat ont dû

attirer et fixer, dès les premières migrations des hommes dans cette partie de l'Europe, une population nombreuse ou qui a dû rapidement le devenir. En effet, ce pays, connu autrefois sous le nom d'Étrurie, et aujourd'hui sous celui de Toscane, a été habité dès la plus haute antiquité par les Pélasges Tyrrhéniens, peuple dont l'origine est inconnue, et qui nous a laissé dans ses gigantesques constructions les traces d'une civilisation naissante, et qui cherche à secouer les langes de la barbarie.

A une époque que l'histoire peut fixer au XIe siècle avant Jésus-Christ, les Pélasges furent asservis par les Étrusques, venus de la Rhétie. Ceux-ci donnèrent leur nom à leur conquête, et fondèrent une confédération de douze cités ou *lucumonies*, dont quelques-unes ont acquis une certaine célébrité dans l'histoire. Voici leurs noms avec les noms modernes de celles qui subsistent encore : Véies (détruite) (1), Volsinie (*Bolsene*), Clusium (*Chiusi*), Perouse (*Perugia*), Crotone (*Cortone*), Aretium (*Arezzo*), Falère (*Cività-Castellana*), Volterre (*Volterra*), Vétulonie, Russellac, Tarquinie (2) et Cæré (*Cerveteri*). Florence, Pise, Sienne, Livourne, Lucques, aujourd'hui principales villes de la Toscane, sont toutes modernes par rapport à celles que nous venons de citer.

Les Étrusques apportèrent-ils aux Pélasges une religion, des mœurs, des lois nouvelles, ou bien

(1) Elle était située à douze milles de Rome ; on en voit les ruines aux environs de Scrofano.

(2) Ces trois dernières villes n'existent plus. Vétulonie était située entre Piombino et Massa ; on voit encore les ruines de Russellac à Bagni di Roselle (*Bains de Roselle*). Celles de Tarquinie sont aux environs de Cornelto.

prirent-ils celles des vaincus, ou enfin, du mélange des deux peuples se forma-t-il une nation nouvelle qui, sous l'influence du beau climat qu'elle habitait, fit éclore et développer rapidement les germes de civilisation que Dieu a semés dans le cœur de tous les hommes? Nous n'aborderons pas ces questions, qui peuvent donner lieu à de savantes dissertations, mais qui sont étrangères à notre sujet. Ce qu'il y a de certain, c'est que depuis les temps les plus reculés, et plusieurs siècles avant la fondation de Rome, les Étrusques cultivaient les arts de la civilisation, élevaient des édifices remarquables par leurs proportions colossales et par leur solidité, construisaient des cités et y faisaient régner la police et les lois. Le temps a détruit une partie des monuments de ce peuple; mais l'ordre d'architecture auquel il a donné son nom, les vases remarquables qu'il nous a laissés, les antiquités précieuses retrouvées dans ses tombeaux, prouvent qu'il avait porté l'industrie à un degré très-avancé.

Plus tard, quand Rome fut fondée non loin des frontières de l'Étrurie, elle emprunta à ce pays une partie de sa religion et des cérémonies de son culte. Deux rois sortis d'une des principales cités étrusques, Tarquin l'Ancien et Tarquin le Superbe, gouvernèrent pendant quelque temps la ville nouvelle, dont les armes devaient dans la suite soumettre à sa domination non-seulement l'Italie, mais tout le reste du monde alors connu. L'Étrurie eut à lutter une des premières contre les efforts de ce peuple ambitieux qui dès son origine n'avait d'autre science que la guerre, et ne connaissait d'autre art que celui de subjuguer les

autres nations (1). Cependant la lutte fut longue et le succès longtemps disputé. Porsenna, roi de Clusium, conquit un instant la ville *éternelle;* Véies la mit à deux doigts de sa perte; mais les destins de Rome l'emportèrent. Véies fut conquise par Camille, et quelques années après, Falère, Tarquinie, Cæré subirent le même sort (de 395 à 352 av. J.-C.). Ces revers n'abattirent point les Étrusques; unis aux Samnites et aux Gaulois, ils soutinrent trois grandes guerres contre les Romains. Mais le sort des armes leur fut encore fatal, et dans l'espace d'environ un siècle (de 313 à 224), Rome soumit toutes les lucumonies et y consolida son pouvoir. Dès lors l'Étrurie partagea le sort des Romains, et son histoire se confond avec la leur.

La fondation de Florence remonte aux derniers temps de la république romaine. Ce n'était auparavant, à ce qu'on croit, qu'un faubourg de Fiesole, ancienne cité des Étrusques. Le dictateur Lucius Sylla en fit une colonie romaine, et traça lui-même les murs de la ville nouvelle sur les bords riants de l'Arno, au pied des Apennins, entre des collines couvertes d'oliviers, de figuiers et de tous les arbres des climats plus chauds.

Il était difficile de choisir pour une ville un emplacement plus favorisé de la nature. Malgré les chaleurs quelquefois excessives, l'air y est toujours sain et rafraîchi par les eaux limpides qui descendent de l'Apennin. Une campagne riche et fertile s'étend dans la vallée inférieure,

(1) Excudent alii spirantia mollius æra.....
Tu regere imperio populos, Romane, memento,
Parcere subjectis et debellare superbos. (VIRGILE.)

tandis que du côté des Apennins s'élève un amphithéâtre de collines riantes, sur lesquelles on cueille l'huile la plus exquise et les vins les plus recherchés de l'Italie.

La situation avantageuse de Florence attira bientôt dans ses murs une nombreuse population, et dès le temps de Sylla cette ville était ornée de thermes, de théâtres, d'aqueducs et d'édifices somptueux. Au IVe siècle de l'empire, Florence était devenue le chef-lieu d'une des huit provinces du diocèse d'Italie, comprenant sous le nom de Tuscia toute l'ancienne Étrurie.

A la chute de l'empire, l'Étrurie, que nous appellerons désormais la Toscane, reçut le joug des barbares qui envahirent successivement l'Italie. Plusieurs de ses villes importantes furent détruites, entre autres Chiusi et Fiesole ; cependant sous le règne de Théodoric la Toscane respira un instant; Florence et Pise s'agrandirent, et Sienne fut fondée. Mais dans la guerre que Totila, l'un des successeurs de Théodoric, eut à soutenir contre les généraux de l'empereur Justinien, Florence fut entièrement détruite et resta plusieurs siècles ensevelie sous ses ruines.

Aux Visigoths succédèrent les Lombards, qui pendant deux siècles furent maîtres de toute l'Italie, à l'exception de Rome et de son territoire. Enfin Charlemagne détruisit la puissance des Lombards et réunit l'Italie à son vaste empire. Il releva les murs de Florence, et sous le règne de son nouveau fondateur cette ville reprit une partie de son ancien éclat. Après la dissolution de l'empire de Charlemagne, la Toscane fut administrée au nom des empereurs d'Allemagne par

des gouverneurs auxquels on donna indistinctement les noms de ducs, de margraves ou de comtes. Quand le gouvernement féodal s'établit dans toute l'Europe, les ducs ou comtes de Toscane rendirent leur charge héréditaire, et la comtesse Mathilde, dernier rejeton de ces seigneurs, fit au XII^e siècle donation de tous ses biens au saint-siége; de là vient qu'une partie de la Toscane fut incorporée aux États de l'Église et porte encore aujourd'hui le nom de Patrimoine de saint Pierre.

La domination de ces comtes ou ducs impériaux ne paraît pas avoir été bien tyrannique; car, pendant les trois siècles qu'elle dura, les villes de Toscane perfectionnèrent leur administration municipale, et se formèrent en divers États à peu près indépendants, qui surent mettre à profit leur situation et leurs avantages naturels. Les principaux de ces États étaient Pise, Florence, Pérouse et Sienne. Les Pisans s'appliquaient à la marine, leur ville étant la seule place maritime de la Toscane. Les Pérusiens, dont le territoire était d'une merveilleuse fertilité, s'adonnaient à l'agriculture. Les Siennois possédaient une noblesse opulente qui entretenait l'abondance et le luxe dans leur ville. Mais les Florentins se distinguaient sur tous les autres peuples de la Toscane par leur industrie, leur habileté dans les arts, leur aptitude pour le commerce, et généralement pour tout ce qu'ils entreprenaient.

Le gouvernement de ces diverses cités, sans être tout à fait dissemblable, offrait cependant des différences remarquables; d'ailleurs il variait presque continuellement selon les circonstances et

au gré des partis qui se trouvaient momentanément au pouvoir. Aussi serait-ce une entreprise difficile et monotone que de présenter l'histoire de tous ces gouvernements, dont la durée ne dépassait pas souvent quelques mois. Nous nous bornerons à raconter succinctement ce qui concerne Florence, dont l'histoire nous occupe plus spécialement.

En général, toutes ces villes, à mesure qu'elles devenaient riches et florissantes, avaient une tendance à rompre les faibles liens qui les attachaient encore à l'empire, et à se gouverner entièrement par elles-mêmes, c'est-à-dire à former autant de petites républiques indépendantes. La forme adoptée par la plupart d'entre elles pour leur administration municipale, était toute populaire, et rappelait, du moins par les noms donnés aux magistrats, quelque chose de la république romaine. Ainsi Florence, jusqu'en 1207, fut gouvernée par des consuls annuels, qui agissaient, du temps de la domination impériale, sous les ordres d'un officier de l'empire; elle avait en outre un sénat composé de cent personnes choisies parmi les meilleurs citoyens. Le nombre des consuls fut d'abord de quatre, choisis chacun par un quartier de la ville; puis, le nombre des quartiers ayant été porté à six, celui des consuls suivit la même progression.

Cette division des villes par quartiers plus ou moins nombreux était générale en Italie, et chaque quartier portait le nom d'une des portes de la ville, dont la garde lui était spécialement confiée. Mais une division toute spéciale à Florence, et qui montre son esprit démocratique, était celle

qui partageait toute la population en vingt-un *arts (arti)*. Ces arts étaient eux-mêmes divisés en deux classes, sept grands et quatorze de second ordre.

Les sept grands arts étaient : 1° les juges et les notaires (on appelait juges à Florence tous les docteurs ès lois) ; 2° les marchands ou l'art de *calimala* (cet art prenait le nom de *Calimala* de celui de la rue où logeaient ces marchands, et qui était anciennement appelée *calle mala;* ils vendaient en détail des étoffes de laine, de soie, et ce que nous nommons en France rouennerie et mercerie); 3° les banquiers; 4° les fabricants d'étoffes de laine; 5° les fabricants de soieries; 6° les médecins et les apothicaires; 6° les fourreurs.

Les quatorze arts de second ordre étaient : 1° les bouchers; 2° les cordonniers ; 3° les forgerons; 4° les regrattiers ou débitants de sel; 5° les maçons et les tailleurs de pierre ou appareilleurs; 6° les marchands de vin; 7° les aubergistes; 8° les marchands d'huile, les charcutiers et les cordiers; 9° les chaussetiers; 10° les marchands de cuirasses et armuriers; 11° les serruriers; 12° les marchands de cuirs; 13° les marchands de bois; 14° les boulangers.

Les premiers arts s'appelaient *arts majeurs;* les seconds s'appelaient *arts mineurs.* Tout citoyen quelconque, qu'il exerçât ou non un de ces arts, devait en choisir un dans lequel il se faisait inscrire. Il y avait certainement à Florence beaucoup de professions distinctes; mais chacune de ces dernières était tenue de faire partie de l'un des arts mineurs.

Chaque art avait sa maison d'assemblée où il se

réunissait pour élire des syndics, des *consuls*. Les chefs de chaque art avaient des places d'honneur dans les cérémonies publiques et dans les processions, où ils portaient le gonfalon ou bannière de leur art. Nous verrons plus tard que, quand la république fut gouvernée par un *gonfalonier*, ce magistrat dut être choisi parmi les citoyens appartenant aux arts majeurs, et que le quart des autres magistrats dut être pris dans les arts mineurs. Nous ferons observer encore que cette division par arts ne se fit que successivement, et que ce ne fut qu'en 1266, après la défaite de Manfred, que les corporations des métiers commencèrent à prendre part au gouvernement de la cité; encore n'y eut-il que les sept arts majeurs qui jouirent de ce privilége.

Cette division de tous les citoyens d'une cité en arts, qui rappellent nos confréries des métiers au moyen âge, semblerait indiquer qu'il n'y avait à Florence aucune famille noble, ou que du moins elles n'étaient pas comptées au nombre des citoyens. Ce serait une erreur : Florence, ainsi que les quatre villes de Toscane, comptait dans son sein un grand nombre de familles nobles et riches, dont l'origine remontait peut-être aux conquérants lombards ou au temps des rois carlovingiens. Mais la plupart des gentilshommes italiens se gardèrent bien d'imiter ceux de France et d'Allemagne, qui, à l'époque où les villes de ces contrées obtinrent d'être régies en communauté, refusèrent de prendre parti pour le peuple, et se retirèrent dans leurs manoirs féodaux, laissant les bourgeois des villes apprendre l'art de se gouverner et de se défendre eux-mêmes. Les gentils-

hommes florentins se firent inscrire au nombre des citoyens et des membres des arts de la bourgeoisie. Il est même à remarquer que plusieurs nobles, pour se populariser, firent inscrire leur nom dans les arts mineurs. Quelques-uns avaient voulu d'abord résister et conserver leur indépendance dans leurs châteaux ; mais les Florentins les forcèrent à se reconnaître citoyens de leur ville, et ils soumirent leurs petits fiefs à la juridiction de leur cité.

Il arriva alors ce qu'il était facile de prévoir. Les nobles florentins, devenus citoyens et membres des corps de métiers, furent choisis pour remplir toutes les magistratures, et ils se trouvèrent bientôt seuls à la tête du gouvernement. En 1207 seulement, les Florentins, par imitation de ce qu'ils voyaient pratiquer dans toutes les autres villes, appelèrent un podestat, étranger et gentilhomme, auquel ils confièrent le soin d'exécuter les ordres de la commune, de faire décider par ses juges les procès civils, de prononcer lui-même et de faire exécuter les sentences criminelles, afin, disent les historiens florentins, qu'aucun citoyen ne fût chargé de la haine que pouvait exciter la vengeance publique, et qu'aucun, d'autre part, ne se laissât entraîner par des prières, des affections de famille ou des motifs de crainte, à négliger le maintien de l'ordre public. Le premier podestat de Florence fut Gualfredotto de Milan. Cette nouvelle magistrature n'empêcha pas de conserver les consuls, qui demeurèrent chargés de toutes les autres parties de l'administration.

Nous sommes arrivés à une époque où l'Italie était divisée en deux partis, qui, sous les noms

de Guelfes et de Gibelins, la déchirèrent pendant près de trois siècles. Ces dénominations remontaient au commencement du XIIe siècle et avaient pris naissance en Allemagne.

Après la mort de l'empereur Henri V, en 1125, l'empire fut disputé par deux compétiteurs puissants : l'un, Frédéric de Hohenstaufen, duc de Souabe, seigneur de Wiblingen et neveu du dernier empereur; l'autre, Lothaire, duc de Saxe, appartenant à la maison de Bavière, dont plusieurs princes avaient porté le nom de Welf, ce qui avait fait désigner toute la famille par ce surnom. Lothaire fut élu empereur; mais Frédéric et ses partisans refusèrent de le reconnaître. L'Allemagne se divisa entre les deux compétiteurs; les partisans de Frédéric furent appelés Wiblingen (Gibelins), et ceux de Lothaire, Welf (Guelfes). Le pape et une partie des villes d'Italie se déclarèrent en faveur de Lothaire ou du parti guelfe ; d'autres se prononcèrent en faveur de Conrad, frère de Frédéric, devenu chef du parti gibelin, et qui fut élu empereur après la mort de Lothaire. Conrad, pendant presque toute la durée de son règne, combattit en Allemagne les chefs du parti guelfe, qui avaient refusé de le reconnaître. Enfin, après sa mort, l'élection de Frédéric Barberousse (1152), qui était allié aux deux familles, apaisa ces querelles en Allemagne; mais elles durèrent longtemps encore en Italie, ou plutôt ces mots de Guelfes et de Gibelins servirent à désigner deux partis qui ne ressemblaient en rien à ceux qui avaient pris ces noms en Allemagne.

Depuis longtemps les villes d'Italie aspiraient à

l'indépendance, et elles avaient profité pour la conquérir des querelles qui avaient divisé l'Allemagne, et des différends qui s'étaient élevés entre les papes et les empereurs. Cependant quelques villes et un grand nombre de familles nobles étaient restées attachées aux empereurs, soit par reconnaissance pour les bienfaits qu'elles en avaient reçus, soit par tout autre motif. De là deux partis s'étaient formés, l'un voulant repousser toute domination étrangère, l'autre l'acceptant comme la seule autorité légitime. Le premier de ces partis prit le nom de guelfe, et le second celui de gibelin.

Quand Frédéric Barberousse se vit maître de toutes les forces de l'empire par la réunion des Guelfes et des Gibelins d'Allemagne, il voulut en profiter pour détruire cet esprit d'indépendance des villes italiennes, et pour leur enlever même les priviléges qu'elles avaient reçus de ses prédécesseurs. Pendant près de trente ans il travailla à cette œuvre, et y consuma sans succès toutes les forces de l'empire. Toute la Lombardie fut ravagée; Milan, deux fois assiégé, fut rasé, et l'empereur fit semer du sel sur ses ruines. Gênes fut saccagée, Bologne pillée, d'autres cités furent détruites, Rome et Venise furent menacées. Le pape Innocent III, indigné de la conduite de Frédéric, lança contre lui les foudres de l'excommunication et se retira en France. Toute l'Italie courut aux armes; une maladie contagieuse ravagea l'armée de l'empereur pendant qu'il assiégeait Rome, et ce prince fut forcé de repasser les Alpes. En 1176, les Milanais et les peuples de Lombardie, reprenant courage, détruisirent à Côme une nou-

velle armée revenue d'Allemagne. C'était la septième à qui Frédéric faisait franchir les Alpes. Ce prince se vit alors réduit à demander la paix à Alexandre III. Une entrevue eut lieu à Venise entre le pape et l'empereur, et une suspension d'armes de six ans fut convenue entre eux. Enfin, le 25 juin 1183, un congrès s'assembla à Constance, et là une paix définitive fut signée. Cette paix glorieuse conserva aux villes d'Italie leurs libertés, leurs *régales*, leurs droits, leurs coutumes, sous la réserve faite à l'empereur de certains droits de souveraineté, et entre autres des appels en dernier ressort. Ainsi, la forme du gouvernement républicain, déjà adoptée dans plusieurs de ces villes, fut étendue à beaucoup d'autres, du consentement de l'empereur. Ce fut alors que l'Italie ne put méconnaître tout ce qu'elle devait aux souverains pontifes pour son affranchissement, et qu'elle les regarda désormais comme les défenseurs et les protecteurs naturels de sa nationalité.

Le pape Innocent III, « qui apportait dans l'administration, dit M. de Sismondi, une profonde connaissance des intérêts de sa patrie et du saint-siége, le courage d'un patricien jeune encore (1), enfin la réputation de sainteté et de savoir qu'il devait à une vie régulière et à des ouvrages estimés, » songea à tirer parti de sa situation pour raffermir l'autorité pontificale dans les États de l'Église et dans la ville même de Rome, où elle était depuis longtemps ébranlée par les factions,

(1) Le comte Signa, Innocent III, noble romain, n'avait que trente-sept ans lorsqu'il fut élu pape.

et assurer en même temps l'indépendance de l'Italie.

Innocent parvint sans peine, en employant avec mesure les moyens de persuasion et la force, à faire rentrer dans l'obéissance du saint-siége une partie des possessions qui en avaient été séparées, et à faire reconnaître sa souveraineté par la plupart des villes qui avaient voulu s'y soustraire.

Il voulut ensuite contracter une alliance avec les villes de Toscane, afin que leurs efforts réunis fussent plus efficaces pour résister aux tentatives des oppresseurs étrangers. Il chargea les cardinaux Pandolfe et Bernard de cette négociation. Ceux-ci représentèrent aux habitants de la Toscane que la mort de l'empereur les avait dégagés de leurs obligations envers l'empire, et qu'il était de leur sagesse de profiter de l'interrègne pour empêcher qu'un nouvel empereur, en les entraînant dans ses dissensions avec l'Église, ne compromît leur conscience, et ne mît en opposition leurs devoirs envers les hommes avec leurs devoirs envers Dieu.

Les villes toscanes n'avaient pas eu à souffrir des longues et sanglantes guerres qui avaient désolé la Lombardie et d'autres parties de l'Italie pendant le règne de Frédéric I^er^; mais rien ne les garantissait contre de semblables calamités que l'union entre elles et avec d'autres puissances ayant les mêmes intérêts. D'un autre côté, elles avaient eu à se plaindre sous le règne de Henri VI de l'augmentation des impôts et des exigences hautaines des ministres du fisc impérial. Elles accueillirent donc favorablement les envoyés

d'Innocent III, et consentirent à former une assemblée de leurs députés à San-Ginnasio, bourgade située près du mont San-Miniato. Là elles s'associèrent pour une ligue qui fut appelée *ligue toscane* ou *ligue guelfe*. Les alliés, de concert avec le pape, prenaient l'engagement de ne reconnaître aucun empereur, aucun roi, duc ou marquis sans l'approbation expresse du souverain pontife; ils promettaient de plus de se défendre les uns les autres, et de défendre de même l'Église toutes les fois qu'ils en seraient requis par elle. Enfin, ils s'engageaient à l'aider dans le but de ressaisir toutes les parties de ses possessions, excepté celles qui seraient actuellement occupées par quelqu'un des alliés.

Florence, Lucques, Sienne et Volterra s'étaient mises à la tête de cette ligue; mais Pise, une des plus puissantes cités de la Toscane, avait refusé d'y entrer. Cette ville n'avait rien à gagner à une telle association : elle avait reçu de Henri VI des priviléges extraordinaires; elle était affranchie de toute contribution et de logement de gens de guerre; elle avait été confirmée dans le privilége de nommer ses consuls et ses autres magistrats; la même charte accordait aux Pisans tous les droits régaliens, non-seulement dans leur ville, mais encore sur un vaste territoire où se trouvaient compris soixante-quatre bourgades et châteaux. De plus, cet empereur leur avait cédé en fief la Corse avec les îles d'Elbe, Capraia et Pianosa. Aussi les Pisans, depuis cette époque jusqu'à l'affermissement de leur république, demeurèrent-ils constamment à la tête de la faction gibeline en Toscane.

Quoique Florence se fût engagée l'une des premières dans la ligue guelfe, il se trouvait cependant parmi les nobles qui gouvernaient la république un grand nombre de gentilshommes partisans de la faction gibeline. Mais il y avait tant de modération dans les hommes chargés de l'administration, que cette divergence d'opinions n'amena pendant longtemps aucun conflit. La confédération même dans laquelle on était entré paraissait presque oubliée, tant on mettait peu de chaleur à la soutenir, et tant les magistrats se montraient déterminés à maintenir la neutralité, lorsqu'une querelle particulière et de famille vint tout à coup échauffer l'esprit de parti et engagea les Florentins dans une guerre intestine qui dura trente-trois ans, et qui força la république de jouer le premier rôle dans les guerres d'Italie. Voici comment les historiens florentins racontent cet événement.

« Au nombre des plus puissantes familles de Florence on comptait les Buondelmonti et les Uberti, et après eux les Amidei et les Donati. Les Buondelmonti et les Donati étaient attachés au parti guelfe ; les Amidei, alliés des Uberti, appartenaient à la faction opposée. Une dame veuve de la maison des Donati avait conçu le projet de marier sa fille, jeune personne d'une admirable beauté, au seigneur Boundelmonte, chef de la maison des Buondelmonti. Soit par négligence, soit qu'elle pensât qu'il serait toujours temps de se déclarer, elle n'avait fait part de ses intentions à personne, quand on annonça que messire Buondelmonte allait épouser une fille de la famille des Amidei. Grande fut la contrariété

de la veuve ; cependant elle ne désespéra pas de parvenir, à l'aide de la beauté de sa fille, à rompre ce mariage avant son accomplissement.

« Un jour, ayant aperçu le signor Buondelmonte qui se dirigeait seul du côté de sa demeure, elle descendit sur la porte, suivie de sa fille, et se présentant sur son passage, elle le salua en lui disant : « Je suis vraiment charmée que vous preniez femme, quoique j'eusse conservé pour vous ma fille que voici. » Et en disant ces mots elle entr'ouvrit la porte, et lui fit voir la jeune personne, qui se trouvait derrière. Frappé de la rare beauté de cette fille, qui du reste ne le cédait en rien, ni pour la naissance, ni pour la fortune, à celle qu'il avait promis d'épouser, Buondelmonte, sans penser ni à ses serments, ni aux suites de son parjure, ni aux malheurs que cette rupture pouvait entraîner, répondit à la veuve : « Puisque vous me l'avez conservée, je serais bien ingrat, quand il en est encore temps, de la refuser. » Et aussitôt il la demanda et l'obtint pour femme.

« Cet événement remplit d'indignation les Amidei et les Uberti, leurs parents. Dans une assemblée où ils se réunirent avec beaucoup d'autres familles qui leur étaient alliées, on déclara à l'unanimité qu'un tel outrage ne pouvait se supporter sans honte, et que la mort seule de Buondelmonte pouvait laver cette injure. Quelques-uns cependant, tout en reconnaissant la justice de cette vengeance, parurent en appréhender les suites. Mosca Lamberti répondit que qui pense à plusieurs choses à la fois n'en termine

jamais aucune, ajoutant ce proverbe connu : « Chose faite a un commencement (1). »

« La mort de Buondelmonte fut donc résolue, et on chargea Mosca Lamberti, Stilla Uberti, Lambertuccio Amidei et Oderic Fitanti d'exécuter la sentence qui venait d'être prononcée. Ceux-ci se renfermèrent dans les maisons des Amidei, entre le vieux pont et Saint-Étienne, attendant le moment favorable d'attaquer leur ennemi. Buondelmonte, pensant qu'il était aussi facile d'oublier une injure que de rompre une alliance, ne prenait aucune précaution. Dans la matinée du jour de Pâques, 8 avril 1215, au moment où, monté sur un cheval blanc, il venait de passer la rivière, il fut assailli et tué auprès du pont, au pied de la statue de Mars, protecteur de Florence païenne, dont le monument était encore debout (2). »

Dès que le premier sang eut coulé, toutes les maisons nobles se crurent obligées de se prononcer ou pour ou contre les agresseurs, et d'adopter en même temps un parti dans la grande querelle de la chrétienté, qu'on se hâta de rattacher à cette querelle de famille. Avec les Buondelmonti, trente-six maisons du premier rang, et dont les anciens historiens font l'énumération, se déclarèrent pour le parti guelfe ; avec les Uberti, vingt-huit familles du même ordre se déclarèrent gibelines. Des combats fréquents s'engagèrent entre

(1) *Cosa fatta capo hà :* ce proverbe, qui répond à peu près à cet axiome : Il n'y a pas d'effet sans cause, devint comme une parole de sang qu'on ne pouvait répéter sans faire frissonner les républicains de Florence.

(2) Ricordano Malespini, Villani, Machiavel.

ces diverses familles ; chacune éleva des tours et fortifia ses palais ; et cependant elles demeurèrent ensemble, dans l'enceinte des mêmes murs, pendant trente-trois ans, sans que la paix pût être rétablie entre elles. Elles se combattaient soit devant les tours que chaque maison considérable avait bâties, soit dans quatre ou cinq places principales où les nobles de tout un quartier avaient élevé des espèces de fortifications mobiles qu'ils appelaient *seragli ;* c'étaient ou des barricades, ou des chevaux de frise avec lesquels on fermait en partie une rue et derrière lesquels on se défendait. Quelques familles puissantes commandaient les barricades pratiquées au-dessous de leurs palais, et elles se hâtaient de les fermer dès qu'il y avait une émeute. Ainsi les Uberti, qui occupaient l'espace où est situé aujourd'hui le palais vieux, commandaient la rue qui aboutit par cet endroit à la grande place; les Tedaldini défendaient la porte Saint-Pierre, les Cattavi la tour du Dôme. Des trêves de quelques jours interrompaient, il est vrai, ces scènes de meurtre ; mais la cause la plus légère en amenait la rupture. Une contestation sur une affaire publique ou privée, un mot offensant légèrement prononcé, faisaient aussitôt prendre les armes à toute la noblesse ; chacun se rendait à son poste ; on combattait en six ou sept endroits de la ville à la fois ; mais le soir chaque parti enlevait ses morts. La journée suivante était consacrée aux funérailles ; et les vaillants Guelfes et Gibelins se rencontraient en paix, se recherchaient même pour décerner la gloire des combats de la veille à celui qui avait montré le plus de bravoure et de sang-froid. Tous

ensemble sacrifiaient également leurs inimitiés privées à la gloire de leur patrie ; et pendant une guerre que les Florentins eurent dans ce temps-là à soutenir contre Sienne, ville gibeline, et où ils remportèrent de grands avantages, on n'aurait pu reconnaître que dans leur armée un grand nombre de soldats et d'officiers étaient Gibelins.

Pendant la durée de ces guerres intestines, Frédéric, fils de Barberousse, qui était enfant à la mort de son père, avait atteint l'âge de régner par lui-même et de réclamer la couronne impériale, que portait alors Othon IV. Mais celui-ci étant mort le 19 mai 1218, Frédéric ne trouva plus d'obstacle à ses désirs, et il fut reconnu empereur dans toute l'Allemagne; il reçut la couronne impériale des mains du pape Honorius III, le 22 novembre 1220, après avoir renouvelé la promesse qu'il avait déjà faite précédemment de marcher au secours de la Terre-Sainte. Malgré les vives sollicitations du pape, il différa d'accomplir cette promesse, sous divers prétextes. Dès lors, et jusqu'à la fin de son règne, ce prince fut en guerre perpétuelle avec les pontifes qui se succédèrent dans la chaire de saint Pierre. Dans un concile œcuménique tenu à Lyon en 1245, il fut même excommunié et déclaré déchu de ses titres et dignités.

Frédéric, loin de se laisser abattre par cet arrêt, résolut de pousser la guerre avec plus de vigueur. Il vint mettre le siége devant Parme; mais il éprouva une résistance opiniâtre, et même plusieurs échecs sanglants. Il songea alors à fortifier son parti en Toscane, où il avait déjà la prépon-

dérance. Il était assuré de la fidélité de Pise, alors la plus puissante ville de cette contrée; Sienne, cité florissante, était dans le même parti; Pistoia, Volterra, et presque tous les seigneurs encore possesseurs de fiefs, étaient armés pour la même cause. Florence, il est vrai, était à la tête d'une ligue guelfe, qui comprenait Lucques et quelques petites villes; mais dans Florence même les Gibelins étaient nombreux et participaient encore au gouvernement. Depuis trente-trois ans, comme nous l'avons vu, ils luttaient sans désavantage pour une querelle de famille contre leurs adversaires.

Frédéric, instruit de l'état des choses, résolut de seconder les Gibelins de Florence et d'assurer ainsi son influence sur cette république et sur toute la Toscane. S'il réussissait, il pourrait opposer avec avantage la Toscane à la Lombardie et aux États de l'Église. En conséquence il nomma, pour être son vicaire en Toscane, son fils naturel Frédéric, roi d'Antioche, et lui donna seize cents chevaux allemands à commander. En même temps il écrivit aux Uberti, chefs du parti gibelin, pour les engager à faire un effort vigoureux en sa faveur, et à chasser entièrement leurs antagonistes de Florence. Les Uberti, en effet, prirent les armes; aussitôt les Guelfes coururent à leurs barricades accoutumées; mais les Gibelins, ne mettant plus d'importance à défendre leurs autres retranchements, se réunirent tous à la maison des Uberti, et obtinrent aisément la victoire sur les Guelfes d'un seul quartier qui leur étaient opposés. Ils marchèrent alors tous ensemble à une seconde barricade de Guelfes, et l'emportèrent avec une

égale facilité; ils suivirent ainsi leurs adversaires de poste en poste, et les battirent en tous lieux, avant qu'ils fussent réunis, jusqu'à ce qu'ils arrivassent aux barricades des Guidalotti et des Bagneri, en face de la porte San-Pier Scheraggio. Tous les Guelfes de la ville échappés aux combats précédents se réunirent dans l'enceinte de ces barricades, en sorte que les deux partis se trouvèrent en ce lieu tout entiers en présence l'un de l'autre. Pendant qu'ils combattaient, Frédéric d'Antioche arriva dans la ville, à la tête de sa cavalerie allemande : les Gibelins lui en avaient ouvert les portes. Les Guelfes, exposés à la double attaque des étrangers et de leurs propres concitoyens, après s'être maintenus encore quatre jours dans la même enceinte, prirent enfin le parti de sortir de la ville, tous ensemble, la nuit de la Chandeleur 1248, et de se retirer soit dans leurs possessions à la campagne, soit dans les châteaux de Montevarchi et de Capraia, dans le val d'Arno, où ils se fortifièrent de nouveau.

Les Gibelins, restés victorieux et maîtres de la ville, crurent, en détruisant toutes les forteresses qui jusque alors avaient fait la défense de la faction contraire, s'assurer que jamais elle ne recouvrerait son pouvoir. Trente-six palais des Guelfes furent abattus avec leurs tours. Celle des Tosinghi, sur la place du Vieux-Marché, était toute revêtue de colonnes de marbre, quoiqu'elle fût haute de cent trente brasses.

L'architecture militaire était le seul luxe des citoyens, et ce n'était pas une petite partie de la fortune publique que celle qui était détruite par la démolition de tant de superbes châteaux. Les

Gibelins, les premiers, donnèrent à Florence l'exemple d'une pareille guerre faite aux édifices somptueux. On exerça ensuite contre eux de cruelles représailles (1).

Non contents d'être maîtres de Florence, les Gibelins voulurent forcer aussi tous les châteaux des Guelfes à l'obéissance. Au mois de mars de l'année suivante, ils commencèrent le siége de Capraia, où les chefs des principales familles de leurs adversaires s'étaient retirés. L'empereur lui-même, rentré en Toscane, vint presser ce siége. Au bout de deux mois, le manque de vivres força les assiégés à se rendre à discrétion. Frédéric fit conduire dans la Pouille la plupart des prisonniers de distinction que ses partisans firent à Capraia; on l'accuse même d'en avoir fait mourir un grand nombre, et d'en avoir condamné plusieurs autres à la perte de la vue.

L'expulsion des Guelfes de Florence réduisit toute la Toscane à l'obéissance de Frédéric; mais ses affaires furent loin d'avoir un succès aussi favorable en Lombardie et dans la Romagne. Du reste, ce prince, après avoir affermi son autorité en Toscane, parut abandonner l'Italie septentrionale à elle-même. Il se retira dans la Pouille, où il passa une année sans faire parler de lui. Atteint d'une dyssenterie à Fiorentino, il y mourut le 13 décembre 1250. Il laissait pour héritier de son royaume des Deux-Siciles son fils Conrad, qui se trouvait alors en Allemagne. Manfred, un de ses fils, fut chargé de la régence de ce royaume jusqu'à l'arrivée de l'héritier légitime. Quant au trône impérial,

(1) Sismondi, *Hist. des Républiques italiennes*, t. III.

il resta vacant durant vingt-trois ans, les princes d'Allemagne n'ayant pu s'accorder pendant tout ce temps à élire un empereur, ou plutôt un roi des Romains, car il ne recevait le titre d'empereur qu'après avoir été couronné à Rome. Après ce long interrègne, Rodolphe de Hapsbourg fut élu roi des Romains; mais ni lui ni ses successeurs, Adolphe et Albert, ne se sentirent assez puissants pour se rendre en Italie; et comme ils ne reçurent point à Rome la couronne de l'empire, ils ne portèrent pas le titre d'empereur. Ce ne fut que soixante années après que Henri VII, de Luxembourg, vint en Italie pour y faire valoir les droits de l'empire; mais la mort prompte de ce monarque fut suivie d'un nouvel interrègne, qui laissa aux peuples de cette contrée le loisir de confirmer leur indépendance et de rompre presque tous les liens qui les attachaient à l'Allemagne. Ainsi l'histoire des empereurs, qui, jusqu'à la mort de Frédéric II, a été une partie essentielle de celle des républiques italiennes, en sera désormais presque entièrement séparée.

# CHAPITRE II

Rappel des Guelfes à Florence. — Mœurs des Florentins au XIII[e] siècle. — Révolution à Florence. — Le peuple et la bourgeoisie s'emparent de l'autorité. — Organisation civile et militaire. — Les Guelfes triomphants à Florence veulent entraîner toute la Toscane dans leur parti. — Les Pisans, les Siennois, les Pistoïens sont battus. — Sienne, Pistoia, Volterra sont soumises; Pise demande la paix. — Modération et bonne foi des Florentins envers les habitants d'Arezzo. — Nouvelle rupture avec Pise; défaite des Pisans. — Cession aux Florentins du château de Mutrone. — Trait remarquable de probité d'un membre du gouvernement florentin. — Manière de déclarer la guerre. — La *Martinella.* — Le *carroccio.* — Première mention des Médicis dans l'histoire de Florence. — Conspiration des Gibelins pour recouvrer leur autorité à Florence. — Forcés de quitter Florence, ils se retirent à Sienne. — Guerre entre Florence et Sienne. — Après quelques succès, les Florentins éprouvent une défaite complète près de l'Arbia. — Consternation des Florentins. — Le parti guelfe en entier abandonne la ville et se retire à Bologne. — Les Gibelins rentrent à Florence. — Abolition du gouvernement démocratique. — L'autorité fut rendue à la noblesse sous la protection du roi Manfred de Naples. — Assemblée générale des cités gibelines. — Proposition de détruire Florence; Farinata Uberti, chef des Gibelins de cette ville, s'oppose à cette résolution. — Guerre contre les Lucquois, pour avoir donné asile aux Guelfes florentins. — Les Guelfes, chassés de Lucques, offrent leurs services à Charles d'Anjou, qui marche à la conquête de Naples. — Victoire de Charles d'Anjou et mort de Manfred. — Le comte Guido, chef des Gibelins de Florence, est forcé de quitter la ville. — Le peuple rétablit la constitution de 1250. — Modération des Florentins. — Rappel des exilés sans distinction de parti.

Le dernier acte de l'administration de Frédéric II en Toscane avait été de chasser les Guelfes

de Florence, et de donner un pouvoir absolu aux gentilshommes gibelins; la première conséquence de la mort de Frédéric fut le rappel des Guelfes, et l'établissement d'une administration qui laissa aux ordres inférieurs de la nation une plus haute influence. Voici le tableau que Villani, historien florentin, fait des mœurs de ses compatriotes à cette époque.

« Dans ce temps-là, dit-il, les citoyens de Florence vivaient dans la sobriété; leurs viandes étaient communes, leurs dépenses petites; plusieurs de leurs coutumes nous paraîtraient rudes et sauvages: eux et leurs femmes n'étaient vêtus que des étoffes les plus grossières; plusieurs même portaient des peaux sans doublures pour habits, des bonnets à leurs têtes, des sabots à leurs pieds. Les plus grandes dames croyaient être parées avec une robe étroite d'un gros drap écarlate, retenue par une ceinture de métal antique, et un manteau de fourrure dont le capuchon leur couvrait la tête; tandis que les femmes du peuple portaient un habit de même forme, mais de gros-vert de Cambrai. La dot la plus commune pour les filles était de cent livres (la livre de Florence valait alors environ onze francs de notre monnaie); ceux qui donnaient beaucoup allaient jusqu'à deux, ou tout au plus jusqu'à trois cents, et cette dernière somme était réputée une très-grande dot. La plupart des filles ne se mariaient qu'après avoir passé l'âge de vingt ans. Avec ces manières et ces coutumes grossières, les Florentins avaient une âme loyale; ils étaient fidèles les uns aux autres, et ils voulaient voir observer la même fidélité dans les affaires de leur patrie. Malgré leur vie rustique et

pauvre, ils faisaient des choses plus vertueuses; ils contribuaient plus à l'honneur de leur maison et de leur patrie, que nous ne le faisons aujourd'hui que nous vivons avec plus de mollesse (1). »

Ces mœurs rigides contribuaient à augmenter l'esprit d'indépendance qui animait la bourgeoisie et le peuple de Florence. Aussi n'avaient-ils pas vu sans un sentiment de dignité froissée l'expulsion des Guelfes et l'établissement du pouvoir aristocratique des Gibelins, à l'aide des soldats étrangers. Ils regardaient cet état de choses comme l'asservissement de leur patrie, et ils souffraient impatiemment le nouveau gouvernement qui leur était imposé. La conduite impopulaire des nobles gibelins, les vexations que, dans l'insolence du pouvoir, ils faisaient souffrir aux plébéiens, achevèrent d'exaspérer les esprits, et bientôt le mécontentement éclata et produisit une révolution.

Le 20 octobre 1250, avant même la mort de Frédéric, tous les plus riches bourgeois de Florence s'excitèrent à prendre les armes, et se rassemblèrent sur la place Santa-Croce, devant une église qui vit alors pour la première fois se former l'Etat populaire de Florence, et qui renferme encore aujourd'hui les tombeaux des grands hommes florentins. De là, traversant la ville, ils s'avancèrent vers la maison des Anchioni, à San-Lorenzo, où logeait le podestat, et ils le forcèrent à résigner sa charge. Alors ils se partagèrent, selon les quartiers qu'ils habitaient, en vingt com-

(1) Giov. Villani, *Storie Fiorentine*, liv. VI, ch. 70.— Villani écrivait environ soixante ans après l'époque dont il fait mention.

pagnies, à chacune desquelles ils donnèrent un chef et un étendard ou gonfalon; ils nommèrent un nouveau magistrat pour remplacer le podestat: ce fut Ubert de Lucques, auquel ils conférèrent le titre de capitaine du peuple; enfin ils formèrent son conseil de douze anciens (*anziani*), dont deux furent choisis dans chacun des six quartiers de la ville: ce conseil prit le titre de seigneurie, et devait être renouvelé tous les deux mois.

L'organisation de la force militaire fut pour les Florentins, au moment où ils fondaient leur nouvelle constitution, ce qu'elle devait être, la première de leurs pensées. Tous les citoyens de la ville furent inscrits dans l'une des vingt compagnies de milice; toute la campagne fut répartie en quatre-vingt-seize compagnies auxiliaires; les soldats nommèrent leurs officiers; tous furent soumis au capitaine du peuple; et tous, à la première alarme, furent tenus de se rendre sur la place d'armes.

Un autre règlement non moins nécessaire pour assurer le pouvoir du peuple contre les entreprises des nobles, ce fut celui de détruire les forteresses au moyen desquelles les gentilshommes se mettaient au-dessus des lois. Il leur fut ordonné, au nom du peuple, d'abaisser leurs tours jusqu'à la hauteur de cinquante brasses. Les matériaux que fournit la démolition de tant de fortifications privées, furent employés à la défense commune; on en bâtit les murailles de la ville dans le quartier au midi de l'Arno. En même temps on fonda le palais du podestat, cette forteresse massive et imposante qui sert aujourd'hui de prisons. C'est là qu'on logea les membres du gouvernement, qui

jusque alors avaient habité des maisons privées, et qui ne s'étaient réunis que dans les églises.

Ainsi fut commencée la révolution à Florence, du vivant même de Frédéric; mais lorsque peu de mois après, le 7 janvier 1252, on reçut dans cette ville la nouvelle de sa mort, le peuple mit la dernière main à l'œuvre de sa liberté; il rappela tous les Guelfes exilés; il força les nobles des deux partis à signer entre eux un traité de paix, et il joignit au capitaine du peuple un nouveau podestat, qu'il choisit à Milan, dans une noble famille guelfe. Telle fut la constitution que les Florentins se donnèrent, et dont les bases furent posées au milieu du tumulte d'une sédition. Pendant dix ans que cette constitution fut en vigueur, la république de Florence se signala par de brillants exploits et par des conquêtes qui lui donnèrent la prépondérance sur ses voisins; mais cette époque, que les historiens appellent les temps héroïques de Florence, fut terminée par une sanglante catastrophe qui la mit à deux doigts de sa perte. Nous allons parcourir sommairement les principaux événements accomplis dans ces dix années.

Dès que les Guelfes se virent triomphants à Florence, ils cherchèrent à entraîner la Toscane entière dans leur parti, qui n'avait été embrassé que par une seule ville importante après Florence, c'était Lucques; mais les autres cités, Pise, Pistoia, Sienne, Volterra et presque tous les gentilshommes appartenaient au parti contraire. Les Florentins ravagèrent d'abord le territoire de Pistoia; puis ils attaquèrent Pise, qui passait alors pour plus puissante que Florence. Les Pisans furent battus, ensuite les Siennois; et l'armée victorieuse, après

avoir parcouru le territoire de tous ses ennemis, rentra en triomphe à Florence.

L'année suivante, 1253, Pistoia se soumit; elle consentit à remettre le gouvernement entre les mains des Guelfes, et permit aux Florentins de bâtir une forteresse à une de ses portes et d'y maintenir constamment garnison.

L'année 1254, que les Florentins appelèrent l'année des victoires, fut signalée par les plus brillants succès. Sienne fut contrainte de demander la paix et de renoncer à la ligue gibeline; Volterra, l'une des plus antiques cités des Etrusques, fut emportée de vive force, après un combat livré sous ses murs; ses fortifications furent détruites, les chefs des Gibelins de cette ville furent contraints de s'exiler, et à ces conditions elle obtint la paix.

La même armée qui venait de soumettre Sienne et Volterra, se dirigea sur Pise, et occasionna dans cette ville un si grand effroi, que les Pisans demandèrent et obtinrent la paix à des conditions désavantageuses, qu'à la vérité ils ne tinrent pas longtemps. Après tant de succès, l'armée rentra dans Florence au mois de septembre 1254, accueillie avec des transports de joie par tous les habitants de la ville, qui s'avancèrent hors des portes au-devant d'elle, pour saluer son retour.

L'année suivante, 1255, les Florentins se signalèrent par un acte de modération et de bonne foi, plus honorable mille fois que leurs victoires précédentes. Ils avaient envoyé un corps de cinq cents chevaux, sous la conduite de Guido Guerra, gentilhomme guelfe, aux habitants d'Orvieto, qui avaient réclamé ce secours pour se défendre contre

les Gibelins de Viterbe. Il fallait passer sur le territoire d'Arezzo, ville restée jusque-là étrangère aux guerres de la Toscane, et où les Guelfes et les Gibelins, ayant une part égale dans le gouvernement, avaient su maintenir la paix au dedans, et l'avaient aussi assurée au dehors par des traités avec leurs voisins, entre autres avec les Florentins. Quand les Guelfes d'Arezzo virent arriver la cavalerie florentine, ils demandèrent à Guido Guerra de les aider à chasser les Gibelins de leur ville, et ils lui livrèrent leur forteresse. Guido s'empressa d'accepter l'offre des Arezziens, qui valait à sa patrie, sans coup férir, une conquête importante. Mais le gouvernement de Florence désapprouva la conduite de son général; il lui ordonna de rendre la forteresse et de rappeler les Gibelins exilés, et il envoya des troupes pour faire exécuter ces ordres. Cette bonne foi des Florentins fut admirée des habitants d'Arezzo, qui se mirent sous la protection de Florence, et s'engagèrent à prendre à l'avenir un Florentin pour leur podestat, qui était toujours un étranger.

Les Pisans, comme nous l'avons dit, n'observèrent pas longtemps la paix qu'ils avaient été forcés de signer; mais, défaits de nouveau par l'armée combinée de Florence et de Lucques, ils furent obligés de se soumettre aux conditions que déjà on leur avait imposées, et, de plus, de céder le château de Mutrone, sur le bord de la mer, près de Pietra-Santa, que les Florentins se réservèrent le droit de raser ou de conserver, selon qu'il leur paraîtrait convenable. On cite à cette occasion un trait de probité remarquable d'un des membres du gouvernement florentin, qui rappelle la conduite

des Aristide et des Cincinnatus, ou plutôt, sans aller chercher si loin, qui nous fait souvenir d'un acte tout aussi honorable accompli par un de nos héros français, le maréchal de Turenne.

La seigneurie de Florence avait délibéré secrètement sur ce qu'elle ferait du château de Mutrone, cédé par le dernier traité; elle décida que, vu l'éloignement et la difficulté de garder cette forteresse, elle serait démolie. C'était bien le désir des Pisans, qui craignaient que les Florentins ne se décidassent à conserver Mutrone et à y établir un port qui leur causerait un grand préjudice. Ils envoyèrent donc un négociateur secret à Florence pour prévenir cet événement et tâcher de gagner quelques-uns des anciens. Parmi les membres de la seigneurie, il y en avait un qui jouissait d'une influence très-grande sur ses collègues. C'était Aldobrandino Ottobuoni, citoyen remarquable par sa sagesse, mais qui vivait dans un état voisin de la pauvreté. Le négociateur pisan alla le trouver en secret; et, cherchant à lui persuader que ce qu'il avait à lui proposer n'était contraire ni à son devoir, ni aux intérêts de sa patrie, il lui offrit quatre mille florins d'or, sous condition qu'il déterminerait ses collègues à faire raser le Mutrone. La résolution de le raser avait été prise la veille; Aldobrandino, cependant, renvoya le négociateur avec mépris; et, réfléchissant que les Pisans ne mettaient un si grand intérêt à la démolition du Mutrone que parce qu'il était sans doute avantageux aux Florentins de le conserver, il se rendit au conseil des anciens, et fit si bien valoir toutes les raisons qui devaient déterminer à garder cette forteresse, que la seigneurie révoqua la résolution de la veille,

et que ce château fut conservé. Cependant Aldobrandino eut la modestie de ne point parler de l'offre qui lui avait été faite, et ce ne fut que par les ennemis de l'État qu'on apprit plus tard la générosité de sa conduite.

Dans ces temps de magnanimité les Florentins se seraient crus déshonorés s'ils avaient attaqué leurs ennemis par surprise. Après avoir déclaré la guerre, ils faisaient sonner pendant un mois, avant de se mettre en marche, une cloche appelée *Martinella*, afin de prévenir l'ennemi et de lui donner le temps de s'apprêter. La même cloche, portée à l'armée sur le *carroccio*, servait à donner le signal des divers mouvements que devaient exécuter les troupes.

Le carroccio dont nous venons de parler, et qui joue un si grand rôle dans les guerres du moyen âge en Italie, ne paraît pas avoir été en usage à Florence avant la révolution de 1250, ou du moins les historiens n'en font pas mention avant cette époque. Mais il existait depuis longtemps dans les villes de Lombardie, où il avait été inventé, à la fin du XIe siècle, par Eribert, archevêque de Milan, pour compléter leur système militaire. Ce carroccio était un char à quatre roues, traîné par des bœufs; il devait toujours marcher à la tête de l'armée, à l'imitation de l'arche d'alliance des tribus d'Israël. Au milieu du char s'élevait un mât très-haut, terminé par un globe doré. Au dessous, entre deux voiles, flottait l'étendard de la commune; à Florence cet étendard était rouge et blanc; plus bas encore et vers le milieu du mât, un Christ placé sur la croix, les bras étendus, semblait bénir l'armée. Une espèce de plate-forme était réservée

sur le devant du char à quelques-uns des plus vaillants soldats destinés à le défendre; derrière, une autre plate-forme était ordinairement occupée par les trompettes. C'était sur cette plate-forme que les Florentins plaçaient leur cloche Martinella. Les saints offices étaient célébrés sur le carroccio avant qu'il sortît de la ville, et souvent un chapelain lui était attaché et l'accompagnait sur le champ de bataille. La perte du carroccio était considérée comme la plus grande ignominie à laquelle une cité pût être exposée; aussi tout ce que chaque ville avait de valeureux soldats, tout le nerf de l'armée était-il choisi pour former la garde du char sacré; aussi tous les coups décisifs se portaient-ils autour de lui.

C'est pendant cette période de gloire que l'histoire, pour la première fois, fait mention des Médicis, ou plutôt de celui qu'on regarde comme la souche de cette illustre famille. C'était Philippe de Médicis, qui en 1250 habitait Fioriano, dans le pays de Mugello. Souvent les Guelfes de Florence allaient consulter Philippe, dont la prudence et les talents étaient renommés, quand ils voulaient tenter quelque entreprise contre leurs ennemis. Ils se trouvèrent si bien de ses conseils, auxquels ils attribuèrent une partie de leurs succès dans les années 1251 et suivantes, qu'ils l'emmenèrent en triomphe dans leur ville, lui et toute sa famille. Les Médicis furent immédiatement déclarés citoyens de Florence, et bientôt admis aux principales charges de la république.

Les Gibelins de Florence n'avaient accepté qu'à regret la position que leur avait faite la révolution de 1250, et ils attendaient avec impatience l'occasion

de reprendre la supériorité qu'ils avaient perdue depuis la mort de Frédéric II. Les événements de Naples leur fournirent cette occasion.

Conrad, héritier légitime de Frédéric II, était venu en Italie pour prendre possession du royaume des Deux-Siciles, administré par son frère Manfred, prince de Tarente. Mais le pape Innocent IV prétendit que la déchéance encourue par l'empereur Frédéric au concile de Lyon s'étendait à toute sa race, et il refusa de donner à Conrad l'investiture du royaume de Naples, qui était un fief du saint-siége. Conrad, sans tenir compte de l'opposition du souverain pontife, entra dans ce royaume et se rendit maître de Capoue, de Naples et de plusieurs autres villes. Il ne jouit pas longtemps de ses succès; il mourut le 21 mai 1254, et son frère Manfred fut accusé de l'avoir empoisonné. La conduite de ce dernier après la mort de son frère parut justifier ce soupçon. Conrad laissait un fils en bas âge, nommé Conraddin. Manfred s'empara du trône de Naples, au préjudice de cet enfant. Le pape voulut s'opposer à cette nouvelle usurpation, ses troupes furent battues par Manfred. Sur ces entrefaites, Innocent IV mourut, et eut pour successeur Alexandre IV, qui continua sans plus de succès la guerre commencée par son prédécesseur. En peu de temps Manfred devint maître du royaume entier des Deux-Siciles.

Les succès de Manfred relevèrent les espérances du parti gibelin dans toute l'Italie. Ce fut alors que les Gibelins de Florence formèrent une conspiration pour recouvrer l'autorité dont ils avaient été dépouillés. Le podestat, averti du complot, les somma de rendre compte de leur conduite devant

les tribunaux; mais ils méprisèrent l'autorité de ce magistrat, repoussèrent les archers et essayèrent de se défendre dans leurs maisons. Le peuple vint les y attaquer; Schiatuzzo Uberti fut tué en les défendant, ainsi qu'un grand nombre des siens; un autre Uberti et un Infanganti furent faits prisonniers, et, après avoir été convaincus de conspiration, ils eurent la tête tranchée. Le reste des Gibelins, à la tête desquels on distinguait Farinata Uberti, qui passait pour le plus grand homme d'état de son siècle, furent forcés de sortir de la ville; ils se retirèrent à Sienne, où la faction gibeline était alors dominante, et où ils furent bien accueillis (juillet 1258).

Cette hospitalité accordée aux exilés était une infraction au traité conclu, en 1254, entre Florence et Sienne; il avait été convenu alors qu'aucune des deux républiques ne donnerait asile aux ennemis et aux rebelles de l'autre. Les Florentins réclamèrent l'exécution de cette convention; mais les Siennois, encouragés par Manfred, qui leur avait promis des secours, refusèrent de faire droit à cette demande : ce refus entraîna une déclaration de guerre de la part des Florentins. Les exilés de Florence, qui étaient cause de cette guerre, envoyèrent aussitôt une députation à Manfred, pour presser l'arrivée des secours qu'il avait promis. Mais ce prince, qui avait besoin de toutes ses forces autour de lui pour résister à ses nombreux ennemis, n'offrit aux députés gibelins qu'une compagnie de cent hommes d'armes allemands. Les députés furent déconcertés en entendant l'offre d'un si mince secours; ils voulaient le refuser, comme n'étant propre qu'à exciter la risée de leurs enne-

mis et à jeter le découragement parmi leurs partisans; mais Farinata Uberti les détourna de cette pensée : « Que Manfred, leur dit-il, nous donne seulement ce faible détachement avec son drapeau, et bientôt nous mènerons si bien les affaires, que, s'il a une goutte de sang royal dans les veines, il faudra bien qu'il nous envoie de plus grands renforts. » Cette fermeté ramena les autres députés à l'avis de Farinata; ils acceptèrent le secours offert par Manfred, et retournèrent à Sienne avec ce petit corps de troupes.

Au mois de mai 1260, l'armée florentine s'avança jusqu'aux portes de Sienne, et vint camper sous les murs de cette ville. Farinata, après avoir fait boire pendant toute la nuit les soldats allemands qu'il avait amenés, sortit à leur tête de la ville, et chargea le camp des Florentins avec impétuosité. Les Allemands s'engagèrent si avant au milieu des troupes ennemies, que la retraite leur fut bientôt coupée. Ils périrent tous dans le combat, après avoir fait beaucoup plus de mal aux Florentins qu'on ne devait l'attendre de leur petit nombre; la bannière de Manfred, restée au pouvoir des Guelfes, fut traînée ignominieusement dans le camp, et reportée ensuite à Florence, pour y éprouver de nouveaux outrages de la part de la populace. C'était ce qu'avait désiré Farinata; il écrivit au roi de Sicile que son honneur était compromis, qu'il devait tirer vengeance des insultes faites à son drapeau, et il obtint de lui quinze cents hommes d'armes, qui furent mis sous la conduite de Giordano d'Anglone, avec le titre de vicaire général du roi Manfred en Toscane.

Ce renfort donna un nouveau courage au parti

gibelin; Pise et plusieurs villes voisines se déclarèrent en sa faveur, et formèrent avec Sienne une nouvelle ligue pour le soutenir. Bientôt l'armée des confédérés gibelins, soutenus par les troupes allemandes, se mit en campagne et vint assiéger les châteaux de Monte-Pulciano et de Monte-Alcino, qui s'étaient mis sous la protection des Florentins. Ceux-ci, en apprenant cette nouvelle, éprouvèrent une vive anxiété. Leur honneur exigeait qu'ils secourussent leurs alliés; mais la position de ces forteresses, situées fort au delà de Sienne, rendait cette expédition très-périlleuse. Les anciens rassemblèrent le conseil du peuple pour délibérer sur cette affaire. La plupart des gentilshommes guelfes et les hommes les plus expérimentés dans la guerre, furent d'avis qu'il serait imprudent et dangereux de s'aventurer en pays ennemi, même avec une armée supérieure en nombre à celle de leurs adversaires. Les magistrats plébéiens et le peuple lui-même furent d'un avis opposé. Le comte Guido Guerra et ensuite Tegghiao Aldobrandi insistèrent et firent voir combien était dangereuse la tentative de traverser l'État de Sienne et d'affronter les Allemands, dont on avait déjà éprouvé la supériorité dans le précédent combat; tandis qu'on pouvait ravitailler Monte-Alcino, avec l'aide des habitants d'Orvieto, sans éclat, sans danger, et à peu de frais; que l'essentiel était de gagner du temps et d'attendre quelques mois, au bout desquels expirait l'engagement des Allemands auxiliaires, troupes mercenaires qui ne servaient jamais au delà du terme pour lequel elles avaient reçu leur solde; que pendant ce temps-là on pourrait harceler les Siennois par des courses sur leur

territoire, qui les obligeraient à rester chez eux et à retirer une partie de leurs forces engagées au siége des deux châteaux.

Un des anciens interrompit Aldobrandi, lui reprochant avec grossièreté de manquer de courage dans l'occasion où il fallait en avoir. Un autre gentilhomme ayant voulu soutenir l'opinion de Tegghiao, les anciens lui ordonnèrent de se taire sous peine d'amende. Le peuple cependant, se livrant à une défiance aveugle contre les nobles, et à une confiance non moins aveugle pour des magistrats sans expérience, ordonna le rassemblement de l'armée.

Pour rendre cette armée plus redoutable, les Florentins envoyèrent demander le secours de tous leurs alliés; aucun ne manqua à cet appel, et quand toutes ces troupes réunies se trouvèrent au rendez-vous, qui avait été fixé sur les bords de l'Arbia, à cinq milles de Sienne, on trouva qu'elles montaient à trois mille chevaux et trente mille fantassins.

Un faux avis donné, dit-on, par Farinata lui-même aux magistrats de Florence, leur avait annoncé qu'à l'approche de leur armée les Guelfes de Sienne se soulèveraient et leur livreraient une des portes de la ville. Les anciens de Florence, pleins de confiance dans cet avis, attendaient tranquillement que cette porte s'ouvrît. Elle s'ouvrit en effet; mais ce fut Giordano qui en sortit à la tête de toute sa cavalerie allemande, et qui fondit avec impétuosité sur les Florentins; il était suivi par dix-huit cents hommes d'armes siennois et par tous les émigrés florentins. Venaient ensuite treize mille hommes d'infanterie, composés de

Siennois, de Pisans et de leurs alliés. Les Florentins, qui ne s'attendaient pas à cette attaque impétueuse, furent jetés dans le plus grand désordre; cependant leur cavalerie soutint le choc avec tant de valeur, que pendant quelque temps la victoire fut incertaine; mais les Gibelins qui se trouvaient dans l'armée florentine, s'étant tout à coup séparés de leurs compatriotes, passèrent du côté de l'ennemi. Cette défection jeta l'alarme parmi ceux qui résistaient encore; chacun se défia de son compagnon, et tous prirent la fuite. Une partie de l'infanterie florentine, se voyant abandonnée par la cavalerie, se serra autour du carroccio, et fit des prodiges de valeur pour le défendre; mais presque tous furent tués ou faits prisonniers. Enfin la déroute de l'armée guelfe fut complète; elle laissa dix mille hommes tués sur le champ de bataille, et le nombre des prisonniers fut plus considérable encore. Les Florentins seuls perdirent dans cette fatale journée plus de deux mille cinq cents hommes, et il n'y eut pas une famille à Florence qui n'eût à déplorer la mort de quelqu'un des siens : parmi les alliés, les habitants d'Arezzo, de Lucques et ceux d'Orvieto furent les plus maltraités (4 septembre 1260).

La nouvelle de ce désastre répandit dans Florence une douleur, une consternation, un désespoir qu'on ne saurait décrire; on n'entendait dans toute la ville que les cris des femmes qui redemandaient leurs maris, leurs frères, leurs enfants; les fuyards, qui arrivaient l'un après l'autre, augmentaient encore la désolation générale; on les entendait répéter, au dire de Léonard Arétin, que ce n'était pas ceux qui étaient morts sur le champ

de bataille qu'il fallait pleurer, mais ceux qui leur avaient survécu. Tel fut le découragement que ces discours jetèrent dans les cœurs de tous les citoyens, que le parti guelfe en entier prit la détermination d'abandonner sa patrie. En effet, le jeudi 13 septembre, neuf jours après la défaite de l'Arbia, tous les hommes distingués de ce parti, soit parmi la noblesse, soit dans l'ordre des citoyens, sortirent de la ville avec leurs femmes et leurs enfants. Les uns se retirèrent à Bologne; mais le plus grand nombre alla s'établir à Lucques, où ils furent rejoints par les Guelfes de Prato, de Pistoia, de Volterra, et de toutes les villes de Toscane, à l'exception d'Arezzo.

Le 27 septembre, les exilés gibelins de Florence rentrèrent sans opposition dans leur patrie, amenant avec eux le comte Giordano d'Anglone et ses hommes d'armes allemands. A l'entrée des Gibelins, le gouvernement démocratique, qui subsistait depuis dix ans, fut aboli; l'autorité suprême fut rendue à la seule noblesse, mais sous la protection du roi Manfred, auquel tous les citoyens restés à Florence furent tenus de prêter serment de fidélité. Le comte Guido Novello fut nommé pour deux ans podestat de Florence, et la paie des Allemands du comte Giordano fut assignée sur les revenus de la ville. Les maisons, les effets et les terres de tous ceux qui avaient abandonné la ville, furent ou confisquées ou rasées.

Cette révolution ne dissipa point les appréhensions du parti gibelin. Une assemblée générale des cités gibelines fut convoquée à Empoli, pour délibérer sur l'administration future de la Toscane et sur les moyens d'y affermir leur parti et

l'autorité de Manfred. Le comte Giordano ouvrit l'assemblée en lui communiquant les ordres qu'il avait reçus de son maître : il était rappelé dans le royaume avec ses troupes allemandes ; en conséquence il exhorta les Gibelins à se préparer à son absence, pour qu'elle ne leur fût pas préjudiciable. Les députés de Pise et de Sienne déclarèrent alors qu'ils ne voyaient aucun moyen d'assurer la prépondérance du parti gibelin et de sauvegarder les intérêts de Manfred, qu'en détruisant Florence, ville riche, peuplée, ambitieuse, et qui ne cesserait jamais de favoriser le parti guelfe. Cet avis, développé avec une adresse perfide, fut appuyé par les députés des autres villes, jalouses de la prospérité de Florence. Farinata Uberti fut le seul qui s'opposa à cette barbare résolution. Le discours qu'il prononça à cette occasion, et qui a été conservé par Léonard Arétin, est plein de dignité et de fermeté ; il parvint à persuader ses auditeurs et à les faire changer d'avis ; et Florence, qui lui avait dû la défaite de l'Arbia, lui dut cette fois sa conservation. On s'accorda, pour affermir le parti gibelin en Toscane, à des moyens moins acerbes. Il fut convenu que la ligue gibeline de cette province prendrait à sa solde mille gens d'armes, aux frais communs de toutes les cités, sans préjudice de ceux que chaque ville tiendrait à sa solde pour son propre compte.

Les Gibelins, pour assurer leur domination en Toscane, attaquèrent les Lucquois, afin de les obliger à renvoyer les Guelfes qui avaient trouvé un asile chez eux. Ils avaient crié à l'injustice, à la violation des droits sacrés de l'humanité, quand, l'année précédente, les Florentins avaient fait la

guerre aux Siennois pour avoir accueilli dans leurs murs les Gibelins exilés de Florence, et ils trouvaient tout naturel à leur tour de violer les mêmes lois de l'humanité dans une circonstance toute semblable. Telle est la justice ordinaire de l'esprit de parti. Les Lucquois, secondés vivement par les exilés, résistèrent la première et la seconde année aux attaques de leurs adversaires; mais ils furent vaincus la troisième, forcés d'accéder à la ligue gibeline et de renvoyer les réfugiés guelfes. Ceux-ci partirent pour ce nouvel exil, dans un triste état de misère et de dénûment; mais ils emportaient avec eux l'espoir de la vengeance, et c'était assez pour soutenir leur courage. Ils apprirent qu'une querelle avait éclaté à Modène entre les Guelfes et les Gibelins de cette ville; ils allèrent offrir aux premiers leurs services, et les aidèrent à chasser leurs adversaires. Ils reçurent pour récompense les dépouilles de ceux qu'on avait expulsés, et ils se procurèrent ainsi, aux dépens de leurs ennemis, l'argent qui leur manquait. Ils se donnèrent alors pour chef Foret Adimari, sous la conduite duquel ils firent également triompher les Guelfes de Reggio, puis ceux de Parme, sur les Gibelins de ces deux villes. Les vainqueurs reçurent la même récompense, mais beaucoup plus ample qu'à Modène. Ils furent alors rejoints par les exilés de Florence qui s'étaient retirés à Bologne, et ils formèrent ensemble, outre l'infanterie, un corps de quatre cents chevaux, bien montés et bien disciplinés, dont la réputation se répandit bientôt dans toute l'Italie.

Jamais époque ne fut plus féconde en péripéties inattendues que celle que nous parcourons. Nous

venons de voir le parti gibelin triomphant en Toscane et dans toute l'Italie méridionale par la force des armes de Manfred, dont la puissance paraissait solidement établie à Naples et en Sicile. Le pape Alexandre IV avait vainement essayé de lutter contre l'ascendant de ce prince; il n'avait pu l'empêcher d'établir sa puissance jusque dans Rome même, dont il s'était fait nommer sénateur. Alexandre, forcé de quitter sa capitale, s'était retiré à Viterbe, où il mourut le 25 mai 1261. Il eut pour successeur Urbain IV, né à Troyes en Champagne. Ce nouveau pontife déploya dans un règne de peu de durée une activité et une puissance qui déjouèrent les projets de Manfred et renversèrent la balance politique de l'Italie.

Pendant la vacance du saint-siége, Manfred avait fait entrer les Sarrasins qu'il avait à son service dans la campagne de Rome; Urbain renouvela à cette occasion l'excommunication lancée contre Manfred, prêcha une croisade contre lui, et enfin offrit à Charles d'Anjou, frère de saint Louis, roi de France, la couronne de Naples et de Sicile. Charles accepta l'offre du pape, et fit des préparatifs pour s'en mettre en possession. La mort d'Urbain IV arrivée le 2 octobre 1264, n'amena aucun changement dans ses projets. Clément IV successeur d'Urbain, en suivit entièrement la politique, et il confirma la donation faite par son prédécesseur à Charles d'Anjou. Ce prince s'embarqua à Marseille avec mille hommes de cavalerie, sur trente galères, et arriva à Rome le 24 mai 1265. Il y fut solennellement couronné roi de Naples et de Sicile quelques jours après.

L'arrivée de Charles d'Anjou dans la capitale

du monde chrétien, où devait bientôt le rejoindre une armée française qui se rassemblait en Bourgogne, releva tout à coup le parti guelfe. Les exilés de Florence s'empressèrent d'offrir leurs services au pape et au nouveau roi. Le pontife les reçut à bras ouverts et leur dit qu'il comptait principalement sur eux pour le succès de cette entreprise; il leur fit présent en même temps d'un nouvel étendard, représentant un aigle rouge (couleur des Guelfes) qui tenait dans ses serres un dragon bleu (les armes de Manfred). A la recommandation du pape, ils choisirent Guido Guerra pour leur général, et marchèrent en corps pour joindre l'armée de Charles d'Anjou dans les plaines de Mantoue. Charles et ses généraux accueillirent avec honneur cette troupe d'élite, qui se distinguait par sa contenance martiale et la richesse de ses armes. Charles se dirigea aussitôt vers le Mont-Cassin, où il entra dans ses nouveaux États, et où les Florentins donnèrent les premières preuves de leur valeur en se rendant maîtres de San-Germano. Les progrès de Charles furent si rapides, que Manfred résolut de décider la querelle par une bataille. C'était aussi le désir de Charles, qui s'écria en voyant les dispositions de son adversaire : « Venu enfin est le jour que j'ai tant souhaité. » Les deux armées se rangèrent aussitôt dans la plaine de Bénévent. Avant l'action, Manfred, ayant remarqué un corps dont les armes brillantes différaient de celles des autres troupes, et qui portait un étendard qu'il ne connaissait point, demanda avec surprise qui étaient ces guerriers; apprenant que c'étaient les Guelfes exilés de Florence : « Où sont donc, s'écria-t-il, les Gibelins de cette ville,

pour lesquels j'ai fait tant de sacrifices ?... Quelle que soit la fortune de la journée, ajouta-t-il, ces Guelfes sont sûrs de vaincre ; car, si la victoire me favorise, je suis résolu à tout prix d'en faire mes amis. » Et aussitôt il donna le signal du combat. Le courage des Florentins dans la bataille répondit à leur fière contenance. Ils secondèrent dignement les chevaliers français, quand ceux-ci s'élancèrent sur l'ennemi aux cris de *Montjoie Saint-Denis !* L'armée de Manfred fut entièrement défaite, et il perdit lui-même la vie. Les Florentins trouvèrent parmi les prisonniers plusieurs de leurs ennemis capitaux, entre autres Giordano d'Anglone, qui, quatre ans auparavant, leur avait porté un coup si fatal sur les bords de l'Arbia, et Pierre Uberti, l'un des chefs de la faction gibeline. Charles les envoya tous deux dans ses prisons de Provence, où ils moururent. Cette victoire, gagnée le vendredi 26 février 1266, rendit Charles paisible possesseur du royaume de Naples.

La victoire de Charles d'Anjou eut un grand retentissement dans toute l'Italie, mais surtout en Toscane et à Florence. Le comte Guido Novello commandait dans cette ville, et comme il avait sous ses ordres quinze cents chevaliers allemands ou italiens, que les chefs des Guelfes étaient exilés, que toutes les cités de Toscane, depuis la bataille de l'Arbia, s'étaient rangées à son parti, il pouvait maintenir encore son autorité, malgré la défaite et la mort de Manfred. Mais l'esprit du peuple lui était contraire; le peuple était attaché de cœur à la faction guelfe, et il était aigri non-seulement par la persécution des chefs de ce parti, mais encore par la perte de sa liberté; car, sous le gou-

vernement du comte Guido, il n'était resté à Florence presque aucune des prérogatives d'une république. Aussi, en apprenant la mort de Manfred, il manifesta hautement sa joie; les exilés se rapprochèrent; ils firent alliance, s'emparèrent de plusieurs châteaux, et cherchèrent à lier dans la ville des complots contre leurs ennemis.

Le comte Guido chercha alors à regagner la faveur du peuple et des Guelfes en leur donnant quelque part au gouvernement. Il fit venir de Bologne deux chevaliers, l'un guelfe, nommé Lodoringo, l'autre gibelin, nommé Catalani, qu'il établit ensemble podestats de Florence. Il leur donna un conseil de trente-six prud'hommes, pris indifféremment dans toutes les classes de la bourgeoisie et dans l'un et l'autre parti. Il consentit ensuite, sur la demande de ces prud'hommes, à ce que les métiers les plus importants se réunissent en corporation. On forma d'abord de cette manière douze corps d'arts et métiers; les sept arts majeurs eurent seuls le privilége de nommer des conseils, des capitaines, et d'avoir une enseigne, sous laquelle les artisans furent obligés de se ranger, en cas d'émeute, pour maintenir l'ordre dans la ville. Les arts mineurs, dont le nombre s'accrut dans la suite, n'obtinrent pas sitôt le privilége de former des compagnies (1).

Ainsi le comte Guido jeta les fondements d'une

(1) Voir, page 8, ce que nous avons dit sur l'organisation des arts et métiers à Florence. Dans cette première organisation du comte Guido, les arts majeurs étaient les mêmes que nous avons indiqués. Les arts mineurs n'étaient alors qu'au nombre de cinq, savoir : 1° les marchands détaillants de drap ; 2° les bouchers ; 3° les cordonniers ; 4° les maçons et les charpentiers ; 5° les fertiers et serruriers.

aristocratie roturière que nous verrons, dans la suite, lutter longtemps avec les classes inférieures du peuple. Peut-être avait-il compté sur la reconnaissance des hommes qu'il avait ainsi volontairement appelés au pouvoir. Mais les concessions arrachées par la peur n'inspirent guère de sentiments de gratitude à ceux qui en profitent. Les trente-six prud'hommes, quoique choisis par Guido, se considérèrent plutôt comme les défenseurs du peuple que comme les créatures d'un gouverneur militaire étranger. Ils refusèrent de sanctionner par leur approbation de nouveaux impôts destinés à payer les soldats allemands et les auxiliaires fournis par les villes gibelines de Toscane. Guido se repentit alors d'avoir donné tant d'autorité à des hommes qui s'en servaient contre lui-même. Il envoya ses soldats pour arrêter les prud'hommes dans leur salle de réunion; mais la multitude se mit aussitôt en mouvement pour les défendre; les trente-six s'évadèrent et allèrent rejoindre un rassemblement considérable de citoyens qui s'étaient réunis sur la place devant le pont de la Trinité. Là, le peuple s'entoura aussitôt de barricades et attendit le choc de la cavalerie. Celle-ci ne tarda pas à paraître, mais elle ne put forcer les barricades, et, dans les rues étroites qui aboutissent à la place de la Trinité, les cavaliers avaient beaucoup à souffrir des pierres et des projectiles de toute nature qu'on leur lançait des fenêtres et du haut des maisons; en sorte que le comte Guido ordonna la retraite, et se retira vers l'ancien temple de Mars, lieu fixé pour le rendez-vous des Gibelins attachés à sa cause.

Cette seule escarmouche décida du fort de Flo-

rence; le comte Guido, qui cependant était un brave soldat, manqua de fermeté et de résolution. Troublé à l'aspect du mouvement populaire qui venait d'éclater, persuadé que le premier succès que venait d'avoir le peuple l'animerait davantage encore, il ne songea plus à maintenir sa position, mais seulement à faire la retraite en bon ordre; il se fit donc apporter les clefs de la ville, et après avoir fait l'appel de ses soldats il sortit en belle ordonnance, le 11 novembre 1266, et il se rendit le soir même à Prato.

Mais le comte ne fut pas plutôt arrivé dans cette ville que, comme tous les hommes d'un caractère indécis, il reconnut la faute qu'il avait faite d'abandonner Florence sans en être chassé, sans presque avoir combattu. Le lendemain il voulut la réparer, et à la pointe du jour il se mit en route pour y revenir; il était trop tard. On refusa de lui ouvrir les portes, et le peuple, qui peut-être n'aurait pas eu la force de chasser le comte de la ville, pouvait facilement l'empêcher d'y entrer. Novello, après être resté jusqu'à midi devant les murs, après avoir employé tour à tour, et toujours inutilement, les prières, les promesses et les menaces, fut obligé de retourner à Prato.

Le peuple, resté en possession de l'autorité, rétablit l'ancienne constitution de 1250, c'est-à-dire la Seigneurie composée de douze anciens, mais avec des modifications que nous ferons connaître plus tard. On renvoya les deux podestats que Guido avait nommés; on demanda des secours à Orvieto, la ville guelfe la plus voisine, et on dépêcha à Charles d'Anjou des ambassadeurs pour lui demander son assistance.

Les Florentins montrèrent dans ces circonstances une modération admirable, et qui prouvait qu'ils étaient devenus sages par l'expérience. Ils proclamèrent le rappel de tous les exilés, sans distinction de parti, et statuèrent qu'il n'y aurait aucune différence entre eux lorsqu'il s'agirait de choisir des candidats pour les charges ou les dignités de l'État. Les Guelfes exilés rentrèrent aux acclamations du peuple; les Gibelins qui avaient suivi Novello rentrèrent également, et Novello lui-même, après avoir licencié ses troupes, revint à Florence comme simple particulier. Les nouveaux magistrats, interprètes en cela de l'opinion du peuple, cherchèrent tous les moyens qu'ils crurent propres à étouffer les animosités. Ainsi ils engagèrent Novello à donner sa fille en mariage à Foresio Adimari, qui commandait les exilés de Florence à l'armée de Charles d'Anjou. Les Uberti et les Lamberti s'allièrent aussi, et leur alliance en procura d'autres entre les familles des deux partis. Ces heureux présages pouvaient faire espérer une réconciliation sincère entre des hommes si longtemps divisés; mais les haines étaient envenimées, les plaies qu'avait souffertes l'amour-propre étaient encore saignantes, trop d'intérêts matériels avaient été froissés, pour qu'il fût possible de faire disparaître en quelques jours les causes si vivaces de tant d'animosités. Ce n'était sans doute que le rêve de quelques hommes de bien; mais si les passions humaines ne purent pas lui permettre de se réaliser, ce rêve servit du moins à suspendre pendant quelque temps les effets de ces haines invétérées.

# CHAPITRE III

Charles d'Anjou envoie Gui de Montfort avec six cents chevaliers français à Florence. — Les Gibelins s'exilent volontairement. — Charles d'Anjou se fait nommer seigneur de Florence pour dix ans. — Changement dans l'administration et la constitution. — Les seigneurs guelfes forment entre eux une administration distincte du gouvernement de l'État. — Guerre contre les Gibelins. — Arrivée de Charles d'Anjou en Toscane. — Il soumet presque toute la Toscane. — Il est rappelé à Naples par l'arrivée de Conradin, qui venait lui disputer le trône. — Défaite et mort de Conradin. — Nouvelles dissensions entre les Guelfes et les Gibelins. — Le pape Grégoire X rétablit la paix entre les deux partis. — Les Guelfes la rompent presque aussitôt. — Le pape frappe la ville de Florence d'un interdit. — Concile de Lyon. — Mort de Grégoire X. — Nicolas III réconcilie de nouveau les Guelfes et les Gibelins de Florence. — Nouvelle organisation dans le gouvernement. — Florence jouit d'une longue tranquillité. — Luxe, richesses des Florentins. — Guerre avec Pise. — Révolte de Pise contre Ugolin. — Mort tragique d'Ugolin et de ses enfants. — Guerre contre Arezzo. — Nouvelles dissensions entre la noblesse et le peuple de Florence. — Création du *gonfalonier* de justice. — Ubaldo Rufoli, premier gonfalonier de Florence, se signale par un acte de fermeté et de justice. — Giano della Bella, prieur des arts, fait rendre une ordonnance contre la noblesse, qui est exclue de toutes les fonctions publiques. — Les ennemis de Giano della Bella le forcent à s'exiler. — Monuments publics construits à Florence à cette époque.

Charles d'Anjou accueillit favorablement les ambassadeurs florentins qui lui demandaient sa protection. Il comprenait de quelle importance il

était pour lui de s'assurer de la Toscane, qui serait en quelque sorte un avant-poste destiné à le défendre de l'approche de ses ennemis. Il envoya donc à Florence huit cents chevaliers français, sous la conduite du comte Gui de Montfort; en même temps il se faisait conférer par le pape le titre de vicaire de l'empire en Toscane.

Quand les troupes de Charles d'Anjou approchèrent de Florence, déjà la paix avait cessé de régner entre les Guelfes et les Gibelins de cette ville. Ces derniers firent tous leurs efforts pour s'opposer à l'entrée des soldats étrangers, répétant les mêmes arguments dont s'étaient servis les Guelfes, quelques années auparavant, pour s'opposer à l'introduction en Toscane des troupes de Manfred. Mais leurs raisons ne furent pas mieux écoutées que ne l'avaient été, en pareille circonstance, celles de leurs adversaires. Gui de Montfort, avec ses chevaliers, entra dans Florence le jour de Pâques 1267; et, le même jour, les Gibelins s'exilèrent d'eux-mêmes, sans essayer de faire résistance, et se réfugièrent à Pise et à Sienne. Charles se fit donner la seigneurie de la ville pendant dix ans, c'est-à-dire, seulement le droit d'y nommer un vicaire pour les affaires de la guerre et de la justice. L'administration de la république demeura entre les mains du conseil des anciens, qui continua à porter le nom de Seigneurie, mais dont le pouvoir fut modifié par plusieurs conseils qui furent alors établis, et sans l'assentiment desquels la Seigneurie ne pouvait rien déterminer d'important.

Le premier de ces conseils, appelé conseil du peuple, devait être consulté avant tout autre; il

était composé de cent citoyens; la délibération était portée ensuite, mais le même jour, au conseil de *credenza* ou de confiance, dans lequel les chefs des sept arts majeurs avaient droit de séance. La credenza était composée de quatre-vingts membres; de ces deux conseils on avait exclu tous les Gibelins et tous les nobles. Le lendemain la même délibération était soumise à deux autres conseils : celui du podestat, composé de quatre-vingt-dix membres, tant nobles que plébéiens, sans compter les chefs des arts, qui avaient aussi droit d'y être admis; et le conseil général, composé de trois cents citoyens de toutes conditions.

L'établissement de tant de conseils, dont tous les membres étaient amovibles, rendit plus rares et moins nécessaires les assemblées générales de tout le peuple. Cinq cent soixante-dix citoyens, distribués en quatre classes, devaient donner leur suffrage sur tous les objets importants de législation et d'administration; ils avaient part à la distribution de toutes les places, et, comme au bout d'une année d'autres citoyens leur étaient substitués, ils apportaient à leurs délibérations la volonté du peuple, et non l'esprit de leur corps. Les conseils avaient donc sur le gouvernement une influence toute démocratique; et, s'ils n'étaient que les représentants du peuple, non le peuple lui-même, ils pouvaient, en revanche, être admis à prendre une part bien plus active à l'administration de l'État que le peuple n'aurait pu le faire, et ils conservaient sur la magistrature une influence bien plus immédiate. Ils le sentirent; les simples citoyens ne voulurent laisser aux ordres supérieurs de la

nation aucune attribution qu'il leur fût possible de conserver pour eux-mêmes ; et c'est peut-être ce qui rendit si active et si violente, dans Florence et dans les autres villes de Toscane, cette jalousie de la classe moyenne contre la noblesse, et de la basse classe du peuple contre la bourgeoisie. L'exclusion des nobles des deux premiers conseils était un effet de cette jalousie (1).

Les nobles guelfes ne paraissent pas s'être opposés à cette organisation, qui leur ôtait une grande partie de leur influence, soit pour ne pas encourir le reproche d'impopularité qu'on faisait aux Gibelins, soit qu'ils fussent alors occupés entre eux de régulariser l'administration de leur parti, administration qui constituait une véritable république dans la république même, et qui y conserva pendant plus de deux siècles son gouvernement indépendant, ses lois, sa force et sa richesse. Voici ce qui donna lieu à cette espèce de gouvernement particulier.

Lorsque les Gibelins sortirent de Florence, les Guelfes, d'après le conseil de Charles d'Anjou, confisquèrent tous leurs biens ; et après en avoir employé une partie à dédommager ceux qui avaient souffert dans la dernière émigration, ils formèrent du reste une bourse séparée, qui fut destinée à pourvoir sans cesse au maintien du parti guelfe et à son accroissement. Pour administrer cette bourse, on accorda une magistrature particulière aux Guelfes ; ils furent autorisés à élire tous les deux mois trois chefs, qu'on nomma d'abord consuls de chevalerie, et ensuite capitaines du parti. Ces consuls se

(1) Sismondi, *Hist. des Républiques ital.*, t. III.

donnèrent un conseil secret de quatorze membres, et un conseil général de soixante citoyens, trois prieurs, un trésorier, un accusateur des Gibelins, toute l'administration enfin d'une petite république, et presque toute la force d'une souveraineté. Ce gouvernement de parti, toujours prêt au combat, toujours régulier et toujours riche, eut sur le sort de la république, jusqu'à sa fin, l'influence la plus marquée (1).

Dès que les Guelfes se virent solidement rétablis à Florence, ils songèrent à relever dans toute la Toscane la supériorité de leur parti. Ils déclarèrent la guerre aux républiques de Pise et de Sienne, qui persistaient dans la cause gibeline. Au mois de juillet 1267, les Florentins et les Français, sous la conduite du comte de Montfort, vinrent mettre le siége devant Poggibonzi, château proche de Sienne, où un grand nombre d'émigrés gibelins s'étaient réfugiés avec plusieurs gens d'armes allemands. Tandis qu'ils étaient occupés de cette expédition, Charles d'Anjou arriva en Toscane pour prendre possession de sa nouvelle dignité de vicaire de l'empire, et, le 1er août, il fit son entrée solennelle à Florence, où il fut reçu avec les plus grands honneurs. Il se rendit ensuite avec toute sa chevalerie au camp qui assiégeait Poggibonzi; mais, malgré ce renfort, les assiégés continuèrent à se défendre avec la plus grande valeur, et ce ne fut qu'au mois de décembre que le manque de vivres les força de capituler.

Malgré la saison avancée, Charles continua d'attaquer et de soumettre un grand nombre de châ-

(1) Sismondi, *Hist. des Républiques ital.*, t. III.

teaux occupés par les Gibelins, et, dès les premiers mois de l'année 1268, presque toute la Toscane, à l'exception de Pise et de Sienne, lui était soumise. Mais il fut arrêté au milieu de ses succès par l'annonce qu'un nouvel adversaire venait lui disputer le trône de Naples. Ce compétiteur était Conradin, fils de Conrad, et petit-fils de Frédéric II. Ce jeune prince, plein d'ardeur et de courage, s'était arraché des bras de sa mère, qui semblait prévoir les suites fatales de son entreprise pour venir réclamer ses droits à l'héritage de ses pères. Il amenait d'Allemagne une petite armée, qui se grossit, à son entrée en Italie, d'une foule de Gibelins, accourus pour soutenir le dernier rejeton de la maison de Souabe. Charles d'Anjou voulut d'abord s'opposer à son passage en Toscane; mais, apprenant que des troubles venaient d'éclater à Naples et en Sicile, où Conradin comptait de nombreux partisans, il se hâta de retourner dans son royaume pour arrêter les progrès de la révolte. Rien ne s'opposa plus à la marche de Conradin; il traversa la Toscane, fut reçu avec enthousiasme par les habitants de Pise et de Sienne, se rendit ensuite à Rome, malgré l'excommunication lancée contre lui par Clément IV, et de là il se dirigea vers le royaume de Naples. Il rencontra Charles d'Anjou dans la plaine de Tagliacozzo, et lui livra bataille (23 août 1268). Conradin fut vaincu et obligé de fuir; il fut arrêté et livré au roi Charles. Celui-ci, par un cruel abus de sa victoire, fit périr sur l'échafaud le jeune et infortuné prince, qui n'avait commis d'autre crime que de réclamer ce qui lui appartenait légitimement (26 octobre 1268).

Pendant ces tragiques événements, la Toscane était restée tranquille, ou plutôt dans l'immobilité de l'attente. Mais dès qu'on apprit la mort de Conradin, les deux partis reprirent les armes : Sienne fut forcée de se soumettre à Charles d'Anjou, et les Gibelins eurent partout l'infériorité ; mais la mort du pape Clément IV, la longue vacance du saint-siége, l'absence du roi Charles, qui était allé à Tunis rejoindre son frère le roi de France, renouvelèrent les troubles en Toscane et ranimèrent l'espoir des Gibelins. Enfin, au retour de Charles de son expédition d'Afrique, les cardinaux, assemblés en conclave, élurent Tebaldo Visconti, de Plaisance, qui était alors à la Terre-Sainte avec le simple titre d'archidiacre. Le nouveau pontife prit le nom de Grégoire X, et revint seulement l'année suivante.

Grégoire X, qui avait vu de près les dangers et les souffrances des chrétiens orientaux, n'avait rien plus à cœur que la délivrance de la Terre-Sainte. Absent depuis longtemps de l'Italie, il était en quelque sorte étranger aux querelles des Guelfes et des Gibelins ; il ne voyait dans ces déplorables dissensions que le scandale donné par des peuples chrétiens, que les lois de l'Évangile auraient dû réunir dans les liens de l'amour et de la fraternité ; il y voyait surtout un obstacle au projet qu'il avait formé de venir au secours des chrétiens de la Palestine. L'occasion lui paraissait favorable pour opérer cette pacification, objet de tous ses désirs. La première cause des querelles entre le saint-siége et l'empire avait disparu par l'extinction absolue de la maison de Souabe ; ce n'était plus par les empereurs que l'indépendance des papes était

menacée, et le pontife croyait qu'il était temps de mettre en oubli des factions qui n'avaient plus de sujet de se combattre, et de réconcilier des hommes qui n'avaient point de motif de se haïr. Tout le temps de son pontificat fut consacré à réunir les esprits partagés, et à faire de la chrétienté un seul corps qui pût combattre avec avantage contre les infidèles. Malheureusement la trop courte durée de son règne ne lui permit pas d'amener à bonne fin cette œuvre si digne de la haute mission apostolique à laquelle il venait d'être appelé.

Animé de ces sentiments, Grégoire X se rendit d'abord en Toscane, où les discordes intestines étaient le plus animées; il arriva le 18 juin 1273 à Florence, avec le roi Charles et Baudouin II, empereur latin de Constantinople. En même temps il envoya un légat à Pise, pour réconcilier cette ville avec le saint-siége et la bénir. Ensuite Grégoire fit assembler tout le peuple de Florence sur le rivage de l'Arno; il fit venir devant lui les syndics ou commissaires des Guelfes et des Gibelins, et là il conclut, le 2 juillet, un traité de paix entre eux, en présence des deux souverains qui l'accompagnaient. Il ordonna que les Gibelins rentrassent dans leurs foyers, dans leurs biens et dans tous leurs priviléges, soit à Florence, soit à Sienne; il demanda de part et d'autre des otages pour l'observation de la paix qu'il venait de publier, et il prononça une sentence d'excommunication contre le premier qui en enfreindrait les conditions.

Cependant les Guelfes, mécontents de cette pacification, prévinrent les députés gibelins que s'ils

ne se retiraient, ils seraient massacrés la nuit suivante par ordre du maréchal de Charles d'Anjou. Tous les Gibelins, effrayés, partirent aussitôt, après avoir prévenu le pape de la menace qui leur avait été faite. Le pontife, irrité contre Charles et contre les Guelfes de Florence, se retira, quatre jours après, chez le cardinal Ubaldini, dans le Mugello, où il passa le reste de l'été; et il frappa la ville de Florence d'un interdit, pour n'avoir pas observé la paix qu'elle avait jurée.

Grégoire ne fut guère plus heureux dans ses tentatives de pacification pour d'autres républiques d'Italie; mais il obtint plus de succès au concile œcuménique qu'il avait convoqué à Lyon. Là, il eut la gloire de faire cesser l'interrègne qui durait depuis vingt-trois ans en Allemagne, et d'amener les électeurs à s'accorder enfin pour l'élection d'un empereur. Ce fut Rodolphe, comte de Habsbourg, tige de la maison d'Autriche actuelle. Ce choix fut approuvé par le pape et par le concile général, ce qui semblait annoncer la réconciliation définitive de l'empire et du saint-siége.

Enfin Grégoire obtint à ce même concile la réunion de l'Église grecque à l'Église latine, et, quoique cette réunion ne fût peut-être qu'apparente de la part des Grecs, elle n'en fut pas moins un acte glorieux du pontificat de Grégoire X. Après la dissolution du concile, le pape employa le reste de l'année 1275 à parcourir diverses contrées de l'Europe, pour y rétablir la paix et réunir les forces du monde chrétien vers le seul but qu'il s'était proposé, la délivrance de la Terre-Sainte. A la fin de cette année, il retourna en Italie. Il arriva à Florence le 18 décembre; mais il ne voulut point

entrer dans cette ville, encore sous le coup de l'interdit qu'il avait lancé contre elle deux ans auparavant. Il se rendit à Arezzo, où il tomba malade et mourut presque subitement, le 10 janvier 1276. En moins d'un an, trois papes lui succédèrent : ce sont Innocent V, Adrien V et Jean XXI. Innocent V leva l'interdit lancé contre Florence par Grégoire X.

La sévérité que Grégoire montra envers Florence pourrait étonner de la part d'un pontife si plein de charité et si animé de l'esprit de concorde; mais les Florentins s'étaient rendus indignes de sa clémence en rompant la pacification établie par le souverain pontife en Toscane; voici ce qui avait occasionné cette guerre. Le comte Ugolino, d'une des premières familles de Pise, ayant donné lieu, par ses intrigues, au soupçon plus ou moins fondé d'aspirer à dominer sa patrie, fut exilé au mois de juin 1275. Il se rendit immédiatement à Lucques et à Florence, et se présenta comme victime de l'animosité des Gibelins. Les Florentins et les Lucquois, malgré les menaces réitérées du pape, qui se trouvait alors à Lyon, le mirent à la tête d'une armée avec laquelle il dévasta tout le territoire de Pise, jusqu'aux portes de la ville. Enfin, après plusieurs défaites successives, les Pisans furent contraints de demander la paix, à la suite de laquelle Ugolino et ses amis rentrèrent dans Pise et furent rétablis dans tous leurs biens et honneurs.

Nicolas III, de la maison des Ursins, fut élevé au trône pontifical après la mort de Jean XXI, qui n'avait régné que huit mois. Il obligea Charles d'Anjou à renoncer au vicariat de l'em-

pire en Toscane, et il envoya son légat Latino dans cette province pour y établir l'union. Ce légat, arrivé à Florence, s'aperçut que la hauteur et la fierté de quelques nobles du parti guelfe avaient indisposé le peuple; il profita adroitement de ce mécontentement pour engager les Florentins à rappeler les Gibelins, et pour réconcilier les deux factions. En employant tour à tour un langage ferme et persuasif, en faisant parler les intérêts de la religion et ceux de la patrie, il parvint à toucher le cœur des principaux chefs de l'un et de l'autre parti; grâce à ses efforts, ces ennemis, jusque-là irréconciliables, s'embrassèrent publiquement et se donnèrent réciproquement des sûretés pour le maintien de la tranquillité de l'État. Pour consolider la paix, le légat fit créer une magistrature suprême composée de quatorze prud'hommes, dont huit Guelfes et six Gibelins; il ordonna que tous les actes et toutes les sentences contre les exilés fussent biffés, et les fit remettre en possession de leurs biens. Cette réconciliation se fit si sincèrement, que tous les exilés retournèrent à Florence, à l'exception de soixante familles que le pape retint pour quelque temps aux environs de Rome, jusqu'à ce que la paix fût solidement affermie (1277).

Cette nouvelle organisation ne dura guère plus longtemps que le pontificat de Nicolas III. Sous le règne de son successeur, Martin IV, les Florentins revinrent au gouvernement démocratique, et ils abolirent le conseil des quatorze prud'hommes institués par le cardinal Latino. Ils nommèrent pour chefs du gouvernement des hommes choisis dans les différents arts, auxquels ils donnèrent le

nom de prieurs des arts et de la liberté (*priores artium*). A la première élection, on ne nomma que trois prieurs, pris dans les trois arts regardés comme les plus nobles; mais dès la seconde élection, c'est-à-dire deux mois après, on doubla le nombre des prieurs, pour qu'il y en eût un de chacun des arts majeurs, et en même temps de chacun des six quartiers de la ville. L'art des jurisconsultes, qui prenait part d'une autre manière au gouvernement, fut le seul qu'on n'appela point à fournir des prieurs à la république.

Les fonctions des prieurs ne devaient durer que deux mois. Pendant tout ce temps-là ils étaient logés ensemble dans le même palais, et mangeaient à la même table aux frais de la république; il ne leur était pas permis de s'absenter du palais, où ils étaient retenus comme en prison, ni de s'occuper d'autres affaires que de celles de la république. Pour les dédommager de cette espèce de captivité, on leur accorda les plus grands honneurs; le collége des prieurs fut appelé la Seigneurie; chacun, pendant son exercice, recevait le titre de seigneur; vingt-quatre officiers étaient attachés à leur service, et transmettaient leurs ordres à qui de droit.

Cette dernière forme de gouvernement, à quelques modifications près que nous indiquerons, s'est conservée jusqu'à la chute de la république florentine; elle ne fut même pas alors absolument détruite, et quelques traces en ont subsisté jusqu'à nos jours. Peu de temps après, Sienne et d'autres villes de Toscane imitèrent les Florentins, et adoptèrent une forme de gouvernement à peu près toute semblable.

Florence jouit à cette époque d'une tranquillité extraordinaire, comparativement surtout au reste de l'Italie, qui était toujours agité par des troubles et des divisions intestines. La Sicile venait de se soulever contre Charles d'Anjou, et dans un seul jour avait égorgé quatre mille Français. Cet horrible massacre, connu sous le nom de *Vêpres Siciliennes*, excita une horreur universelle. Charles jura d'en tirer une vengeance éclatante, et s'occupa aussitôt de rassembler une armée pour punir les rebelles. Il demanda du secours à toutes les villes guelfes de la Toscane et de la Lombardie, et Florence lui envoya un corps de six cents chevaux. L'expédition de Charles se borna au siége de Messine, qu'il fut obligé de lever à l'arrivée de Pierre, roi d'Aragon, que les Siciliens avaient choisi pour leur roi. Charles se vit forcé de repasser le détroit et de licencier son armée. Le retour de la cavalerie florentine donna lieu à des fêtes et à des réjouissances auxquelles prit part toute la population de Florence, et les historiens remarquent à cette occasion la magnificence qui fut déployée pour les habillements et les parures de l'un et de l'autre sexe.

Ce luxe était un signe de richesse et de prospérité, fruit de la tranquillité dont la ville jouissait alors; ajoutons qu'il était relevé par ce goût délicat, ce sentiment exquis du beau, qui semble inné à Florence, et qui dès cette époque lui faisait faire dans les beaux-arts des progrès auxquels elle dut plus tard tant d'éclat et de gloire. Mais ajoutons que c'était en même temps une annonce de la décadence de ces mœurs sévères qui distinguaient les Florentins vers le milieu de ce siècle,

et dont nous avons présenté le tableau d'après un de leurs anciens historiens.

L'application des citoyens aux arts de la paix, tout en enrichissant leur ville, en augmenta la population à un tel point, qu'il fallait en agrandir l'enceinte. On construisit des chaussées et des routes qui conduisaient à Casentino, à Bologne, à Prato et à Pistoie, et chacune de ces routes, bordée d'arbres, formait une large avenue qui venait aboutir à une magnifique porte de la ville. Les Florentins bâtirent aussi pour la première fois, vers cette époque (1285), des maisons de plaisance sur l'autre bord de l'Arno; bientôt ces maisons se multiplièrent à un tel point, qu'elles formèrent en quelque sorte une nouvelle ville, qui fut également fortifiée et réunie à l'ancienne par de nouveaux ponts. On construisit aussi dans ce nouveau quartier trois belles portes, d'où partaient trois grandes routes dans la direction de Pise, de Sienne et d'Arezzo.

La paix intérieure dont jouissait Florence ne l'empêcha pas de déclarer la guerre à deux villes rivales, Pise et Arezzo. Ce n'était pas seulement pour Florence que Pise était un objet de jalousie; depuis longtemps les Génois ne voyaient qu'avec un œil d'envie la prospérité des Pisans, leurs rivaux sur les mers, et souvent leurs rivaux heureux. Les guerres que ces deux villes avaient soutenues l'une contre l'autre n'avaient jamais eu que des succès variés, et n'avaient fait qu'entretenir l'animosité entre les deux peuples, sans produire rien de décisif. Enfin, en 1284, les Génois, après avoir remporté un premier avantage le 1er mai, gagnèrent le 6 août la bataille

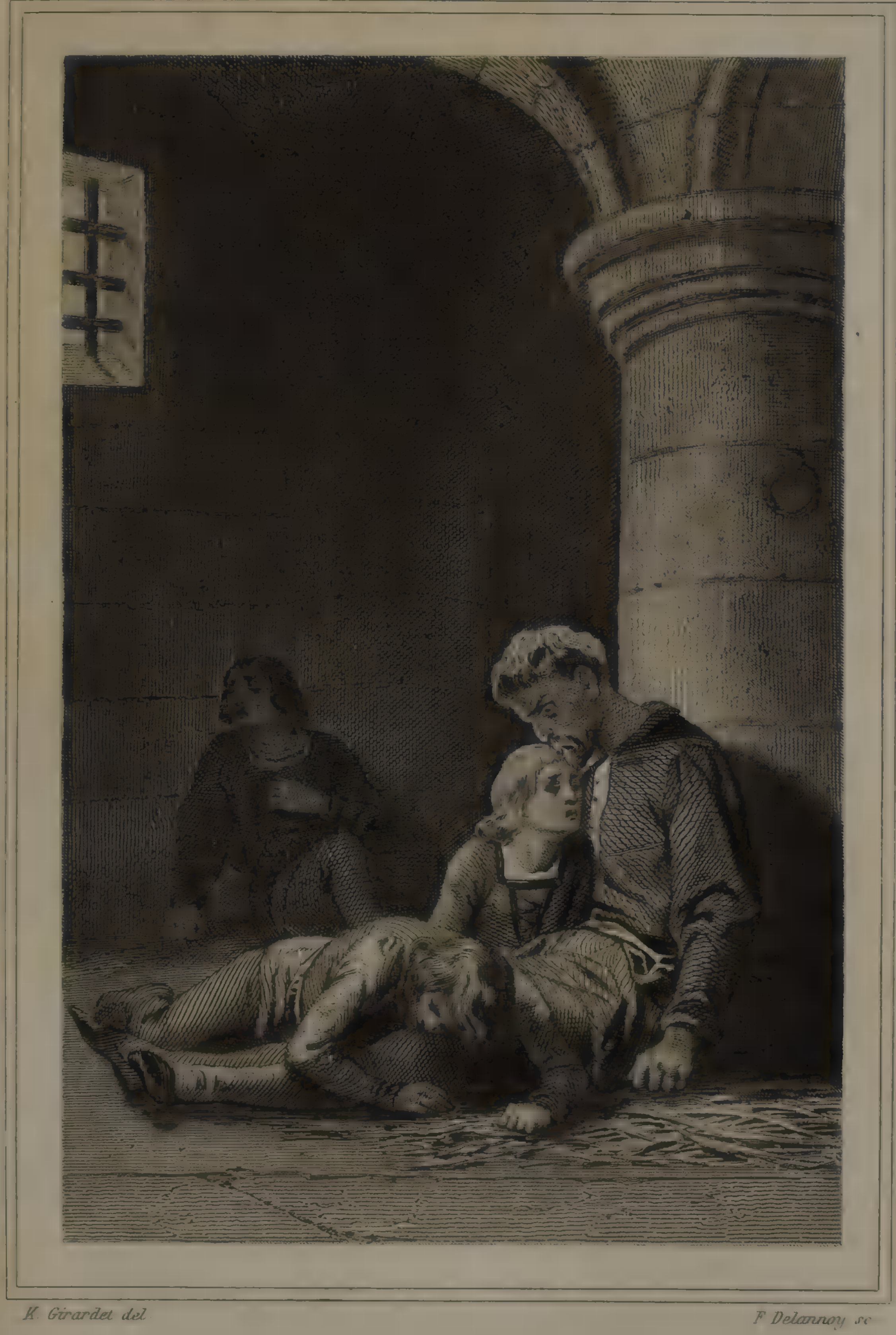
décisive de Meloria. Les Pisans perdirent dans ce combat trente-cinq galères, cinq mille morts et onze mille prisonniers. Ce désastre, dont Pise ne se releva jamais, jeta l'effroi et la consternation dans cette ville. Florence et les autres villes de la ligue guelfe, par une conduite peu généreuse, résolurent de profiter du malheur que venait d'éprouver leur rivale, pour achever de l'accabler. Elle l'aurait été en effet, si les Pisans, dans la situation dangereuse où ils se trouvaient, ne s'étaient déterminés à mettre à leur tête ce même comte Ugolino qu'ils avaient autrefois banni, et qui avait trouvé un asile à Florence. Il fut nommé capitaine général de Pise pour dix ans, et le premier soin qui lui fut commis fut de dissoudre la ligue formée contre sa patrie.

Ugolino était un homme adroit, d'une conscience peu scrupuleuse et d'une ambition démesurée. Il avait conservé depuis son exil beaucoup de relations avec Florence, où il passait pour un Guelfe déterminé. Les propositions qu'il fit à la Seigneurie furent accueillies avec faveur, d'autant plus qu'il les fit accompagner d'un présent de vins fins dont une partie des bouteilles étaient, à ce qu'on assure, remplies de florins d'or au lieu de liqueurs. Il offrit de plus de céder aux Florentins plusieurs châteaux du territoire pisan, et de cette manière il parvint à les détacher de la ligue et à faire la paix avec eux. Il traita également avec Lucques, en cédant à cette ville quatre châteaux importants.

Pise, naguère si opulente et si belliqueuse, gémissait de se voir dépouillée de presque tout son territoire; on accusa Ugolino d'avoir étendu

son autorité au mépris des lois, et d'aspirer ouvertement à la tyrannie. Le capitaine général méprisait ces murmures, et n'en poursuivait pas moins l'accomplissement de ses projets. Il s'empara du palais public, en chassa le podestat et se fit déclarer capitaine et seigneur de la ville de Pise. Enfin, sa tyrannie devint si odieuse, que le peuple se souleva contre lui et l'attaqua dans son palais. Il se défendit courageusement pendant toute une journée avec deux de ses fils, deux de ses petits-fils et ses satellites. Enfin le peuple mit le feu au palais, et, y pénétrant à travers les flammes, il fit prisonniers Ugolino et ses enfants. On les enferma dans une tour dont les portes furent murées, et on les y laissa mourir de faim (1288). « Quels qu'eussent été les crimes d'Ugolino, dit M. Sismondi, l'horreur de son supplice les fit oublier, et son nom est demeuré comme un exemple, presque unique dans l'histoire, d'un tyran qui inspire la pitié, et qui est puni par son peuple plus sévèrement qu'il ne l'avait mérité. » La mort d'Ugolino et de ses fils a fourni au Dante un des plus admirables morceaux de son poëme. On frissonne, on est saisi d'horreur en lisant le récit que le poëte florentin met dans la bouche d'Ugolino, où il raconte les angoisses de ses derniers jours, depuis le moment où il avait entendu fermer au-dessous de lui la porte de la tour horrible. Mais nous n'essaierons pas d'analyser un pareil morceau; il faut le lire dans l'original pour avoir une idée de la poésie italienne au XIII<sup>e</sup> siècle, et surtout du sublime génie du Dante.

La mort d'Ugolino rompit l'alliance de Pise avec



K. Girardet del.

F. Delannoy sc.

On les enferma dans une tour dont les portes furent murées, et on les y laissa mourir de faim.

Florence et Lucques. La guerre recommença; Pise la soutint avec plus de succès qu'on aurait pu l'attendre de l'état d'épuisement où elle était réduite. Elle choisit un capitaine habile, le comte Guido de Montefeltro, qui sut tirer un si bon parti du peu de forces dont il pouvait disposer, qu'il recouvra, par surprise ou de vive force, presque tous les châteaux cédés par Ugolino. Enfin, il lutta pendant cinq ans avec tant de courage et de succès, que la ligue guelfe prit enfin le parti d'accorder la paix à la république de Pise à des conditions honorables.

Pendant la guerre de Pise, une révolution éclata à Arezzo; les Gibelins s'emparèrent du pouvoir dans cette ville, et furent, comme cela arrivait ordinairement, secourus par tous les Gibelins mécontents des autres villes. Florence et Sienne déclarèrent la guerre à Arezzo, ou plutôt aux Gibelins de cette ville. Les Siennois furent battus; mais les Florentins remportèrent une victoire signalée sur les Arétins le 11 juin 1289. Le Dante, qui assistait à cette bataille, dit dans une de ses lettres que la perte des ennemis fut si grande, qu'elle mit les Arétins en danger de voir leur nom effacé de la liste des peuples. Une partie des places du territoire d'Arezzo tomba au pouvoir des Florentins; mais la ville elle-même résista à tous leurs efforts.

Les Florentins, dans ces deux guerres contre Pise et contre Arezzo, ne montrèrent pas la même ardeur qu'autrefois, soit qu'ils commençassent à se dégoûter de cet état continuel d'hostilités avec leurs voisins, soit que les troubles qui agitèrent à cette époque leur cité ne leur permissent pas

de poursuivre la guerre avec plus de vigueur. Cette agitation ne provenait plus des querelles des Guelfes et des Gibelins, querelles qui semblaient tendre à s'assoupir; elle était produite par les familles nobles, qui, mécontentes d'avoir perdu toute influence dans le gouvernement depuis l'établissement des prieurs des arts et de la liberté, affectaient le plus souverain mépris pour ces nouveaux magistrats et réglaient toutes leurs affaires, toutes leurs dissensions entre elles, sans jamais avoir recours à l'autorité établie. Ainsi chaque famille noble croyait au-dessous de sa dignité de se soumettre aux tribunaux; et quand un de ses membres était arrêté par le capitaine du peuple ou traduit en justice, elle se faisait un devoir de le libérer à main armée, sans s'informer de la faute qu'il pouvait avoir commise. Il n'y avait plus de fautes personnelles, parce qu'une famille entière s'associait toujours et au crime et aux efforts du coupable pour se soustraire à la punition. Le gouvernement se trouvait trop faible pour entrer en lutte avec d'aussi puissants adversaires, et toutes les violences que les nobles exerçaient contre les plébéiens demeuraient impunies. Cet état de choses engagea les Florentins à créer un nouveau magistrat, chargé de porter l'étendard de la justice, et appelé pour cela gonfalonier de la justice. Ses fonctions consistaient à appeler le peuple à se ranger sous son étendard dans toutes les occasions où la paix, troublée, ne pouvait être rétablie par les voies ordinaires. Le gonfalonier était un officier civil et non militaire; ce n'était point contre les ennemis de l'État ou à la guerre qu'il avait à déployer son étendard, mais seule-

ment dans les séditions, pour ranger sous les bannières nationales les amis de l'ordre et de la liberté.

Le premier des gonfaloniers fut élu par les prieurs, et leur fut en conséquence subordonné; cependant ses fonctions le firent bientôt regarder d'abord comme leur égal, ensuite comme leur supérieur, comme le chef de la république et le représentant de sa majesté. Élu de la même manière que les prieurs, pour deux mois comme eux, et logé avec eux dans le palais public, il compléta le collége de la Seigneurie. On lui donna d'abord quatre conseillers et deux capitaines, et l'on mit sous ses ordres mille hommes tirés des divers quartiers de la ville. Ces mille soldats devaient servir un an, et suivre l'étendard de la justice quand ils en étaient requis. Aucun noble ne pouvait être admis dans cette milice, et l'on décerna de sévères peines contre ceux qui les troubleraient dans leurs fonctions, ou qui les menaceraient.

Ubaldo Rufoli fut le premier gonfalonier de Florence; il signala l'exercice de sa charge par un acte remarquable de fermeté et de justice. Un membre de la famille des Galetti avait tué en France un citoyen florentin, de la classe du peuple. Les parents de la victime voulurent demander justice contre le meurtrier; la famille de ce dernier prit, selon l'usage, fait et cause pour lui, et arrêta la marche régulière de la justice. Alors le gonfalonier déploya son étendard, et marchant à la tête des compagnies du peuple, il chassa les Galetti de la ville et fit raser leurs maisons. Cet acte de rigueur effraya les nobles, « qui n'avaient

pas encore eu le temps de réfléchir aux nouvelles mesures prises contre eux, que déjà ils sentaient toute la rigueur de leur exécution (1). » Cependant les grands revinrent bientôt de leur effroi, et ne songèrent qu'aux moyens de paralyser cette nouvelle institution créée contre eux. Comme le gonfalonier ne pouvait agir que sur l'ordre des prieurs des arts, il s'agissait de gagner ces prieurs ou de les avoir dans ses intérêts pour arrêter l'action du nouveau magistrat. C'est à quoi travaillaient les nobles, et ils y parvinrent facilement en faisant élire des prieurs pris parmi ceux de leur caste qui s'étaient fait inscrire dans les différents arts. Alors les violences recommencèrent aussi impunément qu'auparavant, et l'institution du gonfalonier parut un instant une superfétation inutile.

Le peuple murmurait contre la noblesse, et peut-être allait-il éclater entre ces deux ordres quelques collisions sanglantes, quand un homme, sorti des rangs de la noblesse, vint se poser en tribun du peuple, et fit passer contre les nobles des lois si sévères, que jamais jusque alors, dans aucune république, l'on n'avait vu soumettre le premier ordre de l'État à un traitement plus tyrannique et plus arbitraire. Cet homme était Giano (ou Jean) della Bella, d'une des plus illustres familles de Florence, mais qui, soit qu'il n'eût pas une fortune égale à son ambition, soit que son amour pour la liberté et son aversion pour les désordres qu'il voyait régner lui inspirassent

(1) I quali non prima pensarono al provvedimento fatto contra di loro, che videro l'acerbità di quella esecuzione. — Machiavel, *Istorie Fiorentine*, lib. II.

de l'éloignement pour la noblesse, renonça aux priviléges que lui donnait sa naissance, pour s'associer avec le peuple contre ceux de sa propre caste. Nommé prieur des arts, il saisit l'occasion d'une assemblée du peuple pour haranguer ses concitoyens sur la place publique. Il leur demanda, au nom de la liberté de leur patrie, de mettre un terme à l'insubordination des gentilshommes, et de réprimer les insultes auxquelles les plébéiens étaient sans cesse exposés de leur part. Il accusa les nobles d'exercer à main armée des brigandages de toute sorte; d'arracher les plaignants et les accusateurs du pied des tribunaux; d'écarter violemment les témoins; de faire trembler les juges eux-mêmes, et de suspendre ou de détruire les lois. Il demanda que la puissance publique fût mise au-dessus de ces forces privées, qui luttaient sans cesse avec elle; que les familles fussent punies désormais, puisqu'elles ne voulaient point abandonner les individus à l'animadversion des tribunaux; que la Seigneurie fût rendue plus forte en donnant au pouvoir militaire dont elle pouvait disposer un plus grand développement.

Le peuple, à la suite de ce discours, nomma une commission pour corriger les statuts de la république et réprimer par les lois l'insolence des nobles. Une ordonnance fameuse, connue sous le nom d'*ordinamenti della giustizia*, fut l'ouvrage de cette commission. Pour le maintien de la liberté et de la justice, elle sanctionna la jurisprudence la plus tyrannique et la plus injuste. Trente-sept familles, les plus nobles et les plus respectables de Florence, furent exclues à jamais du priorat et des autres fonctions publiques, sans qu'il leur

fût permis de recouvrer le droit de cité en se faisant immatriculer dans quelque corps de métier ou en exerçant quelque profession. La Seigneurie fut de plus autorisée à insérer de nouveaux noms dans cette liste d'exclusion toutes les fois que quelque autre famille, en marchant sur les traces de la noblesse, mériterait d'être punie comme elle. Les membres de ces familles furent désignés, même dans les lois, par les noms de grands et de magnats, et pour la première fois on vit un titre d'honneur devenir non-seulement un fardeau onéreux, mais une punition. Il fut statué par la même ordonnance que lorsqu'un grand commettrait quelque crime, le bruit public, attesté par deux témoins probes, serait aux yeux des tribunaux une preuve suffisante pour convaincre et condamner le prévenu, puisque la violence des gentilshommes avait jusque alors écarté les plaignants du palais de la justice et imposé silence aux témoins. Enfin, les complices de ceux qui troubleraient l'ordre public furent soumis aux mêmes peines que les principaux coupables. Pour mettre en exécution cette nouvelle jurisprudence, il fut décidé que la milice aux ordres du gonfalonier serait augmentée et portée à quatre mille hommes.

On conçoit l'irritation des grands en se voyant l'objet de ces lois exceptionnelles et tyranniques; ils jurèrent de se venger de Giano della Bella, qu'ils regardaient comme un transfuge et comme un traître à son ordre et à son parti. Ils furent secondés par un certain nombre de bourgeois des plus accrédités, qui étaient jaloux de son influence sur le peuple. Pendant deux ans ils préparèrent leur

vengeance ; enfin le moment arriva de la faire éclater.

Les ennemis de della Bella, à une élection des prieurs en 1294, réussirent à faire tomber le choix des électeurs sur six des principaux chefs de cette aristocratie bourgeoise, qui ne pouvait pardonner au gentilhomme démagogue l'influence qu'il exerçait sur les basses classes du peuple. Dès que les nouveaux élus furent en place, ils ouvrirent par-devant le capitaine du peuple une enquête sur la conduite de Giano, et ils l'accusèrent d'avoir excité en secret une insurrection qui avait eu lieu peu de mois auparavant. Le bas peuple parut d'abord s'irriter d'une accusation semblable ; il se rassembla autour de la maison de della Bella, et lui offrit de prendre les armes pour le défendre, fallût-il pour cela se rendre maître de la ville. Mais Giano, voyant qu'il était trahi par ceux mêmes qui, de concert avec lui, avaient élevé la puissance du peuple, et que ses ennemis étaient rassemblés en armes devant le palais des prieurs, ne voulut pas exposer sa patrie à une guerre civile, et ne se crut pas non plus assez assuré de l'équité de ses juges pour se présenter devant leur tribunal. Il céda donc et sortit de Florence le 5 mars 1294, espérant que le peuple ne tarderait pas à le rappeler ; mais, au contraire, il fut condamné par le capitaine du peuple, et mourut en exil. « Ce fut, dit Villani, un grand dommage pour notre cité, et surtout pour le peuple ; car c'était l'homme le plus loyal et le plus franc républicain de Florence, celui qui désirait le plus le bien public et qui soumettait le plus ses intérêts à l'intérêt commun. Il était, à la vérité, orgueilleux et vindicatif, et

il exerça quelques-unes de ses vengeances contre les Abatti avec la force même du peuple. Peut-être fut-ce en punition de cette faute qu'en vertu des lois qu'il avait faites lui-même, il fut condamné à tort, et sans être coupable, par des juges iniques. Il fut du moins un grand exemple aux citoyens à venir, pour leur apprendre à se garder de vouloir dominer dans leur patrie, et à se contenter du rang égal de citoyen... Son exil occasionna un grand changement dans l'administration de Florence; car dès lors les artisans et le bas peuple perdirent leur influence sur la communauté, et le gouvernement resta entre les mains de la riche bourgeoisie (1). » Ainsi l'aristocratie de l'argent fut substituée à l'aristocratie de la naissance.

Au milieu de ces dissensions, de ces divisions funestes, qui semblaient ne se calmer un instant que pour se ranimer avec une nouvelle fureur et quelquefois sous de nouveaux noms, comme nous le verrons bientôt en parlant des factions des *blancs* et *noirs*, Florence ne jouissait pas moins d'une prospérité remarquable, et brillait d'une splendeur inconnue auparavant; sa population, ses richesses et sa gloire prenaient chaque jour de nouveaux accroissements. La ville comptait dans son sein trente mille hommes aguerris et toujours prêts au combat, et soixante-dix mille sur son territoire. « Toute la Toscane, dit Machiavel, lui obéissait, soit comme amie, soit comme sujette. » En même temps les arts développaient leurs prodiges. L'année même où della Bella fut exilé, en 1294, les Florentins jetaient les fondements de

(1) Villani, liv. VIII, ch. 8.

l'église Sainte-Croix, d'après les dessins d'Arnolfo di Lapo, disciple de Cimabué; deux ans après, ils élevaient leur magnifique cathédrale et son dôme imposant, que le seul dôme de Saint-Pierre de Rome surpasse en hauteur, mais sans l'égaler en grâce et en légèreté. Cette église, appelée aussi Santa-Maria-del-Fiore, a quatre cent vingt-six pieds de longueur et trois cent soixante-trois de hauteur, en comptant jusqu'au sommet de la croix; ainsi elle est une fois et demie aussi grande que Saint-Paul de Londres. Elle fut commencée en 1296, sur les dessins du même Arnolfo, et construite par Brunelleschi, le plus célèbre architecte de son temps. L'intérieur de l'église est tout incrusté de marbres blanc et noir. Cette réunion de ces deux couleurs si opposées est une allusion aux factions des noirs et des blancs qui éclatèrent alors à Florence; c'est un avis donné par l'architecte à ses concitoyens, qu'il engageait à vivre en bonne harmonie les uns auprès des autres, comme ces marbres de couleurs différentes, qui leur offraient un exemple si sage.

Cette église fut ornée dès l'origine par les travaux d'artistes distingués, dont les ouvrages ont fait l'admiration de la postérité. Giotto, regardé comme le restaurateur de la peinture; Frédéric Zucchero, George Vassa, qui tous deux ont peint l'intérieur de la coupole; Baccio, Bandinelli et Giovanni dell' Opera, auteurs des bas-reliefs du chœur et de plusieurs statues qu'on admire dans cette église, et beaucoup d'autres, ont travaillé à cet édifice, et y ont laissé des chefs-d'œuvre immortels.

Le campanile, ou clocher, élevé sur un des côtés de l'église, est une tour de deux cent cinquante-deux pieds de haut sur quarante-trois en carré; elle est tout incrustée de marbres noir, rouge et blanc, et elle fut bâtie sur les dessins de Giotto. Charles-Quint la trouvait si belle, qu'il disait en plaisantant qu'il fallait la mettre dans un étui. On monte au haut de cette tour par un escalier de quatre cent six degrés, et arrivé sur la plate-forme, un magnifique panorama se déroule aux yeux du spectateur. A ses pieds il voit la ville de Florence tout entière; plus loin il découvre le cours de l'Arno, les collines verdoyantes, les riantes campagnes et les nombreuses villas dont les bords de ce fleuve sont ornés; puis sur la hauteur qui borne l'horizon, il aperçoit les ruines de l'ancienne *Fiesole*, antique berceau de Florence.

En face de la porte principale de la cathédrale on voit le célèbre baptistère dédié à saint Jean-Baptiste. Cette église, élevée sur l'emplacement d'un ancien temple de Mars, est de forme octogone, comme étaient autrefois les édifices destinés à la cérémonie du baptême; ce bâtiment a quatre-vingt-cinq pieds d'un côté à l'autre; il est isolé, tout incrusté de marbres polis; on y remarque surtout trois portes de bronze si belles, que Michel-Ange disait qu'elles devraient servir de portes au paradis. Elles sont l'ouvrage d'André Pisano et de Laurent Ghiberti. Les bas-reliefs dont elles sont ornées représentent des scènes de l'ancien et du nouveau Testament, et sont d'une élégance exquise.

En 1298, deux ans après la fondation de la cathédrale, on commença la construction d'un

palais destiné à l'habitation de la Seigneurie. C'est cet édifice qu'on appelle aujourd'hui le Vieux-Palais, et qui était alors le plus beau palais qu'il y eût en Europe. Les plans en avaient été tracés par le même Arnolfo de Lapo, qui avait déjà fourni ceux de Sainte-Croix et de la cathédrale. On choisit pour son emplacement le terrain des maisons confisquées sur les Uberti et celui d'autres maisons achetées pour cet objet. Successivement les plus célèbres artistes ont embelli ce palais, qui fut le théâtre d'une foule d'événements importants de l'histoire florentine. On plaçait au-dessus de la porte de cet édifice les armes des pays avec lesquels la république contractait des alliances , et l'on enlevait ces armes quand la guerre était déclarée entre Florence et un de ces pays.

Dans le même temps à peu près, c'est-à-dire dans les dernières années du XIII[e] siècle, les Florentins bâtirent de l'autre côté de l'Arno les quartiers de Saint-Jean et de Franco ; ils construisirent une prison publique qui coûta cinq mille scudi ; enfin ils achevèrent de fortifier leur ville en l'entourant d'une grande muraille terrassée, flanquée de tours et de bastions.

La construction de tous ces grands ouvrages achevés en peu d'années est un témoignage authentique de la prospérité dont jouissait Florence à cette époque ; un fait digne de remarque, c'est qu'au milieu des convulsions de ses guerres civiles, Florence a renouvelé dès le XIII[e] siècle l'architecture, la sculpture et la peinture ; elle a produit en même temps le plus grand poëte dont encore aujourd'hui puisse se vanter l'Italie; elle a remis la philosophie en honneur; elle a donné une im-

pulsion en faveur des sciences qui a été suivie par la plupart des villes de l'Italie, et elle a fait succéder à la barbarie le siècle des beaux-arts et du goût.



# CHAPITRE IV

Nouvelle faction à Florence, les *blancs* et les *noirs*. — Origine de cette faction. — Corso Donati, chef des noirs; Vieri di Cerchi, chef des blancs. — Le pape Boniface VIII essaie en vain de réconcilier les deux partis. — Il nomme Charles de Valois, frère du roi de France, pacificateur de la Toscane. — Ce prince permet aux noirs d'exercer leur vengeance contre les blancs. — Sentence de mort, de confiscation ou d'exil prononcée contre eux. — Le poëte le Dante est condamné à l'exil. — Coup d'œil sur la vie de ce poëte. — Les Florentins se mettent à la tête d'une nouvelle ligue du parti guelfe ou noir. — Le prince Robert, fils du roi de Naples, est choisi pour général du parti. — Siége et prise de Pistoja. — Siége d'Arezzo. — Henri VII s'avance contre Florence. — Résistance des Florentins. — Mort de Henri VII. — Renouvellement des édits de proscription contre les Gibelins et en particulier contre le Dante. — Mort du Dante. — Ses ouvrages. — Consternation des Pisans à la mort de Henri VII. — Ils offrent la seigneurie de leur ville à Uguccione. — Tendance des républiques italiennes vers un gouvernement monarchique. — Introduction des troupes mercenaires, ou *condottieri*. Uguccione s'empare de l'autorité à Pise. — Il s'empare de Lucques par surprise et en chasse les Guelfes. — Les Florentins demandent des secours au roi de Naples et rassemblent une armée pour attaquer Uguccione. — Ils sont complétement défaits par ce dernier à Montecatini. — Pise et Lucques se révoltent contre Uguccione. — Ces deux villes mettent à leur tête Castruccio Castracani degli Interminelli, chef des Gibelins de Lucques. — Robert, roi de Naples, secondé par les Florentins, entreprend d'anéantir le parti gibelin. — Castruccio Castracani chef de la ligue gibeline. — Ses talents, son ambition. — Il attaque le territoire de Florence et menace cette ville. — Les prieurs de Florence rappellent les exilés au secours de leur patrie. — Castruccio Castracani s'éloigne. — Changement dans le système des élections de Florence. — La guerre continue contre

**Castruccio. — Les Florentins mettent à la tête de leur armée Raimond de Cardone, capitaine de condottieri. — Ce capitaine est battu par Castruccio, qui vient établir son camp aux portes de Florence. — Retour de Castruccio à Lucques, et son entrée triomphale dans cette ville. — Les Florentins donnent pour dix ans la seigneurie de leur ville au prince Charles, duc de Calabre, fils du roi de Naples. — Louis de Bavière, nommé empereur, se rend en Italie. — Il s'allie avec Castruccio. — Le duc de Calabre quitte Florence, et y laisse Philippe de Sanginetto pour son lieutenant. — Prise de Pistoja par Sanginetto. — Castruccio vient assiéger cette ville et la force de capituler. — Mort de Castruccio et du duc de Calabre.**

L'agitation et l'esprit de discorde dominaient tellement à cette époque, que la tranquillité ne pouvait être de longue durée. Depuis l'exil de Giano della Bella, Florence paraissait jouir de la paix; toute son activité semblait se porter vers les beaux-arts et le commerce, travaux essentiellement pacifiques, et qui n'ont pas de plus grands ennemis que la guerre. Cependant ce calme était trompeur, et un œil exercé y aurait découvert facilement les signes avant-coureurs de la tempête. La haine mutuelle des nobles et des bourgeois s'augmentait de jour en jour, et elle n'attendait plus qu'un prétexte pour faire explosion. Un événement étranger à Florence vint donner lieu à cette collision funeste.

La ville de Pistoja, située à vingt milles de Florence, sur la route de Lucques, avait imité Florence en prononçant l'exclusion de la noblesse du gouvernement, ce qui n'empêchait pas les nobles de cette ville de se faire justice eux-mêmes, et de se moquer des lois et des magistrats établis pour les faire exécuter. Comme le peuple de Pistoja était bien moins puissant que celui de Flo-

rence, il ne pouvait pas mettre à la disposition de ses magistrats une force suffisante pour les faire respecter, et rien n'était capable d'arrêter les désordres de la noblesse. Ainsi les Cancellieri, puissante famille guelfe, avaient chassé de Pistoja les Panciatichi, famille gibeline, qui vivaient dans cette ville sous la protection du gouvernement. Malgré leur exclusion du gouvernement comme nobles, les Cancellieri étaient tout-puissants à Pistoja, et chaque jour voyait accroître leur nombre, leur richesse et leur prospérité, quand tout à coup la cause la plus futile vint diviser cette famille en deux factions ennemies, et ensuite tous les Guelfes toscans.

La famille des Cancellieri était composée de deux branches que l'on distinguait par les noms de Blanche et de Noire : ces noms leur venaient de ce que leur ancêtre commun avait eu deux femmes, dont l'une s'appelait Blanche ; les enfants de celle-ci ajoutèrent son nom à celui de leur père, pour se distinguer des enfants de l'autre lit, qu'ils appelèrent par opposition les Noirs. Les Cancellieri (*Bianchi*) et les Cancellieri (*Negri*) vécurent longtemps dans la plus parfaite union, ce qui n'avait pas peu contribué à la prospérité de leur famille. Un jour, dans une taverne, une querelle s'éleva entre deux jeunes gens appartenant aux deux branches différentes. Carlino (*della stirpe bianca*) blessa Amadore ou Dore (*della stirpe negra*). Dore, en sortant de la taverne où il avait été maltraité, voyant passer devant lui un frère de celui qui l'avait blessé, l'appela ; celui-ci s'approche sans défiance, n'étant pas même instruit de la rixe qui venait d'avoir lieu ; alors Dore se jette sur lui pour

le tuer, et de son épée lui coupe la main et le blesse au visage.

Le père de Dore, loin d'approuver une vengeance aussi odieuse exercée contre un de ses parents, résolut d'apaiser par une satisfaction éclatante la querelle qui pouvait diviser sa famille. Il livra Dore à Gualfredo, père de celui qui avait été si traîtreusement blessé, en lui faisant dire qu'il s'en remettait à lui de la punition d'un homme qui, malgré sa faute, était encore parent de l'offensé ; mais Gualfredo, insensible à la générosité d'un tel procédé, voulut infliger à Dore une punition égale à son offense : il lui trancha la main sur un billot, le blessa au visage comme son fils l'avait été, et dans cet état il le renvoya à sa famille, en le chargeant de dire à son père que c'était avec le fer, non avec des paroles, qu'on guérissait de semblables blessures.

De ce moment il n'y eut plus de repos entre les deux familles. Les Cancellieri blancs prirent le parti de Gualfredo, les Cancellieri noirs celui de Dore, et ils entraînèrent dans leur querelle toute la noblesse de Pistoja, leurs vassaux et leurs clients. Des batailles rangées furent livrées dans la ville entre les deux factions, d'atroces vengeances furent exercées de part et d'autre, et Pistoja semblait menacée d'une ruine entière par les excès de l'anarchie et de la guerre civile. Le podestat, voyant l'impossibilité de rétablir l'ordre et d'administrer la justice à ce peuple furieux, posa par terre, en présence du conseil, la baguette du commandement, et partit en abdiquant son emploi. Alors le conseil des *anziani* de Pistoja offrit pour trois ans la seigneurie ou *balie* de leur ville

aux Florentins, qu'ils regardaient comme seuls capables de réformer leur république et d'y rétablir la paix. Nous ferons observer à cette occasion que la seigneurie ou balie, comme on commençait à l'appeler, n'était point censée anéantir les franchises d'une république ou déroger à sa liberté; c'était un pouvoir législatif et extrajudiciaire, attribué dans un certain but et pour un certain temps à un simple particulier, à un prince ou à un gouvernement étranger que l'on croyait mériter assez de confiance pour le choisir comme arbitre.

Les Florentins acceptèrent l'offre des Pistoïens; ils envoyèrent dans leur ville un nouveau podestat et un nouveau capitaine du peuple; puis ils ordonnèrent aux chefs des deux factions blanche et noire de s'éloigner de la ville qu'ils troublaient par leur haine, et leur assignèrent la ville même de Florence pour demeure. C'était jeter dans cette ville de nouveaux éléments de discorde. En effet, les exilés de Pistoja ne furent pas plutôt arrivés à Florence qu'ils furent accueillis par des familles rivales, qui embrassèrent leurs intérêts et prirent leurs noms. Les Cerchi, famille du peuple enrichie par le commerce, donnèrent l'hospitalité aux blancs; les Donati, ancienne famille d'une haute noblesse, reçurent les noirs. Depuis longtemps les Donati et les Cerchi étaient animés les uns contre les autres de sentiments haineux et jaloux; les partisans étaient nombreux et formaient deux factions encore innommées, toutes deux prétendant appartenir aux partis guelfes; à l'arrivée des exilés de Pistoja, ces factions adoptèrent leur nom de blanche et noire. Corso Donati fut regardé comme

le chef des noirs ; Vieri di Cerchi comme le chef des blancs de Florence.

Pour prévenir les suites de ces dissensions, les plus sages, tant de la noblesse que du peuple, s'adressèrent au pape Boniface VIII, qui régnait alors. Le souverain pontife enjoignit à Veri Cerchi et à Corso Donati de faire la paix ; mais les ordres du pape furent méconnus : les deux partis en vinrent aux mains, et le sang commença à couler. Le pape envoya le cardinal d'Aquasparta en qualité de médiateur, avec le titre de légat. Mais les efforts du cardinal restèrent sans succès ; il quitta la ville après l'avoir frappée d'un interdit (juin 1300).

Après son départ les scènes de violences recommencèrent avec une nouvelle fureur. La Seigneurie, livrée à elle-même, s'efforça de rétablir la paix. D'après les conseils de Dante Alighieri, qui était un des prieurs, la Seigneurie prononça une sentence d'exil contre les chefs des deux partis. Les blancs reçurent l'ordre de se rendre à Sarzana, sur les frontières de l'État de Gênes, et les noirs furent envoyés à la Pieve, dans le territoire de Perouse. Mais le Dante et les autres prieurs, qui appartenaient eux-mêmes au parti des blancs, ne conservèrent pas longtemps l'apparence d'impartialité qu'ils avaient affectée ; ils permirent bientôt aux blancs de rentrer dans Florence, sous prétexte que l'air de Sarzana était malsain. Les chefs des noirs, irrités de cette partialité, excitèrent le pape Boniface contre les blancs, et l'engagèrent à intervenir dans les affaires de Florence. A cette époque Charles de Valois, frère de Philippe le Bel, roi de France, avait été appelé par le pape pour com-

battre Frédéric, usurpateur de Sicile. Il se trouvait à Anagni, résidence habituelle de Boniface, quand les noirs de Florence demandaient au pontife d'envoyer un médiateur assez puissant pour faire respecter la volonté du saint-siége. Boniface chargea de cette commission Charles de Valois, qu'il venait de créer comte de Romagne, capitaine du patrimoine de saint Pierre, et lui conféra à cette occasion le titre nouveau de pacificateur de la Toscane.

Charles, arrivé à Florence vers le mois de septembre 1301, fut accueilli avec honneur, mais non pas avec joie, par les blancs, alors maîtres du gouvernement; car ils ne voyaient pas sans inquiétude l'entrée dans leur ville d'un médiateur armé, dont ils soupçonnaient la partialité en faveur de leurs adversaires. En effet, Charles, après s'être conduit pendant quelques jours avec beaucoup de réserve, assembla le peuple et les magistrats, et se fit donner le pouvoir de régler tout comme il le jugerait à propos; mais dès qu'il se vit en possession de l'autorité, il permit aux noirs de rentrer dans la ville et d'exercer impunément leur vengeance contre leurs ennemis. Les maisons des principaux blancs furent pillées et brûlées, plusieurs hommes les plus considérés de ce parti furent tués ou blessés; les autres quittèrent Florence en toute hâte.

Après ces désordres, que Charles de Valois n'essaya pas d'arrêter, et qu'il feignit même d'ignorer, de nouveaux prieurs, tous du parti des noirs, entrèrent en charge le 11 novembre 1301, et un nouveau podestat, Cante di Gabrielli d'Agobbio, fut chargé d'administrer la justice. Ce nouveau

gouvernement signala son entrée au pouvoir par des sentences d'exil, de mort, de confiscation contre les blancs. On commença par faire le procès aux derniers prieurs; tous furent condamnés à l'exil. Le Dante Alighieri, qui se trouvait alors en ambassade à Rome, fut compris dans cette proscription, et de plus condamné à être brûlé s'il se montrait sur le territoire de Florence (26 janvier 1302). Petracco, père du poëte Pétrarque, fut exilé en même temps. Enfin Charles de Valois, qui était venu à Florence avec le titre de pacificateur, quitta cette ville le 4 avril 1302 en y laissant plus d'éléments de guerre civile qu'il n'en avait trouvé.

Puisque l'histoire des troubles de Florence nous amène à parler du Dante, laissons un instant de côté les interminables querelles des Guelfes et des Gibelins, des blancs et des noirs, pour nous occuper du poëte créateur qui a donné à l'Italie et sa langue et sa poésie, et la seule énergie dont elle sache se parer encore aujourd'hui; du poëte qui n'a pas cessé d'échauffer et d'inspirer tous les hommes de génie de sa nation, qui a donné son caractère à Michel-Ange, et qui, cinq siècles après sa naissance, a formé Alfieri et Monti (1).

Dante naquit à Florence en 1265, de la famille guelfe de Alighieri ou Aldighieri, peu de temps après le retour dans cette ville de la faction des Guelfes, qui s'étaient volontairement exilés après la bataille de Monte-Aperto ou de l'Arbia, en 1260.

Il perdit dans son bas âge son père Alighiero degli Elisei, et peu de temps après sa mère, qui n'est connue que sous le nom de Bella. Le jeune

(1) Sismondi, *Hist. des Républiques ital.*, t. IV.

Alighiero fut alors confié aux soins de Brunetto Latini, savant florentin, à la fois orateur, poëte, historien et théologien. Dans sa première enfance on l'avait appelé d'abord Durante, puis Dante, nom qu'il conserva jusqu'à la fin de sa vie, et sous lequel il est devenu si célèbre.

Avec l'aide de Latini et du poëte Guido Cavalcanti, son ami, le Dante acquit une connaissance approfondie de toutes les sciences alors cultivées. Dans sa jeunesse il étudia aux universités de Bologne et de Padoue ; il unissait le goût des beaux-arts à celui des lettres, et son poëme fait foi de son amitié pour le peintre Oderigi da Gubio, pour Giotto, et pour le musicien Casella. En même temps il prenait part aux événements de sa patrie. Il porta les armes en 1289, à la bataille de Campaldino, où ses compatriotes remportèrent une victoire signalée, mais sanglante, sur les Arétins ; il combattit aussi à une bataille contre les Pisans en 1290.

En 1292, le Dante épousa Madonna Gemma, de la famille des Donati. Cette union ne fut pas heureuse : le caractère fâcheux et acariâtre de sa femme força le Dante à se séparer d'elle, quoiqu'il en eût plusieurs enfants. Cet événement, qui l'avait brouillé avec les Donati, peut-être aussi son amitié pour Guido Cavalcanti, l'un des chefs de la faction des blancs, ou d'autres motifs que nous ignorons, le décidèrent-ils en faveur de ce parti, quoiqu'il fût composé en grande partie de Gibelins, et que les noirs ne comptassent dans leurs rangs que des Guelfes. Quoi qu'il en soit, son attachement au parti des blancs fut la cause de son malheur. Après son exil il ne put jamais rentrer

dans sa patrie. On lui fit un crime impardonnable d'une tentative qu'il fit en 1304, en commun avec les autres exilés du parti blanc, pour surprendre Florence. Après le non-succès de cette expédition, le Dante se rendit à Vérone, où il fut accueilli avec une affection singulière par les seigneurs de la Scala. Là il tenta des démarches particulières pour obtenir son rappel. Il écrivit des lettres aux différentes autorités, et même une lettre séparée au peuple florentin. Cette dernière commençait ainsi : *Popule meus, quid feci tibi?* « Mon peuple, que t'ai-je fait ? » L'espérance d'un succès se perdant tous les jours, il abandonna l'Italie, et se rendit d'abord à Paris, où il s'adonna à l'étude de la philosophie et de la théologie, et ensuite à Oxford, qui renfermait déjà d'illustres savants.

Pendant ce temps-là, les Florentins renouvelaient et étendaient leur alliance avec tous les États voisins du parti guelfe ou noir; car ces deux dénominations se confondent à peu près désormais. Lucques, Volterra, Sienne, Prato, Gemmiani, Colle et Cività-Castellana, entrèrent dans la confédération dont Florence fut le chef. Les confédérés choisirent pour général de toutes leurs troupes le prince Robert, fils aîné de Charles II, roi de Naples; mais on ne lui conféra ce titre qu'à condition qu'il n'aurait aucun pouvoir dans le gouvernement civil des États confédérés. Robert se rendit en Toscane avec un petit corps de cavalerie bien aguerri, et ayant pris le commandement de l'armée alliée, il mit le siége devant Pistoja. Cette ville, après une résistance de plus de dix mois, fut contrainte par la famine de capituler (1306). La prise de Pistoja est une époque remarquable

dans l'histoire de Florence. Les vainqueurs ne furent pas plutôt maîtres de la place, qu'ils en démolirent toutes les fortifications et partagèrent entre eux les maisons et les terres.

En 1309, les Florentins assiégèrent Arezzo. C'était peu de temps après l'élection de Henri de Luxembourg à la dignité impériale. Les Gibelins crurent le moment favorable à de nouvelles tentatives pour reprendre l'autorité. Le Dante, dans cette circonstance, commença à perdre de sa prudence ordinaire ; il attaqua dans des écrits violents les Guelfes, ses ennemis, et les menaça de la vengeance de Henri. Ce prince, en effet, envoya des ambassadeurs à Florence pour demander aux Florentins de lever le siége d'Arezzo et de se préparer à le recevoir lui-même ; car il était sur le point de passer en Italie avec une puissante armée.

Quand les Florentins apprirent que Henri VII, ainsi qu'il l'avait annoncé, s'avançait vers l'Italie, ils prirent la résolution de refuser à l'empereur l'entrée de leur ville, et ils appelèrent à leur secours Robert, roi de Naples, qu'ils nommèrent chef de la ligue guelfe. C'était la première fois, depuis Frédéric X, qu'un empereur d'Allemagne venait réclamer ses droits sur l'Italie ; sa présence ranima le parti gibelin, et donna lieu à de grandes agitations en Lombardie et dans l'État de Gênes, où Henri fut obligé de s'arrêter longtemps pour pacifier ces provinces avant de songer à pénétrer en Toscane. Enfin, le 19 septembre 1312, l'armée impériale se présenta devant Florence, qui d'abord fut saisie d'épouvante. Mais les Florentins, reprenant peu à peu leur fermeté, rassemblèrent de toutes parts leurs forces et celles de leurs alliés,

et parvinrent à réunir une armée beaucoup plus nombreuse que celle de l'empereur. Henri, qui ne s'était pas attendu à tant de résistance, après un séjour de quelques mois dans les environs de Florence, s'éloigna de cette ville le 6 janvier 1313, et se retira à Pise, qui lui avait témoigné le même dévouement qu'elle portait autrefois aux empereurs. Après avoir reçu d'Allemagne de puissants renforts, Henri se mit en marche pour aller attaquer le roi de Naples, Robert; mais il mourut en route, le 24 août 1313.

Cet événement inattendu excita la joie du parti guelfe et la consternation des Gibelins. Ceux-ci furent de nouveau proscrits à Florence, et à cette occasion la sentence d'exil perpétuel fut confirmée une dernière fois contre le Dante, qui, par son irritabilité, son goût et son talent pour la satire, s'était rendu également odieux et redoutable à ses ennemis. Le malheureux poëte, après avoir voyagé dans presque toutes les parties le l'Italie, se fixa enfin chez Guido de Pollenta, seigneur de Ravenne, où il finit ses jours au mois de septembre 1321, à l'âge de cinquante-six ans. Dans son immortel poëme il se fait prédire par Cacciaguida, son trisaïeul, la misère et la dépendance de ses derniers jours, si humiliante pour une âme fière. « Tu laisseras, lui dit-on, tout ce que tu chéris avec le plus de tendresse, et c'est là le trait que l'arc de l'exil lance avant tout autre; tu éprouveras quelle est l'amertume du pain d'autrui, et comme c'est suivre un sentier pénible que de monter et de descendre par l'escalier de l'étranger (1). »

(1) Tu lascerai ogni cosa diletta
Più caramente, e questo è quello strale,

C'est dans son exil que le Dante composa le magnifique poëme sur lequel repose sa réputation. Cet œuvre, qu'il a nommé la *Divine Comédie*, est, comme chacun sait, le récit d'un voyage mystérieux au travers des enfers, du purgatoire et du paradis. Il assigne pour époque à ce voyage l'année 1300, époque du premier jubilé séculaire, depuis le lundi saint jusqu'au jour même de Pâques; il parcourt les deux premiers royaumes des morts sous la conduite de Virgile, et le paradis sous celle de Béatrix Fortinari, jeune personne qu'il avait aimée dans sa jeunesse, et qui était morte en 1290. Ce poëme, divisé en cent chants, dont chacun ne passe guère cent cinquante vers, n'excite pas moins notre admiration par l'étonnante conception de ce monde des morts qu'il déploie tout entier à notre vue, que par la majesté de ses tableaux, la profonde sensibilité de quelques-uns des épisodes, et la richesse d'idées et de connaissances qu'il suppose dans l'auteur. « C'est une vaste encyclopédie, dit M. le chevalier Artaud, où toutes les connaissances du temps sont recueillies et offertes avec un charme, un goût, une majesté, une énergie de poésie dont il n'y avait pas eu de modèle avant lui, et qui n'ont pas été surpassés depuis : on a eu raison de dire que ce grand poëte *en s'élevant souleva tout son siècle.* »

Quelle qu'eût été la sévérité des Florentins envers le Dante, et l'injustice de leurs jugements, la

Che l'arco dell' esilio pria saetta.
Tu proverai sì come sa di sale
Il pane altrui, e come è duro calle
Lo scendere e' l salir per l'altrui scale.
(*Paradiso*, ch. XVII, v. 55.)

publication de son poëme éleva après sa mort ce citoyen illustre au rang qu'il méritait d'occuper. De toutes parts on entreprit de le commenter; les fils du Dante, Pierre et Jacob, furent les premiers qui l'enrichirent de notes. Jean Visconti, archevêque et seigneur de Milan, rassembla en 1350 les six hommes qu'il jugea les plus savants de toute l'Italie : deux théologiens, deux philosophes et deux antiquaires florentins, pour qu'ils écrivissent un commentaire sur la *Divine Comédie*. Une chaire fut fondée à Florence en 1373 pour commenter le Dante, et Boccace fut le premier professeur de cette science nouvelle; une autre chaire fut fondée à Bologne pour le même objet, et Benvenuto d'Imola, dont les commentaires nous sont parvenus, y fut le premier professeur. Les Florentins redemandèrent à plusieurs reprises, mais toujours inutilement, les cendres du Dante aux successeurs de Guido de Pollenta; ils frappèrent des médailles en son honneur; ils couronnèrent solennellement de lauriers sa statue dans leur baptistère (1); ils lui élevèrent un cénotaphe dans l'église du Dôme.

Nous avons dit que la mort de l'empereur Henri VII avait jeté la consternation dans le parti gibelin. Les Pisans, plus que tous les autres, s'abandonnèrent au désespoir. Ils avaient dépensé pour ce monarque la somme prodigieuse de deux millions de florins, et, au lieu d'avoir retiré quelques avantages de son assistance après s'être épuisés d'hommes et d'argent, ils se trouvaient seuls pour se défendre contre de nombreux

(1) Sismondi, *Hist. des Républiques ital.*

et puissants ennemis, qu'ils n'avaient provoqués que pour lui plaire. Ils pensèrent alors à se donner au comte de Savoie ou à Henri de Flandre; mais tous deux refusèrent ce dangereux honneur. Alors les Pisans offrirent leur seigneurie à Uguccione della Faggiuola, gibelin de la Romagne, qui l'accepta. Ils placèrent sous ses ordres environ mille chevaliers allemands, brabançons et flamands, qui avaient fait partie de l'armée impériale, et qui, moyennant une somme considérable, s'engagèrent au service de la république de Pise.

Nous ferons remarquer ici la tendance vers un gouvernement monarchique, tendance qui se manifeste déjà dans les républiques lombardes dès la fin du XIIIe siècle, et qui s'étend au commencement du XIVe en Toscane et dans les autres parties de l'Italie. Ces petits souverains commencèrent à s'établir sous les formes les plus modestes; ils se disaient toujours mandataires du peuple; ils ne prenaient jamais le commandement d'une ville, lors même qu'ils l'avaient soumise par les armes, sans se faire attribuer solennellement par les anciens ou par l'assemblée du peuple, selon que les uns ou les autres se montraient plus dociles, le titre et les pouvoirs de seigneur général, ou de capitaine du peuple, ou de protecteur de la liberté, ou tout autre titre qui, sous une dénomination quelconque, leur assurait une véritable souveraineté; encore la durée de ce pouvoir était ordinairement restreinte à un an, à cinq ans, ou elle était viagère, avec une paye fixée, qui devait être prise sur les deniers de la communauté. Il arriva bientôt ce qu'il était facile de prévoir. La plupart de ces petits monarques firent tous leurs efforts pour se maintenir au pou-

voir d'abord pendant leur vie, puis pour le rendre héréditaire dans leurs familles. Quelques-uns réussirent, d'autres échouèrent, d'autres enfin furent renversés, mais pour faire place à des successeurs plus heureux ou plus habiles. Ainsi, pour ne citer que des noms qui sont restés dans l'histoire, à l'époque où nous sommes parvenus, les Visconti régnaient à Milan et sur une partie de la Lombardie; les marquis d'Este à Ferrare; les Bonaccorsi à Mantoue, qui eurent les Gonzagues pour successeurs; les della Scala à Vérone; les della Pollenta à Ravenne, etc.

Les villes de la Toscane n'avaient pas encore abandonné le pouvoir suprême à une famille; mais nous les voyons déjà choisir de temps en temps des seigneurs temporaires, et préluder ainsi à l'époque où la souveraineté deviendra héréditaire et où disparaîtront toutes les formes du gouvernement républicain.

Une autre innovation qui parut aussi vers le même temps, et qui ne contribua pas peu aux usurpations et à l'affermissement des petits tyrans qui s'emparèrent peu à peu de la souveraineté des villes et des provinces, ce fut l'usage introduit alors généralement d'employer pour la guerre des troupes mercenaires, étrangères au pays qu'elles étaient chargées de défendre. Ces soldats, connus sous le nom de *condottieri*, faisaient de la guerre un métier; toujours prêts à passer au service de celui qui les payait le mieux, ils ne connaissaient ni l'amour de la patrie, ni les devoirs de citoyens, ni les droits et encore moins les sentiments de l'humanité. Soumis aux ordres du chef qui savait les conduire dans des expéditions où ils trouvaient

à s'enrichir par le pillage, ils étaient plus disposés à lui obéir qu'à la voix des magistrats de la cité qui les payait. Les Pisans ne tardèrent pas à en faire l'expérience.

Dès qu'Uguccione se vit à la tête des troupes que lui avaient confiées les Pisans, il les conduisit sur le territoire de Lucques, qu'il ravagea jusqu'aux portes de la ville. Les Florentins, appelés au secours des Lucquois, leurs alliés, se contentèrent de demander des secours à Robert de Naples, qu'ils avaient choisi pour leur seigneur pendant cinq ans. Robert, occupé à cette époque de projets plus importants, envoya solliciter les Pisans de conclure la paix avec lui, promettant de leur laisser l'administration libre de leur ville, de la prendre sous sa protection et de la garantir de toute insulte de la part des Guelfes; sous la condition que les Pisans ne donneraient aucune assistance à ses ennemis, et qu'ils fourniraient à Robert cinq galères pendant trois mois.

Les chefs de la république de Pise étaient disposés à accepter les propositions de Robert, dont la puissance était trop redoutable pour qu'ils essayassent de lutter contre lui. Mais Uguccione, qui n'avait d'existence que par la guerre, fit tous ses efforts pour empêcher la conclusion de cette paix; voyant qu'il ne pouvait réussir, il se mit à la tête de ses soldats, excita un soulèvement parmi la populace de Pise, s'empara des magistrats qui voulaient signer la paix avec Robert et leur fit trancher la tête. Il rassembla ensuite le conseil, intimidé de cette exécution, fit décréter qu'il avait agi dans l'intérêt de la république, et que ceux qu'il avait mis à mort étaient des traîtres. Dès lors

il acquit une autorité tyrannique sur le gouvernement, et il ne songea plus qu'à renouveler la guerre avec une nouvelle vigueur.

Cependant les incursions d'Uguccione sur le territoire de Lucques avaient jeté le trouble dans cette ville. Un parti nombreux de mécontents força le gouvernement, qui depuis cinquante ans était entre les mains des Guelfes, de faire la paix avec les Pisans. Les anciens, voyant qu'ils ne pouvaient compter ni sur les Florentins ni sur le roi Robert, consentirent à traiter avec Pise. La paix fut bientôt conclue, sous condition que les Lucquois rappelleraient tous leurs exilés.

A la tête des Gibelins qui rentrèrent à Lucques à cette époque, on distinguait Castruccio Castracani degli Interminelli, jeune homme qui annonçait les plus rares talents. Ne se contentant pas d'être revenu dans sa patrie, il voulait assurer la supériorité de son parti, et pour y réussir il se ligua secrètement avec Uguccione, qui lui promit de le seconder. Le jour où Castruccio, comptant sur le secours qu'il attendait de Pise, attaquait les Guelfes au milieu de la ville, Uguccione arriva aux portes de Lucques avec tous ses hommes d'armes. Il entra dans la ville sans rencontrer la moindre opposition ni des Guelfes ni des Gibelins, occupés en ce moment à se combattre entre eux. Uguccione livra aussitôt la ville au pillage, sans distinction d'amis ni d'ennemis ; puis il chassa les Guelfes, établit son fils Francesco gouverneur de son importante conquête, et, chargé d'un riche et immense butin, il revint triomphant à Pise.

Les Guelfes lucquois, chassés de leur patrie, implorèrent les secours des Florentins. Ceux-ci,

touchés du malheur de leurs alliés, et effrayés des dangers que ce malheur pouvait entraîner pour eux-mêmes, rassemblèrent de toutes parts des forces pour les opposer à Uguccione. Ils pressèrent vivement le roi Robert de leur envoyer les secours qu'il leur promettait depuis si longtemps. Enfin, le 18 août 1314, Pierre, le plus jeune des frères du roi de Naples, entra dans Florence avec trois cents hommes d'armes; mais cette troupe était insuffisante pour s'opposer aux progrès d'un général aussi actif et aussi vaillant qu'Uguccione. Les Florentins recoururent de nouveau au roi Robert, et l'engagèrent à leur envoyer un autre de ses frères, Philippe, prince de Tarente, pour les commander. Ce prince arriva le 11 juillet 1315 à Florence, avec son fils Charles et cinq cents hommes d'armes.

Avec ces renforts et ceux que les Florentins avaient reçus de Bologne, de Sienne, de Pérouse et des autres villes de la ligue guelfe, qui formaient une armée d'environ cinquante mille hommes de toutes armes, le prince de Tarente se mit en route pour attaquer Uguccione, alors occupé au siége de Montecatini. L'armée de ce dernier était beaucoup moins nombreuse que celle des confédérés; il leva le siége à leur approche, et se retira en bon ordre; puis, saisissant une occasion favorable, il revint sur ses pas et attaqua avec impétuosité l'armée guelfe, qui ne s'attendait pas à ce retour offensif. Les Siennois, qui étaient à l'avant-garde, n'opposèrent qu'une faible résistance et s'enfuirent en désordre. Les Florentins et les hommes d'armes résistèrent longtemps avec vigueur; mais ils furent enfin rompus et mis en déroute. Pierre,

frère du roi Robert, et Charles, fils du prince de Tarente, le connétable de l'armée, Blasco d'Alagona, et un grand nombre de personnages de distinction périrent dans ce combat. L'armée florentine perdit près de quatre mille hommes, tués ou faits prisonniers; le reste s'enfuit dans le plus grand désordre.

Uguccione revint en triomphe à Pise. Mais cette victoire éclatante, qui dans d'autres circonstances eût rempli les Pisans d'orgueil et de joie, leur causait plutôt de la crainte pour l'avenir. En effet, ce n'était pas eux, mais leur tyran, qui allait profiter de son succès pour affermir sa domination. Ils ne songèrent dès lors qu'à s'affranchir du joug de cet étranger, et ils traitèrent secrètement avec Castruccio Castracani, qui ne demandait pas mieux, de son côté, que d'affranchir Lucques de la tyrannie d'Uguccione. Au jour fixé pour l'exécution de ce projet (10 avril 1316), les deux villes, profitant de l'absence d'Uguccione, qui était parti pour une expédition avec ses gens d'armes, se soulevèrent ensemble et chassèrent les satellites du tyran. Uguccione et son fils, ayant perdu l'espérance de rentrer à Pise ou à Lucques, se retirèrent à la cour de Cane della Scala, à Vérone, et lui offrirent leurs services.

Les Pisans nommèrent pour capitaine du peuple le comte Gaddo della Gherardesca, et les Lucquois confièrent un emploi semblable dans leur ville à Castruccio Castracani. Mais les uns et les autres, n'étant plus excités à la guerre par Uguccione, consentirent volontiers au traité de paix qui leur fut proposé par le roi Robert. Les Florentins s'y prêtèrent avec plus de répugnance, parce qu'ils

auraient voulu se venger de la défaite de Montecatini; cependant, par suite des instances de Robert, un traité de pacification fut signé au mois d'avril 1317, entre tous les peuples guelfes et gibelins de Toscane : chacun resta en possession des châteaux qu'il avait pris; la franchise du port de Pise fut assurée aux Florentins; les Pisans promirent de maintenir cinq galères aux ordres de Robert, et ils s'engagèrent à bâtir une église où seraient célébrés à perpétuité des services pour le repos des âmes de ceux qui étaient morts à la bataille de Montecatini.

Robert, roi de Naples, était devenu, après la mort de Henri VII, le plus puissant souverain de l'Italie. Il avait reçu du pape Clément V, qui résidait à Avignon, le titre de vicaire impérial de toute l'Italie; et à cette dignité il joignait la seigneurie de plusieurs villes de Piémont, et l'alliance de tous les Guelfes des États de l'Église, de la Toscane et de la Lombardie, qui le regardaient comme le chef de leur parti. Il joignait en outre à son royaume de Naples la souveraineté de la Provence, et un crédit illimité à la cour de France et à celle d'Avignon, ce qui lui assurait l'alliance du roi de France et du pape. Robert voulut alors profiter de tous ces avantages, et des guerres civiles qui divisaient l'Allemagne, pour écraser sans retour le parti gibelin en Italie. Mais ce parti avait beaucoup plus de force et de vitalité que ne lui en supposait Robert. Les Gibelins avaient à leur tête des hommes que leurs rares talents et le zèle obstiné de leurs partisans mettaient en état de faire une longue résistance, des hommes que la crainte d'une ruine immédiate tenait réunis,

et que la haine implacable de leurs adversaires forçait à être constants dans leurs principes. Ces chefs de faction s'étaient élevés à la souveraineté dans leur patrie. Parmi eux on comptait Matteo Visconti, seigneur de Milan et d'une partie de la Lombardie; Cane della Scala, seigneur de Vérone et d'une partie de la Vénétie; Passerino Bonacossi, seigneur de Mantoue; Frédéric de Montefeltro, seigneur d'Urbino; Castruccio Castracani, seigneur de Lucques et chef en Toscane du parti gibelin.

Le roi Robert attaqua d'abord, mais sans succès, Matteo Visconti. Pendant cette guerre, qui dura plusieurs années, les Florentins avaient fourni des secours au roi de Naples, et la ligue guelfe, dont ils étaient les chefs en Toscane, s'était reconstituée et avait resserré ses alliances. En même temps il s'élevait dans le parti gibelin un nouveau chef qui devait pendant plusieurs années menacer la ligue guelfe et jeter la terreur dans Florence. C'était Castruccio Castracani de Lucques, que ses concitoyens portèrent solennellement à la seigneurie de leur ville en 1320.

Ce jeune homme, doué de grands talents militaires, avait une ambition peut-être plus grande encore. Il ne considérait la souveraineté de Lucques que comme un premier degré pour s'élever jusqu'au point culminant qu'il voulait atteindre. Les Florentins lui paraissaient l'obstacle le plus dangereux pour ses vues ambitieuses, il résolut de tout tenter pour les vaincre. Aussi, dès qu'il se vit à la tête d'une petite armée formée et aguerrie par ses soins, il pénétra dans le territoire de Florence, ravagea le val d'Arno inférieur et s'empara

de plusieurs forteresses. Les Florentins répondirent à ces premières agressions par des courses sur le territoire de Lucques; mais Castruccio, aidé des secours de ses alliés gibelins de Lombardie et de Toscane, repoussa l'armée florentine, et vint de nouveau porter le ravage sur les rives de l'Arno.

Deux ou trois ans se passèrent ainsi en hostilités dont les succès étaient variés, mais sans résultats. En 1323, Castruccio résolut de porter un coup décisif à ses ennemis. Après avoir ravagé une partie de leur territoire avec une armée peu nombreuse, mais bien aguerrie, il vint camper au Prato, à dix milles de Florence. A cette nouvelle, toute la ville fut en émoi; les boutiques furent fermées; tous les citoyens prirent les armes, et les prieurs proclamèrent une amnistie pour tous les bannis qui se rendraient à l'armée de Prato. Cette proclamation amena aussitôt dans la ville quatre mille exilés blancs ou gibelins, plus habitués au métier des armes que les paisibles citoyens, artisans et marchands de Florence. L'armée, accrue par ce renfort, s'élevait à plus de vingt-cinq mille hommes. Castruccio, qui n'avait avec lui que quatre mille fantassins et six cent cinquante chevaux, n'eut garde d'attendre l'attaque de forces si supérieures; il se retira dans la nuit à Serra-Valle.

Quand les Florentins s'aperçurent, le lendemain matin, du départ de Castruccio, leur camp fut agité d'un mouvement tumultueux. Les bourgeois, transportés d'une ardeur belliqueuse, mais peu réfléchie, voulaient poursuivre l'ennemi et exercer sur lui de justes représailles; les nobles,

qui formaient la cavalerie de l'armée, soutenaient que cette poursuite était imprudente, avec une infanterie aussi peu exercée que l'était celle des citadins de Florence. De part et d'autre on s'échauffa; le conseil de guerre ne put réunir les avis, et il résolut, pour apaiser la discorde qui agitait le camp, de demander de nouveaux ordres à la Seigneurie. Mais les prieurs et les conseils convoqués ne purent s'entendre, et se partagèrent comme l'était l'armée. Enfin la populace, ameutée, força le gouvernement à se décider pour l'offensive, et à envoyer l'ordre au comte Novello, qui commandait l'armée, de marcher contre Lucques. Celui-ci avait à peine commencé son mouvement qu'il reçut contre-ordre, pour venir au secours de Florence, menacée par les exilés, qui avaient quitté le camp et s'étaient présentés devant la ville, afin de réclamer les effets de l'amnistie qu'on leur avait promise. L'armée se hâta de revenir pour combattre un danger plus imminent que celui qu'elle avait à craindre de Castruccio, et la campagne se termina ainsi sans que les Florentins eussent vu l'ennemi. Les réclamations des exilés furent rejetées, sous prétexte qu'en les présentant à main armée, ils avaient perdu les bénéfices d'une amnistie accordée sous la condition expresse d'une entière soumission.

Les dangers extérieurs et intérieurs qui menaçaient la république déterminèrent les magistrats alors en exercice à changer le système des élections, qui se faisaient tous les deux mois, et qui pouvaient être, six fois par an, une occasion de troubles et de séditions. On décida que le corps électoral (qui se

composait des prieurs sortant de charge, des bons-hommes ou prud'hommes et gonfaloniers des compagnies, et d'un certain nombre d'adjoints de chaque quartier) nommerait en une seule fois tous les prieurs de quarante-deux mois à venir, c'est-à-dire vingt-une magistratures qui devaient entrer successivement en charge. Cette élection fut faite dans les formes accoutumées; les noms des élus furent inscrits dans des cédules cachetées qu'on enferma dans des bourses, d'où ces noms devaient être tirés au sort de deux mois en deux mois, jusqu'à ce que tous les billets fussent épuisés. « Ainsi le renouvellement de la ma-« gistrature, dit Sismondi, fut changé en une « loterie, et le sort décida de la nomination des « chefs de la république (1). » Presque toutes les villes libres de l'Italie adoptèrent aussitôt cette innovation des Florentins, et l'usage s'en est conservé jusqu'à nos jours à Lucques et dans les principautés de Toscane et des États de l'Église. Le même mode est employé en France pour la nomination du jury dans les affaires criminelles.

Dans l'année (1324) qui suivit cette réforme de l'administration intérieure de Florence, la guerre avec Castruccio se fit mollement; mais en 1325 elle se ranima plus vive et plus acharnée. Au mois de mai de cette année, Castruccio s'empara par surprise de la ville de Pistoja. Cette nouvelle jeta la frayeur dans Florence. La république s'empressa de rassembler l'armée la plus puissante qu'elle eût encore mise en campagne; elle lui

(1) *Hist. des Républiques ital.*, t. V, ch. XXX.

donna pour chef Raymond de Cardone, qui s'était signalé dans les guerres de Lombardie comme capitaine de condottieri, et elle l'envoya aussitôt contre Pistoja.

Cardone, au lieu d'agir vigoureusement, traîna la guerre en longueur, et perdit un temps considérable à attaquer et à prendre de petits châteaux de peu d'importance. Castruccio profita de ces délais pour recevoir des secours de Galéas Visconti de Milan, son allié, et saisissant une occasion favorable il attaqua Raymond de Cardone, le 23 septembre 1325, dans les environs d'Altopascio. Les Florentins se battirent courageusement; mais, ayant été abandonnés des sept cents gens d'armes qu'ils avaient à leur suite, ils furent découragés par cette défection, et bientôt mis en déroute complète. Raymond de Cardone et son fils furent faits prisonniers, avec un grand nombre de seigneurs florentins et étrangers. Castruccio profita aussitôt de sa victoire pour reprendre toutes les places tombées au pouvoir de Cardone, pour pénétrer sur le territoire de Florence et y porter le ravage et l'incendie. Bientôt il parut aux portes mêmes de la ville, et vint établir son quartier général à Peretola, village à deux milles de Florence (2 octobre). Sans doute il savait bien qu'il ne pouvait entreprendre le siége d'une ville aussi vaste, bien fortifiée, et qui renfermait dans ses murs un bien plus grand nombre d'hommes en état de porter les armes qu'il ne comptait de soldats dans son armée; mais il voulait braver ses ennemis jusque sous leurs murailles, et tout en les insultant leur faire le plus de mal qu'il pourrait. Ainsi il resta près de deux mois campé devant Florence, et tout ce

temps fut employé à dévaster les environs de la ville, à piller, à brûler les superbes édifices, les élégantes villas élevés à grands frais par les Florentins, dont l'opulence et le bon goût n'étaient encore égalés par aucun peuple du monde; et, tandis que les soldats s'enrichissaient des dépouilles de ces maisons de campagne, Castruccio faisait enlever de ces édifices, et transporter à Lucques, les tableaux et les statues qui en faisaient le plus bel ornement. Pour achever d'insulter les vaincus, Castruccio imagina de célébrer des jeux et des carrousels dans l'emplacement même destiné de tout temps par les Florentins à ces sortes d'amusements. Du haut de leurs remparts, les Florentins contemplaient tristement ce spectacle; mais la défaite d'Altopascio les avait tellement découragés, qu'ils n'osèrent jamais sortir de leurs portes ou sayer de troubler ces fêtes.

Enfin, après avoir ravagé toute la plaine de Florence, tout le territoire de Prato et même le val de Marina, de l'autre côté de l'Arno, Castruccio ramena en triomphe à Lucques son armée chargée d'un immense butin. Il avait choisi, pour faire son entrée dans cette ville, la fête de saint Martin (11 novembre), patron de la cathédrale. Toute la population, en habits de fête, s'était portée à la rencontre du vainqueur. A la tête du cortége on voyait le carroccio de Florence, pris à la bataille d'Altopascio. Les bœufs qui le traînaient étaient couverts de tapis aux armes de Florence; mais ces armes étaient renversées, ainsi que celles dont le char était orné. La cloche *Martinella*, destinée à sonner pendant le combat, faisait entendre une espèce de glas funèbre pendant cette marche humi-

liante. Derrière le char marchait Raymond de Cardone avec les principaux prisonniers florentins, et après eux venait, monté sur son cheval de bataille, Castruccio, entouré de ses principaux guerriers et suivi d'une foule immense qui le félicitait par ses acclamations.

Les désastres que venaient d'éprouver les Florentins les déterminèrent à recourir encore au roi de Naples, comme chef de la ligue guelfe. Robert consentit à leur envoyer des secours, mais à condition qu'ils lui rendraient, à lui ou à son fils le duc de Calabre, la seigneurie de leur ville, qu'ils lui avaient accordée précédemment, mais qu'ils avaient négligé de renouveler après l'expiration du temps pour lequel elle avait été conférée. Les Florentins cédèrent à regret aux exigences du roi, et donnèrent pour dix ans la seigneurie de leur ville au prince Charles, duc de Calabre, fils unique du roi Robert. Ce traité fut signé le 13 janvier 1326, et l'autorité fut remise, à compter de ce jour, entre les mains du prince napolitain, représenté, pour la cérémonie de la prise de possession, par son lieutenant Gaultier de Brienne, duc titulaire d'Athènes. Quatre cents cavaliers français avaient accompagné Gaultier, et formaient en quelque sorte l'avant-garde de l'armée que devait amener le duc de Calabre. Ce prince, en effet, arriva en Toscane vers le milieu de l'été. En passant par Sienne, il demanda la seigneurie de cette ville, qui lui fut accordée pour cinq ans. Enfin, le 30 juillet, il fit son entrée à Florence, entouré des plus grands seigneurs des Deux-Siciles et de deux cents chevaliers à éperons d'or. Il avait en outre sous ses ordres quinze cents gens d'armes, qu'il réunit à

ceux que le duc d'Athènes avait amenés quelque temps auparavant.

Si cet appareil militaire rassurait les Florentins contre les entreprises de Castruccio, il leur fit naître des craintes sur les dangers que leur liberté pourrait courir de la part du duc de Calabre. Ces craintes se réalisèrent en partie, et les espérances mêmes qu'ils avaient conçues furent trompées. Le duc, au lieu de tenter quelque entreprise éclatante avec la belle armée qu'il commandait, et qui s'était encore grossie des troupes auxiliaires de tous les Guelfes de la Toscane, se borna à deux ou trois expéditions insignifiantes; en même temps il imposait aux Florentins de nouvelles contributions, dépouillait les prieurs de leur autorité, abolissait les lois somptuaires portées contre le luxe des femmes, et enfin se rendait d'autant plus à charge, qu'il ne racheta ces vexations par aucun succès contre Castruccio.

Cependant un ennemi plus puissant que Castruccio menaçait en ce moment le parti guelfe d'une entière destruction. Louis de Bavière avait fini par triompher de son compétiteur Frédéric d'Autriche; ce dernier, vaincu et fait prisonnier à la bataille de Muhldorf (1322), après plusieurs années de captivité, avait enfin, pour recouvrer sa liberté, renoncé à toute prétention à l'empire et reconnu son rival pour légitime empereur. Le pape Jean XXII, qui régnait alors, voulut annuler ce traité; mais Frédéric resta fidèle à ses promesses. Louis de Bavière, qui se faisait appeler Louis IV, assuré désormais de la tranquillité de l'Allemagne, songea à passer en Italie, pour recevoir, selon l'antique usage, la couronne royale à Milan et la couronne

impériale à Rome. Le manque d'argent et de soldats, suite des longues guerres qu'il avait eu à soutenir depuis son élection, retarda seul cette expédition. Mais en 1327, les Gibelins d'Italie l'invitèrent à passer les Alpes, lui promettant de l'aider de tous leurs moyens. En conséquence, Louis se rendit en Italie avec une suite peu nombreuse, et bientôt il se vit entouré des principaux Gibelins de la Lombardie et de la Romagne. Le 30 mai 1327, il fut sacré à Milan par les évêques de Brescia et d'Arezzo, précédemment déposés et excommuniés par le pape (Louis de Bavière étant excommunié lui-même, aucun évêque resté dans l'obédience de l'Église n'aurait voulu présider à cette cérémonie).

Castruccio, comme on le pense bien, comptait sur l'alliance de Louis de Bavière, et de son côté l'empereur comptait sur les conseils, la valeur et les soldats de ce grand capitaine, dont la réputation surpassait déjà celle de tous les autres seigneurs gibelins. Quand Castruccio vit les Florentins renforcés par l'arrivée du duc de Calabre, il pressa l'empereur de se rendre en Toscane ; Louis quitta Milan à la fin d'août, et arriva le 1er septembre à Pontrimoli, où Castruccio le rejoignit avec de magnifiques présents. De ce moment, le seigneur de Lucques devint le conseiller et le bras droit de l'empereur. De Pontrimoli Louis, d'après l'avis de Castruccio, se dirigea sur Pise. Cette ville, quoique de tout temps gibeline et attachée au parti impérial, refusa pourtant de recevoir Louis de Bavière, soit qu'elle craignît pour sa propre liberté, menacée déjà par Castruccio, soit qu'elle ne voulût pas rompre la paix avec le pape et les Florentins. Mais

l'empereur et Castruccio l'assiégèrent aussitôt, et après un mois de résistance elle fut obligée de capituler, toutefois à des conditions honorables. Après la reddition de Pise, l'empereur érigea Lucques, Pistoja, Volterra et la Lunigiane en duché, dont il donna l'investiture à Castruccio Castracani (11 novembre).

Le séjour de Louis en Toscane jetait parmi les Florentins une inquiétude d'autant plus vive qu'ils ne pouvaient compter sur le courage ou la bonne volonté du duc de Calabre. Ils avaient donc tout à redouter du courroux de l'empereur; mais heureusement ce prince était plus pressé d'aller se faire couronner à Rome que de tirer vengeance d'une ville si ouvertement prononcée contre lui. En effet, Louis partit de Pise à la fin de décembre, et arriva dans les États de l'Église au commencement de janvier 1328. Aussitôt que le duc de Calabre apprit le départ de l'empereur, il convoqua une assemblée générale des Florentins, et leur exposa la nécessité où il se trouvait de retourner dans son pays pour défendre ses propres États contre Louis et Castruccio; il leur annonça en même temps qu'il leur laissait mille chevaux, sous les ordres de Philippe de Sangineto, son lieutenant. Il prit ensuite la route de Naples, en se dirigeant par Sienne, Pérouse et Rieti.

Louis ne rencontra aucun obstacle dans sa marche sur Rome, et, le 17 janvier 1328, il reçut dans cette ville la couronne impériale des mains de deux prélats excommuniés et déposés par le pape (1).

(1) Jacques Alberti, évêque de Venise, et Gérard Orlandini, évêque d'Aleria.

Pour cette solennité, Castruccio fut nommé chevalier et comte du palais de Latran, et ce fut lui qui, en cette qualité, ceignit l'épée de l'empire au monarque. Tout semblait prospérer à Louis; peut-être si dans ce moment il eût marché sur Naples avec les forces supérieures qu'il commandait, il eût écrasé son principal adversaire, qui n'était pas en état de lui résister. Mais il était retenu par l'idée que son couronnement n'était pas régulier, à cause de l'opposition du souverain pontife. Au lieu de chercher à se réconcilier avec Jean XXII, il ne trouva rien de mieux, pour consolider ses droits, que de lui faire son procès. Il le cita en conséquence à son tribunal, le condamna, comme coupable d'hérésie et de lèse-majesté, à la déposition et ensuite à la peine de mort. Il lui donna pour successeur un frère mineur, nommé Pierre de Corveria, qu'il fit élire par le peuple romain, et qu'il consacra sous le nom de Nicolas V. Tandis qu'il s'occupait à Rome de ces procédures ridicules et scandaleuses, il perdait le temps d'agir, et Castruccio, son plus ferme appui, était rappelé en Toscane pour défendre ses États, menacés par Philippe de Sangineto, le lieutenant que le duc de Calabre avait laissé à Florence.

Philippe montrait une audace et une résolution qui contrastaient avec la mollesse et l'indécision de son maître. Dans la nuit du 28 janvier, il s'était emparé par surprise de Pistoja, occupée par une forte garnison que commandait le fils de Castruccio. Les soldats de Philippe avaient cruellement abusé de leur victoire, et pendant dix jours la ville avait été livrée au pillage. Castruccio, à cette nouvelle, s'empressa de quitter Rome et d'accourir en Tos-

cane avec mille hommes d'armes et mille archers qu'il avait conduits à la suite de l'empereur. Pour se dédommager de la perte de Pistoja, il s'empara de Pise et força les habitants à le reconnaître pour leur seigneur. De là, il envoya un corps d'armée sur Pistoja pour en entreprendre le siége.

Les Florentins, mécontents de Philippe de Sangineto, qui n'avait fait la conquête de Pistoja qu'au profit de son maître le duc de Calabre, avaient refusé d'approvisionner cette place. Cependant, quand ils virent Castruccio en entreprendre le siége, ils regrettèrent leur obstination, et ils rassemblèrent une forte armée pour ravitailler Pistoja. Ils attaquèrent sans succès Castruccio, qui s'était fortifié dans son camp devant la ville; et, voyant qu'ils ne pouvaient le forcer dans ses retranchements, ils portèrent la guerre dans l'État de Pise et dans celui de Lucques, dans l'espoir de forcer leur ennemi à lever le siége et à venir défendre ses foyers. Mais Castruccio, assuré que Pistoja manquait de vivres, laissa ravager les campagnes et ne quitta point sa position. En effet, les assiégés capitulèrent le 3 août 1328.

Castruccio revint en triomphe à Lucques, et les Florentins étaient plus que jamais effrayés des dangers dont les menaçait ce redoutable ennemi, quand tout à coup ils apprirent sa mort, à la suite d'une maladie dont il avait été atteint au siége de Pistoja (3 septembre). Galéas Visconti, seigneur de Milan et allié de Castruccio, succomba aussi à la même maladie. Enfin, deux mois après, Charles, duc de Calabre, mourut également, et le peuple de Florence se réjouit de voir terminer, avant le temps fixé pour son expiration, le gou-

vernement arbitraire et concussionnaire de ce prince. Ainsi la mort de l'un délivra Florence du plus vaillant guerrier, du plus profond politique, de l'ennemi le plus dangereux qui eût encore porté les armes contre elle; et la mort de l'autre l'affranchit de la domination des Napolitains, au moment où leurs secours avaient cessé de lui être nécessaires.



# CHAPITRE V

L'empereur Louis de Bavière quitte l'Italie. — Grandeur et gloire de Florence à cette époque. — Caractère des Florentins. — Nouvelle réforme apportée à la constitution. — Soumission de Pistoja et du val de Nievole. — Les prieurs refusent d'acheter Lucques. — Paix avec Pise. — Querelle de Florence avec le roi de Bohême. — Succès des Florentins. — Prospérité de Florence. — Fêtes et réjouissances célébrées dans cette ville. — Giotto et son école. — Désastres occasionnés par le débordement de l'Arno. — Ligue de Florence avec les princes lombards. — Guerre des Florentins contre Mastino de la Scala, seigneur de Vérone. — Traité de paix ; acquisition d'Arezzo. — Ambition des Florentins. — Dissensions intestines. — Cession de Lucques aux Florentins. — Les Pisans, effrayés de cette cession, déclarent la guerre aux Florentins et investissent Lucques. — L'armée florentine envoyée au secours de cette place est battue. — Les Florentins lèvent une armée, dont ils donnent le commandement à Malatesta de Rimini. — Arrivée à Florence de Gaultier de Brienne, duc d'Athènes. — Malatesta est battu, et la garnison florentine de Lucques est forcée de capituler. — Mécontentement du peuple de Florence. — Gaultier de Brienne est nommé capitaine de justice et commandant général de l'armée. — Il gagne les bonnes grâces du peuple, qui le nomme seigneur à vie. — Il se fait donner la souveraineté des différentes villes sujettes de Florence, et se forme une garde composée d'étrangers. — Tyrannie de Gaultier de Brienne. — Conjuration formée contre lui. — Il est expulsé de Florence. — Dissensions à l'occasion de la réorganisation du gouvernement. — Prospérité de Florence à cette époque. — Création d'une banque de crédit public. — Famine. — Peste de Florence.

Depuis la mort de Castruccio, Louis de Bavière n'inspirait plus aucune crainte aux Florentins.

Ce prince s'était retiré à Pise pour essayer de relever le parti gibelin, en convoquant dans cette ville une assemblée des principaux chefs de ce parti ; mais cette réunion faillit être troublée par la cavalerie florentine, qui vint deux fois présenter aux portes de Pise. Les troupes allemandes de l'empereur se révoltèrent par défaut de paie, et Louis, effrayé de cette défection, s'empressa de quitter la Toscane et bientôt l'Italie (avril 1329).

« Une nouvelle époque de grandeur et de gloire, dit M. de Sismondi, commence pour la république florentine à la mort de Castruccio ; du moment où Florence fut délivrée de ce redoutable ennemi, elle domina sur tout le reste de l'Italie, par la vigueur de ses conseils et la profondeur de sa politique. Toujours prête à protéger les faibles et les opprimés, toujours prête à opposer aux usurpateurs une résistance indomptable, la Seigneurie de Florence se considéra comme gardienne de la balance politique de l'Italie, et comme spécialement chargée de conserver aux souverains leur indépendance, aux peuples des gouvernements de leur choix..... Les qualités distinctives des Florentins les rendaient propres au rôle brillant dont ils se chargèrent, et l'Athènes de l'Italie rappelle celle de la Grèce, autant par le génie de son peuple que par les chefs-d'œuvre qu'on lui vit produire.

« Les Florentins étaient reconnus pour avoir l'esprit le plus délié parmi tous les peuples de l'Italie ; dans la société il était railleur, et saisissait avec vivacité le ridicule ; dans les affaires, sa perspicacité lui faisait découvrir avant les autres la

voie la plus courte pour arriver à son but, et apprécier mieux les avantages et les inconvénients de chaque parti; dans la politique, il devinait les projets de ses ennemis, il prévoyait de bonne heure la suite de leurs actions et la marche des événements. Cependant son caractère était plus ferme et sa conduite plus mesurée qu'une telle vivacité d'esprit n'aurait pu le faire supposer. Il était lent à se déterminer, il n'entreprenait les choses hasardeuses qu'après une mûre délibération; et lorsqu'il s'était engagé, il persistait dans ses déterminations avec une constance inébranlable, malgré des échecs inattendus. Dans la littérature, le Florentin réunissait la vivacité à la force du raisonnement, la gaieté à la philosophie, et la plaisanterie aux plus hautes méditations. La profondeur du caractère avait conservé chez lui l'enthousiasme, et la raillerie avait formé le goût; la sévérité du public contre le ridicule avait établi sur les lettres et les arts une législation non moins sévère (1). »

Au génie des beaux-arts et de la littérature, le peuple de Florence joignait le talent des combinaisons politiques, par lesquelles il cherchait tout à la fois à maintenir sa liberté, à circonscrire le pouvoir des chefs et à se mettre en garde contre les orages des assemblées populaires. La mort du duc de Calabre lui fournit l'occasion de réformer de nouveau sa constitution. Les quatre anciens conseils furent abolis, et on leur en substitua deux nouveaux : celui du peuple, composé de trois cents membres, choisis par les Guelfes et les plébéiens,

(1) Sismondi, *Hist. des Républiques ital.*, t. V, ch. XXXII.

et celui de la commune, composé de cent vingt-cinq nobles et d'autant de citoyens de l'ordre populaire. Ces deux conseils devaient être renouvelés tous les quatre mois. Dans cette nouvelle combinaison, les Florentins voulurent que tous les grands intérêts de l'État fussent représentés dans le gouvernement, la noblesse et le peuple, le commerce et les manufactures, chacun des corps militaires, chacun des métiers, chacun des quartiers de la ville.

De toutes les conquêtes de Castruccio, celle qui avait le plus alarmé les Florentins avait été celle de Pistoja, qui ouvrait aux Gibelins tous les passages des montagnes et l'entrée dans la plaine même de Florence. Après que l'empereur eut quitté la Toscane, les chefs des Gibelins, même de Pistoja, firent des avances au gouvernement florentin pour se réconcilier avec lui, et la paix fut signée entre les deux villes le 24 mai 1329. Par ce traité, les Pistoïens consentirent, pour sûreté de leur ville, à recevoir dans leurs murs un capitaine florentin avec une petite garnison. Dès lors Pistoja, quoique considérée toujours comme ville alliée et non sujette, cessa d'avoir une existence indépendante, et ses habitants cessèrent de former un peuple.

L'exemple de Pistoja engagea les habitants du val de Nievole, une des plus riches et des plus riantes provinces de la Toscane, à rechercher l'alliance et la protection des Florentins. Ce pays était soumis aux Lucquois depuis 1281 ; après la mort de Castruccio, les bourgades du val de Nievole, désirant séparer leur sort de celui de Lucques, traitèrent avec Florence le 21 juin 1329, et s'en-

gagèrent à obéir au capitaine que la république leur enverrait. Ces bourgades étaient au nombre de neuf, et avaient presque toutes des châteaux fortifiés. C'étaient Pescia, Montecatini, Buggiano, Uzzano, Colle, Cozzile, Massa, Monsummano et Montevetturini.

Vers le même temps, l'occasion de faire une acquisition plus importante se présenta à la république florentine. Une partie des troupes allemandes qui avaient fait partie de l'armée impériale de Louis IV, et qui s'étaient révoltées contre ce monarque, s'emparèrent de la ville de Lucques après le départ de l'empereur. Bientôt ces aventuriers, dégoûtés de leur conquête et désirant retourner en Allemagne, offrirent aux Florentins de leur céder la ville de Lucques moyennant quatre-vingt mille florins, montant de leurs soldes arriérées. Les prieurs de Florence, par des motifs que les historiens expliquent de diverses manières, refusèrent cette offre. Plusieurs riches citoyens formèrent alors une société dans laquelle entra Giovanni Villani, historien, pour acheter Lucques de leurs deniers. Ils avaient trouvé entre eux soixante-six mille florins, et ils demandaient seulement aux prieurs d'en fournir quatorze mille; mais un inconcevable aveuglement frappa cette fois la Seigneurie, pour l'ordinaire si sage, et lui fit repousser ces propositions. « Elle craignit, dit un historien, le ridicule qu'on jetterait sur une nation de marchands qui, au lieu de soumettre ses ennemis par les armes, ne savait que les acheter. » Sur ces entrefaites, un Génois nommé Gherardino Spinola entra en traité avec les aventuriers allemands; et ces soldats, impatients de retourner

dans leur patrie, lui livrèrent la ville (le 2 septembre 1329) pour le prix de trente mille florins. La Seigneurie de Florence, mécontente qu'un autre eût fait une acquisition qu'elle venait de refuser, déclara la guerre à Spinola.

A la réserve de cette guerre peu importante, la paix et l'ordre régnaient dans tout le reste de la Toscane. Les Pisans, pour se réconcilier avec le parti guelfe et le pape, avaient livré l'anti-pape Nicolas V à Jean XXII. Ce pontife retint Nicolas, pour le reste de sa vie, dans une prison honorable, et, pour prix du service que les Pisans lui avaient rendu, il les réconcilia avec l'Église et avec Florence.

Si la Toscane était tranquille, la Lombardie était encore agitée et surtout ravagée par les soldats que Louis de Bavière avait laissés dans chaque ville. Jean, roi de Bohême, entreprit de la pacifier. Ce prince, remarquable par sa noble figure, son éloquence et son désintéressement, jouissait dans toute l'Europe d'un crédit extraordinaire. Les villes de Brescia, de Bergame, de Crémone, de Pavie, de Verceil, de Novare, lui offrirent successivement la souveraineté de leur État. Azzo Visconti, seigneur de Milan, lui céda sa seigneurie, et prit le titre de son vicaire. Parme, Reggio, Modène, et toute la Lombardie cispadane, imitèrent bientôt cet exemple. Jean accepta toutes ces propositions, et en peu de mois il se trouva avoir élevé une puissance colossale en Italie. Enfin, Gherardino Spinola, seigneur acquéreur de Lucques, lui fit offrir cette principauté, qu'il ne pouvait plus conserver, étant tout à la fois en butte à des conspirations continuelles à l'intérieur, et pour-

suivi au dehors par la guerre acharnée que lui faisaient les Florentins.

Jean accepta les offres de Spinola, et fit signifier aux Florentins d'avoir à retirer leur armée qui assiégeait Lucques. Les Florentins refusèrent d'obtempérer à cette sommation, et ne craignirent pas de déclarer la guerre au roi de Bohême. Cette résistance des Florentins fut le signal d'une réaction violente contre ce prince, qui perdit en peu de temps toutes les acquisitions qu'il avait faites si rapidement.

Ces succès avaient augmenté le pouvoir de Florence; toute la Toscane, à l'exception de Lucques, recherchait l'alliance de cette république. Au sein de tant de prospérité, les Florentins s'abandonnaient à leur goût pour les plaisirs. Pendant un mois entier, les rues de la ville furent le théâtre des fêtes et des jeux. Des compagnies d'artisans parcouraient la ville en habit uniforme, et la tête couronnée de guirlandes de fleurs, tandis qu'une musique brillante dirigeait leur marche. Tantôt ces compagnies disputaient des prix sur les places publiques, par des joutes et des tournois; tantôt elles attiraient le peuple par des spectacles où la peinture, la poésie et la musique parlaient ensemble à l'imagination, et préparaient la renaissance des théâtres.

A cette même époque Giotto dirigeait l'école florentine de peinture : fils d'un paysan des montagnes, il avait reçu de la république le droit de cité et une pension considérable. Avec une diligence qui tient du prodige, il ornait toutes les églises de tableaux bien supérieurs à ceux qu'on avait vus avant lui; et cependant toutes les villes

de l'Italie montraient aussi avec orgueil quelques-uns de ses ouvrages. Dans cette même année 1333, on avait bâti sur ses dessins le beau clocher de Saint-Étienne. De nombreux écoliers, auxquels il enseignait son art, étaient destinés à perpétuer la gloire de son nom. Stefano, André de Cione, Buffamalco et Tadeo Gaddi, formés par ses leçons, sont arrivés à une haute célébrité. Ainsi se développaient ce goût si vif pour les arts et ce génie créateur qui devaient élever les Florentins si fort au-dessus des autres peuples de l'Italie.

Mais cette année 1333 fut marquée par une calamité qui faillit entraîner la ruine de Florence. Au mois de novembre, des pluies torrentielles firent déborder l'Arno et tous ses affluents avec une violence extraordinaire. Tous les moulins, toutes les maisons bâties le long des rivières, tous les arbres plantés sur leurs bords, furent enlevés et entraînés par les courants. Les eaux, élevées à huit ou dix brasses au-dessus des plaines, vinrent frapper avec impétuosité les remparts de Florence et les renversèrent sur une étendue de cent trente brasses. En même temps trois des quatre ponts qui traversaient l'Arno furent emportés par le fleuve; celui de Rubaconte demeura seul debout. L'eau se répandit de toutes parts dans la ville et s'y éleva à une hauteur prodigieuse; un grand nombre de maisons, ébranlées par la violence des vagues, croulèrent et ensevelirent leurs habitants sous leurs ruines; celles qui demeurèrent debout furent inondées et remplies d'un limon fétide. Les magasins de cette riche cité marchande furent presque tous détruits par les eaux; le dommage éprouvé par les particuliers fut incalculable; celui qui

retomba à la charge du trésor public, surpassa deux cent cinquante mille florins. Cependant, malgré la perte énorme que l'État et les particuliers venaient de faire, telle était alors la prospérité de Florence, qu'en peu de temps tout fut réparé, et que les traces de cet immense sinistre disparurent bientôt entièrement.

Ces désastres n'empêchèrent pas les Florentins de se liguer avec les princes lombards pour chasser les seigneurs auxquels le roi Jean de Bohême avait, en quittant l'Italie, vendu les villes qui s'étaient données à lui. Visconti, seigneur de Milan, et Mastino de la Scala, seigneur de Vérone, étaient à la tête de cette ligue. Par l'entremise des Florentins, Plaisance, Crémone et Lodi, furent livrées à Visconti, Parme à Mastino de la Scala, Reggio aux Gonzagues, et Modène au marquis d'Este. D'après les conventions faites entre les confédérés, la ville de Lucques, qui restait à conquérir, devait appartenir aux Florentins. Cette ville était alors au pouvoir des frères Rossi, qui l'avaient achetée du roi Jean. Ces seigneurs, se voyant hors d'état de résister à la ligue puissante qui les menaçait, demandèrent à traiter avec Mastino de la Scala. Il fut convenu entre les Florentins et Mastino que celui-ci accepterait les propositions qui lui étaient faites, et prendrait possession de Lucques, qu'il cèderait ensuite à la république de Florence, moyennant le remboursement de ses avances et frais. Le traité eut lieu entre les Rossi et la Scala; mais quand les Florentins réclamèrent du seigneur de Vérone l'exécution de leurs conventions, il demanda la somme énorme de trois cent soixante mille florins, à laquelle il évaluait ses

déboursés. Ces prétentions étaient évidemment exagérées, et Mastino s'attendait à les voir rejeter par la Seigneurie, qui deux ans auparavant avait refusé d'acheter Lucques pour moins du quart de cette somme. Mais, à son grand étonnement, les ambassadeurs de la république vinrent lui déclarer qu'ils étaient prêts à le payer; alors il s'écria qu'il était assez riche pour n'avoir pas besoin de leur argent, et qu'il n'évacuerait pas Lucques si les Florentins ne lui permettaient pas de s'emparer de Bologne. Cette nouvelle prétention irrita les Florentins, qui rompirent aussitôt la négociation, et déclarèrent la guerre à Mastino de la Scala (février 1336).

Le prince de Vérone était alors un ennemi fort redoutable, et l'un des plus puissants souverains de l'Europe. Les Florentins n'auraient pu lutter seuls contre lui; ils cherchèrent dans des alliances avec d'autres États les moyens de soutenir cette lutte inégale. Ils renouvelèrent leurs traités avec Sienne, Pérouse, Bologne et le roi Robert, les anciens confédérés du parti guelfe; mais il y avait peu de secours à espérer de ces alliés; car les républiques étaient affaiblies par les discordes civiles, et le roi Robert, par l'âge et le découragement. Les Florentins cherchèrent alors à s'associer avec la puissante république de Venise, qui n'avait encore pris aucune part à la politique italienne, et qui jusque-là n'avait été occupée que de ses conquêtes dans le Levant. Mais la puissance de Mastino, dont les possessions s'étendaient jusque dans le voisinage de Venise, et qui avait même fait quelque entreprise sur son territoire, portait ombrage à cette république. Elle accueillit

avec faveur les propositions de Florence, et un traité d'alliance fut conclu le 21 juin 1336 entre les deux villes.

La guerre contre Mastino dura un peu plus de deux ans avec des succès variés. Enfin le seigneur de Vérone fut contraint à demander la paix. Il traita séparément avec les Vénitiens à des conditions avantageuses pour ces derniers. Les Florentins, abandonnés de leurs alliés, furent forcés d'accéder au traité, quoiqu'ils n'eussent pas recueilli de cette guerre tous les fruits qu'ils en avaient espérés (11 février 1339). Le plus grand avantage qu'ils obtinrent, fut l'acquisition d'Arezzo, mais qui avait précédé de plus d'un an le traité de Venise. Il est vrai aussi que ce traité mettait fin à une guerre qui durait en Toscane depuis plus de dix-huit ans, c'est-à-dire depuis le temps de Castruccio, et qui presque chaque année occasionnait le ravage des fertiles campagnes de l'Arno et du val de Nievole. Il fallait toutes les richesses que le commerce répandait alors à Florence, pour réparer ces pertes sans cesse renouvelées; mais ces richesses, en cicatrisant promptement les plaies de la guerre, les faisaient bientôt oublier, et disposaient le peuple à de nouvelles hostilités. L'ambition des Florentins croissait avec leur fortune; ils ne se contentaient plus de leurs anciennes limites; ils s'efforçaient en toute occasion de les étendre et de soumettre toute la Toscane; aussi la paix qu'ils venaient de conclure ne dura que peu d'années, et, avant le renouvellement des hostilités, la ville fut en proie aux dissensions intestines.

Les Florentins avaient cru, en recourant à la voie du sort pour l'élection de leurs magistrats, fermer toute issue à l'intrigue, et établir le mode sinon le plus rationnel, au moins le plus égal de répartir les charges et les dignités entre tous les citoyens. Mais le désir de dominer sait éluder les lois les plus sages et en détruire les combinaisons les mieux calculées. Ainsi, à l'époque où nous sommes arrivés, douze citoyens avaient su attirer à eux toute l'autorité de la république. Ils n'avaient cependant rien changé à la constitution, mais ils avaient su mettre les magistratures de l'État dans leur dépendance, en s'assurant que l'élection et le tirage au sort ne tomberaient jamais que sur eux, leurs amis et leurs créatures. Pour conserver leur pouvoir oligarchique, également odieux aux grands et au peuple, ils créèrent un nouveau magistrat de justice, qui leur était dévoué, et qu'ils employèrent à maintenir, par une juridiction tout arbitraire, le pouvoir qu'ils avaient usurpé. Une conjuration se forma pour renverser cette tyrannie. Mais elle fut découverte au moment où elle allait éclater, et les nobles familles des Bardi et des Frescobaldi, qui étaient à la tête des conjurés, furent exilées avec quelques autres gentilshommes qui avaient pris part au complot. Leurs maisons furent démolies, leurs biens confisqués, et toutes les villes alliées furent invitées à leur refuser un asile. Cette rigueur excessive força les nobles exilés à se réfugier à Pise, et à se joindre aux ennemis de l'État, auxquels leur secours ne fut pas inutile.

La ville de Parme venait d'être enlevée à Mastino de la Scala. La perte de cette place inter-

rompait toute communication entre les États du seigneur de Vérone et la ville de Lucques, dont l'acquisition avait occasionné la guerre entre ce seigneur et Florence. La crainte de ne pouvoir désormais conserver cette possession éloignée, détermina Mastino à la vendre aux Florentins. Ceux-ci saisirent avec empressement l'occasion déjà deux fois perdue d'avoir cette ville, et ils convinrent de payer au seigneur de la Scala deux cent cinquante mille florins pour la possession de Lucques.

Cependant les Pisans n'apprirent pas sans effroi que leurs ennemis héréditaires allaient acquérir une cité aussi importante, et les envelopper en quelque sorte de toutes parts. Excités par les émigrés florentins, qui leur promirent le secours de leurs amis, ils résolurent de déclarer la guerre à Florence, et de s'emparer de vive force de Lucques, avant l'accomplissement du marché passé avec Mastino de la Scala.

Les Florentins, qui ne s'attendaient point à cette guerre, ne purent empêcher les Pisans d'investir Lucques, et depuis deux mois déjà cette ville était assiégée, lorsqu'une armée florentine se présenta pour forcer les lignes et pénétrer dans la place. Les Florentins parvinrent à s'ouvrir un passage et à faire entrer dans la ville trois cents gens d'armes et cinq cents cavaliers, avec les commissaires de Mastino et de Florence, chargés, les uns de faire la remise de Lucques, les autres d'en prendre possession au nom de leur gouvernement. Les commissaires de Florence étaient Naddo de Ruccellaï, Jean de Médicis, et Rosso Ricciardo de' Ricci.

Le général qui commandait l'armée florentine ne sut pas profiter de ce premier avantage. Il se retira sur les hauteurs voisines, et ne se décida à livrer bataille que sur l'ordre exprès de la Seigneurie de Florence (2 octobre 1341). Il fut battu complétement, et l'armée florentine se vit forcée d'évacuer en toute hâte le territoire de Lucques, laissant la garnison qu'elle avait introduite dans cette ville se défendre seule contre les attaques des Pisans.

Les Florentins renoncèrent pour cette année à toute nouvelle entreprise, et ne songèrent qu'à se fortifier par des alliances, pour recommencer la guerre avec plus de vigueur dans la campagne suivante. Ils recoururent d'abord à leur ancien allié, le roi Robert; ce vieux monarque ne paraissant pas mettre beaucoup d'empressement à les secourir, ils s'adressèrent à un prince dont ils s'étaient montrés autrefois les ennemis acharnés, à l'empereur Louis de Bavière. Celui-ci accepta avec empressement cette occasion de rentrer en Italie, et il entama aussitôt une négociation pour conduire, moyennant un subside, une armée au service des Florentins; mais des affaires survenues en Allemagne empêchèrent le succès de cette négociation.

Cependant les Florentins avaient levé une nouvelle armée, dont ils confièrent le commandement à Malatesta, des Malatesti de Rimini. Ce général entra en campagne au mois de mars 1342, et vint camper à la vue de Lucques, non loin de l'armée pisane. Pendant près de deux mois il resta dans la même position, se contentant d'observer l'ennemi, sans jamais en venir aux mains.

Sur ces entrefaites, Gaultier de Brienne, duc d'Athènes, le même qui, en 1326, avait été lieutenant du duc de Calabre à Florence, arriva dans cette ville, se rendant de France à Naples. Gaultier, quoique petit de taille et d'une figure rebutante, s'était fait une grande réputation par sa valeur; c'était à peu près la seule qualité qu'il possédât, car il était faux, rusé, ambitieux et avare. Cependant, comme les Florentins pensaient qu'il jouissait de la faveur des rois de France et de Naples, ils l'engagèrent à accepter un emploi dans leur armée. Gaultier y consentit, et se rendit aussitôt au camp de Malatesta. Il se signala avec quelques autres chevaliers dans plusieurs escarmouches, et si Malatesta les avait soutenus avec toutes ses forces, à plus d'une reprise il aurait pu mettre en déroute l'armée pisane; mais il donna au contraire à celle-ci le loisir de fortifier ses lignes; et lorsqu'il vit qu'il n'était plus temps de les attaquer, il s'éloigna de Lucques, et reconduisit son armée dans le val d'Arno. La garnison florentine de Lucques, voyant que l'armée dont elle avait attendu sa délivrance n'était point en état de faire lever le siége, capitula lorsque ses munitions furent épuisées, et livra la ville aux Pisans, le 6 juillet 1342.

Cet événement causa un violent mécontentement parmi le peuple de Florence; la clameur publique accusait tour à tour l'impéritie ou la lâcheté du général, la présomption, l'ignorance ou la vénalité des membres de la Seigneurie. « Quel malheur, disait-on, que le duc d'Athènes n'ait pas été secondé! ou plutôt, quel malheur qu'il n'ait pas commandé lui-même l'armée! » Pour satis-

faire le peuple, il fallut sur-le-champ donner au duc d'Athènes le titre de capitaine de justice, et, après le départ de Malatesta, lui confier le commandement général de l'armée.

Les oligarques qui gouvernaient alors Florence, et qui avaient trouvé moyen, dans une république toute démocratique, de s'attribuer exclusivement le pouvoir, ainsi que nous l'avons dit, s'imaginèrent qu'ils pourraient se servir de Gaultier comme d'un instrument propre à maintenir leur autorité, et qu'il leur serait facile de briser quand il ne serait plus nécessaire. Ces hommes avaient en effet besoin d'un appui pour soutenir leur domination, car depuis longtemps elle était odieuse à toutes les classes de la société. Sortis des rangs du peuple, ils semblaient avoir oublié leur origine, pour prendre ces airs d'importance et d'orgueil, trop ordinaires aux classes aristocratiques, chez qui on ne les tolère qu'avec peine, mais insupportables dans des gens de basse extraction. Outre cela, on leur reprochait leur sottise, leur incapacité, et surtout leur vénalité qui dictait, disait-on, toutes leurs décisions. On avait imaginé l'expression énergique de *popolani grassi (hommes du peuple engraissés)*, pour les désigner; la multitude ne cessait de les tourner en dérision, et même les accablait d'injures jusque dans les cérémonies publiques et sous leurs habits somptueux de magistrats

Tels étaient les hommes qui comptaient sur Gaultier de Brienne comme sur un bouc émissaire qui attirerait sur lui toutes les malédictions du peuple, quand il exercerait le pouvoir qui venait de lui être confié, et dont ils l'excitaient

eux-mêmes à abuser. Gaultier, plus rusé qu'eux, s'offrit comme un instrument à ceux dont il voulait être le maître, tandis qu'il comptait bien ne travailler que pour lui seul. Le premier usage qu'il fit du pouvoir fut de frapper ceux qui l'avaient élevé. Il fit trancher la tête à Jean de Médicis, sous prétexte qu'il n'avait pas su défendre la forteresse de Lucques, et à Guillaume Altavitti, gouverneur d'Arezzo, accusé d'avoir commis quelques injustices dans l'exercice de ses fonctions; Ricciardo de' Ricci et Naddo de Ruccellaï furent condamnés à des amendes ruineuses, et n'echappèrent qu'avec peine au dernier supplice. Ces sentences, qui frappaient quatre familles appartenant à l'oligarchie dominante, répandirent la terreur parmi les bourgeois; mais elles réjouirent la noblesse et le peuple, dont elles satisfaisaient la jalousie et la haine. Gaultier l'avait prévu, et commença ses intrigues pour arriver à son but. Il promit aux grands de faire révoquer les lois qui les écartaient du gouvernement, s'ils voulaient le seconder dans ses projets; et il gagna ainsi plusieurs des familles les plus considérables de la noblesse. Il attira à la cour des marchands avides de richesses; enfin il flatta le bas peuple par une prévenance et une familiarité affectées, et par la promesse de lui faire partager les honneurs publics.

Quand il eut ainsi accru le nombre de ses partisans, quelques-uns d'entre eux, appartenant à la noblesse, proposèrent aux prieurs de décerner au duc la seigneurie de Florence. Le gonfalonier en exercice et ses collègues rejetèrent cette proposition; mais, voyant l'effervescence du peuple, ils

convinrent de proposer à l'assemblée générale, ou parlement, qui allait être convoqué, d'élire le duc *recteur-gouverneur* pour un an, avec les mêmes droits et les mêmes restrictions imposées autrefois au duc de Calabre. Gaultier y consentit; mais quand le peuple fut réuni sur la place Sainte-Croix où il avait été convoqué, et qu'il eut entendu la proposition des prieurs, il interrompit la lecture de cette proposition par des cris forcenés, et demanda que le duc reçût un pouvoir souverain pour toute sa vie. Aussitôt la populace força le palais de la Seigneurie, et y installa Gaultier de Brienne ; elle traîna le gonfalon de l'État dans la boue et le brûla sur la place publique. Enfin elle abattit partout les armes de la commune de Florence, et y substitua les couleurs et les drapeaux du duc d'Athènes.

Peu de jours après, Gaultier se fit donner, par le peuple des différentes villes sujettes de Florence, la souveraineté de ces villes avec des pouvoirs aussi illimités que ceux qui venaient de lui être conférés à Florence. En même temps il appela auprès de lui tous les Français, les Bourguignons et les Gascons qui servaient en Italie, et forma de ces aventuriers un corps de huit cents gendarmes dévoués à sa fortune.

Le duc d'Athènes se crut alors solidement établi dans sa nouvelle souveraineté, et il ne craignit plus de lever le masque et de se livrer sans contrainte à son avarice et à ses mauvais penchants. Aussi, à peine avait-il régné un mois, que son autorité était déjà détestée. Le premier acte qui émana de son gouvernement était une honte pour les Florentins, et excita le mécontentement de ses

plus zélés partisans. C'était surtout dans l'espoir de recouvrer Lucques qu'on lui avait confié le souverain pouvoir; et à peine Gaultier se vit-il le maître, qu'il traita avec les Pisans, leur abandonnant la souveraineté de Lucques pour quinze ans. Bientôt il détruisit toutes les anciennes lois en vigueur, toutes les ordonnances sur les arts et métiers, pour leur substituer des innovations propres à maintenir sa tyrannie. Sans respect pour les propriétés publiques et privées, il puisait à pleines mains dans le trésor de l'État et dans la bourse des citoyens. Écoutons Machiavel faire le tableau de Florence à cette époque.

« Bientôt Florence devint non-seulement soumise aux Français, mais à leurs coutumes, à leurs habillements. Les hommes et les femmes de la ville imitaient ces usages sans aucun égard pour la vie honnête, sans aucune vergogne.... Les citoyens étaient pleins d'indignation, voyant la majesté de leur État détruite, les institutions méprisées, les lois anéanties, toute honnêteté corrompue, toute modestie civile éteinte... L'indignation, la haine s'accrurent à un tel point, que non-seulement les Florentins, qui ne savent ni garder la liberté, ni souffrir la servitude, mais encore le peuple le plus servile, se fût enflammé du désir de recouvrer l'indépendance. Beaucoup d'habitants de toutes qualités se résolurent à perdre la vie, ou à retrouver la liberté. Dans trois parties de la ville, trois sortes de citoyens formèrent trois conjurations : des grands, des commerçants, des artisans; les premiers, irrités de n'avoir pas le pouvoir; les seconds, indignés de ne l'avoir pas conservé; les troisièmes, mécontents d'être frustrés de leurs gains habi-

tuels, résolurent de se révolter contre le tyran. Les trois conjurations se révélèrent leur secret, et elles convinrent d'attaquer l'étranger le 26 juillet 1343 (1). »

Au signal convenu, c'était le son de l'office des nones, les conjurés prirent les armes. Le duc ne trouva pour le défendre, avec ses complices et ses gardes, que des hommes de la plus basse classe du peuple. A la tête des conjurés marchaient les Médicis, qui avaient à venger la mort de Jean; les Ruccellaï se joignirent à eux, et la révolte devint alors formidable. Les conjurés ne voulurent consentir à entendre des paroles d'accommodement qu'après qu'on leur eut livré Guillaume d'Assise, le plus odieux des ministres du duc. Guillaume se présenta à la multitude, accompagné de son fils, jeune homme à peine âgé de dix-huit ans, et remarquable par sa beauté. Il avait pensé peut-être que l'âge et l'innocence de son fils inspireraient quelque pitié à ses ennemis; mais la populace furieuse se précipita sur eux, les mit en pièces, et exerça sur leurs cadavres des actes de cruauté dignes des cannibales.

Ce massacre calma un instant la fureur du peuple. L'évêque de Florence se hâta d'offrir sa médiation, et fit signer au duc un traité par lequel il renonçait solennellement à toute autorité sur Florence, et à tout droit qu'il pourrait avoir acquis par la précédente élection du peuple. Il promit de ratifier cette renonciation aussitôt qu'il aurait été conduit sain et sauf hors du territoire florentin.

(1) Machiavel, *Hist. de Florence*, liv. II.

P 132



K Girardet del. — F Delannoy sc

Guillaume avait pensé que l'âge et l'innocence de son fils
inspireraient quelque pitié à ses ennemis.



Cette convention fut religieusement exécutée. Le duc d'Athènes sortit pendant la nuit du 6 août du château et de la ville, sous l'escorte des citoyens les plus puissants de Florence, qui s'étaient engagés à le soustraire à la fureur du peuple. Ils l'accompagnèrent jusqu'à Poppi, fief indépendant, situé dans les montagnes. Arrivé sur ce territoire neutre, Gaultier ratifia sa renonciation à tout droit qu'il pouvait avoir sur Florence et sur les villes qui lui étaient assujetties. Il traversa ensuite la Romagne, et se rendit à Venise, d'où il partit pour la Pouille. Le 26 juillet, fête de sainte Anne, jour où sa tyrannie avait été renversée, fut consacré à Florence par une fête solennelle.

Les Florentins n'avaient mis que quelques jours pour recouvrer leur liberté ; mais il leur fallait un temps bien long pour réparer les pertes que leur avaient occasionnées deux mois de tyrannie. Les finances de l'État étaient épuisées, et la république se trouvait en outre dépouillée de toutes ses conquêtes ; car les villes d'Arezzo, de Pistoja, de Volterra, de Colle, de San-Geminiano, profitèrent de l'expulsion de Gaultier de Brienne pour chasser les lieutenants qu'il avait établis dans ces villes, et pour proclamer en même temps leur indépendance.

A ces désastres, si difficiles à réparer, se joignirent bientôt les dissensions intérieures quand il s'agit de rétablir un gouvernement régulier. Les nobles, qui avaient concouru, comme les autres classes de citoyens, au renversement de la tyrannie, furent cette fois admis à faire partie de la Seigneurie. Ce nouvel arrangement dura peu, soit

que les nobles profitassent de leur retour au pouvoir pour exercer des vengeances particulières, soit que les familles des *popolani grassi* fussent jalouses de les voir partager une autorité qu'ils s'étaient habitués à posséder seuls, une violente émeute éclata, et par suite les nobles furent de nouveau déclarés incapables d'exercer aucune charge publique. La Seigneurie demeura composée d'un gonfalonier de justice et de huit prieurs des arts et de la liberté, dont deux appartenaient à chaque quartier. De ces neuf magistrats, trois devaient être tirés de chacune des trois classes de la bourgeoisie. Douze *bonshommes* ou *prud'hommes* et seize gonfaloniers de compagnie furent donnés à la Seigneurie pour conseillers. L'ordonnance de justice fut remise en vigueur contre les grands, mais avec des modifications qui la rendaient moins odieuse, et cinq cent trente familles furent effacées, *par un acte de faveur*, du rôle de la noblesse, pour être inscrites dans celui de la bourgeoisie et participer à tous ses avantages.

Quand Gaultier de Brienne avait réussi à s'emparer du pouvoir à Florence, cette ville avait atteint un degré de prospérité inconnu jusque-là. La population s'élevait environ à cent cinquante mille âmes. On y comptait cent dix églises, dont cinquante-sept étaient paroissiales, cinq abbayes, deux prieurés, habités par quatre-vingts religieuses; vingt-quatre couvents de femmes, où se trouvaient cinq cents religieuses; sept cents moines soumis à dix règles différentes; deux cent cinquante à trois cents prêtres chapelains; et trente hôpitaux, avec mille lits pour les malades et les pauvres.

La prospérité du commerce était en rapport avec

cette population; il y avait deux cents ateliers de fabricants de laine, d'où sortaient chaque année soixante-dix à quatre-vingt mille pièces de draps valant un million deux cent mille florins. On estimait que le tiers de cette somme servait à payer les salaires de trente mille ouvriers qui vivaient de cette manufacture. Le commerce de draps étrangers était entre les mains de vingt négociants, réunis sous le nom de compagnie de Calimala; il roulait annuellement sur dix mille pièces de draps, de la valeur de trois cent mille florins. Quatre-vingts comptoirs étaient destinés au commerce de banque, et la monnaie frappait chaque année trois cent cinquante à quatre cent mille florins d'or, et vingt livres en billon de cuivre.

Ce court aperçu suffira pour faire connaître la situation de Florence, qui en richesse et en puissance égalait Venise et surpassait toutes les autres républiques d'Europe. Le seul roi de France, parmi les monarques de la chrétienté, était beaucoup plus riche; ceux de Sicile et d'Aragon étaient plus pauvres; le roi de Naples avait à peine un revenu égal à celui des Florentins. Pendant la seigneurie du duc d'Athènes, la république florentine avait perdu tous les trésors qu'elle avait amassés; elle fut même obligée de contracter un emprunt considérable; mais l'épuisement des finances ne lui permettant pas d'acquitter cette dette, elle eut recours, pour soutenir le crédit public, à un moyen qu'aucun autre peuple de ce temps-là n'aurait imaginé. On donna à chaque créancier une action ou obligation de la somme prêtée à l'État,

dont le capital, qui n'était pas exigible, produisait au créancier un revenu de cinq pour cent du principal, hypothéqué sur les revenus de l'État. La masse de la dette publique fut réunie en une espèce de banque appelée *Mont* (1). Les obligations ou actions de cette banque pouvaient se transporter et se négocier comme toute autre valeur; le prix montait ou baissait, selon que les affaires de l'État étaient plus ou moins prospères. C'est peut-être là l'origine des divers effets publics créés chez les nations modernes pour acquitter les dettes de l'État. Il faut lire dans l'Arétin les curieux détails qu'il donne à cet égard.

Jamais Florence n'eut plus besoin des ressources de sa richesse et de son crédit qu'à l'époque où nous sommes arrivés, pour pouvoir résister aux terribles fléaux qui l'accablèrent coup sur coup. En l'année 1346, l'intempérie des saisons fut telle, dans toute l'Italie et la France, que les récoltes furent partout presque nulles. Cette calamité occasionna une famine générale. Le gouvernement de Florence déploya alors toutes les res-

(1) Nominibus eorum, quibus debebatur, tributim descriptis annui reditus e publico constituti sunt, quina singulis centenis. Quantitates vero ipsas in unum coacervatas, a similitudine cumulandi, vulgo *Montem* vocavere, idque in civitate postea servatum. Quoties Respublica indiget, cives tributa persolvunt : solutorum vero pensiones annuas percipiunt. Hi montes cumulationesque pecuniarum bellis quidem crescunt, pace minuuntur, propterea quod, abundante republica, dissolutio sit crebra atque peremptio. Quantitatum vero descriptarum et venditio est civibus inter se et permutatio, atque (ut in ceteris mercimoniis) pro tempore, pro spe, pro commodo, minuitur earum pretium atque augescit. In emptorem eadem commoda, quæ solvens ipsa percepturus erat, transferuntur. (L'Arétin, p. 146.)

sources que pouvaient lui procurer son crédit et ses relations commerciales pour se procurer un approvisionnement suffisant. Il fit acheter des blés en Calabre, en Sicile, en Sardaigne, à Tunis et dans toute la Barbarie ; mais, quoiqu'il eût payé d'avance une partie de ces denrées, la moitié seulement de ce qui était jugé nécessaire pour l'approvisionnement de Florence put parvenir dans cette ville, le reste ayant été retenu à Pise et à Gênes par le peuple de ces deux villes, qui éprouvaient une disette non moins cruelle que Florence.

La Seigneurie sut tirer un si bon parti des ressources dont elle pouvait disposer, elle sut mettre un tel ordre dans la vente et la distribution du blé et du pain, qu'il n'y eut aucune émeute et que personne dans Florence ne souffrit de la famine. Les distributions gratuites de pain commencèrent dans l'hiver de 1346-1347, et au mois d'avril de cette dernière année il se trouva, par les registres, que quatre-vingt-quatorze mille personnes, à Florence, recevaient leur pain de l'État ; et cependant tous les bourgeois un peu aisés n'étaient pas compris dans ce rôle, parce qu'ils avaient fait leurs provisions. Tous les pauvres et tous les religieux qui vivaient d'aumônes n'y étaient pas compris non plus ; et cependant leur foule était innombrable ; car on les avait congédiés de toutes les villes voisines, et la misère ou la faim les avait tous réunis à Florence. Telle fut cependant la générosité, la charité chrétienne des Florentins, que, pendant la durée de cette famine, aucun pauvre, aucun étranger, aucun paysan ne fut renvoyé de la ville; aucun ne fut laissé sans secours, tous furent en-

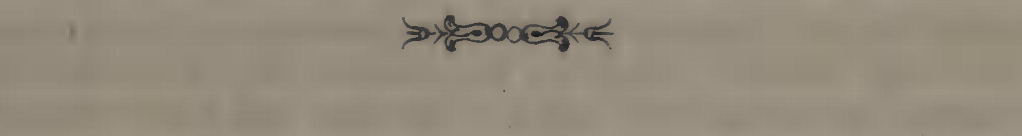
tretenus par les aumônes publiques ou particulières (1).

A la famine succéda la peste. Presque toute l'Asie était déjà en proie à cette contagion en 1346. Des galères italiennes parties de la Syrie apportèrent le mal, d'abord en Sicile, puis en Italie. Pise, Gênes furent bientôt infectées. Au commencement de 1348, toute l'Italie fut attaquée, excepté Milan et quelques coteaux au pied des Alpes. La même année, la peste s'étendit en Savoie, en Provence, en Dauphiné, en Bourgogne, et pénétra jusqu'en Catalogne. L'année suivante, elle enveloppa tout le reste de l'Occident, jusqu'aux rives de la mer Atlantique; elle s'avança ensuite vers le Nord, et dévasta l'Allemagne, la Hongrie, le Danemark et la Suède. Partout cette maladie exerça d'affreux ravages. Florence perdit environ les trois cinquièmes de sa population, c'est-à-dire de quatre-vingt-dix à cent mille individus; à Pise, la mortalité fut des sept dixièmes. Mathieu Villani déclare que les habitants de Trapani en Sicile moururent jusqu'au dernier. Gênes perdit quarante mille habitants, Naples soixante mille, et la Sicile avec la Pouille, cinq cent trente mille. En Europe, enfin, les trois cinquièmes de la population furent détruits.

Le fléau, comme on le voit, n'épargna pas plus les autres contrées que la Toscane; cependant l'histoire lui a conservé le nom de *peste de Florence*, parce que Boccace a décrit éloquemment les ravages de la contagion dans sa ville natale. C'est ainsi que la grande peste qui ravagea autrefois la Grèce et

(1) Villani, liv. XII. — Sismondi, *Républiques italiennes*, t. VI, ch. XXXVIII.

l'Asie est appelée la peste d'Athènes, parce que Thucydide nous en a transmis les détails, qui sont aussi instructifs que touchants : tant il est vrai que les masses et les détails des événements mémorables disparaissent souvent du souvenir, quelle que soit leur importance, quand un homme de génie ne prend pas le soin d'en conserver la mémoire.



# CHAPITRE VI

Guerre contre les Visconti de Milan. — Siége de Scarperia. — Belle défense de Jean et de Silvestre de Médicis. — Ils sont faits chevaliers. — État des beaux-arts, sciences et belles-lettres à Florence au milieu du XIV^e^ siècle. — Création d'une nouvelle université. — Pétrarque est appelé à y occuper une chaire. — Boccace y fait appeler Léonce Pilate, savant philosophe grec. — Traité de paix entre la Toscane et le seigneur de Milan. — Compagnies d'aventuriers. — Nouveaux troubles intérieurs occasionnés par l'inimitié de deux familles, les Albizi et les Ricci. — Intrigue des Ricci déjouée par Pierre Albizi. — Les *admonitions* ou *admonestations*. — Les Ricci triomphent à leur tour. — Guerre avec le légat du pape. — Création des *huit* de la guerre. — Fin des hostilités. — Grand schisme d'Occident. — Nouveaux troubles à Florence. — Salvestro de Médicis, gonfalonier et prévôt. — Loi qu'il fait adopter. — Troubles qui en sont la suite. — Les petits métiers brûlent et pillent plusieurs maisons et couvents. — On nomme un bailli qui rétablit le calme. — Soulèvement des basses classes du peuple. — Elles prennent les armes et marchent contre le palais. — Les insurgés s'emparent du gonfalon de justice et mettent le feu à plusieurs maisons. — Désordres auxquels ils se livrent. — Ils s'emparent du palais du podestat. — Les seigneurs sont contraints de consentir à toutes leurs demandes. — Les prieurs quittent leur palais, les factieux s'en emparent. — Michel Laudo, cardeur de laine, nommé gonfalonier. — Laudo ordonne aux *huit* de se retirer. — Il rassemble les syndics et fait de nouveaux règlements et de nouvelles élections. — Il s'occupe du rétablissement de l'ordre. — Le peuple, mécontent de Michel Laudo, veut le renverser. — Les factieux reprennent les armes et marchent contre le palais. — Laudo les attaque, les disperse, et met complétement fin à la sédition. — Son éloge. — Salvestro de Médicis et son parti reviennent au pouvoir. — Triomphe

du parti contraire. — Laudo est banni. — Poursuites rigoureuses contre les Ricci et les Médicis. — Jean de Médicis relève sa maison. — Il parvient aux premiers honneurs de la république. — Prospérité de l'État pendant le gouvernement de l'oligarchie guelfe. — Conquêtes que fait la république florentine. — Goût des beaux-arts et des travaux d'utilité publique.

Les affaires publiques et privées demeurèrent suspendues tout le temps que dura le terrible fléau. L'année qui suivit se passa à peu près dans la même inaction ; seulement les habitants de Colle et de San-Geminiano, qui avaient secoué le joug de Florence après l'expulsion du duc d'Athènes, se trouvant trop faibles pour résister à quiconque viendrait les attaquer, se soumirent de nouveau aux Florentins.

Nous avons dit que la peste avait épargné Milan et exercé moins de ravages dans la Lombardie que dans le reste de l'Italie. Cette circonstance contribua peut-être à exciter l'ambition des Visconti, seigneurs de Milan. Déjà possesseurs en 1350 de seize des plus grandes villes de la Toscane, ces seigneurs se rendirent encore maîtres de Bologne, menaçant ainsi l'indépendance de la Romagne et de la Toscane. Les Florentins, alarmés de l'ambition des Visconti, étaient seuls capables d'y mettre obstacle. Ils s'emparèrent de Prato, qu'ils réunirent définitivement à leur territoire ; et ils placèrent une garnison dans Pistoja, pour mettre leur territoire à couvert de ce côté des attaques d'une armée milanaise.

A peine avaient-ils pris ces mesures, que Jean Visconti, général du seigneur de Milan, entra en Toscane sans déclaration de guerre. Les Florentins

n'eurent que le temps de renforcer les garnisons de Pistoja et de Prato, et de jeter quelques troupes dans les autres lieux fortifiés. Jean Visconti, après avoir ravagé la plaine jusqu'aux environs de Florence, vint assiéger Scarperia, bourgade mal fortifiée, n'ayant pour toute défense qu'un mur d'un côté et un fossé avec une palissade de l'autre, et pour garnison deux cents hommes d'armes et trois cents fantassins. Cette faible garnison entreprit pourtant de résister à la puissante armée milanaise, et repoussa avec vigueur un premier assaut qui lui fut livré le 20 août 1351. Les Florentins, ne pouvant réunir une armée pour faire lever le siége de Scarperia, tentèrent d'y introduire des renforts. Jean Visdomini pénétra le premier dans la place avec trente hommes d'armes. Bientôt Jean et Silvestre ou Salvestro de Médicis, profitant d'une nuit orageuse, parvinrent, à travers le camp ennemi, à jeter quatre-vingts hommes d'élite dans Scarperia. Ces renforts, quoique peu considérables, inspirèrent tant de courage aux assiégés, qu'ils soutinrent avec une intrépidité sans égale tous les assauts de l'ennemi. Après tant d'efforts inutiles et un siége qui avait duré soixante-un jours, Jean Visconti fut forcé d'évacuer le territoire florentin, ayant vu toute sa puissance échouer devant une faible bourgade.

Pour récompenser les services qui leur avaient été rendus dans cette occasion, les Florentins doublèrent la paie des soldats de la garnison de Scarperia et déchargèrent les habitants de tout impôt pour dix ans. Jean et Silvestre de Médicis furent faits chevaliers, et on leur fit présent de cinq cents ducats pour leurs armes, outre cent cinquante pour

leur équipage. Mais Visdomini, Donati, Ruffi et d'autres gentilshommes qui s'étaient également distingués, ne reçurent aucune récompense.

Après la retraite de l'armée milanaise, les Florentins s'occupèrent des moyens de se garantir à l'avenir d'invasions semblables. Ils fortifièrent tous les passages des Apennins; ils prirent à leur solde un grand nombre de gens de guerre; ils augmentèrent les impôts de manière à se procurer un revenu de trois cent cinquante mille florins; enfin ils conclurent au mois de décembre une alliance défensive avec les trois villes de Pérouse, Sienne et Arezzo.

Malgré les guerres étrangères, malgré les dissensions intestines, Florence ne cessait pas de cultiver les beaux-arts, les sciences et les lettres. En 1351, une nouvelle université fut fondée dans cette ville, et à cette occasion il se passa un fait qui prouve le prix que les Florentins attachaient au talent. Le célèbre poëte Pétrarque était alors dans tout l'éclat de sa gloire; il avait reçu à Rome, quelques années auparavant, la couronne poétique au Capitole. Pétrarque était Florentin d'origine; mais son père avait été banni de sa patrie en même temps que le Dante, à l'époque de l'expulsion des blancs, dans les premières années de ce siècle. Né sur la terre d'exil, Pétrarque n'avait jamais vu le pays de ses ancêtres; tous les biens qu'ils y possédaient avaient été vendus après leur proscription. Quand les Florentins fondèrent leur nouvelle université, ils voulurent y donner une chaire à Pétrarque; ils commencèrent par racheter tous les biens qu'avait possédés son père, puis ils lui députèrent à Padoue, où il résidait alors, Boccace, son

ami, poëte et savant distingué, pour l'engager à rentrer dans sa patrie. La lettre que la Seigneurie lui adressa dans cette occasion est très-remarquable, et nous regrettons de n'en pouvoir citer que quelques fragments.

« Il n'y a pas longtemps, écrivent les magistrats « florentins, que nous avons pris la résolution « de faire fleurir parmi nous les bonnes études, « trop négligées dans notre cité. Nous voulons « qu'on y puisse acquérir une instruction com- « plète et dans tous les genres, afin que notre « république s'élève glorieusement, comme Rome « fit autrefois, au-dessus des autres cités d'Italie, « et que sa renommée s'accroisse aussi bien que « sa prospérité. C'est par toi seul que notre patrie « peut obtenir ce qu'elle s'est proposé; aussi elle « te supplie (et cette distinction fut rare, même « chez les anciens) de prendre en ta pensée son « université, et de faire que par ton moyen elle « fleurisse. Choisis toi-même le livre qu'il te plaira « d'y expliquer; choisis la science qui s'accordera « le mieux avec ta réputation ou avec ton goût... « Tu as assez longtemps voyagé jusqu'ici; assez « longtemps tu as étudié le caractère et les mœurs « des nations étrangères. Aujourd'hui tes magis- « trats et tes concitoyens, les nobles et le peuple, « la maison et le patrimoine de tes pères que nous « te rendons, t'appellent et t'attendent. Reviens « donc, reviens après de si longs retards, et que « ton éloquence seconde nos projets. »

Pétrarque fut touché d'une lettre aussi flatteuse et qui donne une si haute idée de la manière dont les Florentins estimaient et récompensaient le mérite. Sa réponse exprime sa vive reconnais-

sance, et il chargea Boccace d'annoncer quels projets il avait formés pour son retour à Florence; mais il ne les effectua jamais, et il mourut sans revoir sa ville natale.

Boccace, que nous venons de nommer, et qui n'est guère connu de nos jours que par ses œuvres légères et par des nouvelles où l'on remarque l'élégance et la grâce du style, mais où malheureusement la morale et la décence ne sont pas toujours respectées, Boccace avait une grande érudition et des connaissances très-variées. Il avait étudié successivement l'astronomie, la philosophie sacrée, l'histoire, la géographie, et il s'était surtout attaché aux anciens auteurs grecs et latins. C'est ainsi qu'il était devenu non-seulement un des plus élégants écrivains, mais aussi un des plus profonds érudits et des meilleurs critiques de son siècle. C'est à lui peut-être plus qu'à personne que l'Occident doit la renaissance des lettres grecques. Il y contribua par les progrès qu'il fit lui-même dans cette langue, par le goût qu'il s'efforça d'inspirer aux autres pour les mêmes études, et par les établissements publics qu'il obtint de sa patrie dans l'intérêt des hellénistes. Ce fut lui qui attira à Florence Léonce Pilate, savant philosophe grec, et qui détermina le gouvernement à fonder en sa faveur, dans la nouvelle université, une chaire de langue et de littérature grecques. Lui-même, quoique âgé de quarante-sept ans, il se rangea le premier parmi les écoliers du nouveau professeur; il étudia pendant trois ans sous lui les œuvres d'Homère, et traduisit en latin, de concert avec lui, l'*Iliade* et l'*Odyssée*. L'Occident dut enfin à

ces deux hommes la connaissance d'Homère, dont on n'avait auparavant qu'une mauvaise traduction en vers. C'est donc à Boccace et à l'université de Florence que nous devons rendre grâces de ce que les livres du prince des poëtes sont parvenus jusqu'à nous, et de ce que sa langue est devenue familière dans notre Europe.

Les quatre villes confédérées, Florence, Pérouse, Sienne et Arezzo, envoyèrent une députation au pape Clément VI, qui résidait à Avignon, pour l'engager à se mettre à la tête de leur ligue représentant l'ancien parti guelfe, et à les seconder dans leurs efforts contre les Visconti et les Gibelins de la Lombardie. Mais Clément VI était dans ce moment même en négociation avec le seigneur archevêque de Milan, et le 5 mai 1352 il fit la paix avec lui. Les républiques de Toscane, obligées de renoncer au secours de celui qu'elles regardaient comme leur allié naturel, s'adressèrent alors à l'empereur Charles IV, fils de Jean de Bohême et petit-fils de l'empereur Henri VII, leur ancien ennemi. Charles envoya aussitôt son chancelier à Florence pour entrer en négociation. Cette démarche et la mort de Clément VI, arrivée le 5 décembre 1352, déterminèrent l'archevêque de Milan, Jean de Visconti, à proposer la paix aux républiques confédérées. Des conférences s'ouvrirent aussitôt à Sarzanne, et le traité fut conclu entre le seigneur de Milan et les villes alliées dans le mois de janvier 1353.

Après la paix de Sarzanne, la tranquillité de Florence fut troublée par une armée d'aventuriers étrangers qui avaient fait partie de l'expédition du roi Louis de Hongrie dans le royaume de Naples.

Après le départ de ce prince, ces soldats, réunis sous un chef nommé Montréal d'Albordo, avaient formé ce qu'on appelait une grande compagnie. Véritables bandits, d'autant plus dangereux qu'ils étaient organisés avec une sorte de discipline, ils pillaient et ravageaient les contrées qu'ils parcouraient, mettaient les villes à contribution et menaçaient l'Italie d'une dévastation générale. La plupart des villes de Toscane se soumirent à leur payer une rançon ; Florence seule leur résista, et envoya contre eux une armée qui les força à s'éloigner définitivement de la Toscane, et délivra l'Italie de ces bandits. Leur chef Montréal, réfugié à Rome, fut arrêté par ordre du tribun, condamné à mort et exécuté.

Il semblait qu'il ne dût plus rester à Florence aucune cause de troubles intérieurs, depuis que l'élément démocratique l'avait emporté, et que les nobles, exclus des emplois publics, étaient forcés, pour pouvoir jouir des mêmes droits que les autres citoyens, de renoncer à leurs titres, à leurs armoiries, en un mot de se faire peuple. Mais si l'aristocratie de naissance avait disparu, il s'en était élevé une autre, celle des riches bourgeois, négociants et manufacturiers, qui devaient leur fortune au commerce et à l'industrie. Cette nouvelle aristocratie n'était ni moins ambitieuse, ni moins intrigante que l'ancienne, et les inimitiés qui s'élevèrent alors entre les Albizi et les Ricci, qui en faisaient partie, ne furent pas moins funestes que celles qui avaient autrefois existé entre les Buondelmonti et les Uberti, entre les Donati et les Cerchi.

Ces deux familles avaient pris les armes sous prétexte de se défendre contre les aventuriers de

Montréal. Quand le danger fut passé, elles ne désarmèrent pas, et continuèrent à se menacer. Plusieurs fois elles furent sur le point d'en venir aux mains; l'intervention seule des magistrats parvint à empêcher toute collision sanglante. Les deux familles ne songèrent plus alors à recourir à la violence, mais elles n'en cherchèrent pas moins à se nuire par l'intrigue. Elles s'efforcèrent de s'emparer des magistratures, pour trouver dans l'exercice du pouvoir un moyen en quelque sorte légal de persécuter leurs adversaires.

Les querelles des Guelfes et des Gibelins, les noms mêmes de ces factions étaient presque tombés dans l'oubli, ainsi que les lois qui excluaient ces derniers de tout emploi public. Le chef des Ricci, Uguccione, imagina de faire revivre ces lois, dans l'espoir d'exclure les Albizi, sous prétexte qu'ils étaient de race gibeline. Pierre Albizi, chef de cette famille, loin de s'opposer à ce projet, l'appuya de tous ses efforts, afin de tourner contre ses adversaires l'arme dont ils voulaient se servir contre lui. La loi contre les Gibelins fut donc remise en vigueur, et Pierre, en qualité de magistrat, fut chargé de son exécution. Il arriva alors ce qui a lieu ordinairement dans les dissensions civiles, le nom de gibelin ne fut qu'un prétexte dont se servit Pierre Albizi pour atteindre ses ennemis. Il fit *admonester* (c'était le terme consacré), comme appartenant à ce parti, ceux qu'il voulait éloigner des charges publiques. L'effet de cette *admonition* ou *admonestation* était d'interdire toute fonction à ceux à qui elle était notifiée, de les faire condamner *ipso facto*, s'ils refusaient de s'y soumettre.

Au moyen de ces mesures arbitraires, qui atteignirent en quelques années plus de deux cents personnes, le parti des Albizi devint tout-puissant. Mais l'insolence des chefs occasionna un mécontentement général, dont les Ricci profitèrent pour ressaisir le pouvoir et proscrire à leur tour, c'est-à-dire admonester ceux du parti opposé. Ainsi, pendant un grand nombre d'années (de 1357 à 1374), ces deux partis furent toujours en mouvement et ne cessèrent de troubler la cité par leurs intrigues, leurs tracasseries continuelles, leurs entreprises pour se supplanter mutuellement.

Une guerre qui s'éleva alors entre Florence et le légat du pape sembla réunir un instant les partis pour la défense commune. Grégoire XI était alors souverain pontife, et siégeait à Avignon. Son légat, qui résidait à Bologne, crut que les dissensions dont la Toscane était agitée lui offraient une occasion favorable de s'emparer de ce pays. Mais les Florentins prévinrent ses projets; ils confièrent tous les pouvoirs de l'État à huit magistrats qu'ils nommèrent les seigneurs de la guerre, ou simplement les *huit*. Ces huit étaient chargés de diriger toutes les opérations sans contrôle, et de pourvoir aux dépenses sans rendre de compte. Cette guerre ne fut pas très-meurtrière, elle se passa presque entièrement en intrigues et en surprises, mais toujours à l'avantage des Florentins, ce qui augmenta et affermit le pouvoir des huit. Enfin la mort de Grégoire XI (1378) amena la fin des hostilités (1)

(1) Le saint-père, loin de montrer de l'animosité contre les Florentins à l'occasion de cette guerre, avait toujours témoigné son désir de la paix. Aussi la Seigneurie de Florence, instruite des sentiments de Grégoire, lui avait envoyé sainte Catherine de Sienne pour traiter

entre Florence et le saint-siége, mais elle fut le signal du grand schisme d'Occident, qui divisa si longtemps la chrétienté. Urbain VI, l'un des successeurs de Grégoire XI, signa la paix avec la république de Florence.

Quand la guerre étrangère eut cessé, les discordes civiles recommencèrent, et la plus violente révolution de Florence éclata en même temps que le schisme qui divisa l'Église pendant quarante ans. Les deux factions des Ricci et des Albizi n'avaient fait que se fortifier pendant la guerre, et elles formaient deux partis de force à peu près égale qui partageaient toute la cité. Les Albizi, alliés avec les plus anciennes familles guelfes, que l'on commençait alors à désigner par le nom de noblesse populaire, étaient secondés par la magistrature du parti guelfe (nous sommes obligés de nous servir encore de cette dénomination, quoiqu'elle eût perdu alors son ancienne signification). Le parti opposé, qui se qualifiait de démocratique, avait à sa tête les huit de la guerre et comptait dans son sein les Ricci, les Alberti et les Médicis, qui, comme leurs adversaires, faisaient partie de la noblesse populaire. Toutes ces familles, d'origine également plébéienne, s'étaient depuis longtemps élevées par le commerce à une grande richesse et à un grand crédit.

Le parti des Albizi, fortifié par tous ceux qui étaient jaloux des huit de la guerre et par toute

directement avec lui. Le pape renvoya la sainte à Florence, l'assurant qu'il s'en remettait à elle seule des conditions de la paix. Mais, malgré la vénération qu'inspiraient au peuple de Florence les hautes vertus de Catherine, les chefs de la république ne voulurent pas accepter ses propositions.

l'ancienne noblesse, crut pouvoir profiter, à la mort de Grégoire XI, des négociations de paix avec l'Église, pour recouvrer un empire absolu sur la république. Ne pouvant espérer une réconciliation avec le parti opposé, qu'il avait trop aigri, il était résolu à chasser ses adversaires de la ville, à l'exemple des anciens Guelfes, et à s'emparer de vive force du palais des prieurs. Lapo de Castiglionchio, l'un des chefs du parti, voulait qu'on pressât l'exécution de ce projet, afin d'empêcher Salvestro ou Silvestre de Médicis, un de leurs plus dangereux adversaires, d'être élu gonfalonier. Pierre Albizi, au contraire, voulut différer de quelques mois. Lapo consentit à regret à ce retard; on prit des mesures insuffisantes pour s'opposer à l'élection de Salvestro de Médicis; le titre de gonfalonier lui fut conféré pour les mois de mai et de juin; et bientôt le sort le désigna pour être prévôt, dignité qui lui donnait le droit de faire aux conseils des propositions de réforme et des lois nouvelles. Il en profita pour proposer au conseil du peuple une loi qui renouvelait l'ordonnance de justice contre les grands, qui diminuait l'autorité des capitaines de parti, et qui ouvrait aux admonestés une voie pour recouvrer les honneurs de l'État. Cette loi rencontra une forte opposition de la part des grands. Alors Salvestro se plaignit amèrement au peuple des obstacles qu'il trouvait à faire le bien, et déclara que, puisqu'il ne pouvait remédier aux abus, il renonçait au gonfalon, et qu'il allait se retirer pour vivre chez lui comme homme privé.

Ce discours excita dans le conseil du peuple la fermentation la plus vive. On retint Médicis, qui

partait ou feignait de partir, et la loi qu'il avait proposée fut adoptée sur-le-champ.

Ce fut là le commencement d'un mouvement qui mit Florence à deux doigts de sa perte. Chacun comprit dès ce moment que la querelle n'était point finie; que les vaincus ne se soumettraient pas à leur défaite, et que les vainqueurs ne se contenteraient pas de l'avantage qu'ils venaient d'obtenir. Aussi chacun se prémunissait contre des révolutions que l'on croyait inévitables. Les uns fortifiaient leurs maisons, d'autres transportaient leurs effets les plus précieux dans les églises ou les monastères, pour les mettre à l'abri du pillage; les boutiques restaient fermées, et l'aspect de la ville annonçait la défiance ou la guerre. Ainsi la loi que Salvestro voulait établir pour assurer le repos public eut des effets tout contraires.

Dès le lendemain les corps de métiers déployèrent leurs bannières. Les seigneurs, qui craignaient les suites de ces mouvements, assemblèrent le conseil pour prendre les mesures les plus convenables dans la circonstance. La place où il se réunit fut en un instant couverte d'enseignes et de gens armés, dont les cris confus troublaient les délibérations de l'assemblée. Le conseil, dans l'espoir de satisfaire aux exigences du peuple, donna aux seigneurs, aux colléges, aux huit, aux capitaines du parti et aux syndics, ce qu'on appelait la *baillie*, c'est-à-dire le pouvoir absolu de réformer l'État pour le bien général.

Pendant ce temps-là, quelques enseignes des petits métiers se détachèrent, à l'instigation de quelques perturbateurs, et allèrent saccager et brûler la maison de Lapo de Castiglionchio. Lui-

même ne parvint que difficilement à échapper à la fureur populaire et à quitter la ville déguisé en moine. Plusieurs autres maisons eurent le sort de celle de Castiglionchio. La haine publique ou la vengeance personnelle eut également part à ces désordres. Les séditieux forcèrent les prisons pour y trouver de dignes auxiliaires, et ils pillèrent deux monastères où plusieurs citoyens avaient transporté leurs effets.

Cependant, la fureur populaire s'étant amortie, la baillie réhabilita les admonestés, toutefois avec la restriction que de trois ans ils ne pourraient prétendre aux charges. On abrogea les lois des Guelfes contre les citoyens; on déclara rebelles Castiglionchio, ses complices et plusieurs autres qui étaient l'objet de la haine publique. Après ces actes, on nomma de nouveaux seigneurs, avec Ludovic Guicciardini pour gonfalonier. Tous ces magistrats étaient des hommes pacifiques, sur lesquels chacun comptait pour le rétablissement de l'ordre et de la tranquillité publique.

Ils débutèrent en effet par faire poser les armes, rouvrir les boutiques et éloigner de Florence les gens de la campagne que ceux de la ville avaient appelés pour les aider dans leurs projets. Le calme se serait promptement rétabli si les admonestés avaient pu se tenir tranquilles; mais ils étaient mécontents d'avoir encore trois ans à attendre avant de pouvoir aspirer aux charges. Les corps de métiers épousèrent leurs intérêts; ils se rassemblèrent de nouveau, et exigèrent des seigneurs qu'il fût donné satisfaction aux admonestés. Tout cela fut accepté des seigneurs et du conseil, et cette nouvelle émotion fut encore apaisée.

Mais les séditions précédentes avaient suscité d'autres ennemis à la république. Les plus basses classes de la société avaient pris part aux incendies et au pillage; des hommes comme il s'en rencontre toujours dans les mouvements populaires, avaient cherché à surexciter les passions de la multitude, et, sous le nom de liberté, ils n'avaient songé qu'à s'emparer du pouvoir et à satisfaire toutes leurs passions. Il y avait aussi un grand nombre d'ouvriers, tels que les cardeurs de laine, les teinturiers, les tisserands, qui n'avaient point été classés dans la division de la ville en *arts* ou *métiers*, comme nous l'avons dit au chapitre premier. Ils étaient sous la dépendance des fabricants de drap, qui tenaient un des premiers rangs dans les arts majeurs. Ces ouvriers se plaignaient quelquefois, peut-être avec raison, de ne pouvoir obtenir justice contre leurs patrons quand il s'élevait entre eux quelque différend. Leur mécontentement était facile à tourner en sédition, et c'est ce que n'ignoraient pas les fauteurs de troubles. Aussi leur avait-on fait prendre une large part aux derniers désordres, et, avant que leur effervescence fût calmée, on chercha de nouveau à les entraîner à la révolte, sous prétexte qu'ils allaient être recherchés et punis de tous les crimes commis pendant la dernière sédition. Ils s'assemblèrent dans un lieu nommé Ronco, et résolurent de prendre les armes pour s'entr'aider et pour secourir ceux d'entre eux que l'on voudrait punir pour les tumultes passés. Dans les réunions suivantes ils allèrent plus loin encore : ils s'engagèrent à commencer eux-mêmes l'attaque et à s'emparer du gouvernement. Le jour de la prise d'armes fut

fixé au 21 juillet au matin; les lieux de réunion étaient quatre places d'armes situées dans des quartiers éloignés.

La veille du jour fixé pour l'exécution de ce complot, la Seigneurie en fut avertie; elle fit arrêter aussitôt un nommé Simoncino Buggiatti, signalé comme un des principaux chefs. Elle assembla aussitôt les syndics des arts, le collége, les huit de la guerre, pour aviser aux mesures à prendre. On commença par donner la question au prisonnier, pour en obtenir des révélations complètes; cette exécution se faisait la nuit, dans la cour du palais du capitaine du peuple. Un horloger, qui travaillait à raccommoder l'horloge de la tour, aperçut ce qui se passait; il reconnut Simoncino, et comprenant que le complot, dont il faisait lui-même partie, allait être révélé, il se hâta de retourner chez lui et d'appeler aux armes tous les hommes de son quartier. Les autres conjurés furent bientôt instruits de ce qui se passait, et, au point du jour, toute la ville fut sous les armes.

Les prieurs n'avaient sous leurs ordres que quatre-vingts cavaliers; les gonfaloniers des arts, qui craignaient pour leurs propres quartiers, n'avaient pas voulu les dégarnir de leurs compagnies de milices pour venir au secours de la Seigneurie. Aussi les insurgés n'éprouvèrent aucune résistance. En arrivant sur la place du palais, ils commencèrent à demander avec des cris terribles la délivrance de Simoncino et de quelques autres des leurs qui avaient été arrêtés. Comme on tardait à les satisfaire, ils brûlèrent la maison de Ludovic Guicciardini, le gonfalonier de justice,

et s'emparèrent du gonfalon. Cet étendard révéré fut dès lors porté par les factieux partout où ils exercèrent leurs fureurs. Ils marchaient de maison en maison pour les livrer au pillage et à l'incendie, déterminés souvent à ces actes de barbarie par l'accusation d'un seul ennemi particulier. « Il suffisait, dit Machiavel, que du milieu de cette cohue, ce cri se fît entendre : *à telle maison*, ou que le gonfalon tournât par hasard de ce côté; et la maison était brûlée. » La journée entière fut employée de cette manière ; bientôt les factieux se piquèrent d'un désintéressement qui contrastait avec cet épouvantable désordre. Ils voulurent que tous les effets précieux de ceux qu'ils déclaraient suspects fussent livrés aux flammes avec la maison qui les contenait, et ils punirent comme coupables d'un vol ceux qui s'efforçaient de dérober quelque chose à l'incendie (1). »

Le soir, il prit fantaisie à la populace d'armer chevaliers Salvestro de Médicis, Thomas Strozzi et Benedetto Alberti. Soixante citoyens notables furent ensuite décorés de la même dignité ; la plupart n'acceptaient cet honneur qu'en tremblant, car s'ils l'avaient refusé, ils auraient couru risque d'être massacrés. Par une contradiction bizarre, le gonfalonier Guicciardini, dont la mai-

(1) Marchione Stephani. — Sismondi, *Hist. des Républiques ital.*, t. VII. — Nous avons reproduit textuellement ce passage des auteurs que nous citons ; car on aurait pu croire que nous avons emprunté ces détails à quelques événements de notre histoire contemporaine. Qui ne croirait en effet, en lisant ces actes de vandalisme exercés au XIVe siècle à Florence, lire le récit de ce qui s'est passé au milieu du XIXe siècle, à Paris, lors du sac de l'Archevêché en 1831, et, en 1848, au Palais-Royal et à Neuilly ?

son avait été brûlée le matin, fut du nombre de ceux que le soir la populace arma chevaliers.

Le lendemain, 22 juillet, les insurgés s'emparèrent du palais du podestat. Ils firent ensuite connaître à la Seigneurie, qui s'était fortifiée au palais public, les conditions auxquelles ils consentiraient à déposer les armes. Ils demandaient entre autres choses que l'art de la laine ne nommât plus un juge étranger; qu'on créât trois nouveaux corps de métiers : un pour les cardeurs et les teinturiers; un autre pour les barbiers, les rôtisseurs et autres bas métiers; le troisième pour les travaux du menu peuple; que deux des seigneurs fussent tirés de ces arts nouveaux, trois des quatorze arts mineurs, trois des majeurs; que pendant deux ans, nul membre des trois nouveaux arts ne pût être contraint à payer une dette au-dessous de cinquante ducats; qu'il y eût amnistie pour les bannis et les condamnés; que les admonestés fussent rétablis dans leurs priviléges, etc. Ces demandes et beaucoup d'autres plus ou moins exagérées, plus ou moins subversives, furent accordées par les seigneurs, le collége et le conseil du peuple, qui du reste étaient dans l'impossibilité de résister aux exigences des factieux.

Il fallait encore, pour donner à ces propositions la force de lois, la sanction du conseil commun, convoqué à cet effet pour le lendemain. Tandis que ce conseil était réuni pour délibérer, la multitude impatiente et fougueuse occupa la place, et fit entendre des cris furieux qui répandirent l'effroi dans ce palais. L'un des seigneurs, Guerriante Marignolli, quitta le palais et se retira furtivement

chez lui ; le peuple, l'ayant aperçu, s'écria que tous les prieurs devaient faire comme lui, et que s'ils ne se retiraient pas, on mettrait le feu à la ville et à leur palais, et qu'on massacrerait leurs femmes et leurs enfants. Effrayés par ces menaces, tous les prieurs se retirèrent successivement, et abandonnèrent le palais aux huit de la guerre, seule autorité constituée qui subsistât encore.

Les portes du palais furent alors ouvertes, et la populace s'y précipita en tumulte. Dans ce moment le gonfalon de justice, dont les factieux s'étaient emparés l'avant-veille, était porté par un nommé Michel de Lando, cardeur de laine. Cet homme, sans chaussures et à demi nu, montait en tête de la foule le grand escalier de la Seigneurie ; quand il fut arrivé dans la salle d'audience des prieurs, il se retourna vers la multitude, et lui dit : « Vous voilà maîtres du palais et de la ville, maintenant que voulez-vous faire ? » Le peuple répondit qu'il voulait qu'il fût gonfalonier de justice, et qu'il gouvernât selon sa prudence. Lando, dans ce moment, pouvait s'emparer de la tyrannie et régner sur Florence avec une autorité aussi absolue que l'avait été celle du duc d'Athènes; mais il ne se laissa point aveugler par l'appât du pouvoir, et, malgré la part qu'il venait de prendre à la subversion de l'État, il résolut de n'user du pouvoir qui lui était confié que pour le prompt rétablissement de l'ordre.

Les huit de la guerre étaient les seuls de l'ancienne magistrature qui fussent restés au palais. Comme ils appartenaient au parti qui avait commencé la révolution, qu'ils y avaient même participé, ils croyaient recueillir les fruits de la

victoire ; déjà même ils s'apprêtaient à former une nouvelle Seigneurie ; mais Michel Lando leur envoya dire que le peuple avait conquis pour lui-même le droit de se gouverner, qu'il n'avait pas besoin de leurs conseils, et qu'ils eussent à l'instant à sortir du palais. C'est ainsi qu'il arrive souvent à ceux qui déchaînent le peuple dans l'espoir d'en faire un instrument de leur ambition, d'être déçus de leur coupable espérance.

Tous les magistrats établis ayant été renversés, Lando rassembla les syndics des arts et ceux du menu peuple pour procéder à de nouvelles élections. D'avance, il régla que trois membres de la Seigneurie, y compris le gonfalonier de justice, seraient pris dans chacune des classes, savoir : les arts majeurs, les arts mineurs, et les nouveaux corps de métiers du menu peuple. Cette nouvelle Seigneurie entra aussitôt en fonction, et elle s'occupa sur-le-champ à faire cesser le désordre, menaçant de l'échafaud ceux qui se rendraient coupables de pillage ou d'incendie. Lando donna à Salvestro de Médicis l'inspection des boutiques du Vieux-Pont ; il prit pour lui-même la charge de podestat d'Empoli, et distribua différents emplois à plusieurs citoyens honorables qu'il connaissait pour être favorables au peuple.

Le peuple, mécontent de ne pas recueillir plus de fruits de sa victoire (car il reprochait à Lando d'avoir trop fait pour les notables, et de ne lui avoir pas donné part suffisante dans le gouvernement), reprit bientôt les armes et revint sur la place, en demandant que les nouveaux seigneurs descendissent du palais, pour entendre les volontés du peuple et s'y conformer. Michel Lando ré-

pondit aux séditieux que leur manière de présenter des réclamations était contraire aux lois, et qu'auparavant ils eussent à poser les armes et à se retirer ; qu'alors la Seigneurie pourrait écouter leur demande.

A cette réponse, la multitude furieuse se retira à Sainte-Marie-Novelle, où elle nomma huit commissaires, avec des officiers subalternes, chargés de former un nouveau gouvernement. Ces espèces de magistrats révoquèrent tout ce qui avait été fait en faveur de Salvestro Médicis et de Lando; ils décidèrent que huit délégués des corps de métiers, siégeraient au palais avec les seigneurs; ils prirent en outre d'autres déterminations, puis ils chargèrent deux députés d'aller présenter leurs résolutions aux prieurs, afin de les faire adopter par les conseils, menaçant d'employer la force, si on refusait d'obtempérer de bonne grâce à leurs demandes.

Ces envoyés remplirent leur mission avec l'insolence de gens qui, depuis quelques jours, se croyaient tout permis. Ils reprochèrent au gonfalonier Lando ce qu'ils avaient fait pour lui; ils l'accusèrent d'ingratitude, et terminèrent en lui adressant des menaces. Michel ne put se contenir; il tira son épée, en blessa celui qui venait de parler et le fit mettre en prison avec son compagnon.

A cette nouvelle, l'exaspération de la multitude ne connut plus de bornes; elle courut aux armes, comptant sur une victoire facile, et bien résolue cette fois d'en tirer un meilleur parti que de la première. Lando avait prévu ce mouvement, mais il avait pris ses précautions pour ne pas se laisser

surprendre. Il avait réuni plusieurs citoyens notables, qui avaient amené avec eux un grand nombre d'hommes de la campagne sur lesquels on pouvait compter. Sans perdre de temps, Lando se mit à leur tête et se dirigea sur Sainte-Marie-Novelle. Au moment où il partait, le peuple se mettait aussi en marche pour se rendre sur la place; mais, par un hasard singulier, les deux troupes prirent chacune une route différente, de sorte qu'elles ne se rencontrèrent pas. Michel trouvant la place Sainte-Marie évacuée, se hâta de revenir sur ses pas, et à son retour il vit la place du palais occupée et le palais attaqué; mais il y avait laissé une troupe suffisante pour le défendre contre un coup de main, et comme cette troupe tenait vigoureusement tête à la multitude, Lando, sans hésiter, attaqua celle-ci en queue et la dispersa facilement. Un grand nombre périt dans la déroute, une partie quitta la ville, et le reste se tint caché, bien résolu de rester tranquille désormais. Ce coup de main mit fin au tumulte.

Ainsi se termina cette sédition, qui eût entraîné la ruine de Florence sans le courage, l'énergie, et le patriotisme éclairé d'un obscur citoyen, qui dans cette circonstance se montra supérieur à ceux qui occupaient les premiers rangs de la société. Michel, après avoir rendu le calme à sa patrie, accomplit glorieusement son office, qui se terminait au 1er septembre. Sa victoire avait été si complète, que le peuple lui-même refusa de maintenir les concessions qui lui avaient été accordées au début de la sédition, c'est-à-dire la création de trois nouveaux corps d'état pris dans les classes les plus infimes. La constitution fut

donc changée de nouveau, ou plutôt rétablie telle qu'elle était avant le désordre. Les nouvelles corporations furent abolies, et les honneurs de la république furent partagés entre les arts majeurs et les arts mineurs, de manière que les premiers fournissent quatre prieurs à la Seigneurie, et les seconds cinq.

La défaite de la populace ramena la république sous le pouvoir de ceux qui avaient commencé le mouvement, c'est-à-dire de Giorgio Scali, de Benedetto Alberti, et surtout de Salvestro de Médicis, qui préludait ainsi à la domination que ses descendants devaient exercer sur leur patrie. Mais ce parti, qui tenait le milieu entre la noblesse et les basses classes de la société, ne resta que trois ans au pouvoir; les rigueurs qu'il déploya contre ses ennemis amenèrent enfin une réaction qui entraîna sa perte. Après plusieurs soulèvements, par suite de l'un desquels Giorgio Scali perdit la vie sur un échafaud, après deux assemblées générales, plusieurs baillies pour des réformes, on finit par établir pour base de gouvernement, que tous ceux qui avaient été bannis depuis que Salvestro de Médicis avait été gonfalonier seraient rappelés; que les titres et prérogatives accordés par la baillie de 1378 seraient annulés; que les familles notables appartenant au parti guelfe rentreraient dans leurs anciens droits; que les nouveaux corps de métiers et leurs administrations seraient supprimés; enfin, que les artisans du second ordre seraient exclus de la dignité de gonfalonier et des charges supérieures, et que, pour les autres, ils ne pourraient prétendre qu'au tiers au lieu de moitié. Ainsi les notables reprirent le

dessus, et la classe moyenne perdit les avantages dont elle avait joui depuis 1378 jusqu'en 1381.

Le nouveau gouvernement ne se montra pas moins rigoureux dans les commencements que ne l'avait été celui auquel il succédait. Il exila les chefs de plusieurs familles illustres qui avaient favorisé la multitude; il n'épargna pas même Michel de Lando, à qui sa patrie aurait dû plus de reconnaissance pour l'avoir sauvée de la fureur d'une populace effrénée. Les familles qu'on poursuivit avec le plus d'acharnement furent celles des Alberti, des Ricci et des Médicis. On confisqua leurs biens; plusieurs furent bannis, entre autres Benedetto Alberti et Salvestro de Médicis; les autres furent admonestés et exclus des charges et honneurs publics. Tant de coups les humilièrent et faillirent les anéantir. Cependant, grâce aux rivalités de leurs ennemis, à leur présomption, à leur orgueil, les vaincus conservèrent un parti puissant dans la république, et les Médicis ne tardèrent pas à reparaître avec éclat.

Le premier qui se releva fut Jean de Bicci Médicis, qui n'avait pas quitté Florence, où il continua paisiblement son commerce. Devenu puissamment riche, d'un caractère doux et honnête, il fut porté aux premiers honneurs par ceux mêmes qui étaient à la tête du gouvernement. Ce choix reçut l'approbation générale; le peuple, qui croyait avoir retrouvé un défenseur, laissa éclater sa joie par des transports si grands, qu'ils inspirèrent de l'inquiétude aux gouvernants. L'un d'eux, Nicolas Uzzano, représenta à ses collègues combien il était dangereux d'élever un homme qui était l'idole du peuple, et dont le nom seul pouvait réveiller

d'anciennes passions. « Mais il ne fut pas écouté, dit Machiavel, car sa réputation faisait ombrage, et on lui cherchait des rivaux pour l'abaisser. »

Jean de Médicis n'abusa point de l'ascendant de sa fortune ou de son nom pour se mettre en opposition contre ceux qui depuis 1382 étaient à la tête du gouvernement, c'est-à-dire contre l'oligarchie guelfe, qui comptait toujours les Albizzi parmi ses chefs. Du reste, pendant cette administration du parti guelfe, la république florentine jouit d'une prospérité remarquable. S'il y eut encore quelques troubles intérieurs, si la république se trouva menacée par les guerres qui déchiraient à cette époque le Milanais, le royaume de Naples et les États de l'Église, la politique habile de la Seigneurie de Florence, dirigée par Maso Albizzi, parvint à surmonter toutes ces difficultés, et à maintenir Florence dans une tranquillité non interrompue pendant de longues années, c'est-à-dire depuis 1382 jusqu'à 1433. De brillantes conquêtes signalèrent cette époque; les frontières de la république s'étendirent, sur tous les sens, fort au delà de ses anciennes limites; Pise, Arezzo, Cortone, Livourne et Monte-Pulciano furent soumises aux Florentins. Plus de la moitié de la Toscane obéissait à la Seigneurie florentine, et, tandis que les États voisins étaient accablés par les calamités de la guerre, les Florentins vivaient en paix; l'agriculture prospérait dans les campagnes; les villes étaient animées par de nombreux ateliers; les chefs de l'État, les principales familles, presque tous adonnés au commerce, accumulaient d'immenses richesses, dont une partie était dépensée pour l'utilité publique. Ils se plaisaient à con-

sacrer au culte de Dieu des églises somptueuses, ou à élever pour eux-mêmes des palais dont la magnificence égalait le bon goût; et dès lors l'école d'architecture de Florence laissa loin derrière elle toutes ses rivales. Puis ils ornaient ces temples, ces palais, de statues et de tableaux du plus grand prix; et des artistes qui n'ont pas été surpassés renouvelèrent la gloire des peintres et des sculpteurs de l'ancienne Grèce. Bientôt des savants apportèrent à Florence des manuscrits précieux de l'Orient, du Nord et de l'Occident; des bibliothèques de grand prix furent rassemblées; le commerce lui-même se mit au service de lascience, et les vaisseaux expédiés pour Constantinople ou pour Alexandrie, avec des étoffes de Florence, rapportaient souvent en retour les œuvres d'Homère, de Thucydide ou de Platon (1).

(1) Sismondi, *Hist. des Républiques ital.*



# SECONDE PARTIE

## FLORENCE SOUS LES MÉDICIS

---

## CHAPITRE I

La famille des Médicis commence à régner à Florence par son influence et son crédit. — Jean de Médicis plusieurs fois gonfalonier. — Ses conseils maintiennent la paix publique. — Les grands veulent résister à l'établissement d'un nouveau plan d'impôts. — Jean refuse de se joindre à eux. — Établissement du cadastre, blâmé par les riches et approuvé par Jean de Médicis. — Paix avec le duc de Milan. — Mort de Jean de Médicis. — Son portrait. — Côme de Médicis, dit *l'Ancien*. — Expédition contre Lucques. — Cette ville résiste. — Sforce (ou Sforza), envoyé par le duc de Milan, fait lever le siége. — Sforce, gagné par l'argent des Florentins, s'éloigne. — Une ligue se forme contre Florence en faveur de Lucques. — Traité de paix de 1433. — Mécontentement occasionné par la guerre de Lucques. — Les ennemis de Côme en profitent pour chercher à le perdre. — Nicolas Uzanno les détourne de leurs projets. — Après sa mort, Renaud Albizzi recommence les intrigues contre Côme. — Côme est arrêté par ordre du gonfalonier. — Ses craintes pendant sa détention. — Il est condamné au bannissement. — Un an après, il est rappelé et salué à son retour du titre de *père de la patrie*. — Son crédit dans le gouvernement augmenté depuis son retour d'exil. — Il gouverne l'État pendant plus de trente ans. — Guerres de cette époque. — Les *condottieri*, Sforce. — Piccinnino. — Ambition de Sforce secondée par Côme de Médicis. — Ligue de toutes les puissances italiennes. — Traité de Lodi. — Change-

ments dans la constitution. — Mécontentement qu'ils occasionnent. — Modération de Côme. — Richesse et magnificence de Florence. — Mort de Côme de Médicis. — Usage qu'il fit de ses immenses richesses. — On grave sur son tombeau le titre de PÈRE DE LA PATRIE.

## JEAN DE MÉDICIS.

Quoique Florence ait conservé encore pendant plus d'un siècle la forme républicaine avant de passer sous la domination absolue des Médicis, qui, sous le titre de grands-ducs, l'ont gouvernée jusqu'au milieu du dernier siècle, on peut dire qu'à partir de l'époque où nous sommes arrivés, cette famille exerça une influence telle sur les affaires de la république florentine, qu'elle doit dès lors être considérée comme étant en possession de la puissance souveraine.

Jean de Médicis fut nommé plusieurs fois gonfalonier, et toujours, par la sagesse de ses conseils, il contribua au maintien de la tranquillité publique. Dans la guerre contre le duc de Milan, ses avis ne furent pas écoutés, et bientôt les Florentins eurent lieu de s'en repentir. Les défaites qu'ils éprouvèrent épuisèrent le trésor, et, pour subvenir à l'entretien de nouvelles troupes, il fallut aviser aux moyens de remplir le trésor public, entièrement épuisé. On nomma vingt citoyens pour faire un nouveau plan d'impositions. Ces commissaires profitèrent de l'humiliation des grands, qui avaient voulu la guerre, et ne les ménagèrent pas. Ceux-ci voulurent résister, et résolurent même d'employer la force pour réussir. Cette résolution fut prise, et les moyens d'exécution furent discutés dans une

réunion où se trouvaient plus de soixante-dix chefs des familles notables de la ville. Jean de Médicis n'assistait pas à cette assemblée, soit qu'il n'eût pas été convoqué, soit qu'il n'eût pas jugé à propos de s'y rendre. Nicolas Uzzano, le même qui s'était opposé autrefois à l'élévation de Jean, fit observer que si l'on ne parvenait à gagner Médicis à leur parti, il ne fallait pas compter sur le succès de leur entreprise; qu'ainsi, avant de rien arrêter, il était nécessaire de sonder ses dispositions, et de tâcher de l'amener à faire cause commune avec eux.

On se rangea de cet avis, et Renaud Albizzi fut chargé de le voir et de le solliciter. Jean de Médicis résista à toutes les instances et aux offres les plus séduisantes qui lui furent faites. Le public eut connaissance de ces menées; les auteurs en devinrent plus odieux, et Médicis en fut plus honoré.

Il avait soin de se tenir à l'écart, pour faire voir aux brouillons qu'ils ne devaient pas compter sur lui. Il ne cessait de répéter qu'il n'était pas homme à nourrir l'esprit de parti, qu'il ne savait que l'étouffer, et que la tranquillité publique était son unique objet. Ceux qui s'étaient attachés à lui étaient mécontents de cette sage conduite, si contraire à celle des hommes puissants de cette époque. Ils auraient voulu qu'il fût plus entreprenant. Alaman de Médicis, un de ses parents, homme plein de feu et d'énergie, lui reprochait souvent sa froideur et son apathie qui enhardissaient ses ennemis, et qui aboutiraient à la ruine de sa maison et de son parti. Son fils Côme le pressait aussi de son côté, mais rien ne put l'ébranler.

La résistance de Jean et les événements de la

guerre extérieure empêchèrent l'exécution du complot formé par les notables. Cependant les impôts étant toujours accablants, pour les établir d'une manière plus équitable, on imagina de les répartir sur les propriétés qui à cet effet seraient *cadastrées* (1). Ce nouveau mode de répartition fut encore blâmé par tous les riches, excepté par Jean de Médicis, qui au contraire l'approuva hautement et en fit déterminer l'exécution.

Enfin la paix fut signée avec le duc de Milan en avril 1428. Les Florentins ne gagnèrent ni ne perdirent de territoire; mais cette guerre leur avait coûté des sommes énormes. Quelque temps après cette pacification, Jean de Médicis tomba malade. Quand il sentit sa fin approcher, il fit venir ses deux fils, Côme et Laurent, et leur donna de sages conseils sur leur conduite à venir. Quelque temps après il expira.

La mort de Jean de Médicis causa un deuil général. Ses vertus l'avaient fait aimer et respecter de tous. Sa générosité n'avait pas de bornes; il n'attendait pas que le pauvre vînt à lui, il allait lui-même au-devant de ses besoins. Jamais la haine n'eut d'empire sur son cœur, et, suivant l'admirable précepte de l'Évangile, il aimait ses ennemis eux-mêmes, il admirait et louait avec enthou-

(1) *Catasto*, dont nous avons fait *cadastre*, veut dire réunion en monceau. *Accatastare*, c'est amonceler ce qu'on veut mesurer, comme du bois, par exemple. Le cadastre consistait à mesurer toutes les propriétés, à en faire l'estimation et à répartir l'impôt proportionnellement à leur valeur. L'invention du cadastre ne date pas de cette époque; elle est beaucoup plus ancienne. Rollon avait cadastré la Normandie après la concession qui lui en fut faite par le roi de France, et Guillaume le Conquérant employa aussi cette mesure en Angleterre pour la répartition des impôts.

siasme les hommes vertueux, et il n'avait pour les méchants qu'indulgence et pitié. Il ne brigua jamais les charges de l'État, et on les lui conféra presque malgré lui; il s'y signala, non par son éloquence, qui était médiocre, mais par sa prudence, son bon sens et son ardent amour pour le bien public. S'il ne se fit pas remarquer, comme la plupart de ses descendants, par la construction de superbes monuments publics, ou par une protection éclairée accordée aux savants et aux artistes, l'emploi qu'il fit de ses immenses richesses n'en fut pas moins honorable, car les abondantes aumônes qu'il distribua lui méritèrent le beau surnom de *Père des pauvres*.

Jean de Médicis peut être considéré comme la tige de l'illustre famille dont nous allons nous occuper principalement dans la suite de cette histoire. Son fils aîné, Côme, dit *l'Ancien*, hérita de son crédit comme de ses biens, et ses descendants gouvernèrent longtemps la république florentine. De Laurent, son second fils, sont issus les grands-ducs qui ont régné sur la Toscane jusqu'au milieu du XVIIIe siècle.

## CÔME DE MÉDICIS, DIT L'ANCIEN.

Quelque temps après la mort de Jean de Médicis, les Florentins conçurent le projet de s'emparer de Lucques, alors au pouvoir de Paul Guinigi, qui y exerçait une tyrannie absolue. Côme de Médicis, qui n'avait encore que très-peu d'expérience des affaires d'État, se joignit au parti qui

voulait la guerre. Nicolas Uzzano et ses amis étaient d'une opinion contraire, fondée d'une part sur l'épuisement des finances qui ne permettait pas de tenter une entreprise d'une telle importance, et de l'autre, sur l'injustice d'une telle guerre. Ces raisons ne firent aucune impression sur la majorité; l'expédition fut résolue; on nomma dix commissaires de la guerre, et on donna le commandement des troupes à Astorre Gianni et à Renaud Albizzi.

Au printemps de l'année 1430, l'armée florentine vint mettre le siége devant Lucques. Les assiégés se défendirent vaillamment et repoussèrent victorieusement toutes les attaques. Guinigi implora le secours du duc de Milan, qui, sans se déclarer ouvertement contre les Florentins, avec qui il était en paix, envoya secrètement François Sforce avec des troupes mercenaires pour défendre les Lucquois. Sforce fit lever le siége de Lucques, et s'avança contre Florence. Alors les Florentins gagnèrent à prix d'argent ce général mercenaire et le déterminèrent à s'éloigner; en même temps ils excitèrent dans Lucques un soulèvement contre Guinigi, qui fut arrêté, livré à Sforce et envoyé prisonnier à Milan.

Cette guerre, entreprise si légèrement, et que les Florentins n'avaient regardée que comme une expédition facile et de courte durée, menaçait de se prolonger et de leur susciter de nouveaux ennemis. Les Génois, les Siennois et le seigneur de Piombino, à l'instigation du duc de Milan, se liguèrent pour la défense de Lucques, et confièrent le commandement de leurs troupes à Piccinnino, général distingué. Les Florentins furent battus, et bientôt ils se virent forcés de recourir à l'alliance

des Vénitiens pour résister à leurs ennemis. La guerre dura encore deux à trois ans avec des succès variés ; enfin, grâce à la médiation du marquis de Ferrare, un traité de paix entre toutes les parties belligérantes fut signé au mois d'avril 1433.

Le mauvais succès de la guerre de Lucques causa un mécontentement général à Florence, et le peuple, qui l'avait souhaitée, ne savait qui accuser de tant de désastres. Ce fut une occasion pour les hommes turbulents de ranimer le ferment des factions avec une nouvelle violence. Côme de Médicis avait été un des partisans de la guerre, de là un premier grief que ses ennemis surent faire valoir pour entraîner sa perte. Côme était plus entreprenant que son père, plus ardent, plus ouvert avec ses amis ; non moins généreux, non moins désintéressé, il était d'un caractère réfléchi, aussi aimable que solide, humain, pacifique, se bornant à se faire beaucoup de partisans par ses bienfaits. Ces qualités le faisaient regarder comme le premier citoyen de Florence, et elles portaient nécessairement ombrage aux irréconciliables ennemis de sa famille. Ajoutons que les amis de Côme étaient loin de montrer la même modération que lui : Averardo de Médicis et Paccio Pucci, ses partisans les plus zélés, blâmaient avec aigreur, quelquefois même avec inconvenance, la conduite des hommes placés au pouvoir et qui appartenaient à un autre parti.

Ces propos ranimèrent les haines des Albizzi, des Barbadori, des Strozzi, des Petrucci et des autres ennemis des Médicis. Ils résolurent de faire condamner Côme au bannissement ; mais pour y réussir il fallait le consentement de Nicolas Uzzano,

qu'ils regardaient comme leur chef, et qui par sa capacité, sa probité et son expérience, pouvait seul balancer le crédit de leur ennemi. Nicolas Barbadoro fut chargé d'aller trouver Uzzano pour l'engager à se mettre à la tête de leur parti contre Côme. Loin d'approuver leur projet, Uzzano fit tous ses efforts pour détourner Barbadoro et ses amis d'y donner suite. Les raisons qu'il allégua firent tant d'impression sur les adversaires de Côme, qu'ils restèrent tranquilles pendant le temps que dura la guerre de Lucques. Mais à la paix, et après la mort d'Uzzano, la haine éclata avec une nouvelle intensité. Renaud Albizzi, devenu, par cette mort, seul chef de son parti, résolut de poursuivre sans relâche ses projets contre Côme. Ennemi irréconciliable des Médicis, il tenta tout pour porter les citoyens à une guerre civile, plutôt que de ne pas perdre son ennemi. Son influence avait déjà jeté la crainte dans le public, surtout aux époques de l'élection des magistrats. Il ne lui manquait plus pour réussir que d'avoir un gonfalonier disposé à seconder ses vues. Il le trouva dans Bernard Guadagni, dont il paya les dettes, pour qu'elles ne fussent pas un obstacle à son élection.

Dès que Guadagni fut installé, Renaud lui fit entendre que le crédit de Côme mettait la république en péril, mais que ce crédit tomberait dès qu'il aurait été cité à comparaître devant le magistrat suprême; que du reste il trouverait en lui, Renaud, et en ses amis, un appui qui ne lui ferait jamais défaut.

Guadagni, entraîné par les paroles, et peut-être plus encore par les largesses de Renaud, fit citer Côme de Médicis. Celui-ci se rendit sans défiance

au palais. Aussitôt il fut mis aux arrêts, tandis que Renaud Albizzi et ses amis en armes occupaient la place. Les seigneurs convoquèrent le peuple, qui établit une *baillie* de deux cents citoyens pour réformer l'État et pour faire le procès à Côme.

Pendant les débats, qui durèrent quatre jours, Côme resta enfermé dans une chambre de la tour du palais, appelée *alberghettino*, d'où il pouvait entendre les propos de ses ennemis. Les uns opinaient pour son bannissement, les autres pour sa mort. Côme, craignant qu'on ne voulût se défaire de lui par le poison, refusa d'abord toute nourriture. Frédéric Malavolti, chargé de le garder, s'apercevant des soupçons de Côme, jura que tant qu'il serait sous sa garde il ne souffrirait pas que l'on attentât à sa vie, et, pour lui prouver sa sincérité, il voulut partager tous les mets qui lui seraient présentés. Médicis, pénétré de reconnaissance, embrassa Malavolti, et bientôt, par son intermédiaire, il fit parvenir au gonfalonier une somme de mille ducats.

Côme avait bien jugé cet homme, et ce présent, fait à propos, rendit Guadagni plus traitable. Le 3 octobre 1433, on prononça à Côme une sentence qui le reléguait à Padoue, et qui condamnait en même temps au bannissement plusieurs de ses parents et amis. Médicis écouta sa condamnation sans récriminer, et dit qu'il se soumettrait aux ordres de la république. Il se rendit à Venise, où il fut reçu avec les honneurs qu'on eût accordés à un prince d'un rang supérieur.

Le bannissement d'un si éminent citoyen avait jeté la consternation dans Florence; mais cette mesure n'avait pas satisfait la haine de Renaud

Albizzi. Il rassembla ses amis et leur représenta l'imprudence qu'ils avaient eue de laisser la vie à Médicis, qui avait un si puissant parti dans le peuple. Il proposa donc, pour remédier au mal, d'ôter le gouvernement au peuple et de le donner de nouveau à la noblesse; mais cet avis ne fut pas adopté, et n'eut d'autre effet que de jeter la division dans le parti de Renaud Albizzi. Les amis de Côme en reprirent courage; mais ils attendirent, avant d'agir, de nouvelles élections, qui probablement placeraient des amis de Médicis à la tête de la république. C'est ce qui eut lieu au mois d'août 1434. Le gonfalonier et les huit magistrats composant la Seigneurie étaient tous dévoués aux Médicis. Albizzi voulut s'opposer par les armes à leur installation; mais cette tentative n'eut d'autre résultat que de le faire condamner lui-même au bannissement avec tous ses amis, les Barbadori, les Peruzzi, les Strozzi, etc. Côme fut aussitôt rappelé à Florence, où il fit son entrée au milieu des acclamations qui le saluèrent des noms de bienfaiteur du peuple et de père de la patrie.

Le court exil de Côme ne servit qu'à relever sa dignité et à établir jusqu'à sa mort son crédit dans le gouvernement de la république. Les Florentins, fatigués des chocs continuels des partis opposés, pensèrent ne pouvoir trouver le repos qu'à l'abri de la puissance d'un grand citoyen, dont la famille s'était toujours montrée si dévouée aux intérêts de l'État. Il ne fut pas revêtu lui-même d'un titre ou d'une fonction publique qui lui donnât le droit d'agir directement en son nom; mais toutes les magistratures furent confiées à ses partisans, et rien ne se fit désormais, soit dans l'administration

intérieure, soit dans les relations avec le gouvernement étranger, sans son influence et sa participation. C'est ainsi que, sans être sorti d'une condition privée, sans avoir été autre chose qu'un simple particulier, il traita d'égal à égal avec les potentats et gouverna Florence pendant plus de trente ans.

Durant cette longue période l'Italie fut agitée par des guerres continuelles entre les différents États dont se composait la Péninsule ; mais ces guerres étaient peu sanglantes. « Il n'y eut, dit Machiavel, que peu de sang versé, aucune ville saccagée, aucun empire détruit. Les hostilités étaient si peu de chose, qu'on les commençait sans frayeur, qu'on les poursuivait sans péril, qu'elles se terminaient sans perte. Ces pitoyables guerres, ajoute l'historien de Florence, éteignirent chez nous le courage, qui ne se perd ailleurs que dans le repos d'une longue paix. Voilà ce qui rouvrit aux *barbares* les chemins de l'Italie et ce qui la replongea sous le joug (1). »

Depuis longtemps les peuples de l'Italie avaient cessé de faire la guerre par eux-mêmes ; ils n'employaient dans leurs querelles que des troupes mercenaires, appelées *condottieri*, qui n'avaient pas d'autre métier que la guerre et le pillage, et qui toujours étaient prêtes à passer au service de la puissance qui les payait le mieux. François Sforza et Nicolas Piccinnino commandaient chacun une de ces armées, toujours disposées à se mettre au service du plus offrant.

(1) Machiavel, liv. v. — Les Italiens donnaient, à l'exemple des Romains, le nom de barbares généralement à tous les peuples qui ne parlaient pas leur langue, et surtout à ceux qui étaient situés au delà des Alpes.

Sforza, plus ambitieux que les autres *condottieri*, quoique fils d'un simple paysan, ne se contentait pas des avantages de la guerre. Il nourrissait l'espérance d'épouser Blanche, fille de Philippe-Marie Visconti, duc de Milan. Grâce à l'alliance des Florentins et à l'argent que lui fournit Côme de Médicis, Sforza parvint au terme de son ambition, et, après la mort de Philippe-Marie (1447), il parvint à se faire reconnaître duc de Milan. Arrivé au but qu'il voulait atteindre, Sforza proposa à Côme de Médicis, qui était alors à peu près le maître de Florence, de former entre toutes les puissances italiennes une confédération générale, avec le double objet de maintenir une paix constante et de ne pas donner à l'étranger l'occasion de s'immiscer dans leurs affaires. Médicis promit de seconder ce projet; Venise, inquiétée sur le sort de ses possessions dans le Levant par les Turcs, dont la puissance acquérait de jour en jour des proportions effrayantes, accéda à des vues favorables à son intérêt; le roi de Naples, Alphonse, les approuva; les ducs de Savoie et de Modène, les marquis de Montferrat et de Mantoue; Sienne, Lucques et tous les autres petits États de l'Italie s'empressèrent de donner leur consentement; Rome enfin bénit une si heureuse pensée, et les bases du traité furent facilement convenues.

Un événement désastreux pour la chrétienté en hâta la conclusion. Constantinople tomba au pouvoir des Turcs le 23 mai 1453. Mahomet II, après avoir détruit l'empire d'Orient, menaçait de soumettre tout le reste de l'Europe à la domination du croissant; cette nouvelle accablante hâta

la conclusion de la paix entre les puissances italiennes, et le traité fut signé à Lodi le 9 avril 1454.

Longtemps Florence et la république conservèrent le calme intérieur, grâce à la bonne administration qu'avait su y établir Côme de Médicis, puissamment secondé par ses nombreux partisans, et surtout par Neri Caponi, homme d'intelligence et d'action, qui partageait en quelque sorte avec Médicis l'affection publique. La mort de Caponi, arrivée en 1455, parut affaiblir un instant le parti de Médicis. Depuis plus de vingt ans les pouvoirs avaient été conservés à peu près entre les mêmes mains, c'est-à-dire entre les hommes dévoués à Côme. On proposa de revenir à l'ancien mode d'élection par le sort; on proposa même le rétablissement du cadastre; Côme ne s'opposa à aucune de ces mesures, persuadé que ces changements ne pourraient nuire à son crédit. C'est ce qui eut lieu en effet, et bientôt ceux qui avaient voulu faire un changement vinrent supplier Côme de rétablir les choses comme elles étaient auparavant. Mais celui-ci refusa d'acquiescer à leur désir, à moins que le peuple ne consentît de son plein gré, et sans aucune violence, à révoquer la nouvelle loi. Cette résolution de Médicis augmenta encore pour lui l'affection du peuple.

Peut-être doit-on attribuer cette modération de Côme à l'affaiblissement de sa santé et de ses organes, plutôt qu'à un plan arrêté d'avance et suivi avec fermeté. En effet, il était vieux, infirme, dégoûté des affaires d'État, et il semblait n'aspirer qu'au repos. Ainsi, Luc Pitti, nommé gonfalonier, homme résolu et entreprenant, réussit par sa

hardiesse à faire ce qu'on avait tenté inutilement d'obtenir de Côme. C'est ce même Pitti qui fit construire le magnifique palais qui porte son nom, et qui a servi longtemps de demeure aux grands-ducs de Toscane.

Du reste Florence, en se tenant neutre au milieu des troubles de l'Italie, était devenue l'objet de l'admiration de l'Europe par ses richesses et la magnificence de ses édifices. Son agriculture prospérait, ses richesses étaient sans cesse renouvelées et accrues par l'activité de son commerce, et les progrès de l'esprit et des arts y étaient encore plus grands que ceux de l'opulence.

En 1464 mourut Côme de Médicis, le plus riche habitant de cette riche cité, plus riche qu'aucun roi, qu'aucun prince de l'Europe de ce temps-là. Sa magnificence apparaît dans l'histoire quand on veut compter les édifices qu'il a construits et considérer les dépenses énormes qu'il a consacrées en charités, en œuvres de goût, et pour l'encouragement des sciences et des arts. Il prêta en outre des sommes énormes à l'État, et n'en demanda jamais le remboursement. Sa générosité n'était pas moindre envers les particuliers, et quand à sa mort son fils voulut faire l'inventaire de ses biens, il ne se trouva presque aucun citoyen de Florence qui ne fût son débiteur. Les fondations religieuses qu'il fit sont quelque chose de surprenant. Il rebâtit les couvents et les églises de Saint-Marc et de Saint-Laurent, le monastère Santa-Verdiana; sur le mont Fiesole, Saint-Jérôme et la Badia; dans le Mugello, une église pour les frères Mineurs, sans compter un nombre considérable de chapelles ni les ornements somptueux dont il fit don à ces

églises et à beaucoup d'autres. Les palais qu'il fit construire pour lui n'étaient pas moins magnifiques ; outre celui qu'il avait à Florence, il en avait fait bâtir quatre autres dans les environs, à Corregio, à Fiesole, à Cafaggivolo et à Tebrio, qui tous surpassaient les palais des rois de cette époque. Il ne voulut pas borner sa munificence à l'Italie, et il l'étendit jusqu'à Jérusalem, où il fit construire un hospice pour les pauvres et pour les pèlerins malades.

Au milieu de cette profusion de largesses, au milieu de ce luxe vraiment royal, il montrait dans sa conduite privée une modestie et une simplicité exempte d'affectation, qui lui gagnait tous les cœurs et qui éloignait l'envie. Malgré les dépenses énormes que lui occasionnèrent ses nombreuses aumônes et la construction de tant d'édifices religieux, il se plaignait quelquefois à ses amis dans ces termes : « Jamais je n'ai pu dépenser en l'honneur de Dieu les sommes dont, en lisant mon livre de compte, je me suis trouvé son débiteur. »

Côme aimait les sciences. Il avait attiré auprès de lui Corgiropoulo, savant célèbre, Grec de nation et traducteur d'Aristote. Il nourrissait dans sa maison Marcile Ficin, second père de la philosophie platonicienne. Il rassembla les médailles les plus précieuses, et bâtit à ses frais une superbe bibliothèque, dans laquelle il déposa de précieux manuscrits. Cette bibliothèque, enrichie plus tard par son petit-fils Laurent, est connue aujourd'hui sous le nom de *Laurentiana.*

Côme mourut en recommandant à Pierre, son fils, d'aimer avant tout les intérêts de sa patrie. Cette mort occasionna non-seulement un deuil gé-

néral dans sa patrie, mais elle eut au dehors un grand retentissement, et tous les princes de la chrétienté envoyèrent faire des compliments de condoléance à son fils.

En vertu d'un décret de la Seigneurie, confirmé par le peuple, on grava sur le tombeau de Côme le titre de *Père de la Patrie*, qu'on lui avait donné à son retour d'exil.



# CHAPITRE II

Pierre de Médicis. — Il est trahi par Diotisalvi, qui s'attache à détruire sa popularité. — Complot formé par Pitti, Acciajuoli et Soderini contre Pierre. — Fêtes données à Florence à l'anniversaire de la mort de Côme. — Pitti et ses partisans renouvellent leurs intrigues. — Ils parviennent à s'emparer du pouvoir. — Ils perdent leur crédit par leur mauvaise administration. — Le parti des Médicis se relève. — Les ennemis de Pierre veulent l'assassiner. — Pierre les prévient et les fait exiler. — Les bannis déterminent le sénat de Venise à faire la guerre à Florence. — Bataille sans résultat suivie de la paix. — L'autorité de Pierre raffermie. — Il marie son fils Laurent avec Clarisse des Ursins. — La méridienne de Toscanelle. — Mort de Pierre de Médicis. — Laurent, dit *le Magnifique*, et Julien de Médicis, fils de Pierre, sont proclamés princes de la république. — Tranquillité de Florence. — Corruption des mœurs. — Visite de Galéas Sforza, duc de Milan. — Luxe et conduite scandaleuse de la cour du duc. — Le duc Galéas est assassiné à Milan. — Conspiration des Pazzi à Florence. — Origine de cette conspiration. François Pazzi la dirige et y fait entrer un grand nombre de complices. — Sécurité des Médicis. — Les conjurés conviennent d'assassiner Laurent et Julien de Médicis à l'église, pendant l'office. — Ce projet s'exécute en partie : Julien est tué; mais Laurent, légèrement blessé, échappe à ses meurtriers. — Soulèvement contre les conjurés ; la plupart sont mis à mort sur-le-champ. — Laurent de Médicis seul à la tête du gouvernement. — Condamnation des conjurés. — Funérailles de Julien. — Le pape et le roi de Naples déclarent la guerre à Florence. — La guerre se fait avec acharnement. — Laurent de Médicis se rend lui-même auprès du roi de Naples. — Il en est reçu avec distinction. — Il signe la paix avec

lui. — Accueil qu'il reçoit à son retour à Florence. — Prise d'Otrante par les Turcs. — Cette circonstance réunit toutes les puissances de l'Italie. — Laurent s'occupe de l'élévation de sa famille et de l'embellissement de Florence. — Succès de toutes ses entreprises. — Les souverains étrangers recherchent son amitié. — Mort de Laurent de Médicis, surnommé *le Magnifique.*

## PIERRE DE MÉDICIS.

Pierre de Médicis avait quarante-huit ans à la mort de son père. D'une santé faible et d'une constitution maladive, il était peu en état de prendre une part bien active aux affaires. Aussi son père l'avait engagé à donner sa confiance à Diotisalvi et à le prendre pour guide dans l'administration de l'État et dans celle de ses affaires. Pierre suivit aveuglément le conseil de son père; mais il eut bientôt lieu de s'en repentir. Diotisalvi, qui avait été comblé des bienfaits de Côme, les paya en trahissant les intérêts de son fils et en se liguant avec les ennemis des Médicis. Il s'attacha d'abord à détruire la popularité immense dont jouissait Pierre, et qu'il devait surtout à la réputation de générosité attachée au nom de Médicis. Pour cela, après avoir examiné les registres de Côme, il y trouva beaucoup de désordre; et il persuada à Pierre que, pour faire honneur à ses affaires, il n'avait d'autre moyen que de faire rentrer les sommes énormes que son père avait prêtées. Pierre goûta cet avis, qui lui paraissait conforme à la raison et à la justice, et il chargea Diotisalvi de faire le recouvrement de ce qui lui était dû. Dio-

tisalvi ne mit aucune mesure dans cette opération, et les nombreux débiteurs de Médicis firent bientôt entendre un concert de malédictions contre lui, et le taxèrent d'ingratitude et d'avarice.

Diotisalvi, voyant le succès de sa ruse dépasser ses espérances, s'entendit avec Luc Pitti, Angelo Acciajuoli et Nicolas Soderini, qui par des motifs différents désiraient la chute des Médicis. L'ambition de Pitti était de remplacer Côme; Soderini, vrai républicain, craignait de voir sa patrie asservie par une famille trop puissante, et en qui le pouvoir commençait à se perpétuer; Acciajuoli avait autrefois été condamné par Côme dans une affaire privée; quoique la sentence fût juste, il n'avait pu pardonner à Côme de s'être montré impartial envers lui, qui avait toujours été son ami, et il voulait reporter sur le fils une vengeance qu'il n'avait pu exercer contre le père. Les conjurés, comme on le pense bien, se gardèrent de mettre en avant les véritables motifs qui les faisaient agir. Ils parlèrent, comme à l'ordinaire, de la liberté, des droits du peuple, et de tous ces grands mots à l'aide desquels les ambitieux de tous les temps et de tous les pays agitent et remuent les masses.

Pour faire diversion à ces idées, qui commençaient à fermenter dans les têtes, les citoyens amis de la tranquillité publique imaginèrent de donner des fêtes et des spectacles à l'occasion de l'anniversaire de la mort de Côme. Florence se distinguait alors de toutes les autres villes d'Italie par la magnificence de ces sortes de fêtes, qui attiraient dans cette ville une foule immense d'étrangers. Trois mois furent consacrés aux préparatifs de

cette solennité, qui devait représenter ce qu'on appelait alors des *Mystères*. Le premier fut la marche des rois mages venant d'Orient, guidés par une étoile, pour adorer l'enfant Jésus dans sa crèche. On conçoit tout ce que l'imagination et le goût des Florentins purent déployer de magnificence et de luxe dans cette pompe tout orientale, eux qui possédaient alors en étoffes précieuses, en vases d'or et d'argent, en pierreries, en parfums, tout ce que l'Europe et l'Asie produisaient de plus rare et de plus merveilleux. Les mystères furent suivis d'un tournoi, où se signalèrent les jeunes Florentins et les plus braves chevaliers de l'Italie. Laurent, fils aîné de Pierre de Médicis, effaça tous les autres tenants; il remporta le prix, et l'historien de Florence a soin d'ajouter « qu'il ne le dut pas à la faveur. »

Cette réflexion est d'autant plus juste, que les Médicis avaient beaucoup perdu alors, comme nous l'avons vu, de cette faveur populaire qui avait toujours été attachée à leur famille, et que si les fêtes firent une diversion aux projets de leurs ennemis, ce ne fut que pendant le temps de leur durée; car aussitôt après les intrigues recommencèrent avec plus d'activité. Deux circonstances vinrent encore augmenter le trouble, l'expiration de la baillie et la mort de François Sforza, duc de Milan. Galéas, son successeur, envoya à Pierre de Médicis des ambassadeurs chargés de demander son appui et l'alliance de Florence. Pierre répondit qu'il n'oublierait jamais l'amitié de son père pour le père de Galéas, mais que son influence en Toscane était bien affaiblie, et qu'il avait peine à la défendre contre Luc Pitti et ses amis. Effectivement, quand

il voulut proposer de renouveler l'alliance avec le nouveau duc de Milan, il se manifesta une vive opposition, et, malgré les instances de Pierre, les ennemis des Médicis l'emportèrent.

Au renouvellement de la baillie, Pitti, Acciajuoli, Soderini et consorts, redoublèrent d'ardeur pour l'emporter. Ils dressèrent secrètement une liste de tous leurs partisans, dont le nombre était très-considérable. L'un d'eux pourtant, qui voulait ménager les Médicis, montra cette liste à Pierre; il fut effrayé en voyant le nombre et la qualité des conjurés. On lui conseilla de faire de son côté une liste de ceux sur lesquels il pouvait compter; il écouta cet avis, et il se rassura en voyant que le nombre de ses amis n'avait pas autant diminué qu'il l'avait craint; mais ce qui dut lui donner une singulière idée de la légèreté et de l'inconséquence de ses compatriotes, c'est qu'il retrouva sur sa liste bon nombre de ceux qui s'étaient fait inscrire sur celle de Pitti.

Cependant la cabale de Pitti l'emporta aux élections. Nicolas Soderini fut nommé gonfalonier de justice ; mais pendant sa magistrature il ne put réaliser aucune des magnifiques promesses qu'il avait faites à ses partisans. Ce mauvais succès releva le parti de Médicis en montrant l'incapacité d'un des plus habiles chefs du parti opposé. Alors les ennemis de Pierre, désespérant de l'emporter par les voies légales et par l'intrigue, résolurent de se défaire de lui par l'épée et par le poignard. Pierre, informé de leurs projets, les déjoua en prenant les armes le premier. Cet acte énergique ranima le courage de ses amis, détermina en sa faveur un grand nombre d'indifférents

et jeta la consternation dans les rangs de ses adversaires. Nicolas Soderini seul montra quelque résolution et voulut résister; mais il fut abandonné par Pitti, qui venait de s'allier aux Médicis en mariant une de ses nièces à Jean Tornabuoni, proche parent de Lucrèce Tornabuona, femme de Pierre de Médicis.

Le complot formé échoua complétement. Une nouvelle élection de magistrats donna le pouvoir aux amis de Médicis; ils en profitèrent pour bannir tous leurs adversaires, à l'exception de Pitti, que son alliance avec Pierre garantit de cette mesure, mais qui perdit tout crédit et toute influence à Florence.

Les exilés, la plupart retirés à Venise, parvinrent à déterminer le sénat de cette ville à déclarer la guerre à Florence. Le marquis de Ferrare, les seigneurs de Pesaro, de Forli, de la Mirandole, joignirent leurs troupes à l'armée vénitienne et entrèrent en Toscane. Les Florentins, quoique surpris, ne se laissèrent point intimider. Ils se liguèrent avec Ferdinand, roi de Naples, et avec Galéas, duc de Milan, et mirent à la tête de leurs troupes Frédéric, duc d'Urbin. Les deux armées se rencontrèrent dans le Bolonais, et se livrèrent une bataille qui dura six heures sans que la victoire fût décidée pour l'un ou pour l'autre parti. Pendant ce long combat personne ne fut tué (1). On blessa des chevaux, on fit des prison-

(1) Tel est le récit de Machiavel; mais Sabellicus, dans son *Histoire de Venise*, en donne une tout autre idée : « On raconte, dit-il, que de mémoire d'homme on ne se battit avec autant d'acharnement en Italie, et que depuis longtemps il n'y avait eu une bataille où l'on eût à regretter tant de morts.» —*Ferunt numquam hominum memo-*

niers de part et d'autre, puis les deux armées se retirèrent chacune dans les positions qu'elles occupaient. Cette guerre ridicule se termina par une prompte paix, et les bannis, perdant l'espérance de rentrer dans leur patrie, se dispersèrent de différents côtés.

Dès lors l'autorité de Pierre ne fut plus contestée, et, jusqu'à sa mort, l'État jouit d'une paix profonde, ainsi que le reste de l'Italie. Seulement il eut souvent à se plaindre du zèle exagéré de ses amis et de leurs rigueurs envers ceux du parti contraire; mais la faiblesse de sa santé ne lui permit pas toujours de remédier au mal, et son rôle se borna à adresser à ses partisans des reproches et des remontrances qui demeurèrent sans effet. Cependant il paraît certain qu'il avait résolu de rappeler tous ou presque tous les bannis; mais la mort qui le surprit ne lui permit pas d'exécuter ce projet.

Quelque temps avant sa mort, il maria son fils aîné Laurent avec Clarisse des Ursins. Les fêtes qu'il donna à cette occasion durèrent plusieurs jours, et surpassèrent tout ce qu'on avait vu dans ce genre jusqu'à cette époque.

Pierre fut aussi, comme son père, le protecteur des arts et des sciences. Ce fut sous ses auspices que Paul Toscanella commença en 1467, dans le dôme de la cathédrale de Florence, une méri-

*ria majori armorum contentione in Italia certatum, nec prælium diu antea commissum, in quo plures desiderati sunt.* (*Hist. Rerum Venet.*, liv. VIII.) — La chronique de Bologne, dans la collection de Muratori, vol. XVIII, dit que dans cette action il y eut plus de mille hommes de tués ou blessés dangereusement. Comment accorder des récits si opposés? Peut-être y a-t-il exagération de part et d'autre.

dienne qui, suivant Lalande, autorité respectable en ce genre, est le plus grand instrument d'astronomie qu'il y ait au monde, puisque le gnomon, ou la plaque par laquelle passent les rayons du soleil, est élevé de deux cent soixante-dix-sept pieds six pouces neuf lignes et un dixième (ancienne mesure de France) au-dessus du pavé de l'église, qui lui répond perpendiculairement à l'endroit où l'on a fait une croix de cuivre encastrée dans le marbre. Cette méridienne a été réparée vers la fin du dernier siècle, par le père Ximenès, jésuite, sur les instances de M. de la Condamine, et aux frais de l'empereur d'Allemagne.

Pierre mourut en 1472, à l'âge de cinquante-trois ans. Il fut enterré dans l'église Saint-Laurent, à côté de son père, avec une pompe digne d'un si grand citoyen.

## LAURENT, DIT LE MAGNIFIQUE,

ET

## JULIEN DE MÉDICIS.

Pierre de Médicis laissait deux fils, Laurent et Julien, qui donnaient de grandes espérances, principalement l'aîné; mais leur jeunesse inspirait peu de confiance. Aussi, à la mort de Pierre, tous les regards se portèrent-ils sur Thomas Soderini, alors gonfalonier de justice, dont la prudence et les grandes qualités étaient reconnues non-seulement à Florence, mais dans toute l'Ita-

lie. Aussi tous les citoyens de Florence et les princes étrangers s'adressèrent à lui comme au chef de la république. Mais Soderini, homme sage et modéré, tout dévoué aux Médicis, fit preuve en cette circonstance d'un grand désintéressement. Il ne répondit pas aux princes étrangers, et fit entendre à ses concitoyens que les fils de Médicis devaient seuls être les objets de leurs hommages et de leur respect. Il convoqua une assemblée des chefs des familles les plus notables dans le couvent Saint-Antoine, où il fit venir aussi Laurent et Julien. Après avoir exposé l'état de Florence et de l'Italie, les dispositions des princes et des peuples voisins, il montra que la prospérité dont jouissait la république était due à l'influence et à la sage administration des Médicis depuis un grand nombre d'années. Il conclut en disant que s'ils voulaient la paix au dedans et au dehors, ils devaient conserver à la maison de Médicis tout le crédit qu'elle avait eu jusque alors, ajoutant que toute autre autorité que l'on voudrait établir ne serait jamais ni durable, ni paisible.

Laurent de Médicis prit la parole en réponse à Soderini. Il s'exprima avec tant de sagesse, de modestie et de gravité, qu'il fit dès lors concevoir l'espérance de ce qu'il fut en effet dans la suite. L'assemblée proclama aussitôt Laurent et Julien princes de la république, et tous les citoyens jurèrent de les regarder comme leurs pères; de leur côté, les deux frères jurèrent d'avoir pour leurs concitoyens une affection toute paternelle. De ce moment ils donnèrent toute leur confiance à Thomas Soderini.

La tranquillité la plus parfaite régnait alors à

Florence. Nous ne parlerons pas d'un mouvement excité à Prato par les bannis, mouvement qui fut presque aussitôt étouffé que commencé, et qui ne servit qu'à augmenter la force du gouvernement. Mais la paix et la prospérité dont jouissait Florence, les richesses que possédaient ses habitants, amenèrent un changement notable dans les mœurs. La jeunesse, amollie par le luxe et les plaisirs, se ruinait en festins et en débauches. Ce qui contribua encore à augmenter la corruption, ce fut la visite que fit à Florence le duc de Milan. Ce prince déploya dans cette circonstance un luxe incroyable. Il était accompagné de sa femme, Bonne de Savoie, belle-sœur du roi de France, et d'une foule de courtisans. Douze chars couverts de drap d'or, qu'il avait fait transporter à dos de mulets au travers de l'Apennin, cinquante haquenées pour la duchesse, cinquante chevaux caparaçonnés d'or pour le duc, cent hommes d'armes et cinq cents fantassins pour la garde, cinquante estafiers revêtus d'habits de drap d'argent et de soie, cinquante piqueurs conduisant cinq cents couples de chiens pour la chasse, et un nombre infini de fauconniers avec leur oiseau sur le poing suivaient le duc de Milan.

Laurent reçut dans sa maison le duc Galéas, et il déploya en cette occasion un autre genre de magnificence. On voyait sur ses habits moins d'or et de pierreries; mais la pompe des arts remplaçait celle de l'opulence. Les monuments antiques, les tableaux, les statues, les pierres gravées qui décoraient à profusion les palais et les édifices publics excitèrent l'étonnement du duc. La république aussi ordonna des fêtes pour honorer son

hôte et son puissant allié. On donna, selon l'usage, des représentations de mystères religieux, entre autres l'Annonciation de la Vierge, l'Ascension du Christ, la Descente de l'Esprit saint sur les Apôtres. Cette dernière représentation fut signalée par un déplorable événement. Le grand nombre de lumières que nécessitait ce spectacle mit le feu à l'église où avait lieu la représentation, et elle fut entièrement consumée. Les uns regardèrent cet événement comme un présage funeste, les autres comme une punition du Ciel; car on était alors en carême, temps de jeûne, d'abstinence et de mortification, et la cour de Milan, au grand scandale des Florentins, qui n'avaient jamais vu une telle profanation, faisait gras tous les jours et passait le temps en parties de plaisir. Aussi, quand cette cour quitta Florence, elle laissa cette ville plus corrompue et plus débauchée qu'elle ne l'avait trouvée en y arrivant. Enfin, les bons citoyens comprirent qu'il était temps de mettre un frein au désordre, et ils obtinrent de la Seigneurie une loi somptuaire qui réglait l'habillement, les festins et les pompes funèbres.

Mais les lois somptuaires sont impuissantes à détruire la corruption quand elle a gagné l'esprit et le cœur; le véritable courage fait place à l'intrigue et à la perfidie; si l'on a à se plaindre d'un ennemi, ce n'est plus en face et à visage découvert qu'on ose le provoquer, c'est dans l'ombre et à l'aide du poison ou du poignard qu'on exerce sa vengeance; c'est alors que naissent les conspirations et les complots, et l'Italie nous en offre à cette époque de déplorables exemples.

Galéas Sforza, que nous venons de voir étaler

tant de luxe à Florence, fut victime d'une de ces conjurations tramées dans l'ombre. Ce prince était, il est vrai, un tyran débauché; mais l'acte de ses meurtriers, qui le frappèrent à coups de poignards, dans une église, un jour de fête, n'en est pas moins un lâche assassinat. Le peuple de Milan, loin de prendre parti pour les conjurés, les laissa tranquillement le mettre à mort, et reconnut le fils de Galéas pour son souverain. Cette catastrophe épouvanta toute l'Italie, dit Machiavel; mais elle fut bien plus effrayée de celles qui survinrent à Florence, et qui rompirent une paix de douze ans. L'historien veut parler ici de la conspiration des Pazzi, qui allait ensanglanter Florence et y faire naître des troubles.

La maison de Médicis était plus puissante que jamais, et Laurent montrait toutes les qualités qui avaient fait aimer du peuple ses ancêtres. Les oppositions que son père avait rencontrées contribuaient à sa grandeur; ceux qui le haïssaient et qui lui portaient secrètement envie n'osaient se déclarer ouvertement. De ce nombre étaient les Pazzi, une des plus nobles et des plus riches familles de Florence. Le chef de cette maison, Jacques, n'avait qu'une fille; mais ses frères lui avaient laissé sept neveux, Guillaume, François, René, Jean, André, Nicolas et Galiotto.

Jacques Pazzi et ses neveux, outre les motifs de mécontentement qu'ils nourrissaient dans leur esprit, n'obtenaient pas le rang qu'ils ambitionnaient. Toujours les Médicis, ces heureux Médicis, avaient le pas sur les Pazzi. Une circonstance vint encore augmenter leur animosité. Jean Pazzi avait épousé la fille unique d'un riche citoyen



K. Girardet del. F. Delannoy sc.

Galéas Sforza, victime d'une conjuration, fut frappé à coups de poignards dans une église, un jour de fête

nommé Borromée. A la mort de son beau-père, Pazzi s'attendait à voir sa femme hériter de sa fortune ; mais Charles Borromée, neveu du défunt, s'empara d'une partie de ses biens ; cela donna lieu à un procès, et il fut rendu un arrêt qui dépouilla la femme de Jean Pazzi de la succession de son père. Cette nouvelle injustice fit perdre patience aux Pazzi, qui accusèrent hautement les Médicis de la sentence inique dont ils étaient frappés.

François Pazzi, de tous les neveux de Jacques, était celui qui montrait le plus de résolution et de capacité. Il habitait Rome, où il avait acquis d'immenses richesses dans le commerce. Sa fortune l'avait mis en relation avec les personnes du plus haut rang, et il était intime ami du comte Girolamo, seigneur de Forli, neveu du pape Sixte IV. Par l'intermédiaire de Girolamo, François obtint le consentement du pape à l'abaissement des Médicis, sans toutefois faire connaître les projets sanglants formés contre eux. Mais Sixte IV, qui avait eu plusieurs fois à se plaindre de cette famille, notamment à l'occasion du refus qu'ils avaient fait récemment d'installer François Salviati, nommé par lui archevêque de Pise, n'aurait pas été fâché de voir tomber l'autorité de cette famille puissante.

François Pazzi attira sans peine dans la conspiration François Salviati, ainsi que deux des parents de ce prélat, tous depuis longtemps ennemis déclarés des Médicis ; puis un jeune ambitieux nommé Poggio, Napoléon Franzesi, et Bernard Bandini, homme audacieux et attaché par reconnaissance aux Pazzi. Parmi les étrangers

on admit Antoine de Volterre, un ecclésiastique que l'histoire désigne sous le nom du prêtre Étienne, et Montesecco, chef de *condottieri* au service du pape. Il ne manquait plus que le consentement du roi de Naples, Ferdinand; les conjurés l'obtinrent sans peine, et cet appui redoubla leur audace. Un seul membre de la famille des Pazzi, René, homme grave et prudent, refusa d'entrer dans la conspiration; il fit même tous ses efforts pour en détourner ses parents; mais, n'ayant pu y réussir, il se borna à rester tranquille et à garder le silence pour ne pas les compromettre.

Toute cette affaire fut conduite avec un si profond secret, que personne autre que les conspirateurs n'en eut le moindre soupçon. Les Médicis connaissaient bien l'animosité des Pazzi; ils savaient que ceux-ci désiraient leur ravir l'autorité; mais ils ne craignaient point pour leur vie, pensant que si les Pazzi avaient à faire quelque entreprise, ils la feraient légalement, c'est-à-dire en appelant le peuple à se prononcer, et non pas en employant la fourberie et la violence. Ils avaient même si peu d'inquiétude sous ce rapport, que leurs relations avec les Pazzi étaient depuis quelque temps devenues plus fréquentes, et présentaient un semblant d'amitié et même d'intimité.

Les conjurés profitèrent de cette sécurité de leurs ennemis pour assurer le succès de leur complot. L'archevêque de Pise, François Pazzi et Montesecco se rendirent à Florence sous différents prétextes. Pour couvrir mieux leurs projets, ils firent venir dans cette ville le cardinal Raphaël Riario, neveu du comte Girolamo, qui loua un beau palais

où les conjurés, sous la livrée du cardinal, se réunissaient pour prendre leurs mesures.

Plusieurs fois ces mesures furent dérangées par divers incidents. Enfin il fut convenu que, l'exécution d'un projet connu de tant de monde ne pouvant être différée, elle aurait lieu le dimanche 26 avril 1478, dans l'église Santa-Reparata (le Dôme), où se rendraient nécessairement les deux frères pour assister à l'office divin.

Une fois cette résolution arrêtée, il ne s'agit plus que de distribuer les rôles. On chargea Montesecco, le *condottiere* du pape, de frapper Laurent, tandis que François Pazzi et Bernard Bandini attaqueraient Julien. Mais Montesecco refusa formellement cette commission à cause de l'intimité qu'il avait eue avec Laurent, ajoutant qu'il ne se sentait pas le courage de commettre un si grand crime dans une église, et d'ajouter la trahison au sacrilége. On remplaça alors Montesecco par Antoine de Volterre et par le prêtre Étienne. On convint ensuite que le signal de l'exécution serait le moment où l'officiant communierait à la messe principale, et que dans cet instant l'archevêque de Pise, Salviati, avec Poggio et une troupe de conjurés, s'emparerait du palais, afin que la Seigneurie, après la mort des Médicis, fût volontairement ou forcément favorable aux conjurés.

Enfin l'heure arriva. Bernard Bandini, avec une arme courte, frappa au cœur Julien, qui tomba mort presque sur le coup. François Pazzi se jeta sur lui avec tant de fureur, qu'il se blessa lui-même grièvement à la jambe. En même temps Antoine de Volterre et Étienne assaillirent Laurent, et, après lui avoir porté plusieurs

coups, ils ne parvinrent qu'à l'atteindre légèrement à la gorge. Voyant leur coup manqué, Antoine et Étienne prirent la fuite et se cachèrent; mais on les découvrit bientôt; ils furent tués ignoblement, et leurs cadavres furent traînés dans les rues.

Laurent, accompagné de ses amis, s'était réfugié dans la sacristie. Bandini, après le meurtre de Julien, tua encore François Neri, partisan des Médicis; puis, apprenant que Laurent avait échappé à ses meurtriers, il courut de son côté; mais il arriva trop tard, et il ne put pénétrer dans la sacristie, où il s'était retiré. Au milieu de l'effroyable tumulte occasionné par ces événements, le cardinal Raphaël se réfugia vers l'autel, et les prêtres eurent de la peine à lui sauver la vie; il resta jusqu'à ce que les magistrats pussent le faire conduire à son palais, où il demeura gardé à vue en attendant son entière libération.

L'archevêque Salviati, accompagné de ses amis, s'était rendu, comme on en était convenu, au palais de la Seigneurie. Il avait été reçu par le gonfalonier de justice, César Petrucci; mais le désordre qu'il montrait dans sa contenance et dans ses discours inspira des soupçons; il fut arrêté avec toute sa suite, et bientôt, quand on apprit ce qui venait de se passer à la cathédrale, sans autre forme de procès, l'archevêque et ceux qui l'accompagnaient furent pendus au balcon du palais.

François Pazzi, blessé, retourna chez lui et se jeta sur un lit, ne pouvant plus faire un mouvement. Incapable de monter à cheval, comme il en avait eu le projet, et d'appeler le peuple à la

liberté, il chargea son oncle Jacques de le remplacer. Jacques, suivi d'une centaine d'hommes armés, monta à cheval, et se rendit sur la place en criant : « A moi, Florentins ! liberté ! » Mais, dit Machiavel, la fortune et les largesses des Médicis avaient rendu le peuple sourd, et Florence se souciait peu de la liberté que lui offrait Pazzi. Pour toute réponse il fut salué à coups de pierres par les seigneurs qui étaient aux fenêtres du palais, et qui lui montraient l'archevêque de Pise et ses parents pendus au balcon. Jacques, effrayé de cet accueil, persuadé que le coup était complétement manqué, ne pensa plus qu'à sauver sa vie; suivi de ceux qui l'avaient accompagné, il sortit de Florence et se dirigea vers la Romagne.

## LAURENT DE MÉDICIS SEUL.

Cependant toute la ville était en armes; le peuple avait massacré ceux qui avaient voulu envahir le palais à la suite de l'archevêque de Pise; partout retentissait le nom de Médicis et les cris de *Palle ! Palle ! (les Boules ! les Boules !)* (1).

(1) Les armes des Médicis étaient d'or à cinq boules (*palle*) de *gueules* en *orle*. Par lettres patentes du mois de mai 1465, Louis XI permit à Pierre de Médicis, père de Laurent, de porter dans ses armes trois fleurs de lis d'or. Pierre ajouta alors une autre *palla* en chef de son écu, de manière que les *palle* étaient posées en orle : une, deux, deux, une. On remarque encore aujourd'hui sur la façade intérieure de la villa Médicis, qui est habitée par notre académie des Beaux-Arts à Rome, que ces armoiries sont blasonnées telles qu'elles sont décrites ici. Ce que les Italiens appellent en terme de blason *palle* est ce que nous appelons *tourteaux* ou *besans*.

Laurent rentra dans sa maison au milieu de ces cris de dévouement et d'une foule immense qui l'escortait en portant sur des piques les membres de ses ennemis massacrés, ou en traînant leurs cadavres dans les rues.

Le peuple força les maisons des Pazzi; François fut arraché tout nu de son lit, conduit au palais et pendu à côté de l'archevêque de Pise. Les outrages de toute espèce dont on l'accabla en chemin ne lui permirent pas de prononcer une parole; il regardait fixement la foule, et, sans se plaindre, il soupirait en silence. Le vieux Jacques, qui fuyait vers la Romagne, et René, celui-là même qui n'avait pas voulu entrer dans la conspiration, furent pris et condamnés à mort. On plaignit le sort du dernier, homme sage, sans orgueil, et qui n'avait pas les défauts reprochés à quelques-uns des membres de sa famille.

Jean-Baptiste Montesecco, qui avait refusé de tuer Laurent, mais qui cependant avait pris part à la conjuration, eut la tête tranchée. Napoléon Franzesi évita le supplice par la fuite.

Le calme rétabli, les conjurés punis, on célébra les funérailles de Julien. Son convoi fut suivi de tous les citoyens et honoré de leurs larmes. Quelques mois après sa mort, il naquit de lui un fils qui fut appelé Jules, et qui dans la suite devint le pape Clément VII.

Mais si la conjuration avait échoué à Florence, ses effets s'en firent encore longtemps sentir au dehors. Le pape et le roi de Naples réunirent leurs armées et les firent entrer en campagne, en publiant toutefois, dans leur manifeste, qu'ils n'en voulaient qu'à Laurent, et qu'ils n'exigeaient des

Florentins que son expulsion. Sixte IV ajouta l'excommunication à la déclaration de guerre ; elle était motivée sur ce qu'il n'était pas permis aux princes séculiers, même sous prétexte de punir un sacrilége, de détenir un cardinal, de pendre des évêques, de déchirer et de traîner en morceaux des prêtres et des innocents confondus avec les coupables.

La guerre devint terrible. Florence ne pouvait compter sur le secours du duc de Milan, qui n'était qu'un enfant sous la tutelle de sa mère, et que menaçait l'ambition de ses oncles. Venise se tint sur la réserve. Laurent s'adressa au roi de France, Louis XI, qui avait montré tant de bienveillance à son père, et, dans les lettres qu'il lui fit adresser par les seigneurs, les Florentins l'appelaient « le patron perpétuel et le père de leur ville. » Toutefois les ambassadeurs de France n'agissaient encore qu'avec circonspection.

Cependant la guerre se poursuivait avec acharnement, avec des succès variés ; mais les Florentins étaient épuisés, et leurs succès mêmes ne leur offraient aucun avantage. Dans ces circonstances critiques, Laurent, voyant Florence incertaine, mécontente, agitée, prit une résolution hardie et généreuse, bien digne de cet homme magnanime. Il se décida à aller en personne trouver le roi de Naples et à solliciter son alliance, quoique Ferdinand eût été un des instigateurs de la conspiration qui avait failli lui coûter la vie. Après avoir confié le gouvernement à Thomas Soderini, qui était alors gonfalonier de justice, il partit au commencement de décembre 1479. Il n'avait fait part de ses projets à personne ; il écrivit de Pise à la Sei-

gneurie de Florence pour lui annoncer sa détermination et ce qu'il en espérait. La Seigneurie, entrant dans les vues de Laurent, s'empressa, pour lui donner plus de crédit et de relief auprès du roi de Naples, de le décorer du titre d'ambassadeur du peuple de Florence, et elle l'autorisa à se choisir un adjoint, selon qu'il le jugerait à propos, pour le service de la république.

Laurent, arrivé à Naples, y reçut du roi et de toute la cour l'accueil le plus distingué. Ferdinand parut frappé de la grandeur de son caractère, de la dignité de ses manières et de son éloquence. Il le retint une partie de l'hiver, s'entretenant souvent avec lui des intérêts généraux de l'Italie. Enfin il signa avec lui un traité de paix, et, après l'avoir comblé de démonstrations d'amitié, il lui donna son audience de congé le 9 mars 1479.

Laurent revint à Florence plus grand que jamais, et il y fut reçu avec les applaudissements que méritaient ses rares qualités et le service qu'il venait de rendre en exposant sa personne pour donner la paix à sa patrie.

Cependant la nouvelle de ce traité mécontenta le pape et les Vénitiens, et une nouvelle coalition paraissait encore menacer Florence, quand un événement imprévu fit oublier à tous les souverains de l'Italie les affaires de la Toscane, pour les occuper d'un danger qu'ils ne pouvaient conjurer que par l'union de toutes leurs forces.

Le sultan Mahomet, après avoir échoué à l'attaque de Rhodes, vaillamment défendue par les chevaliers de Saint-Jean de Jérusalem, avait envoyé, pour se dédommager, une partie de sa flotte, sous les ordres d'Achmet-Pacha, ravager les côtes

d'Italie. Cet amiral attaqua Otrante, s'en empara, et, après l'avoir saccagée de fond en comble, en fit une place d'armes qu'il fortifia, et dont la garnison faisait des courses dans le pays circonvoisin.

Le roi de Naples et toute l'Italie furent effrayés de ce coup audacieux des musulmans. Les guerres entre princes chrétiens cessèrent; les ambassadeurs florentins furent accueillis à Rome, et, après avoir fait leur soumission, le pape leva l'excommunication et leur accorda la paix. La mort de Mahomet fit bientôt cesser cette terreur panique, et Achmet-Pacha fut forcé de quitter l'Italie.

Le départ des Turcs fit recommencer les hostilités entre les puissances italiennes; mais le récit de ces guerres, signalées à peu près par les mêmes incidents, n'offre aucun intérêt. Florence n'y prit qu'une part secondaire, et, grâce à la politique habile de Laurent de Médicis, elle sut s'en tirer avec avantage. La paix eut lieu définitivement en 1486, par la sagesse et l'ascendant de Laurent de Médicis, et elle ne fut plus troublée jusqu'à sa mort.

Laurent, après avoir pacifié l'Italie, travailla à augmenter la grandeur de sa famille et de sa patrie. Il maria son fils aîné à Alphonsine, de la maison des Ursins; il fit donner le chapeau de cardinal au second, nommé Jean, qui devint plus tard l'illustre pape Léon X; son troisième fils, Julien, était encore en bas âge quand il mourut.

Laurent fut le premier de sa famille qui renonça au commerce, où il avait fait des pertes considérables par suite de l'infidélité de ses agents. Il retira ses capitaux et les plaça en fonds de terre, comme étant des richesses plus solides. Il acheta en divers endroits des domaines dont le produit et les bâti-

ments annonçaient plutôt un souverain qu'un simple particulier.

Il s'occupa ensuite de l'agrandissement et de l'embellissement de Florence. Il remplit ce double objet en faisant tracer des rues et bâtir des maisons et des palais sur plusieurs terrains vacants compris dans l'enceinte des murs de la ville. Il protégea les arts avec un sentiment d'exaltation remarquable, recueillit les antiquités précieuses, honora les savants les plus célèbres et fonda l'Université de Pise. Depuis le rétablissement de la paix, il donnait des fêtes fréquentes, des joutes, des tournois, qui attiraient à Florence une foule d'étrangers. Il sut maintenir la prospérité du commerce dans la ville, l'union parmi toutes les classes de la société et le respect pour l'autorité.

Toutes ses entreprises eurent un heureux succès. Ses rares qualités et sa fortune lui attirèrent le respect et l'admiration non-seulement des princes d'Italie, mais encore des puissances étrangères. Matthias, roi de Hongrie, tenait à honneur d'être appelé son ami. Le soudan d'Égypte lui envoya des ambassadeurs et des présents. Le sultan fit remettre entre ses mains Bernard Bandini, l'assassin de son frère, qui s'était réfugié en Turquie.

Quelques défauts déparent le brillant portrait que l'histoire a tracée de Laurent de Médicis. On lui reproche son penchant au plaisir et à la frivolité, ce qui faisait de lui en quelque sorte un autre homme tout différent de lui-même ; mais ces défauts ne sont qu'une ombre au tableau, et chez lui les qualités solides firent disparaître ces taches, simples faiblesses par lesquelles il paya son tribut à la fragilité humaine.

Laurent mourut au mois d'avril 1492. Sa mort fut un deuil pour l'Italie, qui avait toujours applaudi à ses conseils sages et à ses vues remplies de courage et de modération. La postérité lui a donné le surnom de *Magnifique*, comme une récompense des habitudes de noblesse et de vraie magnificence que ce grand homme a portées avec lui dans toutes les occasions importantes de sa vie politique.



# CHAPITRE III

Pierre II de Médicis. — Ses défauts l'entraînent à sa perte. — Expédition de Charles VIII, roi de France, en Italie. — Pierre veut s'opposer à son passage par la Toscane. — Le roi continue sa marche. — Pierre va à sa rencontre, se soumet, et lui donne plusieurs villes en garantie. — Pierre est chassé de Florence. — Rappel des proscrits. — Rentrée à Florence des descendants de Laurent de Médicis, frère de Côme. — Ils changent leur nom de Médicis pour celui de Popolani. — Entrée de Charles VIII à Florence. — Exigence de ce prince. — Belle conduite de Pierre Capponi. — Traité du roi avec la république de Florence. — Son retour en France. — Nouveau traité. — Voyage de l'empereur Maximilien en Italie. — Accueil qu'il reçoit à Pise. — Dissensions intestines à Florence. — Prédications de Savonarola. — Sa condamnation à mort. — Arezzo est rendu aux Florentins par Louis XII. — Les Florentins élisent un gonfalonier à vie. — Aidés de Louis XII, ils reprennent Pise. — Louis XII perd le Milanais. — Raymond de Cardone, vice-roi de Naples, ramène les Médicis à Florence. — Ils sont reçus avec enthousiasme. — Julien II et le cardinal Jean de Médicis. — Ils rentrent dans toute l'autorité qu'avaient eue leurs ancêtres. — Le cardinal Jean est élu pape sous le nom de Léon X. — Bonne administration de Julien II. — Sa mort. — Laurent II de Médicis. — Il est nommé duc d'Urbin par le pape, son oncle. — Il représente le pape à la cour de France ; il épouse Madeleine de la Tour d'Auvergne. — De cette union est née Catherine de Médicis, reine de France. — Mort de Laurent II. — Membres composant la famille de Médicis à la mort de Laurent II. — Jean de Médicis, surnommé *l'Invincible*. — Le cardinal Jules de Médicis, archevêque de Florence, prend le gouvernement en qualité de légat de son cousin. — Pontificat de Léon X. — Coup d'œil sur le règne de ce souverain pontife. — Sa mort. — Adrien VI lui succède. — Le cardinal Jules de Médicis succède à Adrien sous le nom de Clément VII. — Hippolyte et Alexandre de Médicis. — Les Florentins les acceptent avec répugnance. — Ligue de Clément VII avec la France, l'Angleterre

et Venise. — Jean de Médicis arrête l'armée ennemie. — Sa blessure, sa mort. — L'armée allemande, sous la conduite du connétable de Bourbon, prend et saccage Rome. — Le pape est retenu prisonnier. — Les Florentins chassent Hippolyte et Alexandre de Médicis. — Dissensions intérieures. — Peste. — Les Florentins proclament Jésus-Christ seul roi de leur ville. — Paix entre le pape et l'empereur. — Charles-Quint assiége Florence. — Le siége dure dix mois. — Les Florentins capitulent, et il est stipulé qu'ils recevront la forme de gouvernement qu'il plaira à l'empereur de leur donner.

## PIERRE II DE MÉDICIS.

La mort de Laurent de Médicis, qui fut suivie de celle du pape Innocent VIII, détruisit l'équilibre en Italie. Pierre, fils aîné de Laurent, lui succéda ; mais il n'avait ni l'âge ni les qualités convenables pour maintenir le système de son père. Sa politique indécise l'entraîna à sa perte et causa de grands maux à sa patrie. Il se montra d'abord passionné pour les plaisirs de la jeunesse ; il n'occupait la république que de fêtes et de divertissements auxquels tout son temps était consacré. Son orgueil éclatait d'une manière insultante toutes les fois qu'il éprouvait une contradiction. Il se fit donner des gardes, sous un prétexte frivole, et cette imprudence ne contribua pas peu à le dépopulariser. Comme sa femme et sa mère étaient toutes deux de la famille des Ursins, il se livra entièrement à son parent Virgile des Ursins, qui l'engagea à se lier plus étroitement avec le roi de Naples précisément au moment où un orage terrible menaçait ce monarque.

En effet, vers cette époque Charles VIII, roi de France, songeait à faire valoir ses prétentions sur

la couronne de Naples. Encouragé dans ce dessein par Ludovic Sforza, dit Ludovic le Maure, qui songeait à s'emparer du duché de Milan au préjudice de son neveu, et par plusieurs autres puissances d'Italie, Charles VIII se mit en route avec une armée composée des meilleurs guerriers de France. Nous n'entrerons pas dans les détails de cette expédition, l'un des plus mémorables événements de la fin du XV[e] et du commencement du XVI[e] siècle ; nous n'en parlerons que dans ses rapports avec l'histoire de Florence.

Pierre, lié avec Ferdinand, roi de Naples, aurait bien voulu empêcher le passage des Français par la Toscane ; ses ambassadeurs ne répondaient que d'une manière évasive aux demandes péremptoires du roi de France ; à la fin ce monarque irrité déclara qu'il n'en voulait point aux Florentins, mais qu'il irait chasser de leur ville les marchands qui la gouvernaient en maîtres.

Charles s'avança sans trouver d'obstacle, en dirigeant sa marche sur la Toscane. Pierre alla à sa rencontre jusqu'à Sarzanne, et s'empressa de se soumettre en acceptant les conditions les plus dures. Pour gage de sa fidélité, il remit sur-le-champ aux Français Sarzanne, Sarzanelle, Pietra-Santa, et peu de jours après les villes de Pise et de Livourne. Le roi s'engagea par écrit à rendre ces places aussitôt après la conquête du royaume de Naples, et de son côté Médicis s'obligea à lui faire prêter deux cent mille ducats par les Florentins. Le roi fit occuper immédiatement la citadelle de Pise. Les Pisans, croyant pouvoir compter sur les Français, demandèrent à Charles VIII la liberté dont leur ville était privée depuis quatre-vingt-

sept ans, et, ayant obtenu une réponse favorable, ils jetèrent dans l'Arno le lion de marbre qui figurait les armoiries de la Seigneurie florentine, et le remplacèrent par les anciennes armes de Pise surmontées de fleurs de lis.

Pierre, à son retour à Florence, fut reçu avec les démonstrations les plus vives d'indignation et de fureur. Quand il se présenta au palais de la Seigneurie, on lui en refusa l'entrée. Bientôt les cris de *plus de Médicis ! plus de Palle !* retentirent de toutes parts, et Pierre, craignant pour sa vie, quitta la ville et se retira à Venise (novembre 1494). Jamais il ne rentra dans sa patrie, malgré les tentatives qu'il fit pour obtenir son rappel. Plus tard il suivit les armées françaises dans le royaume de Naples, et il perdit la vie près de Gaëte en 1503.

## BANNISSEMENT DES MÉDICIS.

Après l'expulsion de Pierre, tous ceux qui subissaient encore l'exil par suite de la conjuration des Pazzi, en 1478, furent rappelés à Florence. Toute la famille de Pierre fut exilée avec lui, mais des Médicis d'une autre branche rentrèrent alors à Florence. C'étaient les descendants de Laurent, frère de Côme, *le Père de la patrie*. Cette famille n'avait pris aucune part aux affaires tout le temps que la puissance avait appartenu aux descendants de la branche aînée; contente des richesses amassées par leur aïeul, et qu'ils avaient encore augmentées par le commerce, ils ne briguaient ni les honneurs ni le pouvoir. Cependant les derniers

représentants de cette famille inspirèrent des craintes au soupçonneux Pierre, qui les fit exiler dans leurs terres. Ils rentrèrent donc à Florence, comme nous venons de le dire, après le départ de leur cousin; mais, loin de faire valoir leur nom de Médicis pour chercher à remplacer la branche déchue, ils déclarèrent ne vouloir rien avoir de commun avec une famille qui avait affecté la tyrannie et demandé des gardes; ils firent effacer les *palle* de leurs armoiries pour y substituer la croix d'argent des Guelfes sur un champ de *gueules*, et en même temps ils changèrent leur nom de Médicis en celui de *Popolani*.

Le lendemain du départ de Pierre, Charles fit son entrée à Florence à la tête de son armée, plutôt en conquérant qu'en allié. Plusieurs actes d'hostilité furent commis par ses troupes. La précieuse bibliothèque de Laurent de Médicis fut livrée au pillage, et l'on concevra la grandeur de la perte que fit alors la république des lettres, lorsqu'on pensera que les débris de cette bibliothèque, retirés des mains des ravisseurs par les soins de Catherine de Médicis, composent encore aujourd'hui une des plus anciennes collections de la bibliothèque impériale de France.

Aussitôt après son entrée à Florence, le roi réunit les magistrats de cette ville et leur proposa de souscrire un traité solennel. Charles exigeait des sommes considérables pour payer ses troupes, et ensuite, par certaines conditions, il voulait presque la souveraineté de Florence, comme les Français avaient eu tant de fois celle de Gênes. Voici en quels termes l'historien Guicciardini raconte ce qui se passa à cette occasion.

« Ces difficultés, qui semblaient ne pouvoir plus être décidées que par les armes, furent surmontées par le courage de Pierre Capponi, un des quatre citoyens députés par la Seigneurie pour traiter, Capponi, homme de génie, d'une âme forte, et très-estimé à Florence pour ses qualités et sa noble origine. Un secrétaire royal commençait à lire des articles d'une exigence tout à fait immodérée, qu'on proposait comme *ultimatum* de la part de Charles VIII; Capponi arracha l'écrit des mains du secrétaire avec un geste impétueux, le déchira sous les yeux du prince, en disant d'une voix animée : « Eh bien ! puisqu'on demande des « choses si déraisonnables, faites battre vos tam« bours, nous sonnerons nos cloches. » Et entraînant avec lui ses collègues il quitta l'appartement.

« Les Français connaissaient la prudence et la fermeté de Capponi, qui avait été ambassadeur à leur cour. Ils furent surpris de sa hardiesse, et ne doutèrent point qu'il ne fût en état de soutenir sa démarche. On le rappela sur-le-champ, et l'on convint des conditions suivantes, qui furent encore bien onéreuses, mais plus douces que les premières.

« Le traité portait qu'il devait être donné au roi cent vingt mille ducats, dont cinquante mille comptant, et le reste en deux paiements à courte échéance. Les places de Pise, Livourne, Sarzane et Librafatta étaient *prêtées* à Charles. Les Florentins changeaient leurs armoiries, et au lieu du lis rouge prenaient le lis blanc du roi, qui promettait de tenir les Florentins pour ses amis les plus chers et de les défendre contre tous leurs ennemis. Le

roi jura aussi de rendre les places *prêtées* quatre mois après son entrée à Naples, et plus tôt s'il retournait en France. »

Charles quitta Florence pour s'acheminer vers Rome, et de là à Naples. Chacun connaît les résultats de cette expédition, si brillants au commencement, si déplorables à la fin. Dès l'année suivante, le roi, apprenant la ligue formidable qui se formait contre lui, résolut de retourner en France. Il traversa la Toscane sans passer par Florence ; mais il fit à Turin un nouveau traité avec les députés de cette ville pour leur rendre les villes *prêtées*. Des circonstances indépendantes de la volonté du roi empêchèrent l'exécution complète de ce traité. Livourne seule fut rendue ; la citadelle de Pise continua d'être occupée, Sarzane fut livrée aux Génois, et Librafatta aux Vénitiens.

En 1496, l'empereur Maximilien se rendit en Italie pour tâcher de s'emparer de l'influence qu'avaient eue un instant les Français, mais qui leur avait échappé. Il s'embarqua à Gênes pour se rendre à Pise. A son arrivée, l'écusson de marbre, chargé de lis d'or, qui avait été élevé sur le pont en l'honneur de Charles VIII, fut précipité dans la rivière pour faire place aux armoiries de l'empereur. Ainsi c'était pour des ingrats que la France avait dépouillé les Florentins.

Ceux-ci étaient livrés à mille dissensions, et, aux causes d'agitations qu'avaient fait naître les derniers événements, se joignaient celles qu'occasionnaient les prédications factieuses d'un dominicain nommé Savonarola. Il se disait inspiré, il se faisait passer pour prophète ; il avait, disait-on, longtemps à l'avance annoncé l'arrivée des Fran-

çais en Italie et la chute des Médicis; il proposait des réformes dans l'Église et dans l'État, et il prétendait soutenir sa doctrine par des miracles. Alors un franciscain le défia d'entrer avec lui dans un bûcher ardent : « Je suis sûr d'y périr, disait le franciscain ; mais la charité chrétienne m'engage à ne point estimer ma vie, si, à ce prix, je puis délivrer l'Église d'un hérésiarque qui a déjà entraîné et qui entraîne encore tant d'âmes dans la damnation éternelle. » Le résultat de ce défi fut l'arrestation de Savonarola, et sa condamnation à être brûlé comme hérétique. Cette sentence fut exécutée le 3 mai 1498.

Cependant Louis XII, successeur de Charles VIII, promettait aux Florentins des secours pour les mettre en état de reprendre Pise, tandis que lui-même s'emparait de Milan, en chassait Ludovic le Maure, puis le faisait prisonnier et l'envoyait en France, où il mourut captif. S'il ne réussit pas dans ses projets à l'égard de Pise, il eut plus de succès à Arezzo, qui s'était révoltée contre Florence. Les troupes de Louis XII reprirent la ville et la rendirent aux Florentins.

Les Florentins, depuis qu'ils n'avaient plus à la tête du gouvernement un pouvoir modérateur permanent, comprenaient plus que jamais l'inconvénient de ces magistratures temporaires, qui à chaque élection nouvelle agitent le peuple et détruisent toute stabilité dans l'administration intérieure et dans la politique au dehors. Pour remédier à ce grave inconvénient et donner plus de solidité à leur gouvernement, ils décidèrent qu'à l'avenir le gonfalonier de justice, au lieu d'être élu comme auparavant pour deux mois, le serait

pour toute la durée de sa vie. Pierre Soderini fut le premier revêtu de cette dignité.

Pierre Soderini s'attacha à maintenir la paix intérieure et à conserver l'alliance du roi de France. Louis XII se montra de son côté toujours bienveillant pour Florence, et après la victoire qu'il gagna à Agnadel, il put enfin aider efficacement les Florentins à reprendre Pise, qui se rendit un mois après.

La bataille de Ravenne, quoique gagnée par les Français, eut des résultats funestes et pour les Français et pour leurs alliés. Dans cette bataille, Gaston de Foix, qui l'avait gagnée, fut tué au moment de son triomphe, et, autre circonstance bizarre, le cardinal Jean de Médicis, depuis Léon X, y fut fait prisonnier par les Français. Mais Louis XII perdit bientôt son duché de Milan, et le pape Jules II, irrité contre les Florentins, qui avaient refusé d'entrer dans la ligue contre la France, engagea Raymond de Cardone, vice-roi de Naples, à travailler au rétablissement des Médicis à Florence. Ce que Jules avait imaginé comme un châtiment fut au contraire accepté avec joie par les Florentins. Cardone entra avec une armée en Toscane ; il n'éprouva aucune résistance, et, le 8 août 1512, il fit son entrée à Florence avec les deux fils qui restaient de Laurent le Magnifique. Ils furent reçus avec enthousiasme et au milieu des acclamations et des plus vives démonstrations de joie.

## JULIEN II ET LE CARDINAL JEAN DE MÉDICIS.

Les grands services rendus à la patrie par cette illustre famille avaient laissé dans tous les cœurs des souvenirs trop récents pour être effacés, tandis qu'on avait oublié les fautes de l'un d'eux, fautes que du reste il avait cruellement expiées. Cette disposition des esprits explique l'accueil fait aux deux frères. Ils rentrèrent dans leurs palais comme s'ils les avaient quittés la veille; ils reprirent leur ancien rang et gouvernèrent dès le premier jour avec plus d'empire et d'autorité que n'avaient fait leurs ancêtres. Pierre Soderini ne songea pas un instant à leur disputer le pouvoir. Le jour même de leur entrée à Florence il quitta cette ville et se retira à Raguse.

Quelques mois après le retour des fils de Laurent à Florence, le pape Jules II mourut, et le cardinal Jean de Médicis fut proclamé son successeur. Il laissa le gouvernement de Florence à son frère, pour prendre celui de l'Église sous le nom de Léon X.

Cette élévation d'un Médicis sur le trône pontifical ajoutait un nouvel éclat à cette famille, éclat qui allait rejaillir sur tous ses membres. La première année de son pontificat il décora de la pourpre romaine Jules, fils posthume de Julien, tué par les Pazzi, et il donna le commandement des troupes de l'Église à Laurent, un de ses neveux, fils de l'infortuné Pierre II.

Julien II s'attacha dans le gouvernement de Florence à imiter son père, Laurent le Magnifique;

aussi sa trop courte administration laissa-t-elle de longs regrets. — Au mois de février 1515, il épousa Philiberte de Savoie, tante du roi François Ier, qui le nomma duc de Nemours en considération de ce mariage. Malheureusement il mourut peu de temps après, en 1516; il ne laissait qu'un fils nommé Hippolyte, qui fut fait cardinal par le pape Clément VII.

## LAURENT II DE MÉDICIS.

Laurent II de Médicis, fils aîné de Pierre II, succéda à Julien son oncle dans le gouvernement de Florence, par la protection du pape Léon X, aussi son oncle, qui lui donna en même temps le duché d'Urbin.

Léon X et François Ier, roi de France, avaient fait alliance ensemble à la suite d'une entrevue qu'ils eurent à Bologne. François s'engagea à prendre sous sa protection Florence et les Médicis, et pour donner au pape une preuve nouvelle de son affection, il pria Léon X de tenir sur les fonts de baptême son fils aîné, le dauphin François. Laurent II fut chargé de représenter le souverain pontife dans cette cérémonie. Il se rendit pour cet objet, en 1518, à la cour de France, où il fut accueilli avec les plus grands honneurs. Médicis, plein de reconnaissance d'une telle réception, promit au roi le plus entier dévouement. François, pour se l'attacher par un nouveau lien, lui fit épouser Madeleine de Tours, de l'illustre maison des comtes d'Auvergne et de Boulogne. Mais cette union fut de courte durée; Madeleine mourut le

23 avril 1519, en donnant le jour à une fille, qui reçut le nom de Catherine, et qui devint reine de France par son mariage avec Henri II. Laurent ne survécut à sa femme que cinq jours, étant décédé le 28 du même mois, à l'âge de vingt-six ans. Avant son mariage il avait reconnu pour son fils un enfant nommé Alexandre, qui fut le premier duc de Florence.

A la mort de Laurent II il ne restait d'autres descendants de Côme, le *père de la patrie*, que Léon X, son arrière-petit-fils; Catherine, dont nous venons de parler; Jules, fils de Julien; Alexandre, fils de Laurent II, et Hippolyte, fils de Julien II, duc de Nemours, frère de Léon X. Alexandre et Hippolyte étaient encore enfants.

Les descendants de Laurent de Médicis, frère de Côme, *père de la patrie*, les mêmes que nous avons vus prendre le nom de *Popolani*, avaient quitté ce nom pour revenir à celui de Médicis quand leurs parents de la branche aînée avaient recouvré leurs droits à Florence. Un des membres de cette branche cadette, nommé Jean ou Jourdain de Médicis, avait épousé Catherine Sforza, fille de François Sforza, cet habile et courageux chef de *condottieri* qui était parvenu, à force d'intrigues, d'audace et de talent, à se faire reconnaître duc de Milan. De ce mariage était né un fils nommé aussi Jean, qui s'était adonné à la carrière des armes, et qui lui-même était devenu, comme son grand-père maternel, un chef redoutable de *condottieri*. Il avait fait ses premières armes sous Laurent, duc d'Urbin, et sa valeur et sa science militaire lui avaient fait donner le surnom de l'*Invincible*. Après la mort de Laurent il s'attacha à Léon X, et ensuite il passa

au service de François Ier, qu'il quitta pour suivre la fortune de François Sforza, duc de Milan; puis il rentra sous les drapeaux français, et combattit vaillamment à Pavie.

## LE CARDINAL JULES DE MÉDICIS.

### PONTIFICAT DE LÉON X.

Le cardinal Jules de Médicis était archevêque de Florence au moment de la mort de son cousin Laurent. Il prit aussitôt en main le gouvernement de la république, à titre de légat du pape Léon X, véritable souverain de la Toscane, qu'il administrait comme si elle eût fait partie des États de l'Église. Aussi l'histoire de ce souverain pontife se lie-t-elle nécessairement à l'histoire de Florence; il y était né et il y avait puisé dans sa famille le goût des arts et des lettres, dont il se montra le protecteur si ardent, si éclairé, quand il eut été élevé au trône pontifical. Son père Laurent le Magnifique lui en avait donné l'exemple, tout en ne faisant qu'imiter lui-même ses ancêtres; c'est lui qui avait ouvert un refuge aux beaux-arts, et avait recueilli les débris des lettres chassées de Constantinople par la barbarie turque. Léon X, alors Jean de Médicis, avait reçu l'éducation des maîtres les plus illustres : Ange Politien, Démétrius, Chalcondyle, Eginette et Bernard de Bibiena lui avaient tour à tour donné des leçons, et ils avaient trouvé en lui un élève docile et digne d'eux. A cette époque Florence le disputait à Rome de grandeur, de magnificence et de goût, si même elle ne la surpassait pas. Devenu souverain de la

ville des Césars, il voulut que la capitale du monde chrétien n'eût rien à envier sous le rapport des arts à la capitale du monde païen. C'est cette pensée qu'il poursuivit avec un zèle éclairé et persévérant qui lui mérita d'attacher son nom à cette époque mémorable appelée à si juste titre le *siècle des Médicis* ou simplement *de Léon X*. Combien d'œuvres admirables, quelle foule d'intérêts nouveaux, quel ensemble merveilleux de découvertes utiles, de richesses retrouvées, d'entreprises audacieuses, de conceptions sublimes ont signalé et illustré son pontificat! Nous regrettons que le cadre trop resserré de cet ouvrage ne nous permette pas de présenter un tableau complet de cette époque si remarquable; nous essaierons toutefois d'en tracer une rapide esquisse, pour en donner au moins une idée à nos jeunes lecteurs.

Il est bien vrai qu'à l'avénement de Léon X une tendance des esprits vers le progrès des lumières se faisait remarquer alors dans toute l'Italie et au dehors. Rome, Florence, Naples, Ferrare, Bologne, Venise, Gênes, Milan, Turin, Verceil, Pavie et beaucoup d'autres villes possédaient des hommes de génie. Léon X conçut le dessein de rassembler dans un seul foyer ces lumières éparses. Il appela auprès de lui les professeurs les plus célèbres de l'Italie et des autres parties de l'Europe; la théologie, le droit canon, le droit civil, la médecine, la philosophie morale, la logique, la rhétorique, les mathématiques eurent des chaires richement dotées. La poésie fut encouragée par des louanges et des distinctions. Les langues grecque et latine attirèrent les libéralités du pontife; sous ses auspices, Thésée Ambrosio enseigna les lan-

gues orientales; Agasio Guidacerio, la langue hébraïque.

Mais les lettres ne furent pas seulement l'objet de la sollicitude de Léon X. Les encouragements qu'il donna aux beaux-arts et aux artistes ne contribuèrent pas moins à la gloire de son règne. Un seul monument, l'église Saint-Pierre (1), eût suffi pour illustrer le pontificat de Léon ; et combien de monuments d'une magnificence sublime, de statues qui rappellent les plus beaux temps de la Grèce, de tableaux et de peintures d'une admirable perfection, datent de cette époque ! Notre cadre trop resserré ne nous permet pas de passer en revue tous les artistes de ce temps qui reçurent les encouragements et les bienfaits du saint-père ; nous ne parlerons seulement que des deux plus remarquables, Michel-Ange et Raphaël.

Michel-Ange Buonarroti était né près d'Arezzo en Toscane, et avait été élevé à Florence, dont l'école de peinture était une des plus célèbres de l'Italie. Il était disciple de Ghirlandajo et de Léonard de Vinci, ses compatriotes, et dès sa première année il se montra sculpteur, architecte et peintre. Léon X l'avait connu dans la maison paternelle ; car son père, Laurent le Magnifique, le protégeait ; aussi, dès qu'il fut monté sur le trône de saint Pierre, c'est Michel-Ange qu'il chargea d'élever le tombeau de son prédécesseur. L'artiste

(1) La basilique de Saint-Pierre avait été commencée avant Léon X, et elle ne fut terminée que longtemps après ; mais Léon X eut la gloire d'avoir attaché à cette œuvre les artistes les plus distingués qui en dressèrent les plans. Michel-Ange y travailla jusque sous le pontificat de Paul III, et ce ne fut que sous Sixte V que la coupole fut terminée.

sculpta pour ce mausolée une statue de Moïse que les amateurs vont admirer aujourd'hui dans l'église *San-Pietro-in-vincoli* (Saint-Pierre-ès-liens). Il fut chargé de diriger la construction de la basilique de Saint-Pierre, et c'est lui qui eut l'idée de construire la grande coupole et de l'élever de cent soixante-trois pieds au-dessus du sol, en la posant sur quatre grands piliers de deux cent vingt pieds de circonférence et sur quatre grands arcs de soixante-treize pieds et demi de large, ayant deux cent trente-sept pieds de haut. C'est ainsi que Michel-Ange réalisa ce qu'il avait dit un jour en voyant le Panthéon, ce beau monument de l'ancienne Rome, construit par Agrippa avant l'ère chrétienne, et que les architectes présentaient comme un modèle inimitable : « Eh bien! moi, s'était écrié Michel-Ange, je ferai mieux, je le placerai dans les airs. »

Nous venons de parler de Michel-Ange comme sculpteur et comme architecte; comme peintre il n'était pas moins remarquable, quoiqu'il ait laissé peu de tableaux. Nous ne citerons de lui que le *Jugement dernier*, immense et sublime composition, qu'on ne peut regarder sans être saisi d'une terreur salutaire.

Raphaël naquit à Urbin, en 1483, et mourut à Rome à l'âge de trente-sept ans, un an avant son protecteur Léon. Sa trop courte existence ne lui a pas permis de laisser un aussi grand nombre de tableaux que les amateurs des arts pourraient le désirer; mais ce qui reste est autant de chefs-d'œuvre.

Sans doute le siècle de Léon X ne sortit pas tout à coup du milieu des ténèbres tout resplen-

dissant de lumière et d'éclat. Le XIVe siècle et même le XIIIe l'avaient préparé. Nous avons vu les arts briller à Florence dès cette époque reculée ; les autres Italiens avaient aussi senti naître en eux le goût des arts, et les avaient cultivés avec succès. Michel-Ange, Raphaël, Léonard de Vinci, et tous ceux qui illustrèrent cette époque, ne sont pas tombés du ciel tout à coup géants comme on les a vus. Des artistes distingués les avaient précédés. Michel-Ange, Raphaël et les artistes leurs contemporains furent comme le résumé de tous les talents leurs précurseurs, et le gouvernement d'un pontife passionné pour toutes les gloires sut honorer et faire justement admirer ces talents portés à la perfection.

Nous venons de dire que Léon X était passionné pour toutes les gloires; aussi aucune illustration nouvelle n'échappait à ses récompenses. La gravure au burin sur cuivre, ou en taille-douce, inventée récemment par Maso Finiguerra, orfévre florentin, ainsi que la gravure à l'eau-forte, obtinrent ses encouragements. Il favorisa l'étude de la musique, comme il avait encouragé la peinture et la poésie.

Parmi les célébrités contemporaines nous pouvons citer l'Arioste, Vida, Sannazar, Machiavel, Guicciardini, Bembo, Sadolet, etc. Enfin, ce que nous venons de dire suffira, nous le pensons, pour donner une idée de l'éclat et de la prospérité répandus à la voix du noble bienfaiteur qui avait fait de la capitale du monde chrétien le rendez-vous de tous les hommes éloquents, aimables et savants.

Nous terminerons cet aperçu du règne de Léon X

par la traduction de quelques vers de Pope, qui résument en peu de mots ce triomphe des arts et des sciences : « Mais voyez, c'est l'âge d'or du « grand Léon ! Chaque muse sort de sa léthargie, « et rajuste sa guirlande flétrie par le temps : « l'antique génie de Rome qui plane sur ses « ruines en secoue la poussière et lève sa tête ma- « jestueuse. O triomphe des arts ! la sculpture et « ses sœurs sortent de leurs tombeaux ; le marbre « respire, la pierre revêt des formes, de plus « augustes temples retentissent de plus suaves « accords. Raphaël a saisi ses pinceaux, et Vida « sa lyre (1). »

Revenons à notre histoire, dont cette digression a interrompu le récit, mais qui cependant ne peut être considérée comme un hors-d'œuvre étranger à l'histoire de Florence, puisque Léon X était un Médicis, et qu'il était bien alors le souverain de la Toscane.

Léon X mourut le 1er décembre 1521, à l'âge de quarante-sept ans, après un règne de huit ans, huit mois et quelques jours. Il eut pour successeur le cardinal Adrien Florent, évêque de Tortose, ancien précepteur de Charles-Quint. Ce pape prit le nom d'Adrien VI. Son pontificat ne dura pas deux ans. Pendant ce temps-là, le cardinal Jules de Médicis, retiré à Florence, continuait à y jouir d'une autorité sans bornes. Son nom, ses manières affables, sa facilité à pardonner et sa libéralité lui avaient attiré l'affection des Florentins. Aussi c'est avec regret qu'ils le virent s'éloigner de leur ville, lorsqu'à la mort d'Adrien VI il fut élu pour lui succé-

(1) Pope, *Essai sur la Critique*, part. III.

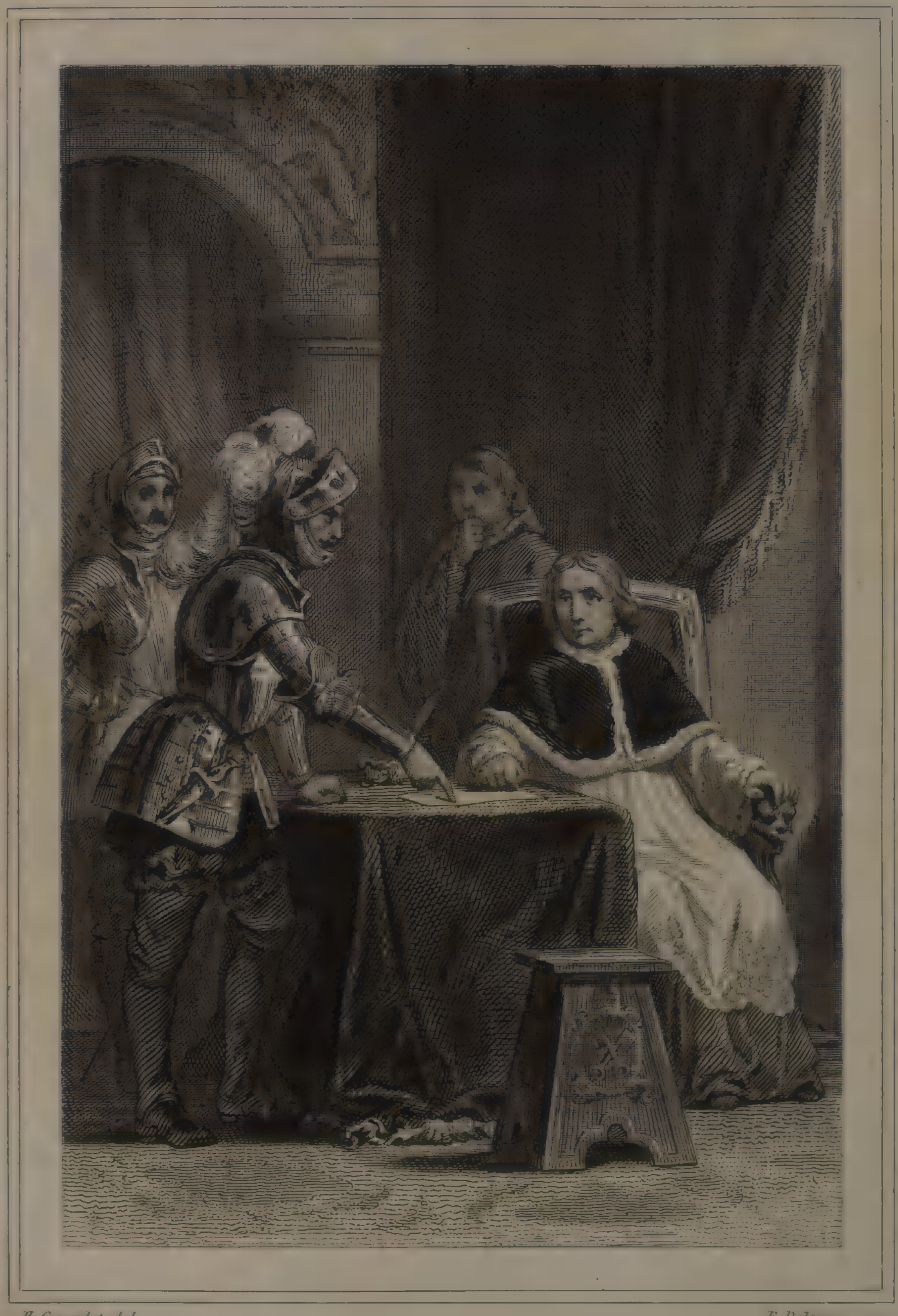
der. Le cardinal Jules prit le nom de Clément VII, et il nomma pour gouverner Florence Hippolyte et Alexandre de Médicis, le premier, comme nous l'avons dit, fils de Julien tué par les Pazzi; le second, fils de Laurent II.

## HIPPOLYTE ET ALEXANDRE DE MÉDICIS.

Les Florentins acceptèrent avec répugnance les nouveaux chefs qui leur étaient imposés, et qui n'avaient de commun que le nom avec la noble famille des Médicis. Mais ils n'étaient en réalité que les lieutenants de Clément VII, et c'était toujours ce pontife, dont ils avaient si longtemps chéri l'administration, qui était leur véritable souverain.

Au mois de mai 1526, Clément conclut avec la France, l'Angleterre et Venise une ligue contre Charles-Quint, et attira, par cette politique, sur lui, sur sa famille et sur sa patrie, un orage qui en devait entraîner la ruine.

Charles envoya aussitôt en Italie une armée allemande commandée par Franisberg. Jean de Médicis commandait l'armée des alliés; il était réputé le meilleur capitaine de toute l'Italie, et il avait mérité, comme nous l'avons déjà dit, le surnom d'*Invincible*. Par ses habiles manœuvres il parvint à arrêter la marche des Allemands et à les enfermer dans un endroit isolé où ils seraient forcés de se rendre s'ils ne voulaient pas mourir de faim. Jean se regardait déjà comme victorieux, lorsqu'en rentrant vers la nuit dans son camp il reçut un coup de feu qui lui fracassa la jambe. Il fallut



E. Girardet del. F. Delannoy sc.

Le pape, prisonnier au château Saint-Ange, fut forcé de capituler.

la lui couper, et comme les chirurgiens demandaient quelqu'un pour le tenir : « Coupez hardiment, dit-il, il n'est besoin de personne. » Et il tint lui-même la bougie pendant l'opération. Il n'y survécut pas, et mourut le 30 décembre 1526, à l'âge de vingt-huit ans, laissant de Marie Salviati, sa femme, un fils nommé Côme, que nous verrons grand-duc de Toscane. Ses soldats s'habillèrent de noir et prirent des enseignes de la même couleur en signe de deuil, ce qui fit nommer l'infanterie toscane qu'il avait commandée les *bandes noires*.

La mort de Jean de Médicis rendit toute sa confiance à l'armée allemande. Elle reprit sa marche en avant et s'avança jusqu'à Ferrare et aux environs de Bologne, menaçant Rome et Florence. Les Salviati tentèrent alors une insurrection qui échoua par la ferme contenance du parti des Médicis. Le connétable de Bourbon, qui commandait en ce moment l'armée allemande, croyant que les partisans d'Hippolyte et d'Alexandre feraient une vigoureuse résistance, marcha sur Rome, et le 4 mai il fit donner l'assaut à cette ville. On sait que Bourbon, traître à sa patrie et à son roi, trouva la mort au commencement même de l'attaque; mais son armée n'en fut pas moins victorieuse; Rome, pendant plusieurs jours, fut livrée à toutes les horreurs d'une ville prise d'assaut, et plus maltraitée qu'elle ne l'avait été jadis par les barbares qui renversèrent l'empire romain. Le pape, prisonnier au château Saint-Ange, fut forcé de capituler et de se rendre aux généraux de l'empereur Charles-Quint.

La prise de Rome et la longue captivité du pape

ruinaient la fortune des Médicis. Le parti qui leur était opposé à Florence n'eut pas de peine à triompher de deux jeunes gens sans expérience et qui n'avaient de force que dans l'autorité de Clément VII. Le 16 mai, la révolte éclata, Hippolyte et Alexandre furent obligés de s'enfuir; les statues de Léon X et de Clément VII furent brisées, et l'on rétablit la forme du gouvernement démocratique à peu près tel qu'il existait avant 1512. N. Caponi, l'un des chefs de cette révolution, fut nommé gonfalonier. C'était le fils de Pierre Caponi qui montra tant d'énergie devant Charles VIII, et osa déchirer en présence de ce monarque le traité qu'il voulait imposer à la république.

Pendant le temps que dura ce nouveau régime, les factions entre les nobles et le peuple ne cessèrent de déchirer cette malheureuse cité. La peste vint encore s'ajouter à tant de maux, et ce fut alors que Florence, après avoir imploré la miséricorde de Dieu, décréta que Jésus-Christ serait déclaré roi perpétuel de cette ville. Elle fit placer sur la porte du Vieux-Palais une inscription qui constatait cette élection.

Cependant Charles-Quint, cédant aux sollicitations de Clément VII et à l'intervention de toutes les puissances chrétiennes, consentit à lui rendre la liberté et à traiter avec lui. La paix fut signée entre toutes les parties belligérantes, à Barcelone, le 29 juin 1529. Par ce traité, dans lequel n'était point comprise la république de Florence, Charles-Quint s'obligeait de rétablir à Florence la maison de Médicis dans sa première grandeur, et de marier avec Alexandre de Médicis Marguerite, sa fille reconnue.

Les Florentins ne se laissèrent point abattre par leur isolement, et ils résolurent de résister seuls aux forces de Charles-Quint, qui était maître alors de l'empire d'Allemagne, de l'Espagne, de Naples et d'une grande partie de l'Italie. Ils chargèrent le grand Michel-Ange, leur compatriote, de tracer le plan des fortifications de leur ville; et à peine ces travaux étaient-ils achevés, que l'armée impériale, sous les ordres de Philibert, prince d'Orange, vice-roi de Naples, vint les assiéger.

Pendant le siége de cette ville, qui dura dix mois, les assiégés, commandés par Malatesta Baglioni leur général, firent plusieurs sorties, dont la principale eut lieu le 3 août 1530. Le prince d'Orange perdit la vie dans cette rencontre, où périt aussi Ferrucci, qui commandait les troupes florentines de cette expédition. Enfin, le 12 du même mois, les Florentins, réduits à l'extrémité, capitulèrent avec Ferdinand de Gonzague, successeur du prince d'Orange dans le commandement de l'armée impériale, et consentirent à recevoir la forme de gouvernement qu'il plairait à l'empereur de leur donner. Le traité portait que l'empereur ferait connaître sa volonté à cet égard avant l'expiration de quatre mois, sous condition cependant que la liberté serait conservée : la république devait payer à l'armée quatre-vingt mille ducats en argent comptant, et trente mille en lettres de change; en retour, les troupes impériales s'éloignaient immédiatement; Pise, Volterra et Livourne étaient remises à un commissaire du pape; une amnistie complète couvrait les actions des Florentins sans exception.

# CHAPITRE IV

La Toscane érigée en duché. — Alexandre de Médicis, nommé duc. — Sa conduite cruelle et tyrannique. — Il est assassiné. — Côme de Médicis, dit le Grand, premier grand-duc de Toscane. — Côme maintient le tranquillité intérieure. — Il réunit Sienne à ses États. — Il creuse le port de Livourne. — Il rétablit l'Université de Pise. — Il réorganise celle de Florence. — Travaux et constructions. — Fondation de l'ordre de Saint-Étienne. — Mort de deux fils de Côme. — Histoire apocryphe à ce sujet. — Côme cède l'administration de ses États à son fils François. — Mort de Michel-Ange. — Côme lui fait élever un tombeau. — Pie V confère à Côme le titre de grand-duc. — Mort de Côme. — Son éloge. — François-Marie, deuxième grand-duc. — L'empereur lui confirme le titre de grand-duc donné à son père par Pie V. — Fondation de l'académie *della Crusca*. — Mariage de François avec Bianca Capello. — Mort de François-Marie. — Ferdinand I[er], troisième grand-duc. — Sa bonne administration — Il réprime les désordres intérieurs et assure la tranquillité extérieure de ses États. — Sa mort. — Côme II, quatrième grand-duc. — État florissant de la Toscane. — Côme II appelle Galilée à sa cour. — Mort de Côme II. — Ferdinand II, cinquième grand-duc. — Minorité de Ferdinand. — Galilée est chargé de son éducation. — Ferdinand règne par lui-même. — Sa médiation entre le duc de Nevers et l'empereur. — Maladie contagieuse, ou peste. — Belle conduite de Ferdinand. — Persécutions contre Galilée. — Détails sur cette affaire. — Goût de Ferdinand pour l'étude des sciences physiques. — L'académie *del Cimento*. — La cour du grand-duc devenue une des plus brillantes de l'Europe. — Son influence sur les mœurs de la nation. — Sa médiation entre le pape Urbain VIII et le duc de Parme. — Insulte faite à l'ambassadeur de France, à Rome, par la garde corse du pape Innocent X. — Médiation du grand-duc entre le pape et le roi. — Sa mort.

## ALEXANDRE DE MÉDICIS, DUC DE FLORENCE.

Charles-Quint ne décida rien dans les quatre mois. Alors Clément VII lui envoya Alexandre de Médicis pour le presser de prononcer sur le sort de Florence. Enfin Charles signa un décret par lequel il rétablissait les Florentins dans leurs anciens priviléges, à condition qu'ils reconnaîtraient pour duc Alexandre de Médicis. Il était aussi stipulé que plus tard Alexandre épouserait Marguerite d'Autriche, fille de l'empereur. Ce décret d'alliance maintenait jusqu'à un certain point la forme républicaine, puisqu'il laissait aux Florentins la liberté de choisir leurs magistrats, et il n'attribuait à la maison de Médicis que les prérogatives dont elle jouissait avant 1527, et qu'il transformait en droits : ces droits ne tardèrent pas à recevoir une extension qui n'avait pas été prévue.

En 1532, François Guicciardini l'historien et Baccio Valori, ayant été élevés à la magistrature, firent, à la sollicitation du pape, adopter un décret par lequel il fut réglé qu'Alexandre serait fait duc de la république avec toute l'autorité que peut avoir un prince souverain, et qu'après lui ses descendants, et à leur défaut la branche de Laurent de Médicis, frère de Côme, jouiraient de la même dignité. En conséquence, le 1^er^ mai 1532, Alexandre fut proclamé solennellement duc et prince absolu de Florence.

La conduite que tint le nouveau souverain donna bientôt sujet aux Florentins de se repentir du

trop de confiance qu'ils avaient mise en lui. Après la mort de Clément VII surtout, il gouverna en tyran, et se livra à toutes sortes de débauches et de crimes. Il fit empoisonner le cardinal Hippolyte, son cousin, qui avait été autrefois chargé d'administrer Florence avec lui. Ses crimes excitèrent le mécontentement général, et il se fit des ennemis jusque dans sa propre famille. Alexandre fut assassiné par Laurenzino Médicis, l'aîné de la branche cadette de cette maison (janvier 1537). L'assassin s'enfuit à Venise.

## COME DE MÉDICIS, DIT LE GRAND,

### PREMIER GRAND-DUC DE TOSCANE.

Le sénat florentin, qui se composait alors de quarante-huit magistrats, choisit, pour succéder à Alexandre, Côme de Médicis, fils de Jean, l'illustre commandant des bandes noires. Cette élection donna lieu à quelques débats; mais François Guicciardini, qui l'avait proposée, la fit adopter à une grande majorité (9 janvier).

Pour empêcher que cette élection ne donnât quelque sujet de crainte, on avertit le peuple qu'on bornait par un décret le pouvoir illimité dont avait joui le duc Alexandre, en donnant à Côme un conseil, et en fixant la somme que le trésor public devait lui fournir pour soutenir sa dignité. Le peuple accueillit ce décret avec enthousiasme, et la ville retentit des acclamations qui souhaitaient longue vie au nouveau prince.

Charles-Quint confirma l'élection du sénat par un décret en date du 28 février 1537.

Côme n'avait que dix-huit ans quand il fut élevé au pouvoir. Ce choix contrariait ceux qui avaient pris part au meurtre d'Alexandre, soit que, comme Laurenzino, ils eussent désiré lui succéder; soit que, comme Philippe Strozzi, l'un des principaux chefs de la conspiration, ils eussent songé à l'abolition du pouvoir monarchique et au rétablissement de la république. Tous ceux qui avaient été compromis dans cette affaire avaient pris la fuite, et un décret les avait déclarés bannis à perpétuité et déchus de tous leurs droits de citoyens. Comptant cependant sur les partisans qu'ils avaient encore à Florence, ils tentèrent d'y rentrer à main armée; mais ils furent battus par les troupes de Côme, qui tomba sur eux à l'improviste. Philippe Strozzi fut fait prisonnier et enfermé dans les prisons de Florence, où il fut mis à mort.

La tranquillité intérieure ne fut plus troublée désormais sous le règne de Côme, et ce prince put adopter sans contrainte les anciennes vues de prévision et d'accroissement de la république, ainsi que les améliorations que réclamaient les diverses localités soumises à sa domination. Il fit fortifier Pise et tenta de soumettre Lucques, mais il ne put y réussir. Il tourna dès lors ses vues vers la possession de Sienne; mais ce ne fut qu'après de longues années de luttes armées et de négociations qu'il vit ce projet s'accomplir. Il eut à combattre, pour réussir, d'abord, la répugnance des Siennois, de tout temps ennemis irréconciliables des Florentins, et de plus les efforts des

Français leurs alliés, dirigés par Pierre Strozzi, Florentin, fils de Philippe Strozzi, mort dans les cachots de Côme. Pierre Strozzi, devenu maréchal de France par l'influence de Catherine de Médicis, reine de France, épouse de Henri II, avait juré de venger son père; il n'était nullement contrarié dans ce projet par Catherine, seul rejeton de la branche aînée des Médicis et qui n'aimait pas ceux qui appartenaient à la branche cadette. Cependant Côme triompha de tous ces obstacles, et la ville fut forcée de capituler; mais elle voulut se rendre à l'empereur. Celui-ci la garda quelque temps, et ce ne fut qu'en 1557 que Philippe II, successeur de Charles-Quint, la remit à Côme de Médicis.

Depuis le passage de Charles VIII en Italie, l'université de Pise avait été fermée. Côme la fit rouvrir en 1542 et y fonda plusieurs chaires qui y appelèrent un nombre considérable d'étudiants. Quelques années après, il fit creuser et reconstruire à neuf le port de Livourne et le déclara port franc. Par là il rendit cette ville florissante, et son port devint un des plus fréquentés de la Méditerranée. Cette même année il fit ouvrir au public la riche bibliothèque fondée par Côme l'Ancien, et il prit soin lui-même de l'augmenter par les manuscrits les plus rares et les plus précieux. C'est dans ce dépôt que se trouve le manuscrit de Virgile, regardé comme le plus ancien de l'Europe.

Il semble qu'un Médicis, après les exemples éminents que lui avaient laissés tous ceux de cette famille qui avaient exercé le pouvoir, n'aurait pu sans déroger être indifférent aux progrès des lettres et des sciences. Aussi, sous ce rapport, il se montra digne de porter ce nom illustre. Trouvant que

l'université de Florence ne répondait pas à ce qu'on devait attendre d'une ville si renommée, il la réorganisa sur de nouvelles bases, créa de nouvelles chaires, et y appela des savants et des hommes de mérite de toutes les parties de l'Italie. L'émulation qui s'éleva entre ces savants enfanta une multitude d'ouvrages originaux et de traductions d'auteurs grecs. Pour faciliter l'édition de leurs ouvrages, Côme fit venir à Florence Laurent Torrentin, imprimeur flamand, lui monta à ses frais une imprimerie avec deux presses et des caractères *italiques*, ou de l'écriture courante des anciens, et y joignit aussi des caractères grecs. Une pension considérable, accordée pour douze ans à Torrentin, le mit en état de travailler et de répondre aux vues du prince. Arnaud d'Harlem, qui l'avait accompagné, et qui s'était fait connaître au duc par un dictionnaire qu'il lui avait dédié, eut aussi part à ses libéralités. Ainsi, par les bienfaits d'un Médicis, l'art typographique devait bientôt s'élever à Florence aux rangs où étaient parvenus les autres arts libéraux, ses aînés.

« Nous ne parlerons point, dit un historien, de tous les édifices superbes, de tous les monuments dont il orna la capitale et les environs; ils subsistent et portent l'empreinte de sa grandeur. Nous citerons seulement cette galerie célèbre, connue sous le nom de galerie de Florence, qui contient aujourd'hui la collection la plus riche et la plus nombreuse qu'il y ait au monde de statues, de bronzes, de médailles, de tableaux précieux, etc. Ce fut par ses ordres que s'éleva ce monument durable de la gloire des Médicis, et lui-même augmenta considérablement ce dépôt. »

Voulant favoriser et développer le commerce maritime de ses États, Côme dirigea vers l'étude de la marine le courage et les talents de la noblesse florentine. Afin de protéger les côtes de la Toscane contre les Turcs et les corsaires barbaresques, il institua en 1560 l'ordre militaire et religieux de Saint-Étienne, dont il se réserva la grande maîtrise pour lui et ses successeurs.

Ici se place un épisode de la vie de Côme qui a été diversement raconté par les historiens. On dit que deux de ses fils, Jean, cardinal, âgé de dix-neuf ans, et Garcias, âgé de quinze ans, se prirent de querelle à la chasse, et que ce dernier aurait tué son frère aîné d'un coup de poignard. Le duc aurait fait apporter secrètement le cadavre de Jean dans son palais, et, ayant fait appeler Garcias, il lui aurait demandé s'il était le meurtrier de son frère; sur la dénégation de celui-ci, le cadavre aurait répandu du sang, et alors Garcias aurait avoué son crime. Le père irrité, saisissant alors le poignard que portait Garcias et qui avait servi à tuer son frère, le lui aurait plongé dans le sein, en lui disant qu'il devait se trouver heureux de perdre une vie dont il était indigne par les mains de celui dont il l'avait reçue.

Ces détails, qui n'ont rien d'authentique, sont plutôt du domaine de la légende que de l'histoire; aussi les historiens sérieux, tel que Muratori, ont-ils regardé ces faits comme plus que douteux, et Botta, l'historien le plus récent de l'Italie, ne croit pas à ce crime. Ce qu'il y a de certain, c'est que les deux frères moururent probablement d'une manière tragique, et que cette fin déplorable jeta le deuil et la consternation dans la

famille ducale. La duchesse Éléonore de Tolède ne survécut que peu de jours à la perte de ses deux fils, et sa mort combla la douleur de son époux.

Ces tristes événements firent une telle impression sur le duc, qu'il résolut de vivre dans la retraite et qu'il remit le gouvernement de ses États à son fils aîné François-Marie, alors âgé de vingt-cinq ans, en lui donnant pour ministre et pour conseiller Barthélemi Concini, homme de confiance et d'une expérience consommée. Côme se réserva le titre ducal, et l'année suivante il fit épouser à son successeur Jeanne d'Autriche, fille de l'empereur Ferdinand Ier, alliance qui mettait le comble à la grandeur des Médicis.

A cette époque (1564) mourut à Rome l'illustre Michel-Ange Buonarroti, artiste incomparable comme architecte, comme sculpteur et comme peintre. Côme voulut faire les frais de ses obsèques dans cette ville, puis il fit transporter son corps à Florence et lui fit élever dans l'église Sainte-Croix un magnifique mausolée, où les trois arts dans lesquels Michel-Ange avait excellé furent représentés par trois artistes les plus éminents de l'époque. La *sculpture* fut confiée à Valerio Ciuli, l'*architecture* à Giovanni dell' Opera, la *peinture* à Baptiste Lorenzi. Les trois statues qui figurent ces arts sont placées autour du sarcophage et dans des attitudes qui expriment leurs regrets de la perte d'un si grand homme.

Le 1er septembre 1569, le pape Pie V, voulant donner à Côme un témoignage de sa haute estime, lui conféra le titre de grand-duc, titre qui lui donnait le droit de porter les insignes de la royauté. Les ambassadeurs d'Espagne et de l'empire protes-

tèrent ; mais, malgré cette opposition, le pape fit venir Côme à Rome l'année suivante, et lui remit solennellement la couronne royale et le sceptre. Dès lors ce titre est passé sans contestation à ses descendants.

Quelque temps après son retour de Rome, Côme tomba malade et mourut le 21 avril 1574, à l'âge de cinquante-quatre ans et quatre mois, après un règne de trente-huit ans. Il avait élevé la Toscane à un état de prospérité inconnu avant lui, et si l'on a pu lui reprocher la passion des conquêtes, il faut reconnaître que c'était moins en lui l'ambition de dominer que le noble désir de répandre ses bienfaits sur un plus grand peuple. Pise, rendue plus salubre, vit sous son règne sa population de sept mille âmes s'élever à vingt-un mille; Livourne fut agrandie et fortifiée ; le pays de Sienne, assaini, fournit au reste de la Toscane ce qui était nécessaire pour la vie et l'empêcha d'être dépendante des autres parties de l'Italie. Enfin, le grand-duché fut dès lors regardé parmi tous les États de la péninsule comme le plus vivant, le plus facile à être défendu, le plus riche, le plus puissant et le plus capable d'y causer rapidement des révolutions ou de les empêcher. Tant de bienfaits ont mérité à Côme, de la part de ses sujets, le surnom de *Grand*, et l'histoire a confirmé ce titre.

Côme laissa en mourant trois fils de sa première femme Éléonore de Tolède, François, son successeur immédiat, le cardinal Ferdinand et don Pierre. Il eut encore d'autres enfants de Camille Marelli, qu'il avait épousée après la mort d'Éléonore, entre autres une fille, qui fut mariée à César d'Est, duc de Modène.

## FRANÇOIS-MARIE DE MÉDICIS,

### DEUXIÈME GRAND-DUC DE TOSCANE.

François, fils aîné de Côme, gouvernait depuis dix ans la Toscane, ainsi que nous l'avons dit, quand il fut appelé à prendre le titre de grand-duc. Né avec une âme tranquille, ami de la paix, sans ambition et même sans passion violente, il jouit des conquêtes de son père sans penser à les augmenter. Il conserva l'amitié de l'empereur sans s'en prévaloir, et gouverna paisiblement ses États, du reste sagement administrés par l'homme de confiance que lui avait donné son père, Barthélemi Concini.

Le règne de ce prince n'offre aucun événement considérable. Tout ce qu'on peut dire, c'est que sa cour fut une des plus brillantes de l'Italie, et que, digne du nom de Médicis, il encouragea par de grandes libéralités les artistes et les gens de lettres. En 1576, l'empereur Maximilien II, son beau-père, lui reconnut enfin le titre de grand-duc, qu'il avait contesté à son père lorsque ce prince l'avait reçu de Pie V.

Ce fut sous le règne de François, en 1582, que fut fondée à Florence la célèbre académie *della Crusca*, en latin *academia furfuratorum*. Le grand dictionnaire de la langue italienne, que cette académie a produit, est sans contredit le premier dépôt de cette langue, et a dû contribuer à la fixer; la plus belle édition a été imprimée à Florence en 1729, en six volumes in-folio.

Après la mort de Jeanne d'Autriche, arrivée en

1578, le grand-duc épousa Bianca Capello, Vénitienne d'une grande beauté, qui habitait Florence depuis quelques années. Nous n'entrerons pas dans les détails romanesques de la liaison formée entre cette femme et François, détails qui appartiennent plus au roman et à la chronique qu'à une histoire sérieuse.

Le grand-duc François-Marie mourut le 19 octobre 1587 ; Bianca Capello ne lui survécut que de trente-cinq heures. Il ne laissait de son premier mariage que deux filles, Éléonore, mariée à Vincent, duc de Mantoue, et Marie, épouse de Henri IV, roi de France. On ne lui connaît point d'enfants de son second mariage.

## FERDINAND Ier DE MÉDICIS,

### TROISIÈME GRAND-DUC DE TOSCANE.

François, avant de mourir, avait nommé pour son successeur son frère Ferdinand, cardinal, mais non engagé dans les ordres sacrés, et qui habitait Rome depuis plusieurs années. Ferdinand remit son chapeau de cardinal au pape et se hâta de revenir à Florence, où il fut reçu avec enthousiasme par le peuple, et proclamé avec des acclamations d'autant plus vives qu'elles étaient fondées sur la haute estime que lui avaient méritée ses vertus.

En montant sur le trône, il trouva des trésors immenses accumulés par son frère; il mit toute son application à les employer de la manière la plus avantageuse pour sa patrie. Le grand-duc

François, sans être ni dur, ni tyrannique, se montrait fier, peu accessible; Ferdinand s'attacha au contraire à paraître doux, affable, humain, et à faire un accueil bienveillant à tout le monde. Il prit pour modèle son père Côme, et il parvint à compléter et à consolider l'œuvre commencée par ce grand prince.

D'après les conseils de Catherine de Médicis, reine de France, il épousa, le 30 avril 1589, Christine, fille de Charles III, duc de Lorraine, et de Claude de France, et petite-fille de la reine Catherine. De ce mariage sont nés quatre fils, Côme, successeur de Ferdinand; Charles, cardinal, et les princes François et Laurent; et trois filles, qui contractèrent toutes de brillantes alliances.

Ferdinand, pendant tout son règne, donna des preuves constantes de sa prudence, de son habileté et de son énergie dans l'art si difficile de bien gouverner. Ainsi, par son adresse, il parvint à éloigner entièrement de la Toscane les Espagnols, qui en occupaient encore quelques places depuis le règne de Charles-Quint. Il purgea la Toscane d'une multitude de bandits qui la désolaient, et fit pendre un de leurs chefs, quoiqu'il appartînt à une famille noble des plus influentes.

Non content de rétablir la tranquillité dans l'intérieur de ses États, il porta sa sollicitude au dehors, et veilla avec soin aux intérêts du commerce maritime. Il équipa une flotte puissante qui donna la chasse aux corsaires de la Méditerranée, et qui les poursuivit jusque dans leurs repaires, soit dans les îles de l'Archipel, soit sur les côtes d'Afrique.

Ferdinand mourut le 17 février 1609, empor-

tant les regrets et l'estime de son peuple, après un règne plus court, mais tout aussi glorieux que celui de Côme Ier. — A la mort de Ferdinand, on trouva dans ses coffres dix millions d'or et la valeur de deux millions de pierreries. Ce fut lui qui commença en 1604 la chapelle royale des tombeaux, où l'on voit ceux des grands-ducs Côme Ier, François, Ferdinand Ier, Côme II, Ferdinand II et Côme III. Ce monument, le plus beau de ce genre qui existe en Europe, a coûté des sommes énormes.

## CÔME II,

### QUATRIÈME GRAND-DUC DE TOSCANE.

Côme, fils aîné de Ferdinand, succéda à son père sous le nom de Côme II. Les Florentins ne s'aperçurent pas qu'ils eussent changé de maître. Ce jeune prince, d'une santé fort délicate, gouverna avec une prudence et un jugement au-dessus de son âge et de la faiblesse de sa complexion. Il avait épousé en 1608 Madeleine d'Autriche, sœur de l'empereur Ferdinand II.

Le commerce et la bonne administration de ses grands-ducs avaient rendu la Toscane florissante et ses souverains opulents. Aussi Côme fut en état d'envoyer vingt mille hommes au secours du duc de Mantoue, contre Charles-Emmanuel, duc de Savoie, sans mettre aucun impôt nouveau sur ses sujets. Il secourut aussi l'empereur Ferdinand II, son beau-frère, contre les Bohémiens révoltés. Les troupes qu'il envoya à sa défense passèrent au travers des ennemis, pénétrèrent dans Vienne, où

l'empereur était assiégé, et parvinrent à faire lever le siége.

Florence, alors rivale de Rome, attirait chez elle la même foule d'étrangers qui venaient admirer les chefs-d'œuvre antiques et modernes dont elle était remplie. Côme imitait ses prédécesseurs dans l'amour des beaux-arts et des sciences. Le célèbre Galilée, né à Pise d'un père florentin, occupait avec éclat une chaire de philosophie à Venise; le grand-duc l'appela à Florence et se l'attacha par les titres de son premier philosophe et son premier mathématicien.

Côme II mourut en 1621, âgé seulement de trente-un ans, laissant cinq fils et trois filles.

## FERDINAND II,

### CINQUIÈME GRAND-DUC DE TOSCANE.

Ferdinand, fils aîné de Côme II, n'avait que dix ans lorsqu'il fut appelé à succéder à son père. Celui-ci avait, par testament, nommé régentes, pendant la minorité de Ferdinand, la grande-duchesse Christine, veuve de Ferdinand Ier, et Marie-Madeleine, archiduchesse d'Autriche, sœur de la reine d'Espagne et mère du nouveau grand-duc.

Les deux princesses avaient le plein exercice de l'autorité souveraine. Elles en usèrent avec accord entre elles, et réussirent par leurs soins et leur prudence à maintenir la tranquillité intérieure et extérieure de la Toscane.

La cour de Florence était remplie d'hommes influents et distingués, parmi lesquels brillait Gali-

lée, chargé plus spécialement de l'éducation du jeune Ferdinand. Les études du prince sous un tel maître élevaient le génie remarquable qu'il avait reçu de la nature, et le préparaient à un juste discernement de ses propres intérêts et de ceux des souverains ses contemporains. Aussi les qualités éminentes qu'il montra dès sa jeunesse, et d'un autre côté le caractère de faiblesse et d'indécision qui accompagne ordinairement une régence confiée à des femmes, faisaient désirer le moment où le grand-duc prendrait les rênes du gouvernement.

Il ne démentit pas, quand ce moment fut arrivé, la bonne opinion qu'il avait fait concevoir de lui; son règne est un de ceux qui contribuèrent le plus à la gloire et à la prospérité de la Toscane. Respecté au dehors, Ferdinand fut souvent le médiateur des querelles qui s'élevèrent entre les princes ses contemporains. Ainsi, à peine avait-il pris en main le pouvoir, qu'il eut occasion de rendre un service signalé à Charles Ier, duc de Nevers, qui voulait soutenir, malgré l'empereur, ses prétentions sur les duchés de Mantoue et de Montferrat. Charles, nonobstant la justice de ses droits, était sur le point de succomber sous la volonté inflexible de son trop puissant adversaire. Déjà le sort des armes avait été contraire à Charles; mais l'intervention de Ferdinand auprès de l'empereur son oncle, parvint à calmer le ressentiment de ce dernier, qui consentit à donner à Charles l'investiture du duché de Mantoue et d'une partie de celui de Montferrat.

Cette guerre, quoique peu importante, eut des suites funestes pour une grande partie de l'Italie.

Une maladie contagieuse, apportée d'Allemagne par les armées de l'empereur, après avoir ravagé Milan, se manifesta sur les frontières de la Lombardie et du Bolonais. On prit à Florence les précautions les plus promptes; mais elles n'eurent aucune efficacité. Les bourgs voisins de la ville furent les premiers atteints et quelques-uns presque entièrement dépeuplés. Ferdinand, courageux, généreux, bon souverain, ne voulut pas quitter Florence. Il fit établir un lazaret au milieu de la ville; malheureusement cette mesure n'eut pas le résultat que le prince en avait espéré.

Au milieu de la désolation générale, le grand-duc parcourait les rues tantôt à pied, tantôt à cheval, donnant des consolations, adressant des paroles tendres et encourageantes. Cette noble conduite du prince produisit plus d'effet que les prescriptions des hommes de l'art, et elle contribua à sauver un grand nombre de malheureux que le désespoir et le découragement auraient frappés plus mortellement que le mal lui-même. Cette épidémie, connue aussi sous le nom de peste, a trouvé, comme la première peste de Florence, un écrivain éloquent pour la décrire; c'est Manzoni qui, dans ses *Promessi sposi*, a tracé de ce fléau un tableau aussi vrai que touchant.

A peine la Toscane était-elle délivrée de cette terrible maladie, que le cœur du grand-duc fut affligé d'une vive douleur. Son précepteur, le grand Galilée, était l'objet de persécutions qui affectaient d'autant plus l'âme généreuse du prince, qu'elles s'adressaient plus aux Médicis qu'au savant philosophe; car le grand-duc, ainsi que le cardinal Charles de Médicis, son oncle, étaient persuadés

que la politique avait plus de part dans cette contestation que l'intérêt de la religion. Nous croyons utile d'entrer dans quelques détails sur cette affaire, qui a souvent été dénaturée par les écrivains protestants et par les ennemis de la religion.

Galilée avait montré dès son enfance une aptitude extraordinaire pour les sciences exactes. En 1609, il inventa un télescope à l'aide duquel il découvrit les satellites de Jupiter, qu'il nomma les *étoiles de Médicis*, voulant consacrer à l'immortalité ce nom si révéré. « Il vit, dit M. Biot, ce que jusque-là n'avait vu aucun mortel : la surface de la lune, semblable à une terre hérissée de hautes montagnes et sillonnée par des vallées profondes ; la planète de Vénus présentant, comme la lune, des phases qui démontrent sa forme sphérique ; Jupiter, environné de ses quatre satellites ; la voie lactée ; les nébuleuses ; tout le ciel enfin parsemé d'une multitude infinie d'étoiles trop petites pour être aperçues à la simple vue. »

Par suite de ses découvertes astronomiques, Galilée reconnut que le système de Ptolémée, qui plaçait la terre au centre de l'univers et faisait mouvoir autour d'elle les astres et les planètes, était évidemment erroné ; il adopta en conséquence celui de Copernic, d'après lequel le soleil est au contraire le centre du monde, autour duquel se meuvent toutes les planètes, dont la terre elle-même fait partie.

Si Galilée se fût contenté d'exposer simplement son système, il n'eût probablement éprouvé aucune persécution (1) ; mais il voulut appeler les livres

(1) Nous disons qu'il n'eût probablement éprouvé aucune persécution, parce que ce système, qui n'était pas nouveau, n'avait jamais

saints à l'appui de ses doctrines, et mettre ses opinions astronomiques d'accord avec la lettre de l'Écriture. Les mémoires qu'il publia à ce sujet ayant été déférés à l'inquisition en 1615, une congrégation ou commission fut nommée pour les examiner. Sans contredire, sans désapprouver même d'une manière formelle le système de Copernic et de Galilée, cette commission décida que Galilée devait s'abstenir de mêler le texte des Écritures à ses opinions personnelles, et lui défendit d'enseigner, soit de vive voix, soit par écrit, une doctrine qui, n'étant établie encore que sur des hypothèses, pouvait entraîner dans l'erreur les ignorants et les esprits faibles, et fournir des armes aux ennemis de la religion.

Le cardinal Bellarmin, chargé de lui notifier la décision du saint-office, lui donna un écrit par lequel il déclarait qu'il n'avait été ni puni, ni même obligé de se rétracter; mais qu'on avait seulement exigé de lui qu'il cessât d'enseigner son

donné lieu à une accusation de la nature de celle qui fut intentée à Galilée. Ce système, improprement appelé de Copernic, est aussi ancien, si ce n'est davantage, que celui qui est connu sous le nom de Ptolémée; car il a été enseigné par les Elphantes, par Seleucus, par Aristarque, par Philolaüs, par Platon et par les Pythagoriciens, tandis que le système dit de Ptolémée ne remonte pas au delà d'Aristote et d'Hyparque. Mais comme la philosophie d'Aristote fut généralement adoptée dans les écoles, de là vient que son système de cosmographie dut prévaloir. Cependant cette opinion était si peu regardée comme article de foi, que nous voyons, dans les traités de physique du XVII[e] siècle, les deux hypothèses présentées comme indifférentes quant aux effets ou apparences qui en pouvaient résulter. Voici comment s'exprime à cet égard un auteur très-orthodoxe de cette époque : « N'y ayant aucune raison qui nous incline présentement à suivre l'une plutôt que l'autre hypothèse, nous devons suspendre notre jugement à l'égard de toutes les deux. Mais, comme il faut prendre un parti, nous voulons bien par provision embrasser l'opinion la plus commune. »

système. Galilée promit tout ce qu'on voulut; il tint parole jusqu'en 1632; mais cette année il publia des *dialogues* pour soutenir l'immobilité du soleil et le mouvement de la terre autour de cet astre. C t ouvrage, publié à Rome même avec les permissions convenables, éveilla l'attention des ennemis des Médicis. On chercha et l'on parvint à persuader à Urbain VIII que Galilée avait osé le désigner dans ses dialogues sous le nom de *Simplicius*, et l'on donna à entendre au saint-père que le philosophe florentin n'aurait pas eu tant d'audace s'il n'avait compté sur l'appui des Médicis. L'inquisition le cita donc de nouveau. Le grand-duc chercha dans son esprit, dans sa puissance, dans ses trésors, tous les moyens d'apaiser l'orage qui se formait contre son ancien maître; il s'attacha surtout à bien pénétrer l'ambassadeur de Toscane à Rome du désir de le protéger et de le sauver à tout prix.

Galilée, pour répondre à la citation qu'il avait reçue, partit de Florence le 20 janvier 1633. Arrivé à Rome, il ne fut point jeté dans les cachots, ni soumis à la torture. comme l'ont écrit plusieurs historiens modernes. Il eut pour prison, pendant tout son séjour à Rome, la *villa Médicis*, palais de l'ambassadeur de Toscane (aujourd'hui l'école des beaux-arts de France), qu'il appelle lui-même dans une de ses lettres « le délicieux palais de la Trinité-du-Mont. »

Quand il comparut devant le saint-office, on lui rappela simplement ses promesses, et comme il était évident qu'il les avait violées, il fut condamné à être emprisonné pendant trois ans. Des historiens ont ajouté qu'il fut obligé de se rétrac-

ter à genoux, et de reconnaître que la terre ne tournait pas ; mais qu'après avoir fait cette déclaration il dit en se levant et en frappant du pied la terre : « *E pur si muove*, et cependant elle marche.» Si ce récit est vrai, il prouve que l'on se contentait d'une déclaration dont la formule était rédigée d'avance, et qu'ensuite on lui laissait dire ce qu'il voulait. Peut-être ses juges eux-mêmes étaient-ils peu convaincus de l'erreur de Galilée, et n'étaient pas loin d'adopter une opinion qui depuis longtemps a été accueillie comme une vérité incontestable par les hommes religieux les plus éclairés, par de savants théologiens et par une foule de mathématiciens et de savants appartenant à des ordres religieux, tels que les Bénédictins, les Jésuites, les Dominicains, les Minimes, etc. Cette doctrine est enseignée depuis longtemps dans les séminaires et dans les maisons ecclésiastiques où l'on élève la jeunesse, et tout le monde reconnaît que le mouvement de la terre et l'immobilité du soleil ne sont pas contraires aux paroles bien entendues de l'Écriture, l'Esprit saint ayant dû adresser aux hommes le seul langage qu'ils pussent comprendre. C'est ainsi que, pour se conformer au langage usuel, les astronomes eux-mêmes disent que le soleil et les astres se lèvent et se couchent, tandis qu'ils ne se couchent ni se se lèvent ; mais on ne se sert pas d'autre locution pour exprimer leur apparition sur notre horizon, ou leur disparition.

Galilée ne subit pas les trois ans de prison auxquels il avait été condamné. Il retourna à Florence, et, malgré son grand âge, il fit une partie de la route à pied, ce qui prouve qu'il n'avait pas beau-

coup souffert des prétendues tortures qu'on lui aurait fait endurer. Il mourut le 9 janvier 1642, l'année de la naissance de Newton. Il était âgé de soixante-dix-huit ans. Il fut enterré à Sainte-Croix, où on lui éleva un mausolée vis-à-vis celui de Michel-Ange.

Galilée avait inspiré au grand-duc et aux princes ses frères, surtout au cardinal Léopold de Médicis, le goût des sciences physiques; aussi peut-il être regardé comme le précurseur de l'académie del Cimento, qui fut fondée douze à quinze ans après sa mort. Ferdinand aimait tellement la physique et surtout la chimie, qu'il avait un cabinet et un laboratoire dans l'intérieur du palais, où il se livrait à des expériences, et où il réunissait chaque jour les savants les plus distingués de Florence. Il inventa lui-même plusieurs instruments, et l'on trouve des thermomètres de sa façon dans le recueil de l'académie del Cimento.

Cette académie del Cimento (de l'Expérience) fut fondée en 1657 par le cardinal Léopold de Médicis, frère du grand-duc, qui voulut lui laisser la gloire et l'honneur de cet établissement. Les premiers académiciens furent Viviani, Malpiaghi, Paul del Buono, Borelli, et à leur tête le cardinal Léopold et le grand-duc. Cette institution, la première qui ait eu pour objet la science des phénomènes physiques tels que la nature nous en offre le spectacle, finit avec ses fondateurs. Ses registres originaux ne vont point au delà de 1667. Le cardinal Léopold était mort deux ans auparavant, avec la réputation du plus grand protecteur que les sciences et les arts eussent alors en Italie. Il avait considérablement augmenté la superbe collection

de bustes et de statues de la galerie de Florence.

L'étude des sciences n'était pour le grand-duc Ferdinand qu'un délassement, et ne l'empêchait pas de donner des soins assidus aux affaires de l'État. Sa réputation ne cessait de s'étendre en Italie. Il rendait Florence une sorte de capitale de la péninsule. Secondé dans ses desseins par les princes ses frères, dont la conformité de sentiments, le respect et l'amour réunissaient les volontés en une seule, il exerçait avec leur secours une autorité modérée que le peuple bénissait avec des cris de joie. Tous, animés par son exemple, se faisaient une loi de répondre aux vues du souverain. Il avait su changer les mœurs de la nation, affaiblir l'orgueil et la méfiance. Une économie nécessaire l'avait contraint de renoncer au faste de ses prédécesseurs, et l'empêchait d'ouvrir si facilement le trésor aux étrangers. Son propre caractère, ses profondes réflexions, lui inspirèrent le noble désir de voir des amis et non pas des esclaves dans les citoyens de ses États. Nous avons déjà trouvé une preuve de cette disposition de son esprit dans l'accueil quotidien et familier qu'il faisait aux savants de son pays; il en agissait de même avec tout le monde, et son exemple exerçait sur la nation entière une heureuse influence. Partout brillaient l'affabilité, l'hospitalité confiante, la douceur et la politesse. Les Florentins étaient redevenus en quelque sorte ces anciens Toscans qui plantaient sur la place publique une petite colonne ornée de leurs armes, et se trouvaient prêts à emmener dans leur maison et à traiter en hôte et en ami tout étranger qui attachait son cheval à une de ces colonnes. Une galanterie décente remplaça toute jalousie sangui-

naire, et les femmes, admises dans la société, contribuèrent à faire disparaître ce qui pouvait rester de rudesse dans les mœurs et dans le langage.

« La cour, dit l'historien Galluzzi, ne fut plus le théâtre d'un luxe effréné, qui irrite, qui humilie les malheureux et n'est admiré que par les fous. C'était une assemblée de personnages aimables et instruits, dignes d'entourer le prince le plus éclairé de l'Italie. Le grand-duc et le prince François disputaient entre eux à qui développerait avec plus de clarté les grandes leçons de Galilée, leur maître. Le cardinal Charles, oncle du grand-duc, et le prince Matthias, autre frère de Ferdinand, se livraient à l'étude des lettres et à celle des beaux-arts. L'esprit de patriotisme, un désir de perfection, la recherche de la vérité, préparaient la gloire du second siècle des Médicis, qui, dans l'histoire des connaissances humaines, devait être peu inférieur à celui de Laurent le Magnifique. »

Une cour si élégamment composée, un assemblage si nouveau d'hommes distingués, excitait l'orgueil de la Toscane et même de l'Italie, sur qui rejaillissait une partie de cette gloire. L'Europe entière l'admirait, et les princes, les seigneurs étrangers, français, espagnols, allemands, venaient visiter Florence, et séjourner le plus longtemps qu'ils pouvaient dans cette ville, pour jouir de ce qu'offraient de rare, d'agréable et de touchant, l'esprit du souverain, l'éclat de la cour, et la satisfaction des sujets. Les représentations théâtrales, les jeux de toute espèce, les joutes, les bals, les fêtes du matin, les fêtes du soir toutes resplendissantes d'illuminations, annonçaient les magnificences des princes et le génie du peuple florentin. Ajou-

tons l'éclat du beau ciel de la Toscane, les rives si fraîches et si pittoresques de l'Arno, la somptuosité des palais dont l'image se réfléchissait dans les ondes du fleuve, et l'on pourra se faire une idée de ce que pouvait être alors Florence, véritable séjour de délices que la nature et la main des hommes s'étaient plu à embellir à l'envi.

Les plaisirs et les fêtes de la cour, pas plus que le goût des sciences, n'empêchaient Ferdinand de se livrer aux affaires sérieuses. Sa fermeté et sa sincérité dans les traités, l'exacte observation de sa parole, son inaltérable intégrité lui donnèrent parmi les princes chrétiens une réputation de justice et d'équité qui le fit souvent choisir pour arbitre de leurs différends, ainsi que nous avons déjà eu occasion de le faire remarquer lorsque, très-jeune encore, il avait interposé sa médiation entre l'empereur et le duc de Nevers. Nous ne citerons pas toutes les circonstances où il fut appelé à terminer des contestations entre des souverains; nous parlerons seulement de deux affaires où son entremise eut le plus heureux succès. La première eut pour objet la réconciliation d'Odoard, duc de Parme, avec le pape Urbain VIII. Ferdinand, malgré les difficultés que présentait cette négociation, la termina promptement, à la satisfaction mutuelle des parties intéressées. La seconde circonstance dont nous voulons parler fut son intervention dans le traité de Pise, entre le roi Louis XIV et le pape Innocent X. La gravité de cette affaire demande que nous entrions dans quelques détails sur son origine, afin que l'on comprenne mieux l'importance du rôle que le grand-duc fut appelé à y jouer.

Une rixe s'était un jour élevée entre les gens du duc de Créqui, ambassadeur de France à Rome, et les Corses de la garde du pape. Quelques Français qui prirent part à la querelle furent arrêtés par la garde corse; mais les laquais du duc les arrachèrent des mains de la garde et les emmenèrent dans l'hôtel de l'ambassadeur. Jusque-là, rien n'était répréhensible dans la conduite des Corses, et les Français seuls étaient coupables du désordre qui avait eu lieu. Le lendemain, au milieu du jour, les Corses revinrent en force, tambour battant, et firent une décharge sur les fenêtres du palais de France, malgré la présence de l'ambassadeur, qui avait paru au balcon. En se retirant, ils rencontrèrent l'ambassadrice qui rentrait au palais, et, sans aucun égard pour son sexe et pour la dignité de sa personne, ils firent feu sur la voiture, blessèrent des domestiques, et tuèrent un page qui se trouvait à la portière. Aussitôt le duc de Créqui sortit de Rome et demanda justice. Quatre mois se passèrent en négociations sans résultat. Le pape crut accorder une satisfaction suffisante en faisant pendre un Corse de la garde et un sbire, et en destituant le cardinal Imperiali, gouverneur de Rome, comme coupable de négligence dans cette affaire; mais le roi de France ne fut pas satisfait. Il s'empara d'Avignon et du Comtat, et menaça de faire passer son armée en Italie. Il fallut entamer de nouvelles négociations. Ce fut alors que le pape demanda les bons services du duc Ferdinand, oncle du roi de France par alliance, et qui jouissait d'une haute estime auprès de Louis XIV.

Ferdinand parvint à apaiser le courroux des



K. Girardet del. F. Delannoy sc.

Les Corses firent une décharge sur les fenêtres de l'ambassadeur de France, qui avait paru au balcon.

ministres du roi, et à faire entendre aux agents du pape un langage de conciliation. Par le traité qui fut signé à Pise, le pape fut obligé de casser la garde corse, d'élever dans Rome une pyramide avec une inscription contenant le récit de l'offense avec la réparation, et enfin d'envoyer en France le cardinal Flavio Chigi, son neveu, faire ses excuses au roi. La rigueur de ces conditions fut compensée, grâce à l'intervention du grand-duc, par tant d'actes de générosité de la part de Louis XIV envers le cardinal Chigi et toute la famille pontificale, que si l'on dut reconnaître la grandeur d'âme de ce prince, on ne dut pas moins admirer la sagesse et la prudence du médiateur.

Ferdinand II avait épousé en 1633 Julie-Victoire de la Rovère, sa cousine, fille de Frédéric Ubald de la Rovère. Deux fils naquirent de ce mariage : Côme III et François-Marie, qui devint cardinal. Après la paix des Pyrénées, en 1662, il obtint pour son fils aîné la main de Marguerite-Louise d'Orléans, l'aînée des princesses nées du second mariage de Gaston d'Orléans, frère de Louis XIII, avec Marguerite de Lorraine.

Ferdinand II mourut le 24 mai 1670, à l'âge de soixante ans, après un règne de cinquante ans. Ce que nous avons dit de ce prince suffit pour faire comprendre combien il fut regretté. Ce qui rendait sa perte plus douloureuse encore, c'est que son successeur était loin d'annoncer les belles qualités qui avaient fait chérir le père, et porté la gloire et la prospérité de la Toscane au plus haut point qu'elle eût jamais atteint, et d'où il était maintenant à craindre de la voir déchoir.

# CHAPITRE V

Côme III, sixième grand-duc. — Ses défauts et ses qualités. — Changements opérés à la cour. — Mécontentement de la grande-duchesse Marguerite d'Orléans. — Elle quitte la Toscane, et se retire en France dans le couvent de Montmartre. — Côme III obtient le titre d'altesse royale. — Il prend parti pour la France dans la guerre de la succession. — Ses motifs. — Mort de son fils aîné Ferdinand. — Caractère de Jean-Gaston, son second fils, qui s'était séparé de sa femme. — Côme III s'occupe de régler sa succession. — Les grandes puissances la règlent sans le consulter. — Côme III ne fait aucune protestation. — Sa mort. — Jugements divers portés sur ce prince. — Sa facilité à se laisser tromper par des hypocrites. — Jean-Gaston, septième grand-duc. — Il réforme les abus qui s'étaient introduits sous le règne de son père. — La cour reprend un peu de vie et d'éclat. — Il proteste contre l'acte qui dispose du grand-duché. — Il traite directement à ce sujet avec Philippe V. — Conquête du royaume de Naples par Philippe V. — Traité de Vienne, qui donne la Toscane au duc de Lorraine, et la Lorraine au roi Stanislas Leczinski. — Cet arrangement déplaît à Gaston. — Affaiblissement de sa santé. — Désordres qui s'introduisent dans l'État.— Sa mort. — Extinction de la famille des Médicis. — Éloge de cette maison. — La Toscane sous les grands-ducs de la maison de Lorraine. — François, premier grand-duc de cette maison. — Il séjourne peu en Toscane. — Épuisement des finances causé par son absence. — Pierre-Léopold, grand-duc de Toscane. — Sa bonne administration; lois sages et humaines. — Établissement d'une police tracassière. — Mécontentement des Florentins. — Ferdinand III, grand-duc. — Sa bonne administration. — La Toscane pendant la révolution française. — Napoléon s'en empare et l'érige en royaume d'Étrurie. — Il la réunit à l'empire. — Son érection en grand-duché d'Étrurie. — Chute de l'empire. — Retour de Ferdinand III en Toscane. — Sa mort. — Léopold II, grand-duc actuel.

# CÔME III,

## SIXIÈME GRAND-DUC DE TOSCANE.

Côme, avant de monter sur le trône, avait parcouru la plus grande partie de l'Europe, d'après le désir de son père, qui pensait que si les voyages sont un complément utile à l'éducation des simples particuliers, ils en sont un nécessaire pour ceux qui sont appelés à gouverner. Malheureusement ce prince était d'un esprit faible et borné, et d'une vanité ridicule, défauts que les voyages ne corrigèrent point. Cependant, s'il ne montra pas l'affabilité et les talents qui distinguaient son père, il n'était pas dépourvu de bonnes qualités; il était humain, pacifique, sobre, religieux; il sut maintenir ses États en paix, au milieu des guerres qui désolèrent pendant son long règne une partie de l'Italie et de l'Europe.

La cour perdit bientôt sous ce règne le brillant éclat qui avait signalé le règne précédent. Côme III se laissait dominer par sa mère, et cette princesse, d'une dévotion austère, avait établi une réforme qui faisait ressembler, disaient les courtisans, la cour à un cloître. La jeune duchesse Marguerite-Louise d'Orléans, élevée dans la liberté des mœurs et des manières de la cour de France, fière de son titre de cousine germaine du roi très-chrétien, ne pouvait se plier à cette réserve extrême, où la sévère piété de la duchesse douairière maintenait tout le monde, et surtout les dames. Marguerite, douée d'une très-belle figure, était d'une extrême vivacité; elle montait à che-

val, elle aimait la chasse, la danse, la conversation libre et enjouée ; aussi conçoit-on facilement toute sa répugnance, toute son aversion pour le cérémonial auquel on voulait l'assujettir. Les personnes de sa suite l'entretenaient dans ces pensées, et l'encourageaient à montrer de plus en plus son opposition envers sa belle-mère.

Le grand-duc se plaignit d'abord avec ménagement; Marguerite ne tint aucun compte des avertissements de son mari. Chaque jour c'étaient de nouveaux griefs: tantôt la jeune duchesse se plaignait de n'être jamais consultée dans les affaires, tandis que Côme ne faisait rien qu'au gré et sous la direction de sa mère ; tantôt, s'il s'agissait d'accorder des faveurs aux savants et aux artistes, on n'avait nul égard aux recommandations de Marguerite.

Ces dissensions intestines, loin de s'apaiser, ne firent que s'envenimer de jour en jour, au point que la grande-duchesse prit le parti de quitter la cour de Florence (1675), et de se retirer dans une maison de campagne, annonçant sa résolution de retourner en France. Le grand-duc ne négligea rien pour l'empêcher d'exécuter son dessein; mais tout fut inutile, et Côme, perdant enfin tout espoir de réconciliation, consentit à son départ. La princesse arriva à Paris au mois de juillet 1675, et choisit pour sa retraite l'abbaye de Montmartre, où elle resta jusqu'à sa mort, arrivée en 1721.

Marguerite d'Orléans avait donné à son mari deux fils et une fille; le premier avait nom Ferdinand, le second Jean-Gaston, et la troisième Marie-Madeleine. En 1689, Côme maria son fils aîné, qu'on nommait le grand-prince Ferdinand,

avec Violente-Béatrix de Bavière; il donna plus tard sa fille à Jean-Guillaume de Neubourg, électeur palatin, et enfin, voyant qu'après huit ans de mariage le grand-prince Ferdinand n'avait pas d'enfants de la princesse sa femme, il maria son second fils Jean-Gaston à la princesse Anne-Marie-Françoise de Saxe-Lawembourg, veuve de Philippe-Guillaume, comte palatin du Rhin.

En 1699, le grand-duc demanda à l'empereur et en obtint le titre d'altesse royale, pour lui et ses successeurs. Cette faveur de la cour d'Autriche n'empêcha pas Côme de prendre parti pour la France dans la guerre de la succession d'Espagne, quoiqu'il se fût jusque alors toujours montré fidèle allié de l'empereur. Voici comment on explique le motif de cette politique, qui ferait honneur à son patriotisme. Il craignait qu'à l'extinction de sa maison (extinction qui était à craindre, puisque ses deux fils n'avaient pas d'enfants, et n'avaient guère d'espérance d'en avoir), l'empereur ne s'emparât du grand-duché, comme d'un fief de l'Empire; tandis qu'en traitant avec les cours de France et d'Espagne, il pouvait espérer de faire déclarer la Toscane une souveraineté indépendante. Nous verrons que ses prévisions se réalisèrent en partie.

Au milieu de ces préoccupations, un événement douloureux vint affecter Côme. Il perdit son fils aîné, le grand-prince Ferdinand, qui donnait les plus belles espérances; depuis le départ de sa mère, ce prince entretenait avec elle la correspondance la plus affectueuse, et lui adressait de douces consolations.

Cet événement fit passer les droits de la succes-

sion entre les mains de Jean-Gaston, second fils de Côme, alors âgé de quarante-deux ans. Il était d'un caractère opposé à celui de son frère. Autant Ferdinand avait montré de disposition à exercer le pouvoir et à participer au gouvernement, autant Jean-Gaston semblait peu propre à exercer l'autorité. Il aimait l'indépendance, montrait peu de goût pour les affaires, et bornait son ambition à vivre loin de la cour avec quelques amis. Ainsi que son père, il avait été malheureux en ménage; sa femme, Anne-Marie, était héritière de la maison de Lawembourg, ancienne branche de la maison de Saxe, et possédait en Bohême un patrimoine assez considérable avec tous les droits de la souveraineté. Mais tous ces titres, toute cette haute fortune, ne faisaient pas de la princesse allemande une femme aimable et capable de rendre un epoux heureux. Privée d'esprit et de beauté, elle était impérieuse, emportée, cupide, artificieuse, et, au lieu de montrer pour les arts et pour toutes les jouissances intellectuelles ce goût qui distinguait tous les Médicis, elle n'aimait que la chasse, les chevaux et les amusements grossiers des paysans. Aussi il ne tarda pas à prendre sa femme en aversion, et il la laissa dans un de ses châteaux de Bohême se livrer à ses exercices favoris, pour revenir à Florence jouir des délices de la belle Italie.

Côme III, voyant qu'il ne pouvait naître d'enfants du mariage de Jean-Gaston, pensa à laisser le grand-duché à sa fille, l'électrice palatine, sœur de Gaston, pour qu'elle en pût jouir dans le cas où celui-ci mourrait sans enfants mâles.

Cet acte demandait les plus grandes précau-

tions, afin d'accorder en même temps sa validité avec tous les droits de l'État et ceux du prince Gaston. On reconnut qu'il appartenait uniquement au sénat de Florence d'élire un souverain dans un cas tout semblable à celui de 1537, où, le duc Alexandre étant mort sans héritier légitime, ce même sénat, composé alors de quarante-huit membres, avait élu duc Côme Ier. Cette forme d'élection nouvelle fut regardée comme suffisante, sans s'arrêter à l'objection qui se présentait naturellement, c'est que l'acte de 1537 était une interprétation pure et simple, et même forcée, d'une déclaration antérieure de Charles-Quint.

Le grand-duc convoqua donc le 27 novembre 1713 le sénat de Florence, qui n'était composé, d'après de nouveaux règlements, que de quarante-deux membres. Il leur fit notifier la mort de son fils aîné, les droits dont le prince Gaston avait hérité par cette mort, et communiqua sa déclaration en faveur de l'électrice Marie-Anne-Louise, sa fille. Il invita le sénat, qu'il nomma cette fois le véritable représentant de la république de Florence, à donner à cet acte une sanction positive par son approbation. Aucune objection ne s'éleva, comme on le pense bien, contre ces dispositions, qui furent adoptées sans discussion. Le même acte du sénat appelait, après l'électrice, les héritiers des femmes des Médicis et les Farnèse, qui arrivaient aussi par Marguerite, veuve d'Alexandre de Médicis.

D'autres combinaisons occupèrent encore l'esprit de Côme. Il pensa même un instant à rétablir la république florentine; l'Angleterre et la Hollande lui promirent un appui; mais cette idée fut bien-

tôt abandonnée. Alors il jeta les yeux sur la maison de Lorraine. C'était celle dont la branche cadette avait obtenu tant de célébrité sous le nom de maison des Guises. La branche aînée, modeste, pacifique, amie du peuple, n'avait pas pris une part funeste aux affaires de l'Europe. L'empereur devait à cette maison, qui avait toujours été agréable à l'empire, une compensation pour le Montferrat dont elle avait été dépouillée. Il y avait dans cette famille un enfant de trois ans, qui descendait par les femmes de Catherine de Médicis, et qu'on pouvait transporter en Toscane, pour l'élever dans la langue, dans les usages et dans les mœurs du pays qu'il serait appelé un jour à gouverner. Cette dernière combinaison reçut plus tard son exécution, mais tout autrement que l'avait conçue le grand-duc.

Tandis que Côme III s'occupait de ces projets pour l'avenir de la Toscane, les grandes puissances, la France, l'Angleterre, l'Autriche et la Hollande, composant la quadruple alliance, réglaient sa succession sans daigner consulter ce prince. L'article 5 du traité stipulait que les duchés de Parme, Plaisance et Toscane, seraient tenus fiefs masculins de l'Empire; que, lorsque la succession de ces États serait ouverte, on les donnerait au fils aîné d'Élisabeth Farnèse, seconde femme du nouveau roi d'Espagne, Philippe V.

Côme III ne fit aucune réclamation contre ces dispositions faites sans sa participation, soit que l'âge eût affaibli son énergie, soit qu'il attachât peu d'importance à la manière dont serait réglée sa succession quand il ne lui resterait plus d'héritiers directs. L'amour de la paix l'emporta sur

toute autre considération. Ce prince vécut encore quelques années, et termina sa carrière le 31 octobre 1723, à l'âge de quatre-vingt-un ans, et après en avoir régné cinquante-quatre.

Côme III a été jugé diversement par les historiens. Muratori en fait l'éloge le plus pompeux; Galuzzi, au contraire, en trace un portrait peu flatteur. La vérité est que, sans être un prince aussi distingué qu'un grand nombre de ceux de sa famille, il est loin de mériter les reproches que lui adresse ce dernier historien. Pendant un règne de plus d'un demi-siècle, il sut entretenir la tranquillité et l'abondance au sein de ses États, et la paix avec les étrangers au milieu des circonstances difficiles qu'il eut à traverser. Il avait reçu de sa mère le goût d'une piété fervente; mais cette piété n'était pas toujours très-éclairée, et c'est là peut-être le seul reproche qu'on puisse lui adresser. Le zèle ardent du prince pour la religion avait attiré à la cour un grand nombre de faux dévots et d'hypocrites auxquels il prodiguait les honneurs et les pensions ainsi qu'à une foule d'hébreux et de musulmans qui, par cupidité, avaient abjuré leur religion pour obtenir les faveurs du souverain. Parmi eux se trouvaient même beaucoup de faux Turcs et de faux Juifs qui se faisaient un jeu d'abuser de la crédulité du grand-duc. Les sommes d'argent qui furent ainsi soutirées à Côme se montèrent à un chiffre énorme, et étaient devenues une charge écrasante pour le trésor public. Mais il n'est pas vrai pour cela de dire avec Galuzzi qu'il laissa son État ruiné et sa mémoire abhorrée.

## JEAN-GASTON,

### SEPTIÈME ET DERNIER GRAND-DUC DE TOSCANE DE LA MAISON DE MÉDICIS.

Jean-Gaston avait cinquante-trois ans quand il succéda à son père. Le plaisir de régner, qui exalte ordinairement l'âme des princes, ne fit sur Gaston aucune impression. Il ne se prêta qu'avec des marques d'indifférence et même de dégoût aux cérémonies ordinaires du rang suprême. Un des premiers actes de sa puissance fut d'éloigner de la cour les hypocrites et les complaisants, qui avaient abusé de la faiblesse de son père, et de supprimer les pensions qu'il avait accordées aveuglément à de prétendus convertis, qui n'étaient pour la plupart que des fripons sans religion, et toujours prêts, pour de l'argent, à abjurer celle qu'ils se disaient professer.

Il s'occupa ensuite de règlements utiles, qui lui attirèrent les bénédictions du peuple : ainsi, il abaissa les intérêts trop usuraires que percevaient les monts-de-piété, et il réduisit les impôts qui pesaient sur la Toscane.

A l'exemple de son aïeul Ferdinand II, il dépouilla la trop grande majesté du trône, et, dégagé de la sévère et froide étiquette qui régnait à la cour de son père, il vécut avec la noblesse et la bourgeoisie, ne dédaignant pas d'assister à leurs fêtes et de prendre part à leurs amusements. Aussi vit-on bientôt renaître à la cour l'enjouement et la galanterie. La liberté, les fêtes, les

plaisirs reprirent la place d'un cérémonial ennuyeux, qui répandait la tristesse sur la cour et sur la ville, en même temps que son système de gouvernement, fondé sur la douceur et l'humanité, lui attirait le respect et l'amour du peuple toscan.

Gaston ne se montra pas aussi indifférent que son père à l'acte par lequel on disposait de la succession du grand-duché sans même consulter ses derniers souverains. Il protesta avec énergie contre le traité de la quadruple alliance, et présenta un mémoire au congrès de Cambrai; mais on n'eut aucun égard à ses représentations. Le 24 janvier 1724, la France et l'Angleterre signèrent à Cambrai un acte par lequel elles garantissaient au roi d'Espagne l'investiture éventuelle donnée à don Carlos, fils aîné de la reine d'Espagne, des duchés de Toscane, Parme et Plaisance. L'année suivante, le corps germanique donna son consentement aux arrangements pris au sujet de la succession à ces mêmes duchés par le traité de la quadruple alliance. Ces divers traités reçurent une nouvelle force par celui qui fut signé à Séville en 1729 entre la France, l'Angleterre, l'Espagne et les états généraux, et auquel l'empereur acquiesça le 16 mars 1731.

Gaston, voyant ses protestations sans effet, tâcha au moins de s'entendre directement avec le roi d'Espagne, Philippe V, pour que celui de ses fils désigné pour régner en Toscane après lui vînt s'établir à Florence, et recevoir du grand-duc lui-même une éducation qui le mît en état de succéder aux Médicis. Cet arrangement fut accepté par le roi d'Espagne, et en conséquence

un traité de famille fut signé à Florence le 25 juillet 1731, entre le roi Philippe V et le grand-duc; il y était stipulé : « qu'au cas où Jean-Gaston viendrait à mourir sans enfants mâles, l'infant don Carlos, comme étant aux droits d'Élisabeth Farnèse, sa mère, petite-fille par Odoard, son père, de Ranuce II, duc de Parme, serait successeur immédiat dudit Jean-Gaston à la souveraineté de tous ses États composant alors le grand-duché de Toscane, et successivement, l'aîné des enfants mâles de ce prince; qu'à leur défaut, la succession de Toscane passerait de plein droit à l'aîné de ses frères, fils de Philippe V et d'Élisabeth Farnèse, reine d'Espagne. » Pour assurer l'exécution de ce traité, il fut convenu que six mille hommes de troupes espagnoles viendraient tenir garnison à Livourne et à Florence; c'est ce qui eut lieu effectivement au mois d'octobre suivant.

Dans l'impossibilité où Gaston se trouvait de disposer à son gré de sa couronne, il crut avoir fait l'arrangement le plus convenable pour éviter une transition trop brusque dans le passage d'une dynastie à une autre, et préparer ainsi ses peuples à recevoir sans difficulté leur nouveau souverain. Mais il était écrit qu'aucun des projets de Gaston, pas plus que ceux de son frère, ne serait réalisé.

Peu de temps après le traité de Florence, le roi d'Espagne fit la conquête des royaumes de Naples et de Sicile; cet événement donna lieu à un nouveau remaniement des États de la péninsule. En conséquence un nouveau traité fut conclu à Vienne le 3 octobre 1735, entre l'empereur, la France et l'Espagne, par lequel il fut décidé : 1° Que l'in-

fant don Carlos serait reconnu roi de Naples et de Sicile, et qu'il renoncerait à la succession éventuelle de la Toscane, qui lui avait été garantie par le traité précédent; 2° que le duc actuel de Lorraine et de Bar, François, gendre de l'empereur, recevrait le grand-duché de Toscane en échange des duchés de Lorraine et de Bar, qui seraient donnés en apanage au roi Stanislas Leczinski, pour prix de sa renonciation au trône de Pologne, sous la condition qu'après la mort de Stanislas ces duchés seraient réunis à la France. — Quelque temps après, l'empereur fit entrer en Toscane un corps de troupes autrichiennes pour remplacer les Espagnols dans les places qu'ils occupaient depuis le traité de Florence.

Ce nouvel arrangement déplut à Gaston, qui ne fut pas consulté. Mais que faire pour s'y opposer? Sa santé était affaiblie, et ne lui permettait pas d'espérer de vivre longtemps encore. Il ne voulut pas troubler son repos par des démarches dont il prévoyait l'inutilité; de sorte qu'il ne fit aucune protestation ni contre le traité de Vienne, ni contre l'entrée des troupes impériales dans la Toscane; mais la douleur qu'il ressentit n'en fut pas moins vive, et il s'abandonna à une mélancolie accablante. Les infirmités aggravèrent cet état désespéré; il cessa de s'occuper des affaires publiques. Gouverné par ceux qui prenaient soin de sa personne, il leur laissait la disposition des grâces. Le prince, tel qu'il s'était montré au commencement de son règne, n'existait plus : tout devint vénal; la cour et les tribunaux se remplirent d'hommes méprisables; le trésor fut quelquefois obéré comme il l'avait été sous Côme III. Gaston ignorait ces

désordres; mais les eût-il connus, sa faiblesse ne lui eût pas permis d'y porter remède. Enfin il mourut le 9 juillet 1737, à l'âge de soixante-six ans, mettant fin à la branche des grands-ducs de la maison de Médicis. Il ne restait même plus qu'une seule personne de ce nom; c'était sa sœur Anne-Marie-Louise, mariée à l'électeur palatin, et que son père avait eu un instant l'intention d'élever sur le trône de Toscane; elle mourut le 18 février 1743.

Ainsi s'éteignit cette illustre maison, qui de la simple condition de commerçant s'éleva par degré à la souveraineté de sa patrie, et l'exerça glorieusement pendant plus de deux cents ans. Le nom des Médicis restera éternellement cher aux arts et aux lettres. La protection et les encouragements qu'ils leur donnèrent sont leur plus beau titre de gloire aux yeux de la postérité. Leur magnificence et leur goût, empreints sur les monuments qu'ils élevèrent à Florence et dans le reste de la Toscane, feront longtemps encore l'admiration des étrangers et l'orgueil des habitants de la Toscane.

# CONCLUSION

## FLORENCE SOUS LES GRANDS-DUCS

### DE LA MAISON DE LORRAINE

---

La tâche que nous nous étions imposée pourrait se terminer ici, car cet ouvrage a pour objet principal l'histoire de Florence en république et sous les Médicis, c'est-à-dire de montrer quelle influence cette ville et cette famille exercèrent sur la renaissance des arts et des lettres, et par conséquent sur la civilisation européenne. Nous avons vu Florence dès le XIV^e siècle donner le signal du retour des lettres et des arts avec Dante, Pétrarque, Boccace, Cimabue et Giotto; nous l'avons vue toujours à la tête de la civilisation, au milieu de révolutions sans nombre et de commotions perpétuelles, jusqu'à ce que, trouvant enfin le repos et le bonheur sous l'administration paternelle d'une illustre famille, elle parvint à l'apogée de sa gloire et mérita le glorieux titre d'Athènes moderne, tandis que ses souverains donnaient leur nom à

leur siècle. Nous l'avons vue aussi déchoir de ce rang splendide, et les derniers reflets de sa gloire s'éteindre avec les derniers Médicis. Dès lors son histoire n'offre plus qu'un intérêt secondaire qui se lie à l'histoire d'autres pays; aussi peut-on l'écrire en quelques lignes, et c'est ce que nous avons fait, comme un court appendice à notre travail principal.

## FRANÇOIS DE LORRAINE, GRAND-DUC.

Après la mort de Gaston, le prince de Craon prit possession du grand-duché de Toscane au nom de François de Lorraine. Ce prince ne fit son entrée à Florence qu'en 1739. Ses nouveaux sujets accueillirent avec une sorte de répugnance le souverain étranger qu'une politique étrangère leur imposait. De son côté, François, loin d'être ébloui par la magnificence de ses palais et de la capitale, regrettait cette simple et modeste Lorraine, possédée pendant six siècles par ses ancêtres, qui s'y étaient fait adorer par des vertus paisibles et des systèmes d'administration paternelle et généreuse. Son affection pour ses anciens sujets se continua dans ses nouveaux États; un grand nombre de places furent données à des Lorrains, et ce ne fut pas le moindre grief des Florentins contre leur nouveau grand-duc.

François séjourna peu en Toscane; il se rendit à Vienne quelques mois après son installation, et il y était encore lorsqu'il fut élu empereur en 1745. Il avait nommé, pour administrer la Toscane pendant son absence, le maréchal marquis de Botta.

Ce choix plut aux Florentins; car leur gouverneur, instruit de leurs besoins et de leurs vœux, régit avec une douceur toute paternelle les provinces de la Toscane, ayant soin de leur laisser les institutions auxquelles elles se montraient le plus attachées.

Mais ce qu'un administrateur, si habile qu'il fût, ne pouvait empêcher, c'était l'épuisement des finances et la rareté du numéraire, occasionnée par la seule absence du souverain. En effet, chaque année il fallait envoyer à Vienne les revenus du grand duché, et cet argent, sorti des coffres des habitants de la Toscane, ne pouvait y rentrer, tandis que sous leurs anciens grands-ducs les revenus de la cour étaient dépensés dans le pays, et rentraient par mille canaux à la source d'où ils étaient sortis. Aussi cette belle et riante Toscane, autrefois si riche, si florissante, n'était plus que l'ombre d'elle-même, et, déjà tombée depuis longtemps en décadence, elle semblait maintenant toucher à sa ruine complète.

## PIERRE-LÉOPOLD, GRAND-DUC.

Un événement heureux pour elle vint lui rendre l'espoir. A la mort de l'empereur François, Pierre-Léopold son fils devint grand-duc de Toscane, et annonça l'intention de résider dans la capitale et de s'occuper de l'administration de ses États. Florence allait donc posséder de nouveau une cour; elle verrait renaître les fêtes et leur éclat; son industrie, son commerce, ses arts allaient enfin se ranimer après une si longue léthargie. Aussi,

quand Pierre-Léopold parut à Florence, il fut accueilli avec un enthousiasme indicible, et il reçut les témoignages les plus touchants d'affection.

Le nouveau prince parut sensible à cet accueil, et il s'occupa dès lors avec activité du bien de ses sujets. Il commença par mettre de l'ordre dans les finances, fit ouvrir de nouvelles routes et élever des chaussées dans des endroits marécageux où la voie était impraticable en hiver. Il donna un soin particulier à la fabrication des monnaies. Il licencia les gens de guerre comme inutiles et coûteux. Il abolit des lois cruelles, et particulièrement la peine de mort; le nouveau code pénal qu'il publia, malgré les imperfections qu'on y remarque, n'en assure pas moins à son auteur le rang le plus distingué parmi les amis de l'ordre, de la vertu et de l'humanité. Il se montra aussi protecteur éclairé des arts, et ce titre seul aurait pu le rendre cher aux Florentins. Malheureusement un travers inexcusable a gâté les bienfaits que ce prince a répandus sur la Toscane, et a rendu son règne un objet d'attaques, exagérées sans doute, mais fondées en réalité.

Léopold, sous prétexte qu'il n'avait plus de soldats, voulut, pour conserver l'ordre, établir une police chargée d'une active surveillance. Sans doute, pour maintenir la sécurité et la paix dans un État, il est nécessaire qu'une magistrature respectable et respectée veille pour prévenir les intentions des méchants, pour les contenir et leur faire, quand il est nécessaire, sentir le poids d'une répression juste et commandée par les besoins de la société. Mais, au lieu d'un établissement de cette nature, indispensable dans l'état actuel de nos

sociétés, Léopold créa une police inquisitoriale, et qui, confiée à des mercenaires, à des esprits faux et pervers, dégénéra bientôt en persécutions, en vexations incessantes. Cette police ne s'occupait ni de rechercher les crimes punis par les lois, ni de surveiller, dans l'intérêt de l'État, des complots qui n'existaient pas; mais elle pénétrait dans l'intérieur des familles, elle voulait en connaître les secrets les plus intimes et fouiller les replis les plus cachés de la vie privée. On conçoit les mécontentements et les haines que dut exciter un pareil régime; ce mécontentement n'occasionna toutefois ni soulèvements ni émeutes; il s'exhala seulement en satires, en sonnets, en épigrammes qui circulaient assez librement. Quelques-unes de ces pièces se sont conservées jusqu'à nous; on y remarque plutôt des regrets du temps passé qu'un appel à la révolte; on se plaint de la dureté, de la grossièreté des Lorrains, que l'on oppose à la douceur et à la mansuétude des Médicis. Un sonnet d'Alfieri, entre autres, eut un grand retentissement et fut presque regardé comme un événement politique (1). Et

(1) Voici ce sonnet remarquable, où le poëte, en ayant l'air de ne se plaindre que de la décadence du beau langage toscan, adresse au gouvernement les reproches les plus amers sur son despotisme :

L'idioma gentil, sonante e puro
Per cui d'oro le arene Arno volgea,
Orfano or giace, afflitto e mal sicuro,
Privo di chi bel fior ne cogliea.

Boreal scettro, inesorabil, duro,
Sua madre spegne e una madrigna crea
Che illegitimo omai farallo e oscuro
Quanto già ricco l'altra e chiaro il fea.

cependant le prince dont on attaquait ainsi le gouvernement était animé de vues clémentes, et passait à juste titre pour le souverain le plus humain de toute l'Europe; malheureusement ses bonnes intentions disparaissaient aux yeux de ses sujets, qui ne voyaient que les vexations de la police.

Léopold régna sur la Toscane jusqu'à l'époque de la mort de son frère l'empereur Joseph II (20 février 1790). Devenu par cet événement héritier des vastes domaines de la maison d'Autriche, il lui succéda aussi à l'empire sous le nom de Léopold II, après avoir nommé son second fils, Ferdinand, grand-duc de Toscane.

L'antica madre, è ver, d'inerzia ingombra,
Ebbe molti anni l'arti sue neglette ;
Ma per lei stava del gran nome l'ombra.

Italia ! a quai ti mena infami strette
Il non esser dai Goti appien disgombra !
Ti son le ignude voci anco interdette.

« L'idiome suave, harmonieux et pur, qui a fait dire que l'Arno roulait des sables d'or, gît maintenant orphelin, affligé, incertain, privé de qui pouvait en extraire la fleur la plus délicate.

« Un sceptre du nord, inexorable, dur, immole sa mère, et produit une marâtre qui rendra cet idiome désormais obscur et dénaturé, autant que cette mère l'avait rendu clair et abondant.

« L'antique mère, il est vrai, ensevelie dans l'inertie pendant nombre d'années, négligeait ses *arts* * ; mais il lui restait l'ombre du grand nom.

« Italie ! à quelle infâme servitude tu es réduite pour n'avoir pas été pleinement délivrée des Goths ! les paroles même te sont interdites ! »

* Allusion aux arts ou corps de métiers dont nous avons souvent parlé dans cette histoire, et qui prirent une part si active aux révolutions de Florence.

## FERDINAND III, GRAND-DUC

Ce prince, qui prit le nom de Ferdinand III, est sans contredit un des meilleurs qui aient gouverné en Italie. Il garda les bonnes institutions établies par son père, et repoussa constamment les odieux moyens de surveillance dont Léopold lui-même avait fini par se dégoûter avant de monter sur le trône impérial. Mais la révolution française vint bientôt jeter le trouble et la guerre dans toute l'Italie. Quand les brillantes victoires du général Bonaparte eurent soumis toute la haute Italie, Ferdinand III s'empressa de signer la paix avec le vainqueur, espérant, par cette soumission, conserver paisiblement son duché. Mais dès que Bonaparte eut quitté l'Italie, les intrigues du Directoire firent établir le gouvernement démocratique dans tous les États de l'Italie. En 1799, l'Italie fut perdue en quelques mois par le Directoire, qui ne sut pas la défendre. Ferdinand III revint à Florence, et la Toscane se réjouissait de rester longtemps sous son autorité, quand Bonaparte, au bruit de l'anéantissement de ses conquêtes, revint d'Égypte, fut placé à la tête du gouvernement français sous le titre de consul, et dans une seule campagne recouvra toutes ses conquêtes. Le premier consul s'empara alors de la Toscane, qu'il érigea en royaume d'Étrurie en faveur de la branche de la maison d'Espagne qui avait jusque-là régné sur le duché de Parme. Ferdinand III reçut en dédommagement l'électorat de Salzbourg.

En 1807, l'empereur Napoléon I^er^ détruisit ce nouveau royaume et l'incorpora à l'empire français, dont il formait trois départements, de l'*Arno*, de la *Méditerranée* et de l'*Ombrone*. Deux ans après, son indépendance fut rétablie par Napoléon lui-même, qui nomma sa sœur Élisa grande-duchesse d'Étrurie.

Après la chute de l'Empire, les souverains dépossédés de l'Italie, ou leurs héritiers, accoururent de toutes parts reprendre leurs trônes, si longtemps occupés par le vainqueur de l'Europe ou par ses lieutenants. Ferdinand III quitta avec empressement les rives du Mein, si souvent glacé, pour les rives presque toujours fleuries de l'Arno. Sa rentrée en Toscane fut saluée par les acclamations du peuple, qui se souvenait encore des bienfaits et de la bonne administration de ce prince.

Ferdinand III mourut en 1824, et eut pour successeur son fils Léopold II, actuellement régnant.

FIN.

# TABLE

---

## PREMIÈRE PARTIE

### FLORENCE EN RÉPUBLIQUE

#### CHAPITRE I.

## CHAPITRE II.



## CHAPITRE III.

## CHAPITRE IV.

## CHAPITRE V.

## CHAPITRE VI.

# SECONDE PARTIE

## FLORENCE SOUS LES MÉDICIS

---

### CHAPITRE I.

La famille des Médicis commence à régner à Florence par son influence et son crédit. — Jean de Médicis plusieurs fois gonfalonier. — Ses conseils maintiennent la paix publique. — Les grands veulent résister à l'établissement d'un nouveau plan d'impôts. — Jean refuse de se joindre à eux. — Établissement du cadastre, blâmé par les riches et approuvé par Jean de Médicis. — Paix avec le duc de Milan. — Mort de Jean de Médicis. — Son portrait. — Côme de Médicis, dit *l'Ancien*. — Expédition contre Lucques. — Cette ville résiste. — Sforce (ou Sforza), envoyé par le duc de Milan, fait lever le siége. — Sforce, gagné par l'argent des Florentins, s'éloigne. — Une ligue se forme contre Florence en faveur de Lucques. — Traité de paix de 1433. — Mécontentement occasionné par la guerre de Lucques. — Les ennemis de Côme en profitent pour chercher à le perdre. — Nicolas Uzanno les détourne de leurs projets. — Après sa mort, Renaud Albizzi recommence les intrigues contre Côme. — Côme est arrêté par ordre du gonfalonier. — Ses craintes pendant sa détention. — Il est condamné au bannissement. — Un an après, il est rappelé et salué à son retour du titre de *père de la patrie*. — Son crédit dans le gouvernement augmenté depuis son retour d'exil. — Il gouverne l'État pendant plus de trente ans. — Guerres de cette époque. — Les *condottieri*, Sforce. — Piccinnino. — Ambition de Sforce secondée par Côme de Médicis. — Ligue de toutes les puissances italiennes. — Traité de Lodi. — Changements dans la constitution. — Mécontentement qu'ils occasionnent. — Modération de Côme. — Richesse et magnificence de Florence. — Mort de Côme de Médicis. — Usage qu'il fit de ses immenses richesses. — On grave sur son tombeau le titre de PÈRE DE LA PATRIE.

## CHAPITRE II.



## CHAPITRE III

## CHAPITRE IV.

## CHAPITRE V.

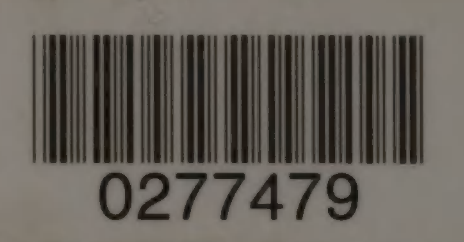


Tours. — Imp. Mame.

f. Italie
Florence

6 prov. h. t.

a^e 1^ee


0277479